Mon père m'a dit

Elliott Roosevelt

archive.org/details/MonPereMaDitEliottRoosevelt

Éditions LIBERLOG

Éditeur n° 978-2-9531251

ISBN N° 9791092732276

N° 9791092732283

Notes de l'éditeur

Alexandra Bellea-Noury, qui a présenté le livre, voulait qu'il soit réédité. En effet le livre n'a pas été réédité depuis les 30 glorieuses. Seulement les droits d'auteur de ce livre appartiennent à Elliott Roosevelt. J'ai donc demandé à Kevin Kennedy, qui suit le réseau de Lyndon Larouche, le réseau de résistants américains, de savoir s'il pouvait contacter Elliott Roosevelt, ce qu'il fit.

Mon père m'a dit

Elliott Roosevelt

PRÉFACE

Mon mari s'intéressait toujours à l'histoire et il pensait que les hommes devaient tirer des événements du présent des enseignements pour l'avenir. Je sais qu'il aurait voulu que chacun consignât par écrit ses impressions et ses idées, dans l'espoir que cela pourrait aider à atteindre le but final: créer une meilleure compréhension entre les peuples et forger de meilleurs outils pour sauvegarder la paix.

Il possédait un sens très développé de la famille et, chaque fois que l'occasion s'en présentait, il tâchait de faire venir auprès de lui tel ou tel de ses enfants. Il respectait cependant leurs obligations, et quand ils avaient le sentiment que le désir de leur père était incompatible avec leur devoir, ils savaient qu'ils pouvaient le dire ouvertement. Mon mari considérait, en effet, que la conscience de ses enfants était le facteur déterminant qui décidait en dernier ressort.

C'est là une des raisons pour lesquelles il a si souvent recherché, ne fût-ce que pour une brève période, la présence de nos enfants, celle de nos fils,

de notre gendre et de notre seule fille, dans la mesure où leur travail ou leurs obligations personnelles le permettaient. La compagnie des siens lui était si nécessaire qu'il fit même venir notre fils aîné, James, à Washington, pour se l'attacher en qualité de secrétaire, bien qu'on lui eût fait observer que ce n'était peut-être pas ce qu'il y avait de mieux pour James. On attira son attention sur le fait que cela lui vaudrait des attaques d'ordre politique, et que les services que James pourrait lui rendre se trouveraient diminués simplement parce qu'il était son fils. Ces prédictions se vérifièrent et James dut, en fin de compte, renoncer à cette fonction. J'ai néanmoins l'impression que, pendant le séjour de James à Washington, mon mari retirait beaucoup de satisfaction de sa compagnie et de sa collaboration. Tous ceux qui ignorent le sentiment de solitude qu'éprouve un Président ne peuvent comprendre pleinement combien la présence d'un membre de sa famille peut lui être précieuse.

Selon une habitude bien établie dans notre famille, lorsque l'un d'entre nous rentrait de voyage, il venait dîner à la maison le soir même. Ainsi nous pouvions entendre son récit et connaître les événements et les impressions ayant marqué pour lui la période de

la séparation. Nous savions trop bien que chacun de nous menait une vie si active qu'à moins de nous réunir immédiatement, les impressions de voyage passeraient bien vite à l'arrière-plan et ne tarderaient pas à être effacées par des préoccupations et des faits nouveaux. Nous risquions donc de laisser échapper le passé irrémédiablement.

N'ayant pas assisté moi-même aux voyages historiques qui font l'objet de ce livre, je ne puis parler que de ce que j'ai entendu au cours de ces réunions traditionnelles à l'occasion de l'arrivée de notre voyageur. Mais Elliott, lui, a été de ces voyages. Je me souviens de son animation au retour de chacun d'eux et je pense qu'un récit plus détaillé de ces jours si importants présente aujourd'hui un double intérêt.

J'ignorais, évidemment, bien des détails parmi ceux que ce livre révèle, et je n'ai pas pris part aux événements qui y sont relatés. Mais je crois fermement à la valeur d'un récit fait par toute personne qui a eu l'occasion d'observer de près une phase quelconque de la conduite de la guerre ou de l'élaboration des plans qui devaient servir de base à la future organisation de la paix.

Il est naturel que tout être humain rapporte les faits auxquels il assiste suivant une optique qui lui est particulière. La personnalité du témoin laisse une empreinte sur le témoignage, et c'est ce qui explique que des comptes rendus des mêmes événements soient souvent si dissemblables. Je suis certaine que bien des personnes parmi celles qui ont assisté aux conversations relatées ici les ont interprétées différemment, suivant leurs propres idées et convictions. Le récit de chacun d'eux serait un document inestimable. Ce livre est le témoignage direct de l'un des observateurs des grandes conférences. Il fournira aux historiens de demain une contribution qui leur permettra de formuler une appréciation définitive de ces événements historiques.

Éléanor ROOSEVELT

INTRODUCTION

Ce n'est qu'incidemment que ce livre parlera de la guerre. Son but est surtout de faire quelque lumière sur la paix.

Les événements que je me propose de décrire, les conversations dont je me souviens, ainsi que les impressions et les faits qui ont formé mes convictions actuelles se situent grosso modo entre la déclaration de la guerre et les jours qui ont suivi la rencontre des Trois Grands à Yalta, en Crimée. À cette époque, je puis en assurer le lecteur, je n'avais pas l'intention d'écrire un livre sur ce sujet. Cette décision, je ne l'ai prise que plus tard, sous la pression des événements. Le discours de Winston Churchill à Fulton, dans le Missouri *(Discours du "Rideau de fer", le 5 mars 1946)*, n'y a pas été étranger. Les réunions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., au Hunter College, à New-York, et les idées qui s'y sont fait jour, y ont également contribué. Les stocks de bombes atomiques qui s'accumulent en Amérique furent un facteur important. Tous les signes de la désunion croissante entre les grandes puissances, toutes les promesses non tenues, toutes les tendances renaissantes de la politique de force d'un impérialisme avide et exaspéré furent enfin autant d'aiguillons qui m'incitèrent à entreprendre ce travail.

Le rythme de notre époque veut que nos opinions soient modelées moins par l'histoire que par les

manchettes de journaux. Que nous ayons confiance en la Russie ou qu'au contraire nous nous méfiions d'elle, le fait que ce pays ait puissamment contribué à notre victoire dans cette guerre — fait pourtant capital — n'influe guère sur notre attitude. Celle-ci est bien plutôt le résultat des titres sensationnels étalés sur les premières pages des quotidiens des trois ou quatre derniers jours, qui n'ont pas toujours été très sérieux par le passé et dont il faudrait se défier, à plus forte raison, à une époque aussi trouble que celle-ci.

Le souvenir que nous ont laissé les V-1 sur Londres et le fait que l'Angleterre continue à connaître le régime des restrictions contribuent moins à façonner notre opinion sur le prêt à la Grande-Bretagne que l'atmosphère d'incertitude qui entoure aujourd'hui les intentions de l'Angleterre à l'égard de son Empire. L'unité qui fit gagner la guerre doit pourtant être sauvegardée si nous voulons aussi gagner la paix. C'est clair comme le jour. N'importe quel étudiant capable de réfléchir pourrait écrire sur ce sujet une dissertation persuasive et émouvante. Or, depuis la Victoire en Europe, et depuis l'emploi de la première bombe atomique, cette unité a peu à peu disparu.

Si je sens qu'il est important pour moi d'écrire ce livre, c'est parce que j'ai l'impression que nous ne nous sommes pas éloignés de cette unité par la force des choses. Je suis convaincu, au contraire, que nous en avons été écartés délibérément par des hommes qui devraient mieux comprendre la situation ou, pour employer l'expression de Walter Lippman, par de « petits garçons jouant avec des allumettes ».

Mais pourquoi est-ce à moi d'intervenir ? Qu'ai-je à dire de nouveau? Au lendemain d'un bouleversement mondial comme celui de la dernière guerre, les livres foisonnent. Généraux, ministres, correspondants de guerre, se jettent tous sur leur machine à écrire ou saisissent un crayon, quelquefois mal taillé. Néanmoins, mon livre peut revendiquer sa place, une place modeste, mais bien déterminée, et tout à fait personnelle.

Si j'ai qualité pour écrire ce livre, c'est, d'abord, en raison d'un fait purement biologique : je suis le fils du Président Roosevelt. Comme tout privilège, celui-ci n'est pas sans inconvénients. Mon père m'en parla un jour. C'était à Hyde Park, à l'époque où il était encore Gouverneur de New-York, un mois environ avant son élection à la Présidence. Il était frappé

alors par la publicité dont on gratifie les faits et gestes des enfants d'un homme public, publicité d'autant plus intense que les ennemis de l'homme en question sont plus acharnés. Le fait est que mon père ne pouvait pas faire grand-chose pour contrôler notre activité, et, d'ailleurs, il ne le voulait pas. Il estimait, en effet, que notre vie à chacun de nous était notre affaire personnelle et que nous étions libres d'agir selon nos désirs et nos possibilités. J'imagine que, comme n'importe quel père, il espérait que nous n'aurions pas à faire de la prison, que nous serions des citoyens honorables et que nous réussirions dans la vie, chacun suivant ses moyens. Mais il nous laissait une grande liberté de mouvement.

Quoi qu'il en soit, si je veux considérer la question sous tous ses angles, je dois jeter dans la balance les désavantages qui découlent de ma condition de fils du Président Roosevelt, alors que, sur le plateau opposé, pèsera le second titre dont je puis me prévaloir pour écrire ce livre : il m'a été donné d'assister personnellement à quelques-unes parmi les réunions internationales les plus marquantes de la guerre, et sans doute aussi de notre époque.

Lorsque mon père se rendait à une conférence, pendant la guerre, il aimait avoir auprès de lui un compagnon qu'il connût intimement et en qui il eût confiance, de préférence un membre de sa famille. Je ne veux pas dire par là que les rapports qui existaient entre lui et ses conseillers officiels ne tussent pas assez étroits ou qu'il n'eût pas confiance en eux, mais la présence de l'un de ses fils lui permettait de se détendre complètement. Il pouvait parler alors comme s'il se parlait à lui-même, à haute voix, et il ne manquait pas de le faire. Or, parmi ses fils, c'est moi que les circonstances mettaient surtout à sa disposition. Ainsi, lorsque mon père rencontra Churchill au large de Terre-Neuve, je me trouvais à Gander Lake, près de là, comme faisant partie d'une escadrille de reconnaissance. Quand il vint à Casablanca, mon unité opérait d'une base algérienne, et c'est encore en Tunisie que se trouvait l'une des bases de notre quartier général quand mon père se rendit dans le Proche-Orient pour prendre part à la Conférence du Caire et de Téhéran. C'est seulement à Yalta qu'il me fut impossible de me trouver à ses côtés.

Outre nos rencontres à l'occasion de ces réunions internationales, j'ai pu, évidemment, au cours de la

guerre, retourner à plusieurs reprises dans le pays; une fois en permission de maladie, deux fois en mission et une fois en permission régulière. À l'occasion de chacun de ces séjours, j'ai passé quelques soirées à la Maison Blanche, et ce furent, chaque fois, de longues heures de conversation avec mon père.

J'ai été témoin de la plupart des conférences, entretiens et négociations — militaires, politiques, diplomatiques — en tant qu'assistant de mon père. Je remplissais en effet auprès de lui les fonctions à la fois de commissionnaire, de garçon de courses et de secrétaire. Dans ce rôle semi-officiel, j'ai été en mesure de suivre de près les échanges de vues, aussi bien officiels qu'officieux, des délégués alliés de la guerre : Churchill, Staline, le généralissime Tchang-Kaï-Tchek et sa femme, les chefs de l'état-major interallié, les généraux et les amiraux qui commandaient sur les divers théâtres d'opérations et dans toutes les armes :. Smuts, de Gaulle, Giraud, Hopkins, Robert Murphy, Molotov; les rois d'Égypte, de Grèce, de Yougoslavie et d'Angleterre, émirs, shahs, sultans et princes, chefs de gouvernement, ambassadeurs, ministres, califes, grands vizirs. Je les accueillais à leur arrivée, je les introduisais,

j'assistais à leurs conversations avec mon père et, après leur départ je recueillais les impressions de celui-ci à leur sujet.

À la fin de telles journées de conférences bien chargées, il ne se passait guère de soir où, avant d'éteindre les lumières, nous ne nous entretenions, mon père et moi, pendant quelques heures.

Nous discutions des événements du jour, nous confrontions nos idées et échangions nos impressions. Parfois, mon père m'interrogeait sur mon travail de reconnaissances photographiques. Mais le plus souvent, c'était moi qui le faisais parler de tout ce qui me préoccupait : depuis les projets du second front jusqu'à l'opinion qu'il avait de Mme Tchang-Kaï-Tchek, etc. Sa confiance en moi était assez grande pour qu'il me révélât les résultats de ses négociations avec Staline avant même de les avoir communiqués à ses chefs d'état-major ou à ses secrétaires d'État. Nos rapports étaient des rapports de bonne camaraderie, et je pense qu'il me considérait non seulement comme son fils, mais aussi comme un ami digne de son estime et de son affection.

Ainsi, j'ai pu assister aux grandes conférences sur deux plans différents : à la fois comme assistant

officiel du Président des États-Unis et comme l'un des amis les plus intimes de l'homme qui eut l'initiative de l'unité des Nations Unies. C'est sur ce second plan que j'ai connu les pensées les plus secrètes de mon père, et ses plus chères aspirations, toute sa conception de ce monde d'après-guerre qui allait naître après notre victoire militaire. Je sais sur quelles bases il voulait construire la paix universelle. Je connais les conversations au cours desquelles ces idées ont pris forme. J'étais au courant des négociations menées à ce sujet et des promesses faites.

Or j'ai vu que ces promesses avaient été violées, qu'on avait passé outre, avec une désinvolture cynique, aux conditions fixées et que les plans établis en vue de l'organisation de la paix avaient été désavoués.

Voilà les raisons qui m'ont poussé à écrire ce livre. Pour m'aider dans cette tâche, j'avais à ma disposition le procès-verbal officiel des diverses conférences, ainsi que mes propres notes prises au cours de ces réunions, et, enfin, mes souvenirs personnels. Toutefois, je me suis plus fié à mes notes qu'à ma mémoire.

J'écris, ceci pour vous qui pensez avec moi que Franklin Roosevelt fut, pendant la guerre, le bâtisseur de l'unité des Nation Unies, que ses idéaux et sa politique auraient été capables de l'assurer, en faisant d'elle une entité vitale dans le monde d'après guerre; pour vous qui pensez avec moi que la voie ouverte par lui a été délibérément abandonnée, et que c'est chose grave.

J'écris avec l'espoir que cela pourrait nous aider à nous remettre sur cette voie. Je crois que c'est possible. La pensée qu'il pourrait en être autrement me remplit d'effroi.

Elliott ROOSEVELT

Chapitre I : DU TEXAS À ARGENTIA

La crise européenne, « résolue » en septembre 1938 par l'apaisement de Munich, ne représentait pas la même chose pour tout le monde. Suivant que les gens étaient convaincus ou non que tous les humains étaient citoyens d'un même monde, elle prenait une signification différente à leurs yeux.

Chez moi, la tension de ces jours mémorables avait surtout des raisons purement égoïstes. Je projetais une affaire : l'organisation d'un réseau de petites stations de radio au Texas. Or, la menace d'une guerre se dessinait, les nazis et les fascistes italiens faisaient entendre un cliquetis d'armes, et mon principal souci était de savoir quelles en seraient les répercussions sur la bonne marche de mon entreprise et sur mes perspectives de bénéfices.

Rien ne vaut les renseignements puisés à la source. Au cours de ce mois de septembre, je pus passer quelques jours à Washington et décidai de me livrer à cette occasion à un sondage discret auprès de mon père, afin d'en déduire des conclusions sur la solidité des affaires. Le jour où je réussis à obtenir dix minutes de conversation avec mon père, sans témoin, dans son bureau, il venait justement d'envoyer à

Hitler sa seconde note et le texte en était déjà communiqué à la presse.

Je fis part à mon père de mon projet d'acquérir le contrôle des stations émettrices de radio afin d'essayer de fonder une entreprise commerciale prospère.

— Bien sûr, risquai-je, avec tous ces bruits sur les dangers de guerre...

Je fixais mon père, guettant sa réaction. Il écarta sa chaise du bureau et me regarda droit dans les yeux. Il y eut un silence.

— À lire les manchettes des journaux, on croirait que c'est déjà pour demain, repris-je, hésitant. Ce n'est pas précisément de bon augure pour les nouvelles entreprises, je pense. Telle est du moins mon impression.

Mon père sourit.

— Que veux-tu que je te dise ? Qu'il n'y aura pas de guerre ? Que tu peux y aller pour tes affaires de radio ? Que tu aurais tort de te faire des soucis ? Que tu es assuré de réaliser des bénéfices dès la première année et qu'à la fin de la troisième année ta fortune sera faite ?

— Je pensais que peut-être...

— Je vais te dire ce que je sais, et je n'en sais pas plus long que n'importe quel autre homme aux yeux bien ouverts. Tôt ou tard, l'Europe connaîtra une nouvelle crise politique. Tôt

ou tard, la Grande-Bretagne et la France décideront que Hitler est allé trop loin. Il ne semble pas que ce soit déjà pour cette semaine, mais cela même n'est pas absolument sûr. Quant au rôle de la Russie... le peuple tchécoslovaque...

— Mais à supposer qu'il y ait une nouvelle crise en Europe, cela veut-il dire forcément que nous y serons mêlés ?

— Nous faisons des efforts pour que cela ne se produise pas. Nous nous débattons comme de beaux diables pour pouvoir rester hors de la mêlée. Nous espérons y réussir, nous l'espérons fermement.

Il se tut un instant et, les sourcils froncés, se mit à jouer distraitement avec un objet sur son bureau.

— Écoute, dit-il enfin, à ta place je réaliserais ce projet de radio aussi vite et aussi énergiquement que possible. Tu aurais tort de renoncer à ton idée à cause des manchettes de journaux. Continue et persévère. J'ai le ferme espoir que tu réussiras.

Et voilà. Tandis que je regagnais le Texas, je cherchai l'explication de cette soudaine assurance de mon père, qui reflétait une confiance presque trop grande, et me demandai s'il n'y avait pas anguille sous roche. Le fait est qu'en septembre et octobre 1938, la plupart des Américains étaient à plusieurs centaines d'années-lumière de la réalité. Finalement, je liquidai la question par un haussement

d'épaules, bien décidé à ne plus penser à l'Europe et à me mettre au travail au Texas. Ce que je fis.

Si plus de gens chez nous — moi y compris —avaient, au lieu de hausser les épaules, accordé un peu plus d'attention à ce qui se passait du côté de la Mandchourie et de la Tchécoslovaquie, nous n'y aurions rien perdu, au contraire, sans parler du sang que cela nous aurait épargné. Afin de vérifier l'exactitude de ce lieu commun, je me suis reporté à quelques documents officiels datant de cette époque ou même antérieurs à celle-ci. Voici par exemple le compte rendu d'une conférence de presse tenue par mon père le 20 août 1938. Un journaliste sceptique l'interrogeait sur la nécessité d'un système de défense militaire dans le Pacifique. Il émit l'opinion que nous ne serions jamais capables de défendre à la fois les Philippines et nos autres îles du Pacifique et de mettre notre hémisphère à l'abri du danger d'agression. À quoi mon père répondit :

— Évidemment, si on a affaire à un seul ennemi, vous avez raison. Mais supposez que nous nous trouvions en face de deux ennemis, sur deux fronts différents. Alors, nous devons nous montrer souples et mobiles. Nous devons commencer par battre l'un d'eux pour retourner ensuite toutes nos forces contre l'autre et le battre à son tour. C'est à peu près la seule solution qui s'offre à nous.

Ainsi, tandis que s'engageait le grand débat qui devait absorber le pays pendant les mois qui précédèrent le désastre de Pearl Harbour, mon père faisait tout son possible pour que nul Pearl Harbour ne pût nous prendre au dépourvu. Au Congrès, Brewster du Maine, Ham Fish de New-York, Vandenherg du Michigan, Capper du Kansas et Borah d'Idaho dirigeaient l'opposition coutre tout projet tendant au renforcement de nos armées de terre et de mer. La presse Hearst et le réseau McCormick-Patterson dénonçaient le principe de sécurité collective et prêchaient l'isolationnisme.

En juin 1940, un voyage d'affaires me conduisit à New-York. Lorsque, sur le chemin du retour, je fis halte à Washington, j'étais en proie à un souci commun à tous les hommes d'affaires : les impôts.

Les impôts sur les profits excessifs me préoccupaient tout particulièrement. En effet, si les grosses compagnies pouvaient fort bien s'en tirer, des entreprises de moindre envergure, fondées avec un capital modeste et chargées de grosses dettes, étaient par contre trop lourdement grevées.

Ayant surpris mon père, le matin, au moment où, ayant terminé son petit déjeuner, il allait se mettre au travail, je l'entretins de cette question.

— Eh bien, papa, dis-je, l'État semble bien décidé à nous empêcher, nous autres petites gens, de payer nos dettes et de commencer à réaliser quelques bénéfices.

Mon père sourit et d'un geste jeta au panier une pile de journaux de Chicago, de New-York et de Washington.

— As-tu pris ton café ? me demanda-t-il.

— Peu importe le café. Parlons plutôt des impôts sur les bénéfices excessifs.

— Tu ne veux pas dire que ce soit le cas de ton entreprise, n'est-ce pas ?

— Non, mais...

— Tu admets aussi que l'État est bien obligé de lever des impôts ? Et qu'à un moment où les grosses sociétés commencent à travailler avec toutes sortes de garanties de l'État, les bénéfices énormes qu'elles réalisent soient tout à fait indiqués pour fournir de l'argent au pays ? Et tu admets enfin que nous avons besoin de fonds si nous voulons mettre sur pied une armée de terre et de mer ainsi qu'une aviation qui soient à la hauteur de leur tâche ?

— Je reconnais tout cela, bien sûr. Néanmoins, en ce qui concerne notre petite entreprise...

— Aucune loi fiscale, quelle qu'elle soit, ne veut la ruine de personne Je suis généralement plus désireux que quiconque de permettre aux petites entreprises de soutenir la concurrence avec les grosses sociétés. Mais les affaires et les impôts ne sont pas notre seul souci, en ce moment. Les problèmes qui se posent aujourd'hui à nous sont plus

graves, infiniment plus graves. Je suis navré de ne pouvoir te rassurer... Tu dois avoir mal à la tête. Tiens, prends un comprimé d'aspirine.

Je me mis à rire. À vrai dire, une autre question encore me préoccupait.

— Et la conscription, papa? Où en sommes-nous ? Demandai-je.

Ma question était si inattendue que mon père crut d'abord que je faisais allusion à la conscription des bénéfices des associations commerciales. Mais il se reprit :

— Ah, tu veux parler du service militaire ?

— Oui, je me demandais ce que nous devrions faire, John, Franklin et moi-même, au cas où ce projet passerait, et ce que tu en penses, toi, papa. Quant à Jimmy, il me semble que vu son âge...

— Jimmy fait de toute façon partie de la marine de réserve, me rappela-t-il.

— Sait-on quelque chose de précis sur le projet de mobilisation ? Notamment en ce qui concerne la limite d'âge et tout le reste ?

— Il y a un point, dit mon père, sur lequel je tiens à exprimer clairement ma pensée. Si ce projet passe, chacun de vous devra se mettre en règle avec sa propre conscience. Si vous voulez attendre jusqu'à ce que le projet soit adopté,

vous êtes libres de le faire. Une fois la loi promulguée, chacun de vous aura son centre de recrutement et ce sera alors à cet organisme de faire le nécessaire.

"Ne me demande donc pas de conseil. poursuivit-il, sur ce que tu dois faire. Tu me connais assez pour savoir que je ne t'en donnerai point. Je ne me suis jamais mêlé de vos affaires personnelles, et ce n'est pas un projet-loi sur la conscription qui me fera abandonner mes principes."

Ce fut tout.

Cette conversation ne fut pas précisément de nature à me remplir de satisfaction. Elle ne m'avait pas avancé à grand-chose. Mon père ne s'était pas montré très rassurant quant aux impôts qui grevaient le budget des petites entreprises. Il ne m'avait pas laissé deviner quelle ligne de conduite il souhaitait me voir suivre. Je répète que cet entretien ne m'avait pas pleinement satisfait, car tel fut bien mon premier sentiment. Mais lorsque j'y réfléchis maintenant, je me rends compte que mon père avait bien raison de m'obliger à prendre une décision par moi-même.

De retour au Texas, je pris ma détermination sans plus tarder, au cours du même été. Le Texas est, semble-t-il, un séjour tout indiqué pour les jeunes gens indécis qui se demandent s'ils doivent, oui ou non, s'engager comme volontaires dans l'armée.

La lecture des journaux, chaque matin, à tête reposée, me fit comprendre que notre pays serait très probablement entraîné tôt ou tard dans la guerre. Mon entreprise pouvait continuer à marcher toute seule ; de plus, l'augmentation de la production consécutive aux commandes de guerre ne manquerait pas d'accroître à son tour les revenus publicitaires de nos stations. Pourquoi alors ne pas m'engager ? Rien ne s'y opposait. Que risquais-je au fond ? Une année d'entraînement militaire (c'est ce que je croyais, alors). Et du moins, je pourrais en savoir plus long.

C'est ainsi qu'au mois d'août, je retournai à Washington, pour aller me présenter au War Department.

Quelques années auparavant, j'avais travaillé comme pilote dans l'aviation civile. Je collaborais alors à la presse Hearst, et j'étais chargé plus spécialement de la rubrique de l'aviation. De la part d'un Roosevelt c'est, dans un certain sens, un manque de loyalisme à l'égard de la marine, mais je dois dire pour ma défense que je suis un Roosevelt qui n'a pas fait ses études à l'université de Harvard.

J'avais rencontré Arnold, connu sous le nom de « Hap », quelques années auparavant, alors que, lieutenant-colonel, il était en garnison à March Field, en Californie. Mon père tenait « Hap » en haute estime et appréciait beaucoup ses aptitudes et ses opinions. En 1940, Arnold avait le grade de major général et il commandait les Forces aériennes. J'allai,

tout simplement, lui serrer la main et j'en profitai pour demander à l'un de ses sous-ordres des renseignements au sujet de mon engagement, car je pensais entrer dans l'armée comme pilote.

Cependant, il me fallut déchanter. On me trouva physiquement inapte comme pilote de combat et je fus même obligé de signer ma démission, afin de pouvoir poser ma candidature à un poste dans l'administration.

Je m'accrochai à cette chance qui s'offrait moi. Le fonctionnaire qui s'occupait de mon cas pensait que mon expérience en matière d'organisation des réseaux radiophoniques pourrait m'être précieuse dans l'intendance. Mon âge, en outre, correspondait au grade de capitaine. C'était réglementaire. Cette solution semblait donc tout indiquée.

Je ne soufflai mot de tout cela à ma famille. Le 19 septembre, on m'avisa que ma nomination était approuvée. Il était temps d'en parler à mon père.

À la Maison Blanche, les entretiens entre mon père et les membres du cabinet se succédaient. Je réussis cependant à le voir entre deux visites officielles.

— Regarde, papa, dis-je en lui montrant ma convocation.

Il examina le papier et je vis des larmes briller dans ses yeux. J'étais le premier de ses fils à m'être engagé comme

volontaire dans l'armée. Un moment se passa sans qu'il pût parler. Puis :

— Je suis fier de toi.

Son émotion me remplit à mon tour de fierté. En fin de semaine, toute la famille, ou presque, se réunit à Hyde Park. Nous devions y célébrer deux anniversaires, celui de ma grand-mère, le 21 du mois, et le mien, le 23. On les fêta tous les deux à la fois. Ce soir-là, à dîner, mon père leva son verre et porta un toast.

— À la santé d'Elliott ! Il est le premier de la famille à avoir pensé sérieusement, et avec bon sens, à la menace qui pèse sur l'Amérique. Devançant l'appel, il s'est engagé dans l'armée. Nous sommes tous très fiers de lui, et moi le premier.

Tout le monde but à ma santé : mon père, ma mère, ma grand-mère et mes frères. Je compris, par l'a suite, à quel point la brève entrevue que j'avais eue avec mon père dans son bureau de la Maison Blanche, et au cours de laquelle je lui avais montré ma promotion, nous avait rapprochés l'un de l'autre. Certes, nos rapports s'étaient déjà resserrés à l'occasion du voyage que nous avions fait ensemble en Europe l'été où je venais d'avoir vingt-et-un ans. Mais ce n'était pas la même chose. À partir de ce moment-là, une plus étroite intimité s'établit entre nous, il me témoigna plus de confiance et les liens qui nous unissaient devinrent plus

solides. C'était comme s'il m'eût soumis à une épreuve, dont je me serais tiré à mon honneur. La chose était importante pour lui et je prie le lecteur de croire qu'elle l'était aussi pour moi.

Ce soir-là, quand j'allai dans sa chambre lui souhaiter bonne nuit, il me demanda de rester un moment pour bavarder avec lui. Il voulut savoir ce que j'éprouvais, après ma décision. Je lui dis que j'étais très satisfait.

Nous causâmes pendant quelques minutes de Wright Field, à Dayton, dans l'État d'Ohio, où je devais rejoindre mon unité. Mon père me demanda ce que je pensais de la guerre. Je lui confiai le doute que je partageais avec bien des gens, à cette époque. Allions-nous continuer à livrer de la ferraille au Japon ? Nous ne pouvions, en effet, ignorer que la ferraille pour les Japonais, c'était la mort pour les Chinois...

— Nous sommes une nation éprise de paix, me répondit-il, pensif. C'est plus qu'un état de fait, c'est aussi une façon de penser. Nous n'attendons pas la guerre, nous ne voulons pas de guerre, et nous ne sommes pas préparés pour faire la guerre. La ferraille — ne ris pas! — n'est pas considérée comme matériel de guerre. En conséquence, le Japon ou tout autre pays avec lequel nous entretenons des relations commerciales peut fort bien nous en acheter.

— Pourtant...

— Bien plus, si nous cessions tout à coup nos livraisons de ferraille au Japon, celui-ci pourrait à juste titre considérer notre attitude comme inamicale et destinée à l'étouffer et à le ruiner commercialement.

" Bien plus, poursuivit-il. Le Japon pourrait, à bon droit, voir dans un tel geste de notre part, une cause suffisante pour rompre nos relations diplomatiques."

" J'irai plus loin. À supposer que le Japon nous croie mal préparés à la guerre, imparfaitement armés, il pourrait même saisir ce prétexte pour nous menacer d'une guerre."

— Ce serait du bluff de sa part.

— C'est possible, et même probable. Mais sommes-nous en mesure de jeter un défi au Japon ?

Je me rappelai les éditoriaux du Chicago Tribune, journal du colonel McCormick, et les discours de certains sénateurs et représentants qui tendaient à démontrer que le Japon ne nourrissait pas d'intentions belliqueuses à notre égard, et que nos intérêts n'étaient pas menacés en Extrême-Orient. Je me rappelai aussi, les attaques formulées contre mon père, l'accusant d'excitation à la guerre.

— En fait, dit-il, nous sommes en train d'apaiser le Japon. C'est un mot bien déplaisant; ne crois pas que je l'aime. Mais il faut appeler les choses par leur nom. Nous apaisons

le Japon afin de gagner le temps nécessaire à la création d'une puissante armée de terre et de mer.

— Et de l'air, ajoutai-je.

— Oui, une puissante armée aérienne aussi, dit mon père en souriant. Tu as raison, je ne devrais pas oublier l'aviation quand tu es là.

Quelques jours plus tard, je rejoignais mon nouveau poste de capitaine dans les services de ravitaillement de l'armée de l'Air. En toute sincérité, à aucun moment la pensée ne m'avait effleuré que les ennemis de mon père pussent faire état, pour des fins politiques, de cette décision que j'avais prise sans aucune arrière-pensée. Ce n'est pas par jeu que je m'étais engagé et que j'avais demandé une affectation, ni parce que la vie militaire me semblait plus agréable que mes affaires au Texas. C'eût été d'ailleurs bien naïf de ma part. Mais les semaines qui suivirent allaient m'éclairer là-dessus.

Au cours de la campagne électorale de 1940, je reçus près de 35.000 lettres ou cartes postales venant de tous les coins des États-Unis, anonymes pour la plupart, bien entendu. À cette époque, ces lettres me blessèrent, évidemment.

En octobre, au moment même où ces missives s'abattaient sur moi en avalanche, à raison de 1.000 par courrier, mon père, en tournée dans le Midwest, vint à Dayton. Il profitait de son passage dans la région pour inspecter l'aérodrome de

Wright en compagnie du Général Hap Arnold. J'allai le voir quelques minutes dans son wagon privé du train de campagne électorale…

— Crois-moi, papa, ce n'est pas tant à cause de moi que je me fais des soucis. Mais une chose comme celle-ci n'est pas faite pour augmenter tes chances...

Il semblait préoccupé. Les reproches dont on m'accablait, en effet, n'étaient pas de ceux qui font plaisir : on me traitait d'embusqué, réfugié dans l'administration et on accusait mon père d'avoir usé de son influence pour me mettre à l'abri du danger. Mon père me demanda ce que je comptais faire.

— Je voudrais donner ma démission, répondis-je. Renoncer à mon grade. Je tenais à t'en parler, car je me souviens que le jour où je t'ai annoncé...

— Est-ce au commandant en chef que tu parles ? demanda-t-il, les yeux brillants.

— Si tu veux.

— Attends une minute.

Il se tourna vers Steve Early :

— Voulez-vous, Steve, aller demander à Hap Arnold de venir ici pour un moment !

Lorsque le Général Arnold nous eut rejoints, mon père lui répéta mes paroles, puis il dit :

— Je vous transmets cette affaire, Hap. Elle est de votre ressort. Faites ce que vous jugerez bon.

Il alla à la fenêtre, me laissant seul avec le Général Arnold. Celui-ci me regarda étonné.

— Est-ce sérieux, capitaine ?

— Tout à fait sérieux, répondis-je.

— Et que comptez-vous faire ? Demander un engagement comme simple soldat ?

— Au cas où je ne pourrais m'engager comme simple soldat, j'ai pensé à la R.C.A.F. (Royal Canadian Air Force).

— Hum... Eh bien, donnez votre démission par la voie officielle, en indiquant vos motifs. Comme cela vous serez en règle.

C'est ainsi que ma requête prit la filière. Une semaine plus tard, la réponse, ayant suivi la même voie en sens inverse, me parvenait : ma demande de démission n'était pas acceptée. Je me mis alors à bombarder systématiquement mes chefs de mes requêtes en vue d'une nouvelle affectation et, autant que possible, d'une mission outre-mer.

Le résultat ne se fit pas attendre. Je fus transféré à Boiling Field où je devais suivre un cours destiné aux officiers des

services de renseignements de l'aviation, dirigé par un certain Lauris Norstad de West Point, jeune officier d'une intelligence et d'une capacité de travail remarquables.

La période d'instruction terminée, je fus versé dans la 21ème escadrille de reconnaissance commandée par le major Jimmy Crabb. Cette escadrille, dont la base se trouvait à Terre-Neuve, effectuait des patrouilles dans l'Atlantique-Nord, afin de protéger nos navires contre les sous-marins allemands. Ce n'était pas encore une mission outre-mer, mais j'avais du moins l'impression que je m'en approchais.

Je cherche le mot propre pour définir les conditions d'existence à Terre-Neuve en ce mois de mars 1941: conditions atmosphériques, alimentaires, nature ou plutôt manque de terrains. On pourrait leur appliquer l'épithète « rudes », si ce mot pouvait évoquer dans l'esprit du lecteur à la fois la misère, la boue, la grisaille, la désolation.

Partant de ce point de vue que rien ne pouvait être plus désagréable que Terre-Neuve en mars 1941, je me proposai, comme volontaire, pour un voyage d'études dans la région arctique du Nord. Il s'agissait de rechercher des terrains d'atterrissage pouvant servir d'étapes à nos transports d'avions de combat pour la Grande-Bretagne. Le côté le plus délicat de notre entreprise était de prévenir des conflits entre l'armée de terre et la marine.

Ma mission devait me conduire du Labrador aux îles Baffin, puis au Groënland et en Islande, peut-être même en Angleterre, dans le but de comparer nos résultats à ceux des aviateurs anglais et des fonctionnaires du ministère de l'Air britannique.

À vrai dire, j'aurais préféré que mon voyage en Angleterre eût lieu un peu plus tard.

Au moment où j'arrivai, le blitz de mai-juin prenait fin. Je n'en ai vu, certes, que les derniers jours, mais cela me suffit largement. J'ai partagé avec tous ceux qui ont vécu ces jours le choc qu'on éprouve à la vue des maisons qui s'écroulent, et ce sentiment d'impuissance qui vous paralyse tandis que les bombes pleuvent alentour.

Au cours de mon premier voyage en Grande-Bretagne pendant la guerre, je fus invité à passer le week-end aux Chequers, dans la maison de campagne du Premier Ministre. Ce fut un agréable week-end de famille, avec, pourtant, deux moments embarrassants pour moi. D'abord quand un maître d'hôtel stylé, sorti, semblait-il, d'un film de la Metro-Goldwyn-Mayer, m'accueillit à la porte et s'informa de mes bagages : je ne pus confier à sa sollicitude qu'un peigne et ne brosse à dents. Ensuite quand, en me réveillant, le lendemain, je constatai que le magnifique pyjama de soie que mon hôte avait aimablement mis à ma disposition, et

qui n'était pas tout à fait à ma taille, était fendu de haut en bas.

À la mi-été 1941, mon escadrille avait découvert cinq endroits qui se prêtaient à l'établissement de bases susceptibles de servir d'étapes dans le Cercle Arctique. Nous leur donnâmes des noms connus probablement des seuls aviateurs qui s'en sont servis pendant les quatre années suivantes. *Goose Bay* dans le Labrador, *Bluie East* au Grœnland, *Crystal I* à Québec, *Crystal II* et *Crystal III* dans les îles Baffin : ce fut là notre contribution au réseau, grâce auquel tant de chasseurs et de bombardiers ont pu gagner l'Angleterre au cours des mois d'été 1942 et 1943.

Au début d'août, j'étais de retour dans les îles Baffin, dans la toundra jusqu'aux genoux, étudiant un terrain en vue de la construction d'un aérodrome à l'extrémité de Cumberland Sound, lorsque je reçus, par la radio, l'ordre de regagner immédiatement ma base à Terre-Neuve. Question de service, pensais-je. Une fois à Gander Lake, on me confia le commandement d'un Grumman 0A-10. Le vendredi 8 août, je devais prendre à bord, à St-John's, le général commandant les forces américaines à Terre-Neuve, et me rendre ensuite dans notre base navale, en Angleterre. Que signifiait tout cela? J'en étais réduit à des conjectures et supposais que quelque « grosse légume » voulait discuter

avec moi de la question des bases aériennes que j'étais en train d'étudier.

Le général, assis au fond de notre petit Grumman, gardait le silence. J'occupais le siège à côté du pilote. Au moment où nous dépassions l'éperon montagneux qui domine le port d'Argentia, le pilote siffla. La baie était pleine de navires dont quelques-uns étaient des bâtiments importants. Nous nous regardâmes, perplexes. Par la radio, des instructions nous parvenaient nous indiquant l'amarre vers laquelle nous devions nous diriger et nous informant combien de temps il nous faudrait attendre jusqu'à l'arrivée d'une vedette. Fort intrigués par toute cette flottille de croiseurs et de destroyers à l'ancre, nous nous efforcions d'en percer le mystère. Nous ne trouvâmes qu'une explication plausible: nous tombions au milieu de manœuvres dans l'Atlantique.

Quelques minutes plus tard, j'avais la clef de l’énigme. Une vedette nous conduisit à bord d'un croiseur, l'Augusta, où je vis, à côté du capitaine, Watson, surnommé « Pa », assistant militaire de mon père, et le vice-amiral Wilson Brown, son aide naval. Je fus si étonné de les trouver là et si occupé à chercher l'explication de leur présence, que j'en oublai l'étiquette de la Navy, dont les éléments m'avaient été inculqués dans mon enfance, à l'époque où mon père était secrétaire-adjoint à la Marine. « Pa » Watson sourit, l'amiral Brown me fit un signe de la main. Alors, juste au

dernier moment, je retrouvai le geste qu'il fallait : me tournant vers l'arrière du navire, je saluai le pavillon américain. « Pa » me serra la main et m'annonça que le « commandant en chef désirait me voir ». Je fis quelques pas en avant et me trouvai nez à nez avec mon frère Franklin qui, à cette époque-là, était lieutenant dans la Marine.

— Tiens, toi aussi ?

— Oui, le Mayrant a été désigné, la semaine passée, en même temps qu'un autre destroyer, pour faire partie d'un convoi. Notre tâche, nous a-t-on dit, serait de protéger l'entrée du port et de patrouiller. Ce matin j'ai reçu l'ordre de me présenter devant le commandant en chef à bord de l'Augusta.

Il passa son doigt dans son col et ajouta :

— Je me demandais déjà quel crime j'avais bien pu commettre pour que l'amiral King m'appelle d'urgence.

— Où est papa ?

— À l'avant, dans la cabine du capitaine. Que penses-tu de tout cela ?

— La même chose que toi, probablement. Nous assistons à quelques manœuvres navales.

— Viens par ici. J'espère que tu apportes un costume de rechange.

— Non. Pourquoi ?

— Nous sommes là pour deux ou trois jours, si je ne me trompe.

Ceci se passait le vendredi, un peu avant midi. Je n'avais pas avec moi d'autre chemise que celle que je portais sous ma tunique et je ne devais pas quitter le navire avant mardi. Heureusement, nous avions à peu près la même encolure, mon père et moi. On admettra qu'il eût été déplacé d'assister à la signature de la Charte de l'Atlantique avec une chemise d'une propreté douteuse.

Chapitre II : LA CHARTE DE L’ATLANTIQUE

Ce vendredi, Franklin et moi allâmes voir Père quelques minutes avant le déjeuner. Nous pûmes tout juste lui dire bonjour et prendre des nouvelles de notre mère et des autres membres de la famille.

— J'ai quelque chose pour toi, dit alors mon père en me tendant une aiguillette d'aide de camp du commandant en chef. J'ai fait apporter ça par Pat Watson. Tu ne la garderas que quelques jours, ajouta-t-il en souriant.

Il remit ensuite à Franklin l'insigne de la Marine correspondant au mien.

— Tu as une mine superbe, papa ? dis-je. Mais que signifie tout cela ? Une partie de pêche ? Mon père éclata de rire.

— C'est ce que croient les journaux. Pour eux, je suis en train de pêcher quelque part, dans la Baie de Fundy.

Il s'amusait comme un gosse, fier d'avoir dépisté les journalistes en dirigeant le yacht présidentiel, le Potomac, vers Augusta, dans le Maine.

Il m'expliqua ensuite de quoi il s'agissait.

— Je vais rencontrer ici, Churchill. Il doit arriver demain sur le Prince of Wales. Harry Hopkins est avec lui.

Il recula pour mieux observer l'effet produit par cette révélation. Il n'y avait pas de glace proximité et je ne pouvais donc pas voir l'expression de mon visage, mais je pense qu'il s'y peignait le plus vif étonnement. Et mon père en était visiblement ravi.

Je ne veux pas poursuivre ce récit sans dire un mot des journalistes de la Maison Blanche dont mon père avait réussi à déjouer la vigilance. Il avait été convenu, en effet, avec Winston Churchill, que journalistes et photographes seraient exclus de cette première rencontre. Respectueux de cette convention, mon père s'était amusé à fausser compagnie aux représentants de la presse avec autant de plaisir qu'un gamin de douze ans jouant au gendarme et au voleur met à dépister le camarade qui l'a pris en filature. Or, le lendemain, Churchill arriva suivi d'un groupe de journalistes assez mal camouflés en fonctionnaires du ministère de l'Information. Ce fut la première fois que Churchill surprit mon père de cette façon-là. Ce ne devait pas être la dernière.

Pour en revenir à la pêche, mon père s'était effectivement livré à ce sport, la veille de mon arrivée. Il avait pris un spécimen mystérieux de la faune marine, dont personne à bord n'était capable d'identifier l'espèce. « Il faut l'envoyer au muséum », dit-il. À la suite de cette trouvaille, il avait renoncé à la pêche.

Le choix de cet endroit pour la rencontre entre mon père et Churchill, la première au cours de la guerre, était motivé par plusieurs considérations. D'abord, pour des raisons de sécurité, il valait mieux que la rencontre n'eût pas lieu à Washington. On évitait ainsi des rumeurs de toutes sortes qui auraient risqué de porter préjudice au résultat de l'entrevue. Mon père et le Premier britannique étaient tous deux des marins : c'est en cette qualité qu'ils s'étaient vus la dernière fois, en 1919. L'idée d'une rencontre en mer avait de quoi les séduire tous les deux. Mais, évidemment, il ne pouvait être question d'un rendez-vous en haute mer, en raison du danger que présentaient les sous-marins allemands. Où donc alors ? Dans quelque port bien protégé, situé sur une côte à faible population ou dans quelque île de l'Atlantique. Les Açores ? C'était une possession portugaise. Personnellement, j'aurais choisi les Bermudes ou un coin des Indes occidentales. Terre-Neuve est un pays sombre et froid, même en août. Le brouillard y règne en maître la plupart du temps. Le soleil y est à peu près inconnu. Cependant, Terre-Neuve présentait des avantages évidents. Sa population n'était pas très dense, de nombreuses troupes britanniques, américaines et canadiennes y cantonnaient à cette époque et, par-dessus tout, une concentration de navires de guerre dans le port d'Argentia ne risquait pas de susciter des rumeurs puisque notre marine avait déjà entrepris d'y établir une base navale.

C'est ainsi que je me trouvais à Argentia, ravi de passer là quelques jours qui me changeaient de mon service courant.

Ce jour-là, à déjeuner et pendant tout l'après-midi, gris et froid, qui suivit, je restai avec mon père à flâner sur le pont, et à écouter les nouvelles de la famille. Une partie du temps, Franklin nous tint compagnie et nous parla de sa mission en Islande où son destroyer avait été envoyé comme convoyeur.

Mon père avait bonne mine et goûtait visiblement cette diversion à ses occupations habituelles. Il me questionna sur mon travail dans le cercle polaire arctique et sur mon voyage en Angleterre. Il voulait savoir comment cela s'était passé, quel était l'état d'esprit de ceux à qui j'avais eu l'occasion de parler, quels sentiments on éprouvait pendant le blitz (mon expérience à cet égard s'était limitée à quelques jours et je n'étais pas très qualifié pour fournir là-dessus un témoignage), ce que je pensais de Churchill (que mon père n'avait pas vu depuis de longues années), et ainsi de suite. Je lui demandai, à mon tour, quel était le but de la rencontre qui se préparait.

— Tu as été là-bas, me dit-il. Tu as vu les gens. Tu m'as dit comment ils sont, maigres, pâles, épuisés. Une rencontre comme celle-ci fera un bien énorme au moral des Anglais. Ne le crois-tu pas ?

Je fis « oui » de la tête.

— Les nazis ont atteint maintenant leur zénith. Ils sont les maîtres de l'Europe. Il n'y a plus beaucoup d'Américains, je pense, pour refuser d'admettre qu'il nous faut donner aux Anglais une aide au moins morale si nous ne vouions pas, demain, servir nous-mêmes de cibles aux canons et aux bombes.

— Alors, c'est pour le moral ? Dis-je.

— Oui, mais il y a aussi autre chose. Que penses-tu de nos livraisons dans le cadre du prêt-bail ? Les Anglais savent qu'ils ont atteint les limites de leur production et que les moyens nécessaires pour mener une guerre offensive dépassent ces limites. Cette entrevue est destinée à élaborer les plans de production et, ce qui importe encore plus aux Anglais, les plans de livraisons.

Il prit une cigarette et je lui donnai du feu.

— Ils seront sans doute inquiets de savoir quelle part de notre production nous réserverons aux Russes.

— Et ?...

— Je sais déjà quelle confiance Churchill fait à la capacité de résistance de la Russie dans la guerre.

Et ses doigts s'arrondirent en zéro.

— Je suppose que ta confiance est plus grande, dis-je.

— Celle de Harry Hopkins l'est et il a réussi à me convaincre.

À ce moment-là, l'industrie de guerre américaine ne produisait encore que très peu. Et de ce peu, les Anglais craignaient de ne recevoir que la moitié.

— Churchill vient ici demain, continuait mon père, parce qu'il sait — même s'il n'en laisse rien paraître, que, sans l'Amérique, l'Angleterre est incapable de soutenir cette guerre.

Je sifflai d'étonnement. J'avais vu les bombardements du mois de mai qui avaient touché durement la plupart des centres industriels anglais, mais je ne m'étais pas rendu compte que la situation était aussi grave en Angleterre. Et les Russes continuaient leur retraite à travers les steppes...

— Naturellement, reprit mon père, ce que Churchill veut avant tout, c'est nous voir entrer en guerre le plus tôt possible. Il sait très bien qu'aussi longtemps que l'effort de guerre américain se bornera à la production, cela ne pourra servir qu'à permettre à l'Angleterre de tenir. Il sait que, pour passer à l'offensive, l'apport des troupes américaines est indispensable.

Il s'interrompit pour me poser soudain cette question :

— As-tu lu les journaux anglais pendant ton séjour à Londres ?

Je lui dis que j'avais remarqué plusieurs articles dans la presse anglaise qui reprochaient vivement aux États-Unis d'attendre que la Grande-Bretagne soit saignée à blanc avant de se décider d'entrer en guerre à la dernière minute. Mon père eut un hochement de tête triomphant.

— Observe bien ce qui va se passer, dit-il. Tu verras si Churchill ne commencera pas par exiger que nous déclarions immédiatement la guerre aux nazis.

Je ne voyais toujours pas très bien quel intérêt cette rencontre présentait pour nous.

— Cela ne fera que confirmer que nous sommes moralement du côté de la Grande-Bretagne, fis-je.

— Exactement, dit mon père. Et c'est très important. Il ne faut pas que tu oublies que nos chefs d'état-major sont ici avec moi. Cela pourra être très instructif pour eux. Ils seront en mesure de se rendre compte quel est exactement le potentiel de guerre britannique et s'il est vrai que les Anglais sont vraiment au bout de leur rouleau.

— Qui est ici avec toi ? Demandai-je.

Jusque-là je n'avais vu que mon père et ses aides.

— King, Stark, Marshall, Arnold... plusieurs chefs militaires. Tu les verras.

L'arrivée d'un sac postal plein de lettres officielles interrompit notre conversation pour quelques minutes. Puis

mon père se remit à analyser la portée de la rencontre d'Argentia. Je pense que c'était pour lui une sorte de répétition en vue des conversations qui allaient avoir lieu le lendemain. Il examinait les raisons qui l'avaient amené là et préparait les réponses qu'il allait faire aux demandes de Churchill.

— Autre chose, dit-il. L'Empire britannique est à l'épreuve. C'est un aspect peu connu de la question mais les banquiers anglais et les banquiers allemands ont eu pendant longtemps le commerce mondial dans leurs poches. Et cela en dépit du fait que l'Allemagne avait perdu l'autre guerre. Cela ne fait pas l'affaire du commerce américain, n'est-ce pas ?

Il haussa les sourcils d'un air ironique.

— Dans le passé, les intérêts économiques allemands et britanniques ont manœuvré pour nous exclure du commerce mondial, pour empêcher notre marine marchande de prendre de l'extension et nous évincer de tel ou tel marché. Maintenant que l'Angleterre et l'Allemagne sent en guerre, quelle attitude devons-nous prendre ?

« Une chose est certaine. Nous ne pouvons nous permettre d'être trop gourmands ni nous laisser guider dans nos décisions par des considérations de profit. Faisons abstraction momentanément du fait que le nazisme est odieux et que nos intérêts naturels, comme notre cœur, sont

pour les Anglais. Envisageons la question sous un autre angle. Il faut que nous fassions comprendre aux Anglais, et dès le début, que nous n'acceptons pas le rôle de jobard, bon à tirer l'Empire britannique d'un mauvais pas et que l'on ignore ensuite. »

— Je ne vois pas très bien, où tu veux en venir, fis-je.

— Churchill m'a dit qu'il n'était pas Premier Ministre de Sa Majesté à seule fin de présider à la dissolution de l'Empire britannique. (Churchill devait répéter ces paroles par la suite dans, une allocution radiodiffusée). Je pense parler comme Président des États-Unis, en affirmant que l'Amérique n'aidera pas l'Angleterre dans cette guerre uniquement pour lui permettre de continuer à dominer brutalement les peuples coloniaux.

Il se tut un instant.

— Je pense, dis-je, qu'il y aura, ces jours-ci, de temps en temps, des discussions un peu chaudes.

— On verra, dit mon père, on verra.

Dans l'après-midi, vers quatre heures et demie, Summer Welles et Averell Harriman arrivèrent à bord de l'Augusta. Ils avaient des dossiers à examiner avec mon père, aussi quittai-je celui-ci un peu avant l'heure du dîner. À table, la conversation roula sur des sujets peu importants. Le soir, chacun regagna sa cabine de bonne heure.

Le samedi matin, vers neuf heures, nous étions tous sur le pont pour voir le Prince of Wales entrer dans la baie et jeter l'ancre non loin de l'Augusta. Je tenais Père par le bras. Nous distinguâmes sur le pont du croiseur de guerre britannique plusieurs personnes parmi lesquelles nous crûmes reconnaître Churchill, mais dans la Bruine de ce matin maussade on n'y voyait pas très clair.

Quelques heures plus tard, le Premier Ministre monta à bord, accompagné des principaux membres de son état-major. C'était la première fois depuis 1919 que mon père et Churchill se revoyaient, mais très vite ils se mirent à parler de leur correspondance, de leurs conversations téléphoniques, de leur santé, de leur travail et de leurs soucis, en s'appelant « Franklin », « Winston » : évidemment ils réservaient cette familiarité aux conversations privées. Quand d'autres personnalités officielles étaient présentes, ils se donnaient leurs titres respectifs : Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président. Parfois, mon père renonçait à ce formalisme, mais Churchill s'y conformait toujours scrupuleusement.

La première visite qui eut lieu ce jour-là fut purement protocolaire. Le Premier Ministre avait une lettre de son roi à remettre à mon père. Il était entouré d'un groupe considérable de conseillers, et son escorte contrastait fort avec celle de mon père. Churchill n'avait peut-être pas

amené tout son monde de À à Z, mais il l'avait tout de même avec lui de B à Y, de Beaverbrook à Yool. C'est à ce moment que nous apprîmes qu'il y avait là aussi des personnalités du ministère de l'Information, munis de blocs et de cameras. Le général Hap Arnold se glissa derrière moi et me dit à l'oreille que nous ferions bien de faire venir au plus vite à bord photographes et rouleaux de pellicule, et me demanda si je croyais qu'on pourrait trouver des cameramen à Gander Lake. Le matin même, j'envoyai mon pilote chercher deux photographes militaires, ainsi que du matériel, afin que notre presse pût avoir au moins quelques photographies de la conférence.

L'abondance des conseillers, des aides et des personnalités militaires de la délégation britannique causa de l'embarras à Hap Arnold pour une autre raison encore. Pendant la conférence de l'état-major, qui se tint peu après, il s'aperçut qu'il se trouvait désavantagé du fait qu'il n'avait personne pour l'assister, alors que son collègue britannique était entouré de secrétaires et d'aides de toutes sortes. Aussi me confia-t-on, pendant une ou deux séances la tâche de prendre des notes pour les Forces aériennes.

Le premier jour, Père déjeuna avec Churchill et Harry Hopkins, venu sur le Prince of Wales avec le Premier Ministre britannique. J'étais bien content de revoir Harry et de lui trouver relativement bonne mine. J'avais contribué en effet,

quelque peu à l'amélioration de son état de santé. Le mois précédent, alors qu'il était en route pour Londres, il avait fait halte à Gander Lake et nous l'avions emmené à une partie de pêche. C'était un vrai sport, cette pêche à la truite saumonée avec des mouches séchées. En l'espace de vingt-quatre heures, Harry semblait avoir rajeuni de dix ans. Maintenant il était de nouveau à son poste, plein de dévouement et d'ardeur au travail.

Toutes les autres personnes se trouvant à bord furent les invités de l'amiral King pour le déjeuner. Après le repas, je rejoignis mon père et Churchill dans la cabine du capitaine. Ils étaient assis en face l'un de l'autre, croisant le fer courtoisement.

— Je crois savoir, Franklin, que le peuple américain est très favorablement disposé à notre égard. En fait, il est prêt à entrer dans le conflit.

— Vous pouvez trouver aussi des indices en, sens contraire, répliqua mon père.

— Pourtant le débat sur le prêt-bail !

— Winston, si vous vous intéressez à l'opinion américaine, je vous engage à lire tous les jours, le Journal Officiel du Congrès.

Deux opinions s'affrontaient. Le Premier Ministre britannique était évidemment dominé par une idée : il fallait

que nous déclarions tout de suite la guerre à l'Allemagne hitlérienne. Le Président, lui, pensait à l'opinion publique, à la politique des États-Unis, à tous les impondérables qui poussaient à l'action et à tous ceux qui en détournaient. Enfin, après avoir vidé son verre, Churchill se leva. Il était près de deux heures et demie. Mon père lui dit qu'il allait envoyer aux officiers et à l'équipage du Prince of Wales et des trois destroyers qui l'escortaient des présents de notre Marine. Le Premier Ministre remercia d'un mouvement de tête et d'une brève formule, puis s'en fut.

Au cours de l'après-midi, mille neuf cent cinquante cartons contenant des cigarettes, des fruits frais et du fromage furent remis aux marins anglais. Pendant ce temps, les chefs d'état-major mettaient au point les questions à discuter : production, droits de priorité, tonnages, potentiel de guerre — matériel, effectifs et capitaux — ces trois clefs de voûte de la guerre moderne.

Pendant quelque temps, j'assistai Hap Arnold dans cette conférence ; plus tard, quand celle-ci fut terminée, un officier de la marine américaine en compagnie duquel je faisais un tour sur le pont après lui avoir donné du feu, me dit :

— Ma parole, ils ne veulent rien de moins que notre droit d’aînesse !

C'était vrai. Et pourtant il était difficile de rester objectif quand on avait vu, comme moi, comment les Anglais luttaient et tout ce qu'ils avaient contre eux.

Ce soir-là, il y eut un dîner officiel dans le salon du capitaine de l'Augusta. Mon père présidait. Churchill était placé à sa droite. Y prirent part, entre autres, sir Alexander Cadogan, secrétaire au Foreign Office, lord Cherwell, secrétaire du Premier Ministre; Summer Welles, Harry Hopkins, Averell Harriman et enfin les chefs d'état-major américains et anglais. Au cours du dîner et après, car la réunion ne prit fin qu'à minuit, mon père m'apparut dans un rôle nouveau. Jusqu'alors, je l'avais toujours vu dominer toute assemblée dont il faisait partie. Il ne faisait pour cela aucun effort, c'était l'effet naturel de sa personnalité. Mais ce soir-là, il n'en fut rien.

Ce soir-là, mon père écoutait. Quelqu'un d'autre avait pris en main l'assistance. Et il la tenait par des discours éloquents, sonores, bien tournés, ne donnant jamais dans l'emphase, mais si mûrs et savoureux qu'on aurait pu, croyait-on, exprimer le jus de ses phrases, comme d'un fruit. Ce soir-là, Winston Churchill nous tint suspendus à ses lèvres, et il le sentait fort bien. Mon père se contentait de poser de temps en temps une question, le guidant vers tel sujet et l'écartant de tel autre. Harry Hopkins, de son côté, intervint à plusieurs reprises, en plaçant un mot pendant les

brèves pauses que le Premier Ministre faisait pour reprendre haleine. Tous ceux, parmi nous, qui portaient l'uniforme, gardèrent le silence, échangeant tout au plus, à voix basse, de menus propos : « Une allumette ? » « Merci. » —« Passez-moi la carafe, s'il vous plaît. » — « Silence. » « Il a du mordant ! » — « Attendez ! Ce n'est pas tout. »

Churchill, renversé dans sa chaise, promenait son cigare d'un coin de sa bouche à l'autre, le buste en avant, pareil à un taureau, les gestes expressifs, les yeux flamboyants. Il était le maître du moment et ne cessait de parler. Si nous nous taisions, ce n'est pas que ses discours nous ennuyaient. Il nous subjuguait même quand nous n'étions pas d'accord...

Il nous parla évidemment de la guerre. Il parla aussi des batailles perdues les énumérant une à une. Mais il ajouta : « L'Angleterre gagne toujours ses guerres. » Il nous dit, en faisant preuve d'une belle franchise, à quel point ses compatriotes avaient été près de la défaite.

— ... mais Hitler et ses généraux sont trop stupides, dit-il. Ils ne s'en sont jamais rendu compte. Ou bien ils manquaient d'audace.

À un moment, son discours se fit insistant :

— C'est la seule chance qui vous reste, dit-il. Vous ne pouvez faire autrement qu'entrer en guerre à nos côtés. Si

vous ne déclarez pas la guerre, je dis bien déclarer la guerre, sans attendre qu'ils frappent les premiers, ils vous porteront le premier coup dès que nous serons battus, et ce premier coup sera aussi le dernier.

Cependant, même quand ceux qui l'écoutaient pouvaient discerner l'appel pressant contenu dans ses paroles, tout en lui donnait l'impression d'une force indomptable qui peut se suffire et se tirer parfaitement d'affaire, même si nous refusons d'écouter ses avertissements.

De temps en temps, mon père posait une question :

— Et les Russes ?

— Les Russes ? répéta Churchill avec une pointe de mépris dans la voix. Mais il se reprit aussitôt : Bien sûr, ils sont beaucoup plus forts que nous ne pouvions l'espérer. Cependant personne ne saurait dire pendant combien de temps encore...

— Autrement dit, vous ne pensez pas qu'ils soient capables de tenir jusqu'au bout ?

— Quand Moscou tombera... Dès que les Allemands auront dépassé le Caucase... Quand la résistance russe sera brisée...

Ses réponses étaient toujours précises, catégoriques. Pour lui, il n'y avait pas de « si ». Sa confiance dans la capacité des Russes de résister était mince, sinon nulle. Il avait les dés en mains en ce soir d'août, et il jouait gros jeu. Il

s'efforçait de nous démontrer que la part de lion du prêt-bail devait revenir au lion britannique, que toute aide apportée à la Russie ne servait qu'à gagner du temps et ne pouvait, en fin de compte, empêcher la défaite de ce pays. Et tout cela ne faisait que confirmer sa conclusion finale :

— Les Américains doivent entrer en guerre à nos côtés. Vous devez entrer en guerre si vous voulez survivre.

Mon père écoutait attentivement, l'air grave. De temps en temps, il se frottait les yeux, jouait avec son pince-nez ou promenait une allumette brûlée sur la nappe. Mais jamais un « oui », un « non » ou un « peut-être » ne se fit entendre du côté des Américains réunis dans cette cabine remplie de fumée.

On avait l'impression d'assister au deuxième round entre deux adversaires animés réciproquement de sentiments amicaux. Aucun des deux ne semblait devoir triompher de l'autre, mais personne dans l'assistance n'avait envie de voir la lutte s'envenimer. Tous souhaitaient la victoire à tous les deux.

Le dimanche matin, comme nous nous apprêtions à quitter l'Augusta pour aller assister à un service religieux à bord du Prince of Wales, on vint m'informer que notre Grumman venait d'arriver, amenant deux photographes de l'aviation avec des appareils et de la pellicule. Je dis un mot

à Hap Arnold et les hommes à la camera se joignirent à la suite du Président.

Il était environ 11 heures quand nous arrivâmes à bord du Prince of Wales. Les nuages épais et menaçants qui voilaient le ciel depuis plusieurs jours commençaient à se dissiper comme à mi signal. Le soleil put enfin percer.

La compagnie du navire était rangée sur le gaillard-arrière avec deux cent cinquante de nos marins et de nos fusiliers-marins. La passerelle du navire était drapée aux couleurs américaines et britanniques.

Nous chantâmes des cantiques : *O God, Our Help in Ages Past, Onward, Christian Soldiers* et *Eternal Father, Strong to Save*. Nos voix s'élevaient au-dessus des flots de la baie, chaudes et puissantes. Puis nous priâmes tous en chœur.

Je ne sais à quoi pensaient les autres, mais voici ce que je pensais, moi : « Là, sur ce navire, sous un soleil de circonstance, des hommes se trouvent réunis qui n'ont de l'importance que parce qu'ils sont à la tête de deux puissantes nations ». Et je pensais aussi à ces millions d'Anglais qui travaillaient sous un régime de restrictions, qui passaient leurs journées à fabriquer des bombes et leurs nuits, des nuits sans sommeil, sous les bombes de l'adversaire. Je pensais aux armées anglaises, repoussées, mais animées d'un courage farouche; à tous ces hommes, vêtus de pantalons, de culottes ou de kilts, avec un écusson

neuf sur l'épaule portant le mot : Commando; aux hommes de la R.A.F., en bleu et brun, amaigris et aux traits tirés; à l'équipage et aux officiers de ce bateau où nous nous trouvions, qui avaient combattu longtemps et durement et à qui ce voyage apparaissait comme un présent du ciel. Pauvres garçons dont le destin était de périr quelques mois plus tard, sur ce même navire coulé par des torpilles japonaises.

Je pensais aussi aux usines qui naissaient en Amérique ; aux femmes qui, par milliers, avaient quitté leur foyer, aux jeunes gens qui, par milliers, avaient abandonné leur ferme pour apprendre des métiers nouveaux, passionnants et vitaux. La guerre était entrée dans la vie de chacun. Ceux qui n'étaient pas sous les drapeaux ou dans les usines de guerre, erraient la nuit, dans les rues, coiffés du casque de la défense passive, pour participer tout de même à l'œuvre patriotique. Ils se sentaient peut-être un peu ridicules, mais ils avaient la conscience d'être un rouage de l'immense mécanisme créé par l'effort de guerre.

L'Angleterre était presque à bout de souffle et un peu étourdie par les coups qu'elle encaissait en série, l'Amérique, elle, se forgeait une vigueur nouvelle.

Et voici que leurs chefs étaient là, priant : « Notre Père qui êtes aux Cieux, que votre nom soit sanctifié... »

Nous étions invités à déjeuner par Churchill. À cours du repas, quelqu'un frappa sur la table pour demander le silence et dit : « Messieurs, au Roi ! » On entendit alors le bruit des chaises qu'on reculait et tout le monde fut debout, les verres levés. On but à la santé du Souverain.

Cela ne manquait pas de solennité, bien que l'occasion fût propice à des réflexions ironiques. Quoi qu'il en soit, l'instant fut incontestablement impressionnant. Pour moi, du moins, qui n'avais encore jamais assisté à des manifestations de ce genre.

Pendant que nous regagnions l'Augusta où la conférence militaire devait continuer l'après-midi, je dis à mon père à quoi j'avais pensé pendant le service religieux.

— Cela nous a donné le ton, dit-il. Si rien d'autre ne devait advenir pendant que nous sommes ici, cette réunion de prières aurait resserré nos liens. « En avant, Soldats du Christ ». Oui, nous sommes les Soldats du Christ et nous continuerons à aller de l'avant avec l'aide de Dieu.

Les conversations qui eurent lieu l'après-midi, et qui réunirent les représentants militaires des deux Pays, furent loin de refléter l'unité idéale qui s'était manifestée dans la matinée. Les porte-parole de l'Angleterre s'efforçaient de nous convaincre à tout prix qu'il fallait diriger le plus possible de matériel du prêt-bail vers la Grande-Bretagne et le moins possible vers l'Union Soviétique. Je ne crois pas

qu'ils aient été guidés par des mobiles nettement politiques, mais il faut convenir que leur manque de confiance dans la résistance des Russes avait au fond un caractère politique. Par contre, Marshall, King et Arnold soulignaient qu'il était logique de donner aux Soviets toute l'aide possible.

Le raisonnement des Américains était simple : les armées allemandes étaient en Russie et plus les Russes auraient de tanks, d'avions et de canons à leur, disposition, et plus serait grand le nombre de nazis exterminés. Par contre les livraisons du prêt-bail à l'Angleterre ne serviraient qu'à accumuler les stocks. Enfin, nous ne pouvions pas négliger les besoins de notre propre défense qui réclamait la création d'une forte armée de terre et de mer.

L'amiral Pound, le général Dill et le maréchal de l'Air Freeman invoquèrent toutes sortes d'arguments pour prouver qu'à la longue ces stocks se révéleraient fort utiles à l'effort de guerre allié. Ils s'acharnaient à démontrer que le matériel de guerre fourni aux Soviets devait profiter en fin de compte aux Allemands qui ne tarderaient pas à le capturer et que l'intérêt même des Américains était de diriger la plus grosse partie de leurs envois vers l'Angleterre. Mais les représentants de l'Amérique voyaient heureusement l'intérêt de leur pays et les intérêts plus vastes de l'effort de guerre sous un jour différent.

Je me demandais, moi, si ce que recherchait l'Empire britannique n'était pas de voir les Allemands et les Russes s'anéantir réciproquement, tandis que lui-même deviendrait de plus en plus fort.

Entre temps, mon père examinait un projet avec Sumner Welles. À ce moment-là nous ne savions pas exactement de quoi il s'agissait. En fait, ils élaboraient la Charte de l'Atlantique et rédigeaient une note à Staline exprimant notre volonté commune de remporter une victoire commune sur l'hitlérisme.

Le Premier britannique revint dîner sur l'Augusta. Cette fois l'atmosphère fût plus intime : plus de messieurs à galons et à décorations. En dehors de mon père, de Churchill et de leurs hommes de confiance, nous fûmes seuls, mon frère Franklin et moi, à prendre part à ce repas. Cette fois nous eûmes l'occasion de connaître un peu mieux Churchill.

Une fois de plus, il était en pleine forme. Il fuma cigare sur cigare et but plusieurs verres de brandy, mais ne semblait pas s'en ressentir. Au contraire, son esprit était encore plus lucide et sa langue mieux déliée.

Pourtant, il y avait quelque chose de changé depuis la veille. Le soir précédent, Churchill avait parlé presque sans interruption, sauf pour quelques questions qui lui avaient été posées. Ce soir-là d'autres hommes jetaient aussi leurs pensées dans le chaudron de la discussion. Celui-ci atteignit

vite le point d'ébullition et sembla prêt à déborder à une ou deux reprises. On sentait que deux hommes habitués à commander s'affrontaient et qu'après une joute préliminaire, ils se préparaient maintenant au combat décisif. Il convient de rappeler qu'à cette époque Churchill dirigeait la guerre et que mon père n'était que le président d'un pays qui avait manifesté ses sympathies d'une façon tangible. C'était donc toujours Churchill qui menait le débat au cours de ces soirées. Mais on remarquait déjà une différence. Cette différence se manifesta d'abord d'une façon très nette au sujet de l'Empire, envers mon père qui avait abordé cette question.

— Naturellement, dit-il, avec une assurance teintée de malice, une fois la guerre terminée, une des conditions premières d'une paix durable doit être une plus grande liberté du commerce.

Il ménagea un bref silence. Le premier ministre avait baissé la tête. Il observait mon père par-dessous ses sourcils.

— Pas de barrières artificielles, poursuivit mon père. Le moins possible d'accords économiques comportant la clause de la nation la plus favorisée. La voie ouverte à l'expansion. Les marchés ouverts à une concurrence saine.

Ce disant mon père promenait son regard dans la pièce, innocemment.

Churchill remua dans son fauteuil.

— Les accords commerciaux de l'Empire britannique sont..., commença-t-il en pesant les mots.

Mon père l'interrompit :

— Oui, ces accords commerciaux de l'Empire sont une question à étudier. C'est à cause d'eux que les peuples de l'Inde et d'Afrique, de toutes les colonies du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient sont aussi arriérés.

Le cou de Churchill s'empourpra. Il se pencha en avant.

— Monsieur le Président, l'Angleterre n'envisage pas un instant de renoncer à la position privilégiée dont elle jouit dans les Dominions. Le commerce qui a fait la grandeur de l'Angleterre doit rester ce qu'il est et cela dans des conditions fixées par le gouvernement de ce pays.

— Voyez-vous, dit lentement mon père, c'est sur ces questions qu'un désaccord pourrait naître entre vous, Winston, et moi.

« Je suis persuadé qu'on ne saurait concevoir une paix durable sans le développement des pays arriérés et aussi des peuples arriérés. Comment y parvenir ? En tout cas pas en employant des méthodes du XVIII° siècle. »

— Qui vous parle d'employer des méthodes du XVIII siècle ?

— N'importe lequel de vos ministres, quand il préconise une politique qui consiste à tirer d'une colonie ses richesses naturelles sous forme de matières premières, sans rien donner à ces pays en échange. Les méthodes du XXe siècle veulent qu'on industrialise ces colonies. Les méthodes du XXe siècle veulent qu'on accroisse la richesse de ces peuples en élevant leur niveau de vie, en leur donnant de l'instruction, et en améliorant leurs conditions sanitaires, bref qu'on leur donne quelque chose en échange de leurs richesses brutes.

Tout le monde resta figé sur place. Hopkins souriait. Le commandant Thompson, l'aide de camp de Churchill, était maussade et semblait inquiet. Le premier ministre lui-même avait l'air d'un homme menacé d'apoplexie.

— Vous faites allusion à l'Inde ? Grogna-t-il.

— Oui. Je ne peux pas croire qu'on puisse combattre l'esclavage fasciste sans rien faire pour libérer les peuples, partout dans le monde, d'une politique coloniale périmée.

— Et les Philippines ?

— Je suis content que vous me posiez la question. Les Philippines obtiendront leur indépendance en 1946. Et la population y bénéficie déjà des conditions d'hygiène modernes et d'une instruction publique également moderne. L'analphabétisme y est en régression constante.

— On ne peut rien changer aux accords économiques de l'Empire.

— Ce sont des dispositions artificielles.

— Ce sont les fondements de notre puissance.

— La paix, dit fermement mon père, est incompatible avec le maintien d'un despotisme, quel qu'il soit. La structure de la paix réclame l'égalité des peuples et cette condition sera remplie. Or, l'égalité des peuples implique à son tour la liberté du commerce. Peut-on nier que la tentative des Allemands pour dominer le commerce en Europe Centrale ait été une des principales causes de la guerre ?

Il n'y avait pas d'entente possible entre les deux hommes sur ce point. Ils continuèrent à discuter cependant. Le Premier Ministre reprit peu à peu l'initiative. Il ne se contentait plus de phrases brèves, mais se lançait dans de longs développements. L'expression d'inquiétude disparut sur le visage du commandant Thompson, à mesure que sa voix remplissait la pièce; l'assurance du Premier Ministre s'affermissait mais la question qui avait été posée ne recevait pas de réponse et ne devait en recevoir ni à la conférence ultérieure qui réunirait les deux hommes, ni même à celle qui suivrait. Cette question était celle de l'Inde, de la Birmanie. Mon père, une fois ces noms prononcés, continua à en parler à ses interlocuteurs anglais, fouillant leur mauvaise conscience, posant son doigts sur les

points les plus sensibles. Et il ne le faisait pas par méchanceté, mais par conviction. Churchill s'en rendait compte, et c'est ce qui l'ennuyait le plus. Adroitement, il détourna le cours de la conversation ; adroitement, il empêcha Harry Hopkins, mon frère et moi-même de faire allusion à la question coloniale soulevée par Père, et aux inégalités créées par les accords commerciaux impériaux basés sur la clause de la nation la plus favorisée.

Il était deux heures du matin quand nos hôtes anglais prirent congé de nous. J'accompagnai Père à sa cabine et restai avec lui le temps de fumer une cigarette.

— Un vrai Tory, n'est-ce pas ? dit mon père. Un vrai Tory de la vieille école.

— Sais-tu, papa, à un moment, j'ai cru qu'il allait éclater.

— Oh ! dit-il en souriant. Je vais pouvoir travailler avec lui. Ne t'inquiète pas. Nous finirons par nous entendre.

— Aussi longtemps que tu ne parleras pas de l'Inde.

— Hum, je ne pense pas. Je crois même que nous reparlerons de l'Inde avant la fin de la Conférence. Et de la Birmanie. Et de Java. Et de l'Indochine. Et de l'Indonésie. Et de toutes les colonies africaines. Et de l'Égypte et de la Palestine. Nous parlerons de tout ça. N'oublie pas une chose : Winnie a une mission suprême dans sa vie, mais il n'en a qu'une. C'est un parfait premier ministre de guerre. Sa

grande affaire, c'est de permettre à l'Angleterre de survivre à la guerre.

— Il a en effet tout l'air de travailler à cela.

— Oui. Mais as-tu remarqué comme il évite de parler de tout ce qui a trait à l'après-guerre ?

— C'est que les questions soulevées par toi sont embarrassantes, surtout pour lui.

— Il y a encore une autre raison à cela. Winston Churchill est un chef de guerre par excellence. Mais je ne le vois pas dirigeant l'Angleterre après la guerre. Cela ne pourrait pas marcher.

Les événements devaient montrer que le peuple anglais était d'accord sur ce point avec mon père.

Le lendemain matin, vers onze heures, le Premier Ministre vint encore à bord de l'Augusta. Il resta pendant deux heures avec mon père dans la cabine du capitaine. Ils travaillèrent sut la Charte de l'Atlantique. Assistés de Cadogan, de Sumner Welles et de Harry Hopkins, ils étudièrent le projet le plus récent jusqu'à l'heure du déjeuner.

Ayant quitté la cabine à plusieurs reprises, je ne pus entendre que des fragments de leur conversation. Je me demandais comment Churchill arriverait à concilier l'esprit de la Charte avec les idées qu'il avait exprimées la nuit

précédente, et je crois qu'il se posait, de son côté, la même question.

Il faut dire que l'homme qui travailla le plus à la Charte de l'Atlantique, et dont la contribution fut la plus importante, est Sumner Welles. C'était son enfant, dès le moment où l'idée fut envisagée pour la première fois à Washington. Il était venu en avion de Washington apportant dans son portefeuille le projet de l'accord final. Le monde entier sait l'importance que cette convention avait alors et qu'elle a encore. Ce n'est certainement pas la faute de Sumner Welles, ni celle de mon père, si on ne l'a pas mieux appliquée.

Quoi qu'il en soit, ils discutèrent jusqu'au déjeuner de modifications de forme. Puis, le Premier ministre se retira avec ses conseillers pour regagner son navire.

Pendant les premières heures de l'après-midi, mon père examina le courrier venu du Congrès. Certaines questions réclamaient son attention, et l'avion devait repartir pour Washington le jour même.

Vers le milieu de l'après-midi du lundi, le Premier Ministre prit un peu de repos. Du pont de l'Augusta, quelques-uns des nôtres purent le voir quitter le Prince of Wales pour s'engager dans une promenade qui l'amena à grimper sur la falaise surplombant la baie. Il avait gagné la côte dans une baleinière que des marins anglais avaient avancée jusqu'à la

passerelle. Le Premier Ministre s'était mis alors à descendre vivement l'escalier des cabines. Il portait un tricot à manches courtes et un pantalon qui s'arrêtait aux genoux. De loin, il avait l'air d'un enfant bien grassouillet allant jouer sur le sable : il ne lui manquait qu'un seau et une pelle. Une fois dans la baleinière, il se dirigea vers la barre et prit le commandement. Nous pûmes l'entendre jeter les ordres d'une voix impérieuse qui résonnait au-dessus de l'eau, et voir les marins ramer avec entrain.

Au bout de quelques minutes, nous perdîmes de vue l'embarcation du Premier Ministre ainsi que ses occupants, mais le lendemain nous apprîmes ce qui s'était passé. Churchill avait escaladé la falaise haute d'une centaine de mètres qui se dressait sur la côte. Parvenu au sommet, il s'était penché au-dessus de la plage et avait vu ses compagnons qui, dans l'espoir que le soleil leur enverrait quelques rayons, s'étaient confortablement étendus sur le sable. Churchill avait ramassé alors une poignée de cailloux et s'était amusé, au grand effroi de ses compagnons, à leur lancer ses projectiles, en ayant soin de bien viser. Ses plaisanteries étaient à la hauteur de sa situation éminente...

Le Premier Ministre nous rejoignit ce soir-là à sept heures pour dîner avec nous. Ce fut un dîner intime. Harry Hopkins, mon frère Franklin et moi-même fûmes les seuls à tenir compagnie aux deux chefs. L'occasion était excellente pour

se détendre. Malgré les discussions de la veille, nous nous sentions comme en famille et nous causâmes tranquillement, sans contrainte

Certes, l'homme d'État anglais était toujours dominé par son désir de nous convaincre que les États-Unis devaient déclarer, sans délai, la guerre à l'Allemagne, mais il savait qu'à cet égard défendait une cause perdue. Les rapports des conférences militaires anglaises arrivaient régulièrement depuis quelques jours : de part et d'autre on se rendait compte maintenant — à supposer qu'il y ait jamais eu des doutes à ce sujet — que l'Angleterre, pour remporter la victoire finale, était à la merci de la production américaine et de l'intervention de l'Amérique.

Cette constatation ne pouvait manquer d'influer sur les rapports des deux hommes. Peu à peu, insensiblement, le manteau du commandement glissait des épaules britanniques pour passer aux épaules américaines. Nous nous en aperçûmes plus tard dans la soirée quand, l'espace d'un instant, la conversation revint sur le sujet si vivement débattu la nuit précédente. Le Tory qui était en Churchill semblait, dans un certain sens, s'être rendu à mon père.

Churchill s'était levé et arpentait la pièce, en parlant avec de grands gestes. Enfin, il s'arrêta, regarda longuement, en silence, mon père, puis agitant son index court sous le nez de celui-ci :

— Monsieur le Président, cria-t-il, je crois que vous voulez supprimer l'Empire Britannique. Toutes les idées que vous avez sur la structure de la paix après la guerre l'indiquent. Mais malgré cela — et son doigt s'agita — malgré cela nous savons que vous êtes notre seul espoir.

Il baissa la voix et d'un ton dramatique :

— Vous savez que nous le savons. Vous savez que nous savons que sans l'Amérique l'Empire ne pourra pas tenir.

Churchill admettait ainsi que la paix ne pouvait être assurée qu'en accord avec les principes imposés par les États-Unis. Il reconnaissait que la politique coloniale de la Grande-Bretagne était condamnée, que les efforts de ce pays pour dominer le commerce mondial étaient condamnés, que l'ambition des Anglais de se servir de l'U.R.S.S. contre les États-Unis était également, condamnée.

Ou plutôt il en eût été ainsi si mon père avait vécu...

Le lendemain, à l'heure du déjeuner, le ministre de la Production britannique, le petit Lord Beaverbrook, vint pour prendre part à la conférence. De leur côté, les représentants militaires des deux pays travaillaient dans la cabine de l'amiral King.

À deux heures et demie l'accord était réalisé sur les déclarations communes qui allaient être faites. Le principal

but de cette rencontre était atteint, et je savais qu'aussi bien Welles que mon père en étaient satisfaits et fiers... Tout le monde se pressait sur le gaillard-arrière de l'Augusta, et le sourire était sur toutes les lèvres. La garde d'honneur et l'orchestre du navire se mirent en rangs. Au moment où les chefs de l'état-major britannique arrivèrent à bord, précédés de Churchill, l'orchestre attaqua le God save the King. La conférence était terminée. Le lendemain, le Président au nom des États-Unis et le Premier Ministre au nom du Royaume-Uni, allaient annoncer au monde :

1°) Que leurs pays ne recherchaient aucun agrandissement territorial ou autre ;

2°) Qu'ils ne désiraient aucun changement territorial qui ne fût en accord avec la volonté librement exprimée des peuples intéressés ;

3°) Qu'ils respectaient le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils voulaient vivre, et qu'ils désiraient que les droits souverains et l'autonomie fussent rendus à ceux qui en avaient été privés par la force ;

4°) Qu'ils s'efforceraient, dans le cadre des obligations existantes, de rendre possible que tous les pays, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, aient accès, sur un pied d'égalité, aux marchés et aux matières premières du monde nécessaires à leur prospérité économique;

5°) Qu'ils désiraient amener la collaboration la plus étroite entre les nations sur le plan économique afin d'améliorer, dans tous les pays, les conditions de vie des travailleurs et d'assurer l'équilibre économique et la sécurité sociale ;

6°) Qu'une fois abolie la tyrannie de l'Allemagne hitlérienne, ils espéraient voir s'installer une paix qui permette à tous les peuples de jouir de la sécurité en deçà de leurs frontières et qui apporterait à tous les hommes de tous les pays la garantie d'une vie libérée de la crainte et du besoin ;

7°) Qu'une telle paix devrait permettre à tous les hommes de traverser les mers et les océans sans obstacle ;

8°) Qu'ils pensaient que toutes les nations du monde devaient, pour des raisons matérielles aussi bien que morales, renoncer à l'emploi de la force. Puisque la paix future ne peut être sauvegardée au cas où les nations qui menacent, ou qui pourraient menacer de se livrer à des actes d'agression en dehors de leurs frontières, continueraient à employer des armements de terre, de mer ou de l'air, ils pensaient qu'en attendant l'établissement d'un organisme plus vaste et permanent de sécurité collective, le désarmement de telles nations était essentiel. Ils encourageraient et appuieraient en outre toutes autres

mesures pratiques propres à alléger chez les peuples pacifiques le fardeau écrasant des armements.

Cette déclaration me semble présenter un intérêt historique particulier et on ne peut l'évoquer sans amertume quand on considère les violations dont cette Charte a été récemment l'objet, aussi bien dans l'esprit que dans la lettre.

Laissons de côté les deux premiers points, en faisant simplement mention des indigènes de l'atoll de Bikini qui furent déportés pour que le monde civilisé pût se livrer dans leur pays à une expérience avec le plus fascinant des jouets modernes. Arrêtons-nous au troisième point et songeons un instant aux peuples de Java et de l'Indonésie. Passons sur le quatrième point dont les mystères sont trop profonds. Le cinquième est aujourd'hui un pieux écho de nos beaux espoirs d'un temps passé. Le sixième, au moment où j'écris ces lignes, est encore une question d'avenir. Le septième semble sauvegardé pour l'instant (et il est, possible que les citoyens du XXe siècle assistent à son application aux voies aériennes au même titre qu'aux voies maritimes). Les trois phrases remarquables du dernier point présentent aujourd'hui un intérêt d'actualité tout particulier. Il faudrait les clamer aux oreilles des hommes tels que le Major-Général Groves dont le désir de voir accumuler le maximum de

bombes atomiques semble de plus en plus prendre le pas sur une politique extérieure nourrie de mûres réflexions.

Le mardi suivant, un peu avant cinq heures de l'après-midi, le Prince of Wales se remit en route pour prendre part à la guerre. Il passa devant l'Augusta qui lui rendit les honneurs, tandis que l'orchestre jouait Auld Lang Syne. Je me tenais à côté de mon père, qui avait passé son bras sur le mien, cependant que le navire britannique prenait le large. Nous n'eûmes guère le temps d'échanger d'autres paroles que des adieux car l'Augusta s'apprêtait à son tour au départ. Le brouillard était épais et il n'était pas question de monter en avion.

Finalement, Lord Beaverbrook et moi fûmes obligés de débarquer et de prendre le train pour gagner Gander Lake. Une fois arrivé là, j'allai chercher une place pour mon compagnon de route à bord d'un avion en partance pour Washington. Il devait se rendre en effet dans la capitale afin d'y poursuivre les conférences avec les personnalités chargées des questions concernant le prêt-bail.

Le train qui nous conduisit, « Beaver » et moi, à Gander Lake, était un authentique spécimen de musée : banquettes en bois, un gros poêle au milieu de chaque voiture, un arrêt de vingt minutes tous les dix kilomètres environ. Le voyage qui manquait quelque peu de confort ne fut pas tout à fait du goût de mon étonnant petit compagnon. Chaque fois que

notre brave conducteur commettait une erreur incompréhensible et se trompait de voie, « Beaver » éclatait, et sa voix extraordinairement aiguë faisait entendre pendant trois minutes des commentaires où le vocabulaire de choix alternait avec certaines expressions anglo-saxonnes particulièrement virulentes. Le conducteur devait être philosophe et sourd pour encaisser sans broncher toutes ces insultes.

Dans les moments où mon attention n'était pas absorbée par ces feux d'artifices, j'essayais de dégager le sens des événements des derniers jours. Les Anglais en étaient venus à solliciter l'aide des Américains mais ils le faisaient fièrement, presque avec défi. Nos chefs, tout en sachant que l'Angleterre s'était engagée dans la bataille en comptant sur nous, sur tous les Américains, représentaient néanmoins un peuple qui ne s'était pas encore rendu compte clairement, complètement et sans équivoque, des dangers auxquels il s'exposait. L'Amérique était à mi-chemin entre la paix et la guerre. Nos chefs d'état-major avaient la mission délicate de peser les demandes de l'Angleterre et celles de l'Union Soviétique afin de maintenir la juste proportion et de faire en sorte que chacun des deux belligérants reçût suffisamment d'aide pour pouvoir continuer à exterminer les nazis.

J'étais impressionné par les événements des derniers jours, et je le suis encore aujourd'hui. Le destin de l'Amérique était en bonnes mains, les mains d'hommes qui s'efforçaient désespérément et par tous les moyens de maintenir notre pays hors de la mêlée, tout en protégeant nos intérêts nationaux à longue échéance.

Le temps demeurait un facteur important dans la partie que le Président et ses chefs d'état-major avaient engagé en ce mois d'août dans le port d'Argentia. Nous savons aujourd'hui que la situation allait évoluer presque trop rapidement pour que notre production pût suivre le même rythme.

Chapitre III : D'ARGENTIA À CASABLANCA

L'inaction relative que m'imposait ma mission de reconnaissance dans le Cercle Arctique me pesait doublement après la rencontre d'Argentia qui s'était déroulée dans une atmosphère d'action. Par bonheur, mon escadrille fut rappelée aux États-Unis au début de septembre, quinze jours à peine après la fin de la conférence.

Je me hâtai aussitôt de demander mon admission à l'école de l'Air afin de me préparer au service actif, sinon en qualité de pilote, du moins comme navigateur. Cela me donnerait, pensai-je, quelque chance d'être envoyé outre-mer. Mentalement, je soulignai cette demande et j'y ajoutai des points d'exclamation, ce qui ne fut peut-être pas tout à fait inutile. En effet, vers la fin du mois de septembre, elle obtint une suite favorable et je reçus l'ordre de gagner Kelly Field, à San Antonio, au Texas. J'avais déjà été officier d'infanterie,

puis officier des services de renseignements, j'allais devenir officier d'aviation.

Dans mes notes se rapportant à cette époque — les jours qui suivirent mon retour aux U.S.A. et les premiers temps de mon séjour à Kelly Field — je retrouve presque à chaque page des allusions à l'atmosphère de satisfaction qui régnait partout. Cela m'avait frappé d'autant plus que je venais de passer quelque temps hors du pays. Je pense que cette impression devait être partagée par tous ceux qui avaient fait à cette époque un voyage en Angleterre. À vrai dire mon étonnement n'était pas tout à fait justifié. Quand des amis me disaient (trois de mes amis le firent effectivement) qu'il était grand temps pour moi de quitter l'uniforme, qu'avoir passé une année dans l'armée suffisait amplement, que je manquais l'occasion de mettre à profit une situation favorable aux affaires, mon premier mouvement fut de discuter. Puis je cherchai l'explication de cette imperméabilité à l'égard des événements mondiaux. Enfin je rentrai en moi-même et me tus. À quoi cela m'aurait-il servi de discuter de ces questions en septembre et octobre 1941 ? J'avais d'ailleurs trouvé une explication à cet état d'esprit général, une explication qui ne frappera personne par sa nouveauté. L'insouciance du public était entretenue par une grande partie de la presse américaine. Le *Chicago Tribune*, la presse *Hearst*, le *Daily News* de New-York, le *Times-Herald*

de Washington et les journaux *Scripps-Howard*, entonnaient tantôt à l'unisson, tantôt à plusieurs voix, un doux chant de sirène, le chant de l'indifférence, de la sérénité, du laisser-aller. Si ce chœur amollissant reflétait l'état d'esprit du public, on peut dire que les journaux n'étaient pas à la hauteur de leur tâche qui est d'éclairer et d'informer les lecteurs. Si les directeurs de journaux croient s'être acquittés à si bon compte de leurs responsabilités, eh bien la conception qu'ils ont de l'information mérite un bien vilain nom.

J'employai le premier week-end de décembre à rendre visite à ma famille dans mon ranch des environs de Fort Worth. Dans quelques jours, si tout allait bien, je devais obtenir mon diplôme de navigateur. J'ignorais évidemment où j'aurais à prendre du service et je désirais passer une journée ou deux à la maison, avec mes enfants.

Le dimanche, je fis la grasse matinée. Après un rapide déjeuner, j'allai faire une promenade à cheval et ne fus de retour au ranch que vers trois heures. Ma femme me dit alors que Harry Hutchinson et Gene Cagle m'avaient téléphoné de ma station de radio.

Ils désiraient, pensai-je, me parler affaires avant mon retour à Antonio. Or, je n'avais aucune envie de parler affaires. Mais un de mes enfants ayant tourné le bouton de la radio pour prendre un peu de musique, je compris tout de

suite ce que Harry et Gene me voulaient. L'une des premières choses que j'entendis fut l'ordre adressé à tous les officiers et soldats de rejoindre immédiatement leur corps.

Au milieu de l'émotion générale, j'allai échanger ma tenue de cheval contre mon uniforme. J'appelai ensuite au téléphone l'adjudant de Kelly Field. Celui-ci me conseilla de regagner le camp l'après-midi même. Il n'y avait pas de temps à perdre. J'échafaudais les hypothèses les plus extraordinaires, tandis que les enfants m'assaillaient de questions : « Qu'est-ce que c'est Pearl Harbour ? Où est-ce ? » Mais la voiture était déjà avancée. Je fis vite mes adieux et partis en direction du sud.

Sur la route de San Antonio, je dépassai des centaines de militaires qui se dirigeaient en toute hâte vers leurs postes respectifs. Dans ma voiture il y avait de la place pour quatre personnes. J'embarquai un homme du Massachusetts, un autre de l'est du Texas, un troisième de l'ouest du Texas, un quatrième de la Caroline du Nord. À Kelly, une grande effervescence régnait qu'augmentaient d'heure en heure des rumeurs de toutes sortes. Après avoir signalé mon arrivée et m'être présenté à l'adjudant et à l'officier de service, je me rendis dans l'appartement que j'avais loué à proximité de l'aérodrome et demandai une communication avec mon père.

Je dus attendre deux heures avant de l'obtenir et ce temps me parut interminable. À mesure que les minutes s'écoulaient, mon impatience allait croissant. Enfin la sonnerie retentit et je décrochai l'appareil. J'avais à l'autre bout du fil Miss Hackmeister, chef du standard de la Maison Blanche.

— C'est bien le Capitaine Elliott ?

— Oui. Bonjour, Hacky... Père est occupé ?

— Je vais vous le passer tout de suite. Je voulais m'assurer que c'était bien vous.

Après une brève attente, j'entendis la voix de mon père.

— C'est toi, Elliott ?

— Bonjour, papa, dis-je en criant presque.

— Comment vas-tu, mon garçon ?

— Très bien. Et toi ?

— Bien... un peu occupé, évidemment... Qu'est-ce qui se passe, papa ?

— Eh bien... la situation paraît sérieuse... Quelles nouvelles apportes-tu?

— Moi ?

— Oui, Qu'as-tu entendu dire ?

— Eh bien... on raconte que nous allons partir tous dès demain... Toutes les escadrilles seraient envoyées aux Philippines...

— Vraiment ?

— Nous avons entendu dire aussi, tout à l'heure, qu'il y avait au Mexique des troupes japonaises de débarquement, et on dit qu'on prévoit une attaque aérienne contre les aérodromes du Texas d'un moment à l'autre.

— Je vois.

— Le bruit court aussi que les Japonais mettent sur pied des forces expéditionnaires d'infanterie qui doivent franchir la frontière mexicaine et attaquer le Texas et la Californie...

Mon père murmura quelques mots. Ce que je lui disais semblait l'intéresser.

— Bien, fit-il, si tu entends d'autres rumeurs, n'oublie pas de me les rapporter, je t'en prie.

— D'accord, papa. Je ne manquerai pas de...

Je l'entendis raccrocher et je posai à mon tour l'appareil... Par exemple ! Je lui téléphonais pour apprendre les dernières nouvelles et, en fin de compte, c'était moi qui le renseignais.

Il me demandait même de continuer à le tenir au courant au cas où j'aurais d'autres informations. Lui, le commandant en chef, moi, simple capitaine.

Je poussai un soupir et allai me coucher. L'agression contre Pearl Harbour ne changea rien au programme de mes cours de navigation et cela jusqu'à la fin. Ayant obtenu mon brevet, je fus versé à la Sixième Escadrille de reconnaissance, stationnée à cette époque sur la côte occidentale et dont le quartier général se trouvait à Muroc Dry Lake, dans le désert près de Lancaster, en Californie. Notre tâche était de patrouiller au-dessus du Pacifique. Jusqu'à la fin du mois de janvier, je servis d'abord dans la Sixième Escadrille, puis dans la Deuxième. Par la suite, un ordre secret et tout à fait inattendu arriva, m'affectant au Premier Groupe cartographique de Boiling Field, à Washington.

Le caractère confidentiel des ordres me concernant ainsi que la nature de mon affectation semblaient autoriser les espoirs les plus hardis. Il s'agissait sûrement de quelque chose de très important. Une mission lointaine probablement...

C'était en effet une mission lointaine, mais, en apprenant en quoi elle consistait, j'éprouvai une légère déception. C'était le Rusty Project (projet rouillé). Mais il me semblait plus que rouillé, réduit à rien. J'étais l'un des deux navigateurs désignés pour une mission relevant des services de renseignements de l'aviation : documentation

cartographique portant sur une vaste région de l'Afrique du Nord. L'Afrique !...

Juste avant mon départ j'eus avec mon père une de ces conversations familières d'après le petit déjeuner, au cours de, laquelle je lui fis, part de la déception que m'avait causée ma prétendue « haute » mission. Évidemment la chose devait être tenue dans le plus grand secret, mais je me disais qu'en qualité de commandant en chef, mon père était sans doute déjà au courant de l'affaire.

Il l'était en effet et il entreprit de m'expliquer pourquoi la tâche qui m'était confiée était plus importante que je ne l'avais cru tout d'abord. Comme toutes ses explications, celle-ci m'ouvrit des horizons nouveaux et me permit d'embrasser toute l'étendue des problèmes et de la stratégie de la guerre mondiale. Lorsque je lui eus dit en quoi allait consister mon travail, ses yeux brillèrent de plaisir. Cependant que je récriminais contre cette nouvelle besogne et lui disais en détail pourquoi elle ne me semblait pas justifier le grand cas qu'on en faisait, mon père se préparait une nouvelle tasse de café. (Père préparait toujours lui-même son café, disant qu'à la cuisine personne ne savait confectionner convenablement ce breuvage).

Lorsque j'eus terminé mes doléances il me dit :

— Tu as tort... Tu te figures qu'on t'envoie simplement pour photographier le sable du désert, et que ce sera un

gaspillage de temps et de pellicule. Il n'en est rien. Écoute-moi bien. Est-ce important que la Chine reste en guerre ?

— Bien sûr... Il me semble.

— Sans la Chine, c'est-à-dire avec une Chine battue, combien de divisions japonaises se trouveront disponibles d'après toi ? Et que feront-elles ? Elles occuperont l'Australie et l'Inde. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. En continuant vers le Moyen-Orient...

— Le Japon ? fis-je, incrédule.

— Qu'y a-t-il d'improbable dans cette supposition ? Un gigantesque mouvement de tenaille ferait se rejoindre les Japonais, et les Allemands quelque part dans le Proche-Orient, isolant complètement la Russie, mettant l'Égypte hors du circuit, coupant les lignes de communications de la Méditerranée.

— Je veux bien... Mais que vient faire l'Afrique là-dedans ?

— Par quelle voie envoyons-nous du secours à la Chine à l'heure actuelle? Du secours militaire?...

— Par la route de Birmanie.

— Et le jour où nous l'aurions perdue?

— Nous gagnerions la Chine en avion, de l'Inde.

— Exactement. Ce serait la route la plus rapide.Et pour faire parvenir du matériel aux Indes ?

— Je vois. Par la Méditerranée.

— Considérons, maintenant la question sous un autre aspect. Tu n'ignores pas combien il est difficile d'assurer la sécurité des livraisons à la Russie. La route de Murmansk...

— Autant dire qu'on envoie les hommes à la mort.

— Aussi avons-nous songé au golfe Persique, Devrons-nous continuer à envisager pour les transports maritimes la route qui fait le tour de l'Afrique du Sud ? N'oublie pas que, même à Madagascar, il y a des hommes qui n'hésitent pas à protéger les sous-marins japonais ou allemands. Nous avons besoin de la route de la Méditerranée. D'où...

— D'où l'Afrique. Je saisis. Si je ne l'ai pas compris plus tôt, c'est que je me demandais pourquoi nous perdions notre temps de cette façon-là. Ne ferions-nous pas mieux d'attaquer nous-mêmes les Allemands directement par l'Angleterre ?

Mon père eut un vague sourire.

— Notre objectif, pour le moment, est d'augmenter notre capacité de production. C'est déjà beaucoup. Et nous savons ceci : les Chinois tuent les Japonais, et les Russes tuent les Allemands. Nous devons les soutenir et leur permettre de continuer à le faire jusqu'au moment où nos propres armées de terre et de mer seront prêtes à intervenir. Il nous faut donc leur envoyer cent fois, que dis-je, mille fois plus de

matériel que jusqu'ici. L'Afrique représente pour nous une garantie à cet égard.

« Mais on peut considérer la question de l'Afrique sous un autre angle encore, poursuivit-il. Les Allemands ne se sont pas installés dans le désert pour y prendre des bains de soleil. Pourquoi convoitent-ils l'Égypte ? Pourquoi convoitent-ils l'Afrique centrale? De là, il n'y aurait qu'un saut à faire pour gagner le Brésil. La Pennsylvania Avenue (Principale artère de Washington (N. d. T.)) pourrait fort bien être rebaptisée et prendre le nom d'Adolf Hitler Strass; ne le crois-tu pas? »

« Bref, conclut mon père, tâche de prendre de bonnes photographies du sable et ne crois pas que tu gâches de la pellicule ».

La tête de Steve Early apparut dans l'entrebâillement de la porte. Il désigna sa montre d'un air significatif. Mon père sourit.

— Deux minutes, Steve, dit-il.

La porte se referma. Je devais avoir l'air bien désemparé, car mon père posa sur moi un regard interrogateur.

— C'est que, dis-je, c'est un bien gros travail. Et nous sommes loin d'y être suffisamment préparés.

— Voyons, imagine qu'il s'agit d'une partie de football (Il s'agit du football américain (N. d. T.)), répondit mon père.

Nous sommes les éléments de réserve, assis sur le banc. Pour le moment, ce sont les Russes qui sont sur le terrain. Ils font équipe avec les Chinois et, à un degré moindre, avec les Anglais. Nous sommes chargés d'intervenir au moment voulu. Nous devrons… comment appelle-t-on cela dans le jargon des sportifs?... « réaliser l'essai ».

— Je vois ce que tu veux dire.

— Notre rôle est de suivre la partie et, avant que nos « marqueurs » ne soient fatigués, il nous faudra y prendre part pour l' « essai ». Nous serons frais, alors. Si nous choisissons bien notre moment, nos marqueurs à nous ne seront pas encore épuisés. Et...

Il fit une pause.

— Eh bien ?

— Je pense que nous choisirons bien notre moment. D'abord, en dépit des quelques défaitistes qui se font entendre dans le pays, le peuple américain dans son ensemble a suffisamment de ressources et de résistance pour aller jusqu'au bout.

« Ensuite, Dieu n'a pas créé ce monde avec l'intention de le faire gouverner par quelques-uns. Il nous donnera, à nous et à nos alliés, la force de tenir bon et de gagner. » La porte s'ouvrit.

— Les deux minutes sont écoulées, dit Steve Early.

— Je te souhaite bonne chance, me dit mon père.

Et je pris congé de lui. Le Rusty Project devait me conduire à Accra, sur la Côte de l'Or, à Bathurst, en Gambie britannique, à Kano, en Afrique Équatoriale britannique, à Fort Lamy, en Afrique Équatoriale française (faisant partie de la France Libre). Ce furent pour moi de longs mois de travail ininterrompu. Il s'agissait de dresser des cartes détaillées de toute la région nord-ouest de l'Afrique au moyen de photographies aériennes. Il m'arrivait de temps en temps de tomber sur des appareils de patrouille fascistes et d'essuyer le feu, mais, dans l'ensemble, c'était un travail aride et fastidieux, et qu'il fallait mener aussi promptement que possible. Je retournai aux États-Unis l'été suivant, et y restai pendant les mois de juillet et d'août. Cependant une grande partie de ces vacances se passa pour moi à l'hôpital où je soignai une dysenterie amibienne compliquée de malaria. Dès que je fus à nouveau sur pied et déclaré guéri par les médecins, je reçus l'ordre de gagner l'Angleterre, en qualité de commandant du troisième groupe de reconnaissance photographique. Pendant mon séjour en Afrique j'avais été nommé chef d'escadrille avec le grade de lieutenant-colonel.

Pendant ce séjour de deux mois dans le pays, je n'eus pas souvent l'occasion de parler avec mon père. D'abord parce que je passai la majeure partie de ce temps à l'hôpital,

ensuite parce que ses journées étaient chargées. Je réussis à le voir trois ou quatre fois, mais quelques minutes seulement, et chaque fois, je fus frappé par son expression de fatigue et de tension.

Ce furent sans doute les jours les plus sombres pour les Alliés. L'Angleterre, la Chine, l'U.R.S.S. réclamaient, chacune de son côté, des livraisons toujours plus importantes. Aucun de ces pays n'était entièrement satisfait. Des erreurs furent commises à cette époque à tous les échelons du commandement et à tous les degrés de l'administration. Erreurs commises par des hommes qui apprenaient le métier de la guerre, qui n'avaient jamais fait ce métier auparavant et qui certainement ne désiraient jamais le faire à l'avenir. Le poids de ces soucis et de ces préoccupations accablantes se traduisait, chez mon père, par la pâleur de son visage, et je préférai employer les rares instants que nous pûmes passer ensemble à parler de tout, sauf de la guerre. En Angleterre, mon unité était stationnée à Steeple Morden, non loin de Cambridge. La question au sujet de laquelle des divergences de vues s'étaient manifestées entre les stratèges anglais et américains était tranchée. Les milieux dirigeants avaient décrété qu'aucune attaque ne serait lancée cette année du côté de la Manche. Le point de vue de ceux qui conseillaient d'attendre le moment où notre

supériorité en hommes et en matériel serait écrasante l'avait emporté.

Mon groupe était chargé d'une reconnaissance photographique en Normandie et en Bretagne. Mais ce n'était qu'un simple entraînement en vue de notre mission en Afrique.

Vers la fin de septembre, j'allai passer un week-end aux Chequers, dans la maison de Churchill. J'avais pris soin, cette fois, de m'y préparer un peu mieux que lors de ma visite précédente. Après le dîner, Churchill me dit qu'il allait avoir avec mon père une conversation par le téléphone transatlantique et que je pourrais lui parler par la même occasion. Il avait dit cela d'un air détaché, mais j'avais l'impression qu'il avait composé son attitude. J'aime à croire qu'il s'était souvenu que ce jour était celui de mon anniversaire et qu'il savait qu'échanger quelques paroles avec mon père serait pour moi le plus précieux des cadeaux.

Fait à noter : le Premier Ministre mit un peu plus de deux heures à obtenir la communication avec le Président des États-Unis. Enfin, le censeur recommanda la prudence aux deux interlocuteurs et, l'instant d'après, mon père me souhaitait un bon anniversaire. Avant de terminer, il fit une allusion voilée à l'occasion qui s’offrirait peut-être bientôt à moi de rencontrer un membre de notre famille. Auquel cas, ajouta-t-il, je ne devrais pas trop m'en étonner.

Le jour où il me fallut rejoindre mon poste, Churchill me fit appeler le matin dans sa chambre pour me dire au revoir. Il arpentait la pièce, sans autre voile que la fumée de son cigare.

Tiens, me dis-je, voilà une scène que je pourrai raconter à mes petits enfants.

« Un membre de notre famille », c'était ma mère. La veille de son arrivée, je fus avisé par notre ambassade à Londres. Je me rendis dans la capitale et rencontrai ma mère à Buckingham Palace.

Pendant la plus grande partie de son séjour en Angleterre, le temps fut exécrable. Même le soir où nous dînâmes ensemble avec le roi et la reine, elle souffrit du froid qui régnait dans les immenses salles du palais. Signe de l'austérité britannique, la famille royale manquait de combustible, comme tout le monde en Angleterre, mais personne ne s'en plaignait. D'ailleurs, je n'aimerais pas avoir à payer les frais de chauffage du palais de Buckingham, même si le combustible abondait.

Ce dîner nous permit de rencontrer, outre nos très sympathiques hôtes, le Maréchal Smuts. J'étais placé près de lui et je lui parlai de mes vols de reconnaissance en Afrique. Puisqu'il s'agissait de l'Afrique, pensais-je, ce sujet ne pouvait manquer de l'intéresser. J'oubliais que les régions dont il avait à s'occuper étaient à des centaines de

kilomètres de mon secteur. Lord Louis Mountbatten était également là, tenant à paraître à son avantage, brillant et séduisant, comme le voulait sa réputation.

Après le repas, on nous conduisit dans l'abri souterrain où l'on projeta pour nous le film de Noël Coward : in Which We Serve, qui venait justement d'être terminé. Mountbatten, qui était le prototype du principal personnage du film, n'arrêtait pas, tout au long de la projection, de nous déranger quelque peu en nous prodiguant des commentaires sur les faits qui avaient inspiré le scénario.

Je terminai la soirée dans la chambre de ma mère et notre conversation se prolongea jusqu'à une heure indue. Nous claquions des dents tous les deux, tant il faisait froid.

Je savais à cette époque que le débarquement en Afrique du Nord était imminent. Ma mère le savait aussi, comme elle me l'a dit plus tard. Cependant, ce soir-là, notre conversation tournait autour de cette question sans l'aborder, chacun de nous s'exprimant avec une extrême prudence afin de ne pas trahir à l'autre le secret que nous connaissions tous deux. Ma mère m'apprit néanmoins quelque chose : mon père était de plus en plus décidé à venir, en personne, pour rencontrer Churchill. Les deux hommes d'État espéraient également rencontrer Staline. Bien que le voyage en avion eût fatigué passablement ma mère, elle consentit volontiers à venir inspecter mon unité.

Le jour où ma mère vint me voir à Steeple Morden, le démon qui se complaît à faire régner en permanence le mauvais temps en Angleterre se surpassa. Il faisait froid, le vent soufflait, l'air était saturé de brouillard et d'humidité. La bruine succédait à l'averse, l'averse à la bruine. Confiée à une organisation anglaise de guides, ma mère eut une heure de retard. Nos hommes, les pauvres, l'avaient attendue pendant tout ce temps dehors, devant le bâtiment. Ce fut un vrai soulagement lorsqu'elle arriva enfin. Elle passa en revue, avec moi, toute l'unité, serrant la main à environ deux mille hommes et échangeant quelques paroles avec le plus grand nombre possible d'entre eux. Nous la fîmes entrer ensuite à l'intérieur du bâtiment et lui offrîmes du thé. Les guides préférèrent le whisky. Nous les servîmes cependant dans des timbales à thé, pour que ma mère ne pût s'apercevoir de rien.

Le lendemain, tous ceux de notre groupe qui devaient participer au débarquement en Afrique reçurent l'ordre de regagner leur base.

Les unités « rampantes » qui se trouvaient sous mes ordres commencèrent à s'embarquer à la fin d'octobre.

Les unités aériennes s'envolèrent vers leur nouvelle étape, le 5 novembre. Le 9, nous attaquâmes l'Afrique et mon groupe, ayant atterri sur un aérodrome conquis, alors que la bataille faisait encore rage, était à l'œuvre.

Les deux mois qui suivirent furent pour nous une période d'activité intense. Ma tâche était plus difficile que toutes celles que j'avais eu à accomplir jusque-là. Elle me posait chaque jour tant de problèmes immédiats que je n'avais guère le temps de prêter attention aux événements, sauf ceux qui étaient en relation directe avec l'aérodrome de la Maison Blanche près d'Alger.

Le 11 janvier 1943, je reçus soudain l'ordre de me rendre immédiatement à Alger, pour me présenter à l'état-major des Forces expéditionnaires alliées, commandées par le Général Walter Bedell Smith. Cette fois, grâce aux allusions de ma mère, je devinai pourquoi « Beedle » (« Cafard », surnom de Bedell Smith.) voulait me voir.

Mais il ne me dit rien. Il se contenta simplement de me donner l'ordre de transporter l'Amiral Ingersoll à Casablanca et de me présenter, dès mon arrivée, devant le colonel commandant l'aérodrome de cette ville.

Le colonel, à Casablanca, confirma mes espoirs. Il sembla ravi de pouvoir me révéler le secret. « Votre père..., me dit-il. Et Churchill... Probablement Staline aussi... » Il me dit de ne pas sortir pendant les trente-six heures qui nous séparaient de l'arrivée de mon père. Je risquais d'être reconnu et les gens pourraient alors deviner que j'étais venu là pour rencontrer le Président.

CHAPITRE IV : CONFÉRENCE DE CASABLANCA

Au moment où je faisais disparaître de mon menton les traces de mon sixième œuf — œuf frais et non plus en poudre —, mon père et ceux qui l'accompagnaient étaient au Brésil. J'avais largement le temps de me détendre, de prendre du repos, d'oublier pour quelques heures la guerre, d'aller dire bonjour à ceux de mes amis qui se trouvaient là, et d'explorer un peu les environs.

Je voulais également voir les traces laissées par la guerre dans ce pays. Et elles étaient nombreuses. Je me trouvais à l'extrémité sud de la région que nous avions attaquée, le 8 novembre, dans la nuit du dimanche. Notre groupe avait opéré au delà de la région nord-ouest de l'Afrique, en Algérie. C'était la première fois que j'avais l'occasion de contempler les objectifs des avions qui avaient bombardé Casablanca.

Deux mois s'étaient passés depuis, mais on pouvait encore voir dans le port, fortement endommagé, le cuirassé français *Jean-Bart*. Dans la

ville même, située à flanc de coteau et dominant le port, de nombreux signes indiquaient que la guerre était passée par là. Les troupes américaines, des jeeps et des camions, encombraient les routes. Plus haut, dans le quartier des villas et des maisons de campagne des riches colons français, le printemps africain, précoce, avait déployé sa palette de couleurs. Il faisait doux, l'atmosphère était claire et joyeuse. Quel contraste avec Argentia!

Je suis persuadé que si Casablanca avait été choisie pour cette rencontre, ce n'est pas uniquement parce que le nom de cette ville veut dire en espagnol « Maison Blanche ». Quoi qu'il en soit, dès que ce choix avait été fixé, des agents du Service Secret avaient été envoyés sur place, avec, à leur tête, Mike Reilly, pour préparer les lieux où les hautes personnalités qui allaient se réunir pourraient habiter, se rencontrer, discuter.

Le jour même de mon arrivée à Casablanca, je me trouvai nez à nez avec Mike. Il grognait un peu en parlant des difficultés auxquelles il se heurtait dans l'accomplissement d'une mission qui consistait à faire de Casablanca un endroit aussi sûr que la Maison Blanche.

Tout d'abord, le Maroc français était partout infesté d'agents de l'ennemi. Ceux-ci formaient une véritable petite armée dans ce pays dont les Allemands n'avaient été chassés que depuis peu de temps. Nos services de sécurité s'attachaient à démasquer et à arrêter les Français dont les poches étaient encore pleines d'argent allemand. De plus, nous n'étions pas loin du Maroc espagnol, et personne ne se faisait d'illusions sur les sentiments qui animaient Franco et ses phalangistes en ce mois de janvier 1943.

Pour comble de malheur, trois semaines auparavant, les Allemands avaient fait une répétition générale de raid aérien sur Casablanca. Probablement les bombes avaient été lancées à l'aveuglette, probablement elles avaient visé les importantes réserves d'essence de l'armée Patton; mais, en fait, elles s'étaient égarées sur des objectifs non militaires, et leur seul résultat fut de susciter de nouveaux ennemis à l'Allemagne parmi les Arabes chez qui elles avaient fait de nombreuses victimes. Ce raid avait suffi pour mettre Mike Reilly dans le plus vif embarras. De nombreuses batteries antiaériennes étaient placées à l'intérieur de la ville et aux environs et, dans leurs émissions à ondes

courtes destinées à l'Afrique du Nord, les Allemands se perdaient en conjectures. (À Berlin, les sous-ordres de Gœbbels avaient même été tout près de la vérité en annonçant que le Général Marshall s'apprêtait à conférer avec les chefs d'état-major anglais.)

Le quartier général des chefs d'état-major interallié qui allaient assister à la conférence fut installé à l'hôtel d'Anfa. C'était un établissement sans prétention et de proportions modestes, mais moderne et confortable. On l'avait entouré, à quelque distance, d'une clôture de fils de fer barbelés. L'enceinte, surnommé le camp Anfa, comprenait aussi les villas destinées à mon père et à Churchill. Les troupes de Patton patrouillaient aux abords du camp. Quiconque voulait pénétrer dans l'enceinte devait montrer patte blanche à ces gardes qui ignoraient eux-mêmes ce qui se passait à l'intérieur.

Tandis que le gros hydravion de mon père volait quelque part au-dessus de l'Atlantique du Sud, entre le Brésil et la Gambie britannique, j'allais fouiner un peu partout pour me rendre compte de la qualité de l'ordinaire que l'on réservait aux personnalités attendues. Le régime des rations C pendant les deux

derniers mois et celui des rations britanniques pendant les deux mois précédents avaient fortement éprouvé mes papilles gustatives et mon suc gastrique. Heureusement, mon enquête me permit de constater que les officiers chargés du ravitaillement s'étaient surpassés.

Le mardi, vers la fin de l'après-midi, j'allai avec Mike Reilly à l'aéroport de Medina, pour accueillir mon père et sa suite. Ils devaient arriver peu après six heures. Nous nous arrêtâmes près de l'emplacement réservé à l'appareil de mon père.

— Tiens ! m'écriai-je, sous l'effet d'une pensée qui m'avait soudain traversé, l'esprit, tandis que Mike Reilly me regardait, surpris. Tiens, c'est la première fois, j'y pense, que mon père est monté en avion depuis l'été 1932, quand il s'est rendu à Chicago en vue des élections.

— Ce voyage inaugure encore bien d'autres choses, répondit Mike d'un air qui en disait long sur les tracas que toutes ces innovations lui avaient causés. C'est la première fois, par exemple, qu'un président des États-Unis se sert d'un avion pour faire un voyage à l'étranger. C'est même la première fois qu'un président utilise la voie des airs pour un voyage tant soit peu officiel à l'étranger.

Il souligna ces paroles d'un geste éloquent, en faisant mine d'éponger la sueur de son front. Enfin, à l'heure prévue, à soixante secondes près — chacun de nous consulta machinalement sa montre — l'avion présidentiel, un C-54, apparut et vint se poser majestueusement à l'endroit réservé. Je courus en avant pour souhaiter la bienvenue à mon père. Il descendit d'avion, suivi de Harry Hopkins, de l'Amiral McIntire, du Capitaine McCrea, du Colonel Beasley et de plusieurs autres personnalités. Sans compter les agents du Service Secret qui, ajoutés à ceux venus en avant-garde, étaient une bonne douzaine.

Mon père était d'excellente humeur et ne semblait pas du tout fatigué. Il était encore plein de ses impressions de voyage et de tout ce qu'il avait vu au cours des derniers jours. Dans la limousine française, une voiture réquisitionnée, qui nous conduisit au camp Anfa, il parla tout le temps de son voyage.

— Évidemment, ce n'est pas la première fois.

Déjà en juin 1932...

— Voyons, papa, je le sais bien. Je t'accompagnais alors !

— Tiens, c'est juste. Mais j'avais déjà volé à l'époque où tu étais tout petit — quand j'étais dans la Marine. Il s'agissait de tournées d'inspection à bord d'appareils de la Marine militaire. Voilà un genre de vols que tu ne connaîtras jamais.

— Dieu merci !

— Mais pour moi c'était très important, Elliott. C'est magnifique de pouvoir se rendre compte en quoi consiste la tâche de tant de nos aviateurs, d'observer les conditions de l'aviation et d'en constater les progrès. Cela vous ouvre des horizons...

Il parla de l'itinéraire suivi par son avion.

— Nous avons survolé Dakar. Ce n'est pas la route habituelle, tu sais, généralement on vole au-dessus du continent...

— Je sais, papa. J'ai fait ce trajet trois ou quatre fois.

— Très bien, très bien. Pour toi, c'est de l'histoire ancienne. Mais pour un novice comme moi, c'est tout autre chose.

Il eut un froncement de sourcils, mais aussitôt il me sourit.

— Dans le port de Dakar j'ai vu le *Richelieu*. Rappelle-moi que j'ai des choses à te raconter au

sujet de la Gambie britannique. Sur Buthurst notamment. Ne me dis pas : je sais. Tu as été là-bas, bien sûr, mais je parie qu'en un seul après-midi j'ai découvert plus de choses à Bathurst que toi pendant deux mois.

C'était parfaitement exact.

Arrivé dans le camp Anfa, nous nous fîmes conduire tout droit à la villa de mon père, *Dar-es-Saada*. C'était une belle résidence. Le salon devait avoir plus de huit mètres de haut ; il s'étendait sur deux étages, avec d'immenses baies qui donnaient sur un très beau jardin. Sans doute pour protéger les fenêtres, les propriétaires de la villa les avaient fait garnir de stores roulants grâce auxquels on pouvait les masquer entièrement. Mike Reilly n'aurait pu rêver d'un meilleur dispositif : La maison possédait un abri contre les bombes, improvisé dans la piscine voisinant avec le jardin.

La villa comportait trois chambres à coucher dont deux au premier étage. L'une d'elles était destinée à Harry Hopkins et je devais partager l'autre avec mon frère Franklin que nous attendions dans un jour ou deux. La chambre à coucher située au rez-de-chaussée qui fut réservée à mon père méritait plusieurs épithètes, mais ne pouvait en tout cas être

qualifiée d'adéquate. Mon père, en la visitant, fit entendre un petit sifflement.

— Il ne nous manque plus que la maîtresse de céans, dit-il en souriant.

Cette chambre appartenait de toute évidence à une Française aux goûts très féminins. Des tentures drapées, des volants l'ornaient en abondance. Le lit, dont le matelas n'était peut-être pas de pure laine, avait au moins deux mètres cinquante de large. Dans la salle de bains, la baignoire était de marbre noir.

La villa de Churchill, *Mirador*, se trouvait à quelques pas de là. Harry Hopkins y alla chercher le Premier Ministre pour nous l'amener à dîner. Ce premier soir, en dehors de mon père, du Premier Ministre britannique et de Harry, le dîner à la villa réunit les chefs d'état-major interallié : le Général Marshall, l'Amiral King, le Général Arnold, et les chefs britanniques : le Général Sir Alan Brooke, l'Amiral Sir Dudley Pound, Le Maréchal de l'Air Sir Charles Portal. Lord Louis Mountbatten et Averell Harriman étaient également des nôtres.

À Casablanca

Tout le monde était fatigué mais tous semblaient prendre plaisir à cette réunion. La seule divergence de vues qui se manifesta au cours du dîner, concernait le caractère secret — ou plutôt non secret — de la conférence de Casablanca. Les officiers présents — les officiers anglais surtout, et Churchill se rangea de leur côté, — craignaient d'être surpris par un raid aérien, que les Allemands pourraient organiser à la hâte, dès qu'ils auraient compris que quelque chose d'important se passait là. Les Anglais exprimèrent l'opinion que tout le monde devait se transporter immédiatement à Marrakech. Mon père, cependant, se prononça contre ce projet et il soutint son point de vue avec suffisamment d'énergie pour l'imposer. Il dut cependant faire face aux protestations non seulement ce jour-là, un jeudi, mais aussi le vendredi, le samedi, et même le dimanche. On entendait prononcer le nom de Marrakech à tout bout de champ, quel que fût le sujet des conversations.

Le premier soir, après le dîner, mon père et Churchill prirent place sur un divan vaste et confortable qu'on avait poussé contre les fenêtres. Les stores métalliques étaient baissés. Le reste de l'assistance s'installa sur des chaises, en demi-cercle devant eux. Pendant les deux ou trois heures qui suivirent, les généraux et les amiraux prirent congé de nous, les uns après les autres. À minuit, il ne restait plus que

mon père, Churchill, Hopkins, Harriman et moi-même. La conversation se poursuivait en termes voilés. Elle portait surtout sur deux points : Staline et la complexité de la situation politique française. (Darlan était mort depuis près de trois semaines).

La première question qui se posait était celle-ci : Staline viendra-t-il à Casablanca? La réponse était négative. Il avait refusé de venir pour deux raisons, dit mon père. D'abord il commandait personnellement l'Armée Rouge (nous suivions tous avec passion les événements importants du front Est), ensuite nous savions bien de quel sujet il nous aurait entretenus : du second front à l'Ouest.

— De toutes façons, dit Churchill, nous pouvons nous mettre au travail sans lui. Nous nous tiendrons constamment en contact. Nos projets pourront être soumis à son approbation. Harriman est ici.

De son côté, Harriman (notre Administrateur du Prêt-Bail à cette époque) exprima l'avis que, l'attaque massive en Europe mise à part, c'étaient les livraisons dans le cadre du prêt-bail qui seraient surtout utiles aux Soviets. Le rendement de notre production causait alors des inquiétudes mon père. Il n'avait pas atteint les chiffres prévus, et non seulement cela ne pouvait manquer d'avoir des répercussions sur le front Est, mais, risquait aussi de

compromettre nos engagements envers l'Angleterre et ceux envers nos propres armées de terre et de mer.

Personne, au cours de cette première soirée, ne semblait disposé à se mettre sérieusement au travail. La tendance générale était de se caler dans les fauteuils, de bâiller, de se mettre à l'aise, de boire un verre et de se détendre. Pour mon père, c'était, depuis de longs mois, la première occasion d'échapper à la pression de la guerre, et presque tous étaient dans le même cas. Tandis que je remplissais les verres, mon père et Harry se mirent à poser des questions à Churchill au sujet de De Gaulle. On abordait ainsi le second point de la conversation.

— De Gaulle, soupira Churchill, en levant les sourcils d'un air éloquent.

— Il faut que vous fassiez venir ici votre « enfant terrible », dit mon père. C'était le surnom qu'on donnait à de Gaulle. À partir de ce moment, et pendant toute la durée de la conférence, de Gaulle fut l'« enfant terrible » de Churchill, et Giraud celui du Président.

Personne n'était satisfait — c'est le moins qu'on puisse dire — de la confusion politique provoquée par notre débarquement en Afrique du Nord. En relatant ces événements compliqués, on doit souligner que nos manœuvres politiques ont sauvé la vie de plus d'un Américain, et c'est là une considération primordiale aussi

bien du point de vue militaire que patriotique. D'autre part, il n'y a pas de doute aujourd'hui (comme d'ailleurs il n'y avait pas de doute dans l'esprit de mon père) que des erreurs avaient été commises par quelqu'un, et des erreurs graves.

Ce premier soir, mon père sembla envisager cette question en tenant compte de deux considérations. D'abord, il avait hâte de trouver la solution la meilleure et la plus rapide pour mettre fin à une situation qui devenait intolérable, tant elle était confuse. Ensuite, il se rendait compte que le Département d'État s'était déjà engagé dans une certaine voie et que, dans l'intérêt de nos futures négociations diplomatiques, il importait de sauvegarder l'autorité de ce ministère dans toute la mesure du possible. Quand une erreur a été commise, ce n'est pas bien, mais agir comme si aucune erreur n'avait été commise ne vaut guère mieux. Ce truisme avait amené mon père à sa première considération.

Quand une erreur a été commise par vos subalternes, lesquels pendant quelques années seront chargés de mener tous les jours des négociations avec des alliés qui sont en même temps vos rivaux, l'erreur est regrettable. Mais vous risqueriez de rendre service à vos rivaux en laissant vos subalternes dans le pétrin. Ce truisme avait conduit mon

père à sa seconde considération, apparemment contradictoire.

Quoi qu'il en soit, ce premier soir, ce qui intéressait mon père, c'était simplement d'écouter Churchill et de s'efforcer de deviner dans ses propos le fond de sa pensée.

— De Gaulle est monté sur ses grands chevaux, dit Churchill. Il refuse de venir ici. Il refuse catégoriquement.

Il semblait prendre plaisir, pour je ne sais quelle raison, à s'étendre sur ses propres difficultés.

— Je n'arrive pas à le faire partir de Londres, disait-il avec entrain. Il est furieux à cause des méthodes que nous employons pour contrôler le Maroc, l'Algérie et l'Afrique Occidentale française. Un « complexe de Jeanne d'Arc »... Et maintenant, bien sûr, depuis que Ike a installé ici Giraud dans ses fonctions...

Il secoua la tête d'un air désolé.

Tout d'abord doucement, mais fermement, puis avec une réelle insistance, mon père réclama que de Gaulle fût amené à Casablanca. Il souligna qu'un gouvernement provisoire ne pouvait être confié à un seul homme, que ce fût de Gaulle ou Giraud. La collaboration de tous les deux, disait-il, était nécessaire pour élaborer le système politique qui gouvernerait la France jusqu'à la libération totale.

J'eus l'impression, ce soir-là, que Churchill et Anthony Eden avaient dû — à un moment quelconque de la période critique du passé — promettre à de Gaulle tacitement ou par un engagement formel qu'il serait le seul à avoir voix au chapitre au moment de la reconstruction de la France. Tout au long de cette conversation, le Premier Ministre britannique fit preuve d'une extrême prudence.

— Mon enfant terrible, dit-il, considère que confier, ici, à Giraud un rôle officiel est un geste inamical à l'égard de sa France Libre.

Sa voix était solennelle. Une fois de plus, j'eus l'impression que les réactions de son « enfant terrible » ne l'ennuyaient pas tant que cela.

— Ce qu'il voudrait, reprit-il, c'est être le seul à juger et à décider qui ferait partie du gouvernement provisoire. Évidemment, ce n'est pas possible.

Mon père exprima l'avis que l'Angleterre et les États-Unis devraient faire à de Gaulle des représentations énergiques et lui faire comprendre qu'à moins qu'il ne cessât de bouder et qu'il ne prît immédiatement l'avion pour Casablanca, toute aide lui serait désormais retirée. Churchill approuva d'un mouvement de tête.

— C'est ce qu'il y aurait de mieux à faire, dit-il. Mais évidemment je ne puis pour le moment répondre de son

attitude.

Minuit était passé depuis longtemps quand le Premier Ministre britannique prit congé. Bien que fatigué, mon père avait envie de continuer la conversation. Il était encore plein de ses impressions de voyage, désireux de les partager et content de m'avoir près de lui. Il se mit au lit, et nous restâmes encore ensemble le temps de fumer deux ou trois cigarettes. Je prolongeai ces instants autant à cause de la joie que j'éprouvais à le retrouver que parce que plusieurs points de la conversation à laquelle je venais d'assister m'avaient rendu perplexe.

— Je me trompe peut-être, dis-je, mais j'ai comme l'impression que les bouderies de De Gaulle n'ennuient pas tant que ça le Premier Ministre.

Mon père se mit à rire.

— Je n'en sais rien. Mais j'espère en savoir plus long dans quelques jours. Je soupçonne fort pourtant, dit-il, accentuant ses mots, que si notre ami De Gaulle n'est pas encore venu en Afrique, c'est que notre ami Winston n'a pas cru devoir jusqu'ici le prier de le faire. Je suis à peu près sûr qu'en cette matière de Gaulle va faire à peu près tout ce que le Premier Ministre et le Foreign Office lui demanderont.

— Comment cela ?

— Coïncidence d'intérêts. Les Anglais veulent garder leurs colonies. Ils veulent aussi aider les Français à garder les leurs. Winnie est le grand défenseur du *statu quo*. C'est même le *statu quo* personnifié, ne crois-tu pas ?

Je retrouvais le ton de la discussion à laquelle j'avais assisté à Argentia, mais peut-être une octave plus haut.

Mon père sourit à une pensée qui venait de lui traverser l'esprit.

— À quoi penses-tu, papa ?

— Je pense à Mountbatten, me répondit-il. Sais-tu pourquoi Winston a amené Mountbatten avec lui ? Pour me rebattre les oreilles d'arguments sur l'importance qu'il y aurait à consacrer des navires de débarquement aux opérations au sud-est de l'Asie.

Je ne cachai pas mon étonnement mêlé d'incrédulité.

— Cela ne fait pas de doute, continua-t-il. La Birmanie ! Les Anglais veulent reprendre la Birmanie. C'est la première fois qu'ils manifestent sincèrement leur intérêt à la guerre dans le Pacifique. Et pourquoi ? À cause de leur empire colonial.

— Quel rapport avec Mountbatten ?

— C'est lui que les Anglais ont choisi pour le commandement suprême allié d'un nouveau théâtre d'opérations, celui du Sud-Est de l'Asie.

— Et l'Europe ? demandai-je. Et le débarquement du côté de la Manche ? Et « le bas-ventre vulnérable de l'Europe » ?

— Ne t'inquiète pas. Mountbatten est un homme plein de séduction et il a des dons de persuasion, mais je doute fort qu'il puisse convaincre Ernie King. Qu'ils essaient donc de tirer de lui un peu de notre matériel de débarquement du Pacifique, ou même une partie du matériel de débarquement affecté aux opérations dans l'Atlantique !

L'histoire de Birmanie m'inquiétait en dépit de l'assurance de mon père qui ne semblait y attacher aucune importance.

— Cela fait partie de la question coloniale britannique, dit-il. Le problème de la Birmanie est lié à celui des Indes, de l'Indochine française et de l'Indonésie. Il y a un rapport d'interdépendance entre ces pays. Si l'un obtient sa liberté, les autres pourraient avoir l'idée d'en demander autant. C'est pourquoi Winston tient tant à garder de Gaulle dans son coin. De Gaulle, aujourd'hui, ne tient pas plus que Churchill à voir disparaître un empire colonial.

Je demandai à mon père quelle était la position de Giraud.

— Giraud ? Le Département d'État m'en a dit beaucoup de bien. Murphy...

— Murphy ?

— Robert Murphy... celui qui était chargé de toutes les négociations avec les Français en Afrique du Nord, dès avant

le débarquement.

— Je vois... bien sûr.

— Il avait envoyé des rapports dans lesquels il affirmait que Giraud était exactement l'homme qu'il fallait pour faire contrepoids à de Gaulle.

— Parce qu'il était question de faire contrepoids à de Gaulle ? Je ne l'aurais pas cru. D'après toutes les informations que nous avons reçues par les journaux, et autrement, il est très populaire aussi bien en France que hors des frontières de son pays.

— L'intérêt de ceux qui le soutiennent est évidemment d'accréditer cette opinion.

— Tu fais allusion à Churchill ? Et aux Anglais ?

Mon père acquiesça d'un signe de tête.

— Elliott, dit-il, de Gaulle a l'intention d'établir en France un gouvernement d'un seul homme. Je ne puis imaginer un homme qui m'inspirerait une plus grande défiance. Toute son organisation de la France Libre fourmille d'espions policiers, il a des agents qui espionnent ses propres collaborateurs. Pour lui, la liberté de parole se ramène à sa propre liberté d'agir... sans être critiqué. Comment pourrait-on dès lors avoir une confiance entière dans les forces qui soutiennent de Gaulle ?

Cela me rappela ce que mon père m'avait dit à propos de la Birmanie. Évidemment, du point de vue de Churchill, une telle aventure ne manquait pas de logique. En conquérant Singapour, il ferait un coup très spectaculaire. Son prestige auprès des peuples coloniaux de l'Asie et du Proche-Orient se trouverait considérablement accru. Mais que de troupes, que de ravitaillement, que de matériel de débarquement réclamerait une telle opération ! La longueur des lignes de ravitaillement ! Et d'ailleurs, nous aurions bien besoin de toutes ces choses-là pour venir à bout de Hitler.

Mon père bâilla et je fis mine de partir. Mais d'un geste il me retint.

— Ne t'en vas pas encore, dit-il. La nuit est longue. Et d'ailleurs, j'ai envie de parler.

Il me parla encore de De Gaulle qui, me dit-il, appartenait corps et âme aux Anglais, me raconta comment les Anglais l'avaient pourvu en argent et en matériel et lui avaient conféré un prestige moral pour lui permettre d'établir le gouvernement de la France Libre et d'organiser l'activité clandestine en France. Une fois de plus, il semblait penser tout haut. Il mettait au point ses idées et les classait dans son esprit en vue des conversations qui allaient commencer le lendemain et se poursuivre pendant dix jours encore.

Ses pensées revinrent au problème des colonies et des marchés coloniaux, problème dont dépendait, il le sentait, le

sort de la paix future.

— Le fait est, dit-il, pensif, plaçant une nouvelle cigarette dans son fume-cigarette, que le système colonial implique la guerre. On exploite les ressources des Indes, de la Birmanie, de Java, on prend toute la richesse de ces pays, sans rien leur donner en échange, ni instruction, ni amélioration du standard de vie, ni un minimum d'hygiène. Tout ce que l'on fait, c'est accumuler des conflits qui mènent à la guerre. Tout ce que l'on fait, c'est montrer l'inanité de toute organisation de la paix, avant même que celle-ci soit assurée. As-tu remarqué l'expression de Churchill quand tu as mentionné les Indes ?

— Les Indes devraient, sans tarder, devenir un *Commonwealth*. Au bout d'un certain temps, dans cinq ans ou dans dix, ce pays devrait pouvoir décider s'il veut continuer à faire partie de l'Empire ou s'il veut obtenir une indépendance complète.

— En tant que *Commonwealth*, les Indes auraient droit à une forme de gouvernement moderne, avec tout ce que cela comporte de réformes sanitaires et culturelles. Mais comment ce pays pourrait-il y prétendre tant que l'Angleterre continue à drainer systématiquement toute la richesse de ses ressources nationales. Chaque année qui passe n'apporte que deux choses aux habitants des Indes,

les impôts et la mort. La famine est dans l'ordre des choses. Ils ont « une saison de famine », comme ils disent.

Il s'interrompit et sembla réfléchir :

— Il faut que je raconte à Churchill ce que j'ai vu aujourd'hui en Gambie britannique, dit-il d'un ton résolu.

— À Buthurst ? Demandai-je.

— Oui, fit-il d'une voix où vibrait une sincère émotion. Ce matin, vers huit heures et demie, comme nous traversions l'aérodrome de Buthurst, j'ai vu des indigènes qui se rendaient à leur travail. Ils étaient en loques... et comme ils avaient l'air misérable !... On nous a dit que vers midi, quand le soleil aurait séché la rosée, ils auraient l'air plus heureux. J'ai appris que le salaire moyen de ces hommes est d'un shilling neuf pence. Un peu moins de cinquante cents.

— À l'heure ? demandai-je naïvement.

— Non, par jour. Cinquante cents par jour ! Ils reçoivent aussi un supplément : un demi-bol de riz.

Mon père remua péniblement dans son grand lit.

— La saleté. Les maladies. Un taux de mortalité très élevé. Je me suis informé. Quelle est leur durée de vie, en moyenne ? Je te le donne en mille. Vingt-six ans. Ces gens-là sont traités moins bien que les animaux. Leur bétail vit plus longtemps.

Il resta un instant pensif.

— Churchill pensait peut-être la dernière fois que je ne parlais pas sérieusement. Cette fois-ci il comprendra.

Il me regarda d'un air songeur.

— Et là où tu es, quelle est la situation ? demanda-t-il. Que se passe-t-il en Algérie ?

Je lui dis que c'était la même chose. Le pays était riche, les ressources naturelles magnifiques, la population désespérément pauvre ; quelques colons blancs qui vivaient très bien, quelques princes indigènes qui vivaient aussi très bien, mais pour tous les autres, c'était la pauvreté, la maladie, l'ignorance.

Mon père hocha la tête.

Il se remit à parler de tout ce qu'il fallait faire. La France devrait redevenir une puissance mondiale et il faudrait placer sous sa tutelle ses anciennes colonies. En tant que responsable de cette tutelle, elle rendrait chaque année compte de sa gestion, en indiquant la régression de l'analphabétisme, la diminution de la mortalité, les progrès de la lutte contre les maladies...

— Un instant, interrompis-je, à qui rendrait-elle ces comptes ?

— À l'Organisation des Nations Unies quand elle sera créée, répondit mon père.

C'était la première fois que j'entendais parler de ce projet.

— Pourrait-il en être autrement ? continua mon père. Les Quatre Grands, — les États-Unis, l'Angleterre, la Chine, l'Union Soviétique — seront responsables de la paix du monde lorsque...

— Si, rectifiai-je. Il faut dire « si ».

Je ne plaisantais qu'à moitié. La superstition me dictait la prudence.

— Quand, dit mon père avec fermeté, quand nous aurons gagné la guerre, les quatre grandes puissances seront responsables de la paix. Il est grand temps pour nous de songer à l'avenir, et d'en jeter les bases. Prenons l'exemple de la France. La France devra occuper dans cette organisation la place qui lui revient. Les grandes puissances devront assumer la tâche de lutter contre l'ignorance, d'élever le niveau d'existence, les conditions sanitaires, dans toutes les régions coloniales arriérées et pauvres du monde.

« Et lorsque ces régions auront atteint à la maturité politique, elles pourront prétendre aussi à leur indépendance. L'ensemble des Nations Unies jugera, par la suite, si elles y sont suffisamment préparées. »

« Si nous ne réalisons pas cela, autant reconnaître que nous allons vers une nouvelle guerre. »

Je me dis, à part moi, que l'heure était trop tardive pour exprimer des pensées aussi sombres.

— Il est trois heures et demie, papa.

— Oui, maintenant, je suis vraiment fatigué. Toi aussi, Elliott, tu as besoin de sommeil.

Vendredi, 15 janvier.

Quand je descendis, enfin, pour prendre mon petit déjeuner, le lendemain matin, je constatai que ce retard m'avait fait manquer à un de mes devoirs. Il était dix heures, et, déjà, plusieurs personnes que j'aurais dû accueillir à leur arrivée et annoncer à mon père se trouvaient dans la chambre à coucher de celui-ci, en train de travailler. J'y entrai à mon tour après avoir avalé mon café. Il y avait là Marshall, King, Arnold, Hopkins et Harriman ; le Général Deane, secrétaire de l'état-major américain venait d'arriver à son tour. Je compris qu'on préparait les questions qui devaient être discutées à la réunion des chefs interalliés, non seulement ce jour-là, mais aussi dans les séances suivantes. Toutes ces histoires d'ordre du jour sont vraiment déconcertantes. Cela m'étonne toujours de voir qu'on passe des heures et des heures à chercher les sujets qu'on passera

des heures et des heures à discuter. Cette fois-ci, ils en eurent pour jusqu'à midi, et même plus.

Il faisait un temps magnifique. Un coup d'œil sur les lauriers-roses et les bougainvillées dehors, dans le jardin, me suffit pour deviner que le déjeuner serait servi en plein air.

Le repas réunit six convives : Hopkins et Harriman, Churchill et son aide-de-camp, le Commandant Thompson, mon père et moi. La conversation roula sur ce qui serait discuté l'après-midi. On attendait l'arrivée d'Ike Eisenhower, de Robert Murphy, qui avait combiné l'affaire de Darlan, et d'autres encore. Le Premier Ministre exprima aussi le désir de nous présenter le Général Sir Harold R.L.G. Alexander, commandant des Forces du Moyen Orient, au cas où il arriverait. Le repas se déroulait dans une atmosphère agréable. On causait. Personne ne s'attarda trop sur les questions qui allaient bientôt être soulevées.

Notre campagne en Afrique du Nord faisait des progrès satisfaisants, mais qui n'avaient rien de brillant. Nous nous préparions à repousser l'armée de Rommel à la mer, mais le côté militaire de l'opération était encore un point d'interrogation. Il était entendu qu'au cours de l'après-midi on allait avoir un tableau plus complet des opérations militaires, ce qui permettrait de déterminer le prochain point d'attaque. L'invasion de l'Europe par la Manche, le second front de 1943, — on appelait cette opération *Roundup*

(encerclement) — était encore, à cette époque une question ouverte. Comme toujours dans ces conversations, les Américains poussaient à l'action, les Britanniques freinaient.

Général Eisenhower

Après le déjeuner, Churchill et son, aide-de-camp s'en allèrent, accompagnés de Harriman, et, peu après, on annonça l'arrivée du Général Eisenhower. Il avait été malade, je le savais pour l'avoir rencontré une ou deux fois peu de temps auparavant. Il avait pourtant l'air d'aller beaucoup mieux. Il déjeuna avec Marshall et King, puis se lança dans un rapport sur le progrès des opérations en Afrique. Mon père écoutait avec intérêt, tandis que le général parlait des difficultés de ravitaillement par le chemin de fer à voie unique, et qui n'avait rien de moderne, le long de la côte nord. Les routes n'étaient pas d'un grand secours.

— Avez-vous eu des difficultés avec les agents de l'Allemagne? s'enquit mon père. Le Maroc espagnol présente-t-il quelque danger ?

— Nous les avons à l’œil, monsieur le Président. Ils n'ont rien tenté jusqu'ici, et je suis enclin à penser qu'ils ne feront rien non plus dans l'avenir.

— Vous devez vous heurter à pas mal de difficultés d'ordre politique, dit mon père en souriant.

Le général lui adressa pour toute réponse un sourire significatif, qui semblait dire : « J'en ai plein le dos. »

Il continua à parler de la résistance ennemie que ses troupes rencontraient dans les secteurs de Gafsa et de Tébessa. À cette époque, la défensive allemande était ferme, alors que nous autres Américains commencions à peine à comprendre ce que c'est que le vrai combat.

— Ce ne sont pas des excuses, je pense, fit mon père, après un silence.

— Non, monsieur le Président. Simplement, le travail est dur.

— Eh bien, qu'en pensez-vous ? Quels sont vos pronostics ?

— Dans quel sens ?

— Pour combien de temps en a-t-on encore ?

— Puis-je faire une réserve ?

Mon père fit un signe d'acquiescement.

— Suivant le temps qu'il fera, nous les aurons détruits ou repoussés à la mer, à la fin du printemps.

— Qu'entendez-vous par « fin du printemps. » ? Le mois de juin ?

— Peut-être même avant. Vers le milieu de mai. En juin au plus tard.

— Quelle rapidité ! Père paraissait satisfait.

Vers cinq heures, Robert Murphy, suave et aimable, vint pour quelques minutes. La conversation qui eut lieu alors entre mon père, le général et Murphy, tourna uniquement autour de la politique française. Murphy s'efforçait de gagner la sympathie de mon père à Giraud. Il ne tarit pas d'éloges à son sujet : c'était un excellent organisateur et les Américains n'auraient pu choisir mieux l'homme qu'ils voulaient soutenir. J'assistai à cette conversation pendant quelques instants, puis, mon père m'ayant autorisé d'un signe de tête à m'en aller, je m'éclipsai.

Les chefs d'état-major interallié devaient faire parvenir au Premier Ministre et à mon père un rapport sur le résultat de leur réunion de l'après-midi. J'allai donc les attendre à la porte d'entrée pour les accueillir à leur arrivée.

Churchill vint avec quelques minutes d'avance sur l'heure prévue, suivi de trois officiers britanniques. Il voulait voir mon père avant la réunion qui était fixée pour cinq heures et demie. Nous le fîmes entrer. Churchill était accompagné du Général Alexander, du Maréchal de l'Air Arthur Tedder et du Général Sir Hastings Ismay, du ministère de la Défense Nationale. Tout comme à Argentia, les conseillers

britanniques avaient la supériorité numérique sur notre état-major, dan la proportion de deux contre un.

Le Général Alexander arrivait tout droit de son quartier général, dans le désert occidental (Par désert occidental, on entend évidemment le désert du Nord-Est de l'Afrique. En réalité, il ne se trouve à l'Ouest que par rapport à l'Égypte. Je pense que cela a suffi aux Anglais pour lui donner ce nom.), où il dirigeait la poursuite de l'Afrika Korps de Rommel. C'était probablement le plus capable des chefs militaires britanniques. Ce soir-là il nous apparut sous les traits d'un soldat rude, tout tendu vers un seul but. Il était en tenue de campagne et n'était pas rasé. Son visage tanné portait les traces de la fatigue. Dans un langage laconique, mais d'une clarté lumineuse, il parla des progrès réalisés par le marteau britannique, poussant les Allemands contre l'enclume américaine dans la région centrale de l'Afrique du Nord.

À ce moment, comme l'attention de mon père s'était un peu relâchée, je me penchai sur lui pour lui glisser à l'oreille :

— Dis donc, papa, dans les conférences d'état-major, à chaque officier britannique devrait correspondre un officier américain, n'est-ce pas? Ils ont Tedder. Pourquoi Spaatz n'est-il pas ici ?

— En effet, pourquoi ? Va donc trouver Hap Arnold. Dis-lui de nous amener ici Spaatz dès qu'il pourra se rendre libre.

Spaatz, surnommé « Toœy », qui était mon chef, devait arriver en avion un jour plus tard et participer aux conférences suivantes. Mais ce jour-là, fait caractéristique, le groupe de chefs d'état-major chargés de faire un rapport à Churchill et à mon père était composé de neuf officiers anglais et de cinq Américains. Il est possible d'ailleurs que nos officiers aient parlé deux fois plus que les autres. Je n'en sais rien du reste, je n'ai pas assisté à cette séance.

Après avoir passé une heure et demie avec les chefs interalliés, mon père travailla encore pendant quelque temps avec Averell Harriman, qui vint le voir avec Lord Leathers, le ministre des Transports britannique. C'était une de ces visites qui ne doivent durer que « cinq minutes » et qui se prolongent pendant plus d'une demi-heure.

Enfin, mon père trouva le temps de boire une boisson « à la mode d'autrefois », que je lui avais préparée.

— Voilà ce qu'il me faut, murmura-t-il, en s'installant confortablement sur le divan.

— Ça marche bien ?

— Oui, oui, je crois, fit-il.

Il sourit au souvenir de quelque chose.

— À quoi penses-tu ?

— Les Anglais ont fait allusion à la Birmanie cet après-midi, dit-il en dégustant son breuvage à petites gorgées. Vois-tu, Elliott, nous avons eu du mal à convaincre l'Amiral King qu'il faut consacrer le plus possible de navires et de matériel de débarquement au front de l'Atlantique, qui sera le théâtre des principales opérations de guerre. Tu peux imaginer sa réaction quand il' a entendu mentionner la Birmanie. C'est un marin passionné.

— Les guerres ne peuvent être gagnées que par les forces navales, pense-t-il. Aussi les plans de la Marine doivent-ils avoir priorité sur les autres. En outre, il n'y a qu'un seul théâtre des opérations navales, celui du Pacifique. Donc il doit être au premier plan.

Mon père se mit à rire.

— Ce n'est pas exactement son raisonnement, mais c'est à peu de chose près.

— Papa, dis-je.

— Qu'y a-t-il ?

— Je te réserve une surprise. Quelqu'un vient d'arriver.

À ce moment mon frère Franklin entra dans la pièce. Nous eûmes une vraie réunion de famille. Franklin avait été officier à bord du destroyer Mayrant, qui avait pris part à la bataille de Casablanca. Il avait hâte de partager avec nous ses impressions, et, de notre côté, nous étions impatients de

l'écouter. Le Général Marshall et le Général Eisenhower, qui vinrent se joindre à nous pour dîner, écoutèrent également son récit. Il nous conta tous ces événements dramatiques, le débarquement et le combat qui avait suivi et je pus y ajouter, de temps en temps, quelques détails. Tout cela rendait jaloux notre père, qui se souvenait de l'époque où, au cours de la dernière guerre, il était au front comme secrétaire adjoint à la Marine.

— Je vais retourner au front cette fois encore, dit-il.

Marshall et Eisenhower échangèrent un regard et continuèrent à manger.

— Eh bien, dit notre père, que veut dire ce silence ?

— Il est peut-être un signe d'acquiescement, dit mon frère.

Marshall lui lança un regard mais ne souffla mot.

— C'est impossible, monsieur le Président, dit le Général Eisenhower.

— Il ne saurait en être question, approuva le Général Marshall.

— Pourquoi ? Cela ne doit pas être bien dangereux. Avez-vous eu des difficultés pour venir ici ? Quelle est la situation, Ike ? Risque-t-on de tomber sur des avions ennemis entre Alger et Casablanca ?

— Nous avons fait les derniers trois cents kilomètres avec des parachutes sur le dos, monsieur le Président. Un de nos moteurs était en panne et l'autre prêt à s'arrêter. Personne, à bord, n'a beaucoup goûté ce voyage.

— Ça, c'est une raison mécanique. Mais c'est pour des raisons militaires que vous ne voulez pas me laisser aller au front. Qu'en penses-tu, Elliott ?

J'étais mis au pied du mur. Marshall et Eisenhower me regardèrent.

— Je ne peux pas parler, marmonnai-je en indiquant d'un signe que ma bouche était pleine.

— Lâcheur ! dit mon père, et il attendit patiemment, cependant que je faisais semblant d'avaler ma bouchée. Eh bien ? dit-il enfin.

— Les avions de transport, dis-je, sont souvent attaqués sur le trajet d'Oran et d'Alger vers la Tunisie. Ce n'est pas une plaisanterie.

— Et si je me faisais escorter par des avions de chasse ?

— Monsieur le Président, dit Eisenhower, une escorte de chasseurs autour d'un C-54, surtout après les hypothèses formulées par la radio allemande au sujet de cette région, voilà qui ne manquerait pas d'attirer les avions ennemis, comme le miel attire les mouches.

— Les ordres sont les ordres, monsieur le Président, ajouta Marshall, mais si vous nous donniez un ordre comme celui-ci, personne dans l'armée américaine, à aucun degré de l'échelle hiérarchique, n'en accepterait la responsabilité.

Marshall, parlait très sérieusement. Mon père fut profondément déçu, mais il ne put que se soumettre. Il obtint cependant en guise de compensation de passer en revue trois divisions, de l'armée de Patton, au nord de Rabat.

Aucun programme particulier n'était prévu pour la soirée. Les deux généraux ne tardèrent pas à se retirer et nous restâmes seuls, Franklin et moi, avec notre père. Nous parlâmes de la maison, de la famille, de notre mère, comme le fait tout soldat qui rencontre son père au cours d'une brève permission. Mon père avait apporté avec lui un paquet de journaux de New-York et de Washington. En les parcourant, nous découvrîmes entre autres, qu'un membre du Congrès, du nom de Lamberston, avait fait une interpellation à la Chambre des Représentants, au sujet des fils de Roosevelt qui, prétendait-il, faisaient la noce dans les boîtes de nuit new-yorkaises, alors que la « jeunesse américaine se battait et mourait quelque part au loin ». À cette époque, mon frère aîné, Jimmy faisait partie des Carlson's Raiders, qui combattaient dans le Pacifique, et John faisait une période d'entraînement en mer, pour être versé dans les services de Ravitaillement de la Marine. Peu

importe ! Il y avait aussi dans les journaux des bandes de dessins humoristiques.

Ce soir-là, mon père n'attendit pas minuit pour se coucher. Il avait besoin de sommeil.

Samedi 16 janvier

Le lendemain matin, Churchill fut bien plus matinal que de coutume. Il arriva avant dix heures et mon père passa la matinée avec lui, ainsi qu'avec Eisenhower, Murphy, et Sir Harold Mac Millan, le ministre britannique attaché à l'état-major interallié.

L'objet de la discussion fut encore la politique française.

C'était la première fois que je revoyais Franklin depuis Argentia, c'est-à-dire depuis août 1941; c'était même la première fois que je revoyais un de mes frères depuis cette époque. Nous ne restâmes dans la pièce que juste le temps nécessaire pour nous rendre compte que l'entretien tournait autour de De Gaulle et de Giraud. Maintenant Churchill et mon père avaient chacun leur « enfant terrible ». On appelait les deux hommes par leur initiale : « D » et « G ». Où était donc D ? Pourquoi n'était-il pas là ? Pourtant la principale préoccupation à ce moment-là était de trouver une solution acceptable pour sortir de l'imbroglio français. J'avais lu, la veille, assez de journaux américains pour me

rendre compte qu'on était en face d'un grave problème diplomatique. Je venais de comprendre que Murphy était vraiment sur la sellette. D'après ce que j'en avais entendu dire, une partie au moins des critiques qu'on formulait à son égard était justifiée; il semblait s'attacher à faire en sorte que le futur gouvernement français fût composé principalement d'hommes qui avaient été parmi les partisans les plus énergiques de la « politique d'apaisement » pendant les années critiques qui avaient précédé la guerre.

Churchill et Roosevelt

Une fois de plus, nous déjeunâmes dans le jardin. Outre mon père, Harry Hopkins, Franklin et moi-même, il y avait là George Durno, capitaine de l'A.T.C. (Army Transportation Corps). George avait été avant la guerre correspondant de l'agence I.N.S., auprès de la Maison Blanche, et mon père et lui étaient des amis de vieille date.

Ce repas permit à mon père de se détendre un peu. Le changement lui faisait du bien, en dépit d'un emploi du temps assez chargé. Il semblait en excellente forme et ses joues s'étaient colorées légèrement.

Au café, il revint à son sujet favori : le développement des régions coloniales. Pour un homme qui n'était encore jamais

venu en Afrique, il avait recueilli une quantité impressionnante d'informations concernant la géographie, la géologie et l'agriculture du pays. Je croyais évidemment connaître assez bien cette partie du continent que j'avais survolée quelques mois auparavant pour prendre des photographies aériennes. Cependant, chose curieuse, il en savait plus que moi.

Nous parlâmes des marais salants du sud de la Tunisie, qui sont sans doute les vestiges d'une vaste mer intérieure, des grandes rivières qui prennent leur source dans l'Atlas, puis disparaissent dans le Sahara pour devenir des rivières souterraines.

— Il suffirait, dit mon père, de détourner le cours de ces rivières pour les besoins de l'irrigation, et cette région deviendrait si fertile que l'Imperial Valley de Californie aurait l'air, en comparaison, d'un carré de choux.

« De même pour les marais salants, qui sont au-dessous du niveau de la Méditerranée. En creusant un canal jusqu'à la mer, dit-il, on reformerait l'ancien lac, long de cent cinquante et large de quatre-vingt-dix kilomètres. »

— Le Sahara serait en fleurs sur des centaines de kilomètres ! s'écria mon père.

C'est vrai. Le désert du Sahara n'est pas seulement une étendue de sable. Il recèle, en puissance, des richesses

extraordinaires. Après chaque pluie, on y assiste pendant quelques jours à une véritable débauche de fleurs, que la sécheresse et le soleil ne tardent pas à faner.

J'échangeai un regard avec Franklin. Notre père s'enflammait pour son idée. Son esprit rapide et son imagination vive se donnaient libre cours, tandis que nous échafaudions tous des projets pour rendre vie à cette région.

— Quelle richesse! s'écria-t-il. Les impérialistes ne comprennent pas tout ce qu'ils peuvent faire, tout ce qu'ils peuvent créer. Ils ont volé à ce continent des milliards, parce qu'ils sont trop bornés pour se rendre compte que leurs milliards ne sont que des petits sous, comparés aux possibilités latentes. Et la réalisation de ces possibilités doit aller de pair avec l'amélioration des conditions de vie de la population.

Dans l'après-midi, les chefs américains de l'état-major interallié revinrent, apportant à mon père les résultats des discussions qu'ils venaient d'avoir avec leurs collègues britanniques. Il apparut alors que, sur plus d'un point, ils ne s'accordaient pas avec les Anglais. Les chefs militaires britanniques avaient élaboré avec Churchill un plan de discussions en vue de la conférence, qui différait de celui prévu par les chefs américains et approuvé par mon père et Harry Hopkins, deux jours auparavant. Au lieu d'envisager des poussées massives contre les flancs de l'ennemi en

Europe, les Anglais préconisaient des opérations de moindre envergure dans la Méditerranée.

C'est ce jour-là que j'entendis pour la première fois parler d'un débarquement en Sicile. On nomma également à cette occasion d'autres lieux qui allaient devenir autant d'étapes de la victoire : les îles du Dodécanèse, par exemple, ouvrant le chemin vers la Grèce et la région montagneuse des Balkans.

Dimanche 17 janvier.

Le lendemain, les premiers visiteurs arrivèrent à midi tapant. C'était le Général Charles Noguès, résident-général de Rabat, et les Généraux Patton et Wilbur. Ce dernier, qui faisait partie de l'état-major de Patton, était venu en qualité d'interprète. Tout à fait inutilement d'ailleurs, puisque mon père parlait français couramment et qu'il put s'entretenir avec Noguès sans intermédiaire.

Pour deux généraux qui, quelques semaines auparavant, avaient combattu avec acharnement l'un contre l'autre, le long de la côte marocaine, Noguès et Patton faisaient preuve réciproquement d'une étonnante affabilité. Non seulement ils étaient tous deux des soldats de métier, ce qui limitait leur hostilité au champ de bataille, mais encore aucun des deux ne s'intéressait outre mesure à la politique. L'un comme l'autre ne faisait qu'exécuter les ordres reçus et, fort

heureusement pour nous, Patton s'en acquittait avec plus d'efficacité que. Noguès. Ce dernier avait reçu l'ordre de résister, donc il résista. Par la suite, on lui donna l'ordre de cesser la résistance, alors il cessa de résister. Maintenant, il obéissait à un nouveau chef.

La visite que les deux généraux faisaient à mon père était avant tout une simple visite de politesse. Elle avait cependant aussi un autre caractère. D'après Churchill, Noguès était en partie à l'origine des difficultés qu'il avait à amener De Gaulle à Casablanca. Ce Saint-Cyrien, soldat de métier et administrateur colonial, qui ne demandait qu'une chose : qu'on lui donnât des ordres clairs et compréhensibles et qu'on le laissât en paix, était le centre d'un important conflit. Churchill nous apprit que De Gaulle exigeait de Londres que Noguès, son compatriote, et officier comme lui-même, fût immédiatement mis aux arrêts, comme collaborateur, et emprisonné, pour être jugé ensuite. Or, au Maroc, le Général Patton (qui l'avait combattu avec acharnement peu de temps auparavant) réclamait que Noguès fût maintenu à son poste. Par la suite, Patton devait faire un rapport fortement partial en faveur de Noguès. Il était convaincu que l'influence de ce général sur le sultan du Maroc et sur la population indigène pouvait être d'un grand secours pour nos chefs militaires, aussi longtemps que ce pays nous servirait de théâtre d'opérations.

Par ce doux après-midi de dimanche, lorsque mon père posa au général français quelques questions au sujet de la population marocaine, et le consulta notamment sur ce qu'on pouvait faire pour améliorer ses conditions d'existence, celui-ci sembla embarrassé. Ces questions ne l'avaient jamais préoccupé et personne ne lui en avait parlé jusque-là. Mais il savait, en revanche, à un sou près, combien de richesses on pouvait exporter du pays et dans quelle mesure les Marocains étaient susceptibles d'être exploité. Patton nous avait fait entendre que le sultan était, depuis des années, sous la coupe de Noguès. Et tout ce que Noguès voulait, c'était la maintenir. Lorsque la conversation entre mon père et cet homme, qui était la pomme de discorde entre De Gaulle et les Alliés, eut pris fin et que les trois généraux se furent retirés, mon père se tourna vers moi :

— Note qu'il faudra inviter le sultan à dîner un de ces soirs. Demande à Murphy ou à toute autre personne compétente quelle est l'étiquette à suivre. Quant à Noguès..., on n'a pas besoin de le prendre en considération.

Après nous avoir quittés, Noguès, Patton et Wilbur s'étaient rendus chez Churchill. Le Premier Ministre s'entretint avec eux pendant quelque temps, puis vint à Dar-es-Saada pour déjeuner avec nous. Il nous dit qu'il s'était rendu dans le port au cours de la matinée pour visiter le

Jean-Bart, dont la coque avait été endommagée par les obus.

— Vous êtes allé voir le Jean-Bart ? lui demanda mon père, vexé. Ma foi, du moment que avez pu le voir, pourquoi n'en ferais-je pas autant ?

Il rit de bon cœur. À ce moment, il faisait penser à un enfant de six ans : « Tu as eu de la glace ? J'en veux moi aussi. »

Dans l'après-midi, mon père reçut la visite de Mark Clark. Churchill avait dit à Clark que le Président était mécontent de l'absence de De Gaulle. Mon père était, en effet, chaque jour plus convaincu que Churchill retenait délibérément De Gaulle à Londres et qu'il pouvait, s'il le voulait, amener son « enfant terrible » à n'importe quel moment.

Le Général Mark Clark n'arrivait pas les mains vides. Il avait amené à Casablanca « l'enfant terrible » des Américains : Giraud. Mon père aurait enfin l'occasion de faire la connaissance de l'homme tant vanté par Murphy et par le Département d'État de Washington, celui dont le choix, disait-on, était tout indiqué pour parer au risque de la direction des affaires françaises par un seul homme, soutenu par l'Angleterre : le Général De Gaulle.

Roosevelt et Giraud

Mon père était très animé : il lui tardait de voir le général à qui avait été confié le commandement des armées françaises en Afrique du Nord.

Clark ne resta que le temps nécessaire pour s'assurer que mon père était réellement disposé à recevoir Giraud, puis partit pour chercher celui-ci. La nouvelle avait créé dans la ville une certaine émotion. Nous espérions tous que les patientes manœuvres diplomatiques, qui avaient préoccupé ces derniers jours mon père en face de Churchill, cesseraient d'elles-mêmes. La partie difficile et importante qui se jouait entrait dans une phase nouvelle.

Clark revint bientôt avec Giraud. Murphy et le Capitaine McCrea arrivèrent également et tout le monde prit place. L'entrevue capitale allait avoir lieu.

Cette entrevue causa à mon père une profonde déception. À entendre Giraud, il n'existait pas de problème politique. La guerre, pour lui, ne posait que des problèmes militaires. Il parlait, assis sur sa chaise, droit comme un cierge. L'âge seul atténuait quelque peu l'impression de raideur qui se dégageait de sa personne. Les mois passés en prison n'avaient laissé aucune trace sur cet homme. À mesure que sa défiance se dissipait, son ton devenait plus insistant.

— Donnez-nous des armes ! s'écria-t-il. Donnez-nous des canons, des tanks, des avions ! C'est tout ce qu'il nous faut.

Mon père fut bienveillant, mais ferme. Il voulut savoir où Giraud comptait prendre ses troupes.

— Nous pouvons recruter des coloniaux par dizaines de millier:

— Qui les entraînera ?

— J'ai beaucoup d'officiers sous mes ordres. Cela ne soulèvera aucune difficulté. Donnez-nous seulement des armes... Quant au reste...

Mais le reste, précisément, comportait des problèmes dont Giraud ne devait jamais comprendre la portée. Churchill avait déjà expliqué précédemment que le manque d'empressement qu'on montrait à Alger à abroger les lois anti-juives, promulguées sous le régime de Vichy, était une des principales ou du moins une des prétendues causes de l'irritation de De Gaulle. Giraud écarta ces questions. Il n'avait qu'une chose en tête.

— Tout ce qu'il nous faut, c'est de l'équipement. Au bout de quelques semaines d'instruction, nous disposerons d'une grosse armée.

Les questions qu'il posait à Giraud reflétaient le sentiment de mon père : il jugeait que Giraud sous-estimait fortement sa tâche. Quant au général français, il était si exclusivement

préoccupé de son plan que je me demande s'il s'aperçut de l'impression peu favorable qu'il avait faite sur mon père. Inlassable, Giraud parla longuement de ses convictions. Cependant, mon père ne lui céda en rien.

Dès que Giraud et les autres furent Partis, mon père nous révéla sa pensée.

— J'ai l'impression que nous nous appuyons sur un réseau bien faible, dit-il. Il leva les bras au ciel et eut un rire bref :

— Voilà l'homme autour duquel, à entendre Bob Murphy, les Français pourraient se rallier ! Il est nul comme administrateur. Et il serait nul comme chef.

Ce soir-là, au cours du dîner auquel assistèrent Churchill, Lord Leathear, l'Amiral Cunningham, l'Amiral King, le Général Somervell et Averell Harriman, on discuta de l'importante question des priorités navales et un accord fut réalisé. Cette fois, les chefs d'état-major interallié repoussèrent unanimement tout projet d'opérations en Birmanie. L'idée de choisir la Sicile comme objectif de la prochaine attaque commençait à prendre corps. Ce plan assurerait la liberté des routes commerciales à travers la Méditerranée jusqu'au golfe Persique et à la Russie.

Cependant, les navires étaient toujours trop rares et le besoin s'en faisait désespérément sentir. La bataille de l'Atlantique était loin d'être gagnée en cet hiver 1942-1943.

Il s'agissait de déterminer le tonnage destiné à accumuler des réserves de matériel de guerre en Angleterre. Quel tonnage fallait-il consacrer aux livraisons d'armes à l'Armée Rouge ? Quel tonnage fallait-il mettre de côté pour le retrait des troupes et de l'équipement de la Méditerranée, destinés à la Grande-Bretagne ? Pouvait-on considérer comme un fait acquis que la campagne d'Afrique serait terminée en mai-juin ? Quel tonnage fallait-il réserver au débarquement en Sicile ? D'après les Anglais, les prélèvements de navires devaient être effectués aux dépens des envois vers Mourmansk et le golfe Persique. Les Américains, au contraire, soulignaient la nécessité de réserver à ces secteurs le plus grand nombre possible de navires.

La conférence sur le tonnage se poursuivit jusqu'à une heure du matin, niais je n'attendis pas pour me retirer qu'elle fût terminée. Nous quittâmes, Franklin et moi, le camp d'Anfa, pour nous rendre au mess où nous allions rencontrer des officiers plus jeunes.

Lundi 18 janvier.

Mark Clark et Murphy revinrent voir mon père le lendemain matin, afin de reprendre la discussion sur la situation politique française. Ils restèrent ensemble pendant près de deux heures, étudiant avec soin l'attitude qu'allait

adopter l'Amérique vis-à-vis de la constitution du gouvernement provisoire chargé de représenter la France jusqu'à sa libération. Dans l'esprit de mon père, le dilemme était maintenant clairement posé : une considérable surestimation des qualités de chef de Giraud, d'une part, et une politique ambiguë de coopération avec les éléments vichyssois de la population française d'Afrique, de l'autre, rendaient extrêmement difficile aux Américains toute opposition au gouvernement d'un seul homme, celui de Charles De Gaulle, soutenu par les Anglais.

Le Premier Ministre vint peu après le départ de Murphy et de Clark pour déjeuner avec nous. Pendant le repas, on parla à bâtons rompus et Harry Hopkins taquina Churchill sans méchanceté, mais assez clairement, sur l'absence de De Gaulle à la conférence de Casablanca.

Cet après-midi-là, mon père eut, pour la première fois, l'occasion de quitter la villa. Il monta dans une jeep et, en compagnie du Général George Patton et du Lieutenant-Colonel C. E. Johnson, commandant du troisième bataillon du premier corps blindé de l'Armée de Patton, partit inspecter la garde d'infanterie, chargée de protéger l'Anfa Camp. Au retour, il me dit :

— Dommage que tu n'aies pas pu voir l'orchestre militaire. Il y a là un gaillard qui ne doit pas peser moins de cent

trente kilos et qui joue avec une flûte qui pèse sûrement plus d'un kilo.

Les chefs de l'état-major interallié revinrent à cinq heures. Une heure et demie plus tard, sept Anglais et quatre Américains étaient tombés d'accord sur l'opération Husky, l'invasion de la Sicile.

En réalité, le débarquement de la Sicile avait été décidé le jour où on avait entrepris de libérer l'Afrique du Nord. L'opération Husky venait réaliser un compromis entre la thèse des Américains, celle d'un débarquement en Europe au printemps 1943, et celle des Anglais, partisans de la conquête de la Sicile et des îles du Dodécanèse, comme préparation de l'invasion de l'Europe par la Grèce ou les Balkans.

Churchill avait conseillé de négliger l'Italie et de frapper directement ce qu'il appelait « le bas-ventre vulnérable de l'Europe ».

Le Premier Ministre britannique avait toujours été d'avis qu'il nous fallait trouver le moyen de débarquer en Europe de façon à faire la jonction avec l'Armée Rouge en Europe Centrale. Cela permettrait de maintenir la sphère d'influence anglaise aussi loin que possible vers l'Est.

Le plan « Husky » était considéré, aussi bien par les Anglais que par les Américains, comme un pas important en

avant, et cela quoi qu'il advînt. D'autre part, en engageant les armées alliées en Sicile et en éliminant l'Italie de la guerre, comme on espérait le faire, nous reconnaissions que l'invasion de l'Europe par la Manche devrait être remise au printemps 1944.

Cet après-midi, mon père et Churchill décidèrent d'envoyer à Staline une note l'informant des décisions stratégiques anglo-américaines. Le même jour, les deux hommes d'État entreprirent également de rédiger une déclaration commune, destinée aux pays de l'Axe.

Après un dîner calme et intime, je me rendis en ville avec Franklin. Au retour, vers deux heures du matin, je croyais trouver Père endormi depuis longtemps. Il était en effet couché, mais il ne dormait pas. Il lisait, dans une édition bon marché, la pièce de Kaufman-Hart : « *L'homme qui vint dîner* », et il riait de bon cœur. Près de son lit se trouvait également le *New-Yorker* qu'il avait jeté là après l'avoir lu. Il nous avait attendus pour nous demander comment nous avions passé la soirée. Il enviait, comme d'habitude, notre liberté relative et écouta avec intérêt mon récit. En réalité, nous ne nous étions pas beaucoup amusés pendant notre promenade dans la kasbah en compagnie de deux gardes qui nous servaient de guides. Mais j'eus soin de rendre mon récit aussi vivant que possible, quitte à le rehausser de quelques détails inventés de toute pièce.

Mardi 19 janvier.

Le lendemain matin, j'eus fort à faire avec mon frère, qui tombait de sommeil. Franklin devait, en effet, regagner son destroyer, et ce fut tout juste s'il n'y manqua pas.

Harriman et Murphy se mirent au travail avec mon père de bonne heure. Ils préparaient la seconde conférence avec Giraud. Celui-ci arriva à midi et, cette fois encore, il fut exclusivement préoccupé de projets militaires, d'ailleurs assez imprécis. Mon père se mit à exposer la politique des États-Unis pendant la guerre, notamment en ce qui concernait la France. Elle se résumait en ces deux points :

1) Un gouvernement provisoire devait être formé. Il devait comprendre Giraud et De Gaulle, qui seraient tous deux également responsables de sa composition et de sa gestion.

2) Le gouvernement provisoire avait la mission de diriger les affaires de la France jusqu'à la complète libération du pays.

Giraud était peu enthousiaste, mais il ne formula aucune contre-proposition. Son mécontentement n'avait pas d'objet précis. Tout ce qui l'intéressait, c'était de savoir dans quelle

mesure l'équipement américain serait mis à la disposition de ses armées coloniales.

Comme la conversation touchait à sa fin, sans gagner en intérêt, Harry Hopkins me dit :

— Votre père voudrait emporter d'ici quelques souvenirs. Voulez-vous m'accompagner pour en chercher ?

— Bien sûr.

— Nous ne pourrons sans doute partir qu'après le déjeuner. Et je crois qu'on désire faire prendre quelques photographies de votre père avec Giraud.

Après le déjeuner, le Général Patton fit avancer la voiture de l'état-major et nous nous rendîmes tous les trois en ville. Des tapis et quelques articles en cuir marocain d'une qualité assez médiocre furent tout ce que nous pûmes trouver. Nous demandâmes à un marchand de venir présenter quelques tapis à la villa, afin que mon père pût les examiner et faire lui-même son choix. Nous fîmes ensuite une promenade le long de la côte, sur la plage, pour visiter les lieux où nos troupes avaient combattu quelques semaines auparavant.

De retour à Dar-es-Saada, nous y trouvâmes Churchill et son fils Randolph, alors capitaine dans les commandos. J'avais déjà rencontré Randolph à Alger, la veille de Noël. J'avais été content de pouvoir faire sa connaissance et de causer avec lui, d'autant plus qu'il était non seulement

officier, mais aussi membre du Parlement britannique. Mais j'avais eu tort de me réjouir. Randolph m'avait profondément déçu. Ce soir de Noël, à Alger, j'avais découvert, en effet, qu'une conversation avec Randolph Churchill n'était qu'un monologue.

Maintenant que j'avais retrouvé Randolph Churchill dans la villa de mon père, j'étais curieux de voir si le fils du Premier britannique allait, en présence de son père et du mien, formuler ses opinions d'une façon aussi catégorique qu'il l'avait fait devant moi. Je m'attendais, en effet, à ce qu'il se montrât un peu intimidé. Il n'en fut rien. Remarquablement loquace et sûr de lui, il s'étendit volontiers sur les diverses questions dont il parla durant les cinquante minutes qu'il passa avec nous. Il parla sans désemparer tout ce temps, en nous expliquant les complexités de la politique et de la stratégie dans les Balkans et révélant aux hommes d'État présents le meilleur moyen de sauvegarder l'hégémonie britannique en Méditerranée, en prolongeant le conflit mondial de quelques années. Il attira l'attention d'un Président et d'un Premier Ministre sur les points faibles du plan de campagne établi par les chefs de l'état-major interallié et leur proposa de les tirer d'embarras en leur indiquant une solution au problème délicat posé par la politique française.

Ce fut une performance remarquable, et l'assistance qui, après cinq jours consécutifs de travail, commençait à se sentir fatiguée, le suivit avec un intérêt amusé. (Je devrais peut-être faire une réserve en ce qui concerne le père du jeune Randolph, mais ce que je viens de dire reflète exactement mon impression et celle de mon père, qui ne réprima son sourire que jusqu'au départ du jeune homme.)

J'eus ensuite avec mon père quelques minutes d'entretien, interrompu par l'arrivée de la voiture du Général Patton. Celui-ci venait nous chercher pour nous amener à son P.C., à la Villa Mas, où nous étions attendus pour dîner. Ce repas réunit plusieurs chefs militaires : le contre-amiral C.M. Cooke, le Major Général Geoffroy Keys, l'adjoint de Patton, le Général de brigade A. C. Wedemeyer ; le Général de brigade W. H. Wilbur ; le Général de brigade John E. Hull et le Colonel H. R. Gay. Plusieurs de ces officiers avaient des postes de commandement dans le Premier Corps d'Armée blindé, et tous attendaient l'occasion de démontrer au Président des États-Unis à quel point les tanks et les unités blindées jouaient un rôle prépondérant dans la guerre moderne. Dans ce chœur, Patton faisait le premier ténor, soutenu harmonieusement par l'ensemble des voix.

Général Patton

— L'aviation ! L'infanterie ! Les divisions blindées, il n'y a que ça qui compte ! s'exclama Patton. La guerre moderne a évolué et elle en est arrivée au point où tout le travail incombe aux tanks et aux chars motorisés et blindés. Quant à l'infanterie, son rôle se réduit à nettoyer le terrain gagné par les tanks.

Je crois bien que c'est moi qui fis une allusion à l'aviation. La réponse de Patton fut polie mais dédaigneuse.

— Bien sûr, l'aviation a aussi son rôle. Je serais le dernier à dire que cette arme est sans valeur. Je m'intéresse même beaucoup à la question de savoir dans quelle mesure les avions peuvent aider les unités blindées dans leurs opérations...

En dehors de cette petite intervention, preuve de ma loyauté à l'égard des forces aériennes, j'observai un silence discret. Père mangeait tranquillement et semblait d'excellente humeur. Il était décidé à ne pas se laisser entraîner dans une querelle de militaires. Ainsi, le Général Patton put parler à son aise. Environ un mois plus tard, quand il prit le commandement du front sud en Tunisie, je devais évoquer non sans sourire cette conversation en écoutant à la radio, dans notre quartier général d'Afrique, les appels frénétiques de Patton, qui réclamait l'aide des

avions de reconnaissance et aussi une aide aérienne tactique en avant de ses unités blindées.

Le quartier général du Général Patton, à Casablanca, était somptueux. La villa où il était établi avait été, avant notre arrivée, le siège de la mission allemande au Maroc français, et dans la hâte de l'évacuation, l'ennemi n'avait emporté aucun des objets de valeur qui ornaient la maison. Le Général Patton était heureux comme un enfant de pouvoir nous faire admirer toutes ces splendeurs.

Nous regagnâmes le camp Anfa, mon père et moi, un peu après onze heures. Pendant tout le chemin, il me taquina sur la rivalité entre les unités blindées et l'aviation. Il était d'humeur à plaisanter et ne s'en privait pas. Nous étions rentrés depuis cinq minutes, quand Churchill vint nous trouver pour boire un verre et parler un peu de De Gaulle et de Giraud. Une fois de plus, il soutint sa thèse favorite : il valait mieux confier le gouvernement provisoire à De Gaulle seul. Il savait que mon père n'avait pas une opinion très favorable de Giraud et de ses capacités. Mais ce soir-là, mon père n'était pas disposé à poursuivre la discussion sur ce sujet, et il coupa court à la conversation. À cause de sa fatigue, peut-être, il ne prit pas de gants pour faire comprendre au Premier ministre qu'il n'avait pas envie de s'éterniser sur la question. Harry Hopkins et moi, nous nous efforcions de maintenir la conversation sur des sujets

inoffensifs. Vers une heure du matin, Churchill s'en alla et Harry monta se coucher.

J'accompagnai Père dans sa chambre.

— Winston commence maintenant, dit-il, à être réellement ennuyé. Cela a été très net, ce soir.

Je n'avais remarqué qu'une chose : Churchill avait manifestement voulu mettre sur le tapis une question que mon père s'était manifestement refusé à discuter. J'avais attribué ce fait à la fatigue de mon père. Mais c'était selon toute évidence de la tactique ; chacun des deux interlocuteurs savait ce que l'autre avait derrière la tête.

— Nous aurons le fin mot de l'histoire dans deux ou trois jours, dit mon père, presque gaîment. Nous sommes mardi, n'est-ce pas ? Tu verras, pas plus tard que vendredi, Winston va nous dire qu'après tout il pense pouvoir faire venir De Gaulle ici.

Nous parlâmes quelque temps de Patton — « un homme charmant, n'est-ce pas, Elliott ? » — et du jeune Randolph Churchill. — « Cela doit être magnifique d'être aussi sûr de soi-même ! » — Nous parlâmes aussi des tapis que nous avions vus, avec Harry, dans la journée. Père se demandait non sans quelque inquiétude comment Staline et les Russes en général allaient accueillir les décisions militaires prises par les chefs alliés.

« Si « Oncle Joe » (Dans les conversations familières, le Président Roosevelt appelait Staline « Oncle Joe » - N.d.T.) avait seulement pu venir ici en personne et voir par lui-même les difficultés auxquelles nous nous heurtons sur la question des tonnages et les problèmes de production... »

Je vis que mon père était très fatigué. Aussi le quittai-je au bout de quelques minutes.

Mercredi 20 janvier.

Les questions de production et de ravitaillement constituaient le premier point de l'ordre du jour de la réunion du mercredi. Somervell avait déjeuné de bonne heure avec Harry Hopkins et lorsque je descendis à huit heures et demie, ils étaient déjà en plein travail. À cette époque Harry était à la tête du Comité des Priorités. Personne ne savait mieux que lui que la production de guerre des États-Unis était encore relativement insignifiante.

Le major général Spaatz, mon chef, arriva vers dix heures. Il était à Casablanca depuis la veille et mon père avait exprimé le désir de lui parler. « Toœy » Spaatz commandait alors les forces aériennes américaines en Afrique en plus de celles du nord-ouest africain, où se trouvait le quartier

général des forces aériennes interalliées. Mon père lui dit que ce travail lui semblait bien compliqué.

— Il l'est en effet, monsieur le Président, acquiesça Spaatz. Et le fait que le commandement soit mixte n'est pas de nature à faciliter les choses. Il n'y a pas de meilleur chef que Tedder, — le maréchal de l'Air Tedder, placé au-dessus de Spaatz, était le commandant en titre des forces aériennes alliées en Afrique — mais bien que nous nous entendions à merveille, il est impossible de surmonter certaines difficultés.

— Lesquelles, par exemple ?

— Voici, monsieur le Président. Sur ce théâtre d'opérations, nous employons principalement des avions américains. En matière de stratégie et de tactique, ce sont aussi les initiatives américaines qui prédominent. Les opérations sont effectuées par les Américains. Or, le commandement est anglais.

Je ne pus m'empêcher de placer un mot.

— Le fait est, Papa, que le général Spaatz dirige la guerre aérienne, mais il le fait sous le commandement de Tedder.

— Je ne veux pas insinuer, monsieur le Président, que nous ne pouvons pas nous entendre. Nous nous entendons bien, au contraire. Je parle en général des difficultés que soulève tout contrôle allié mixte. Le système de commandement

combiné s'avère particulièrement délicat quand il s'agit de commander les hommes et le matériel d'un seul des alliés.

Mon père hocha la tête. Toœy continua à parler, mentionnant d'autres problèmes de commandement. À cette époque, la nécessité de trouver des appareils de rechange et de construire des aérodromes à sol dur en nombre suffisant se faisait sentir particulièrement. Les camps d'aviation que nous avions trouvés en Afrique nous obligeaient, quand il pleuvait fort, à suspendre nos opérations pendant plusieurs heures, sinon pendant des jours.

Les conversations de ce genre avec des officiers supérieurs américains étaient très instructives pour mon père. La situation créée du fait que nous étions les alliés des Anglais se présentait ainsi : puisque le commandant en chef du théâtre des opérations, le général Eisenhower, était un Américain, les Anglais tenaient à occuper les postes de commandement venant tout de suite après. C'est ainsi qu'un Britannique, Cunningham, commandait les opérations navales et un autre Britannique, Tedder, celles de l'air. Dans la Méditerranée, il était juste, en effet, de confier la direction des opérations navales à un officier anglais. Il était difficile, en revanche, à Spaatz de diriger la guerre aérienne tout en étant soumis aux ordres du maréchal de la R.A.F., même si celui-ci était un officier compétent et sympathique.

Robert Murphy, tel un diable sortant de sa boîte, fit une nouvelle apparition dans la matinée pour s'entretenir avec mon père et Harry Hopkins. Il s'agissait de bien faire comprendre aux Anglais que nous tenions absolument à ce que le gouvernement provisoire ne se composât pas exclusivement de personnalités de l'entourage de De Gaulle. Ils étaient encore en train de parler quand Churchill, accompagné de son conseiller Mac Millan arriva pour déjeuner. Je fis vite porter quelques chaises dans le jardin et la discussion reprit.

Si on voulait connaître les objections de De Gaulle contre notre conception du gouvernement provisoire, le meilleur moyen n'était-il pas de faire venir De Gaulle à Casablanca ? Et le plus vite possible ! Quelle concession, d'après Churchill, faudrait-il faire à De Gaulle, pour obtenir de lui qu'il vînt en Afrique afin de trancher cette question une fois pour toutes ? Les Américains étaient-ils certains qu'il était nécessaire de faire participer Giraud à la nouvelle combinaison ? Les problèmes à résoudre pour réaliser une alliance politique durable entre ces deux hommes n'étaient-ils que des conflits personnels ?

Finalement, le Premier Ministre repoussa sa chaise et se leva pour aller lui-même trouver Giraud. Mon regard était fixé sur mon père, mais son visage n'exprimait qu'un intérêt bienveillant. S'il continuait toujours à soupçonner Churchill

de manquer quelque peu de franchise, rien en lui ne trahissait ce sentiment.

Vers la fin de l'après-midi, le Premier Ministre revint. Il amenait Giraud avec lui. Tandis qu'on l'introduisait dans le salon, je continuais dans le jardin à causer avec les agents du service secret et quelques visiteurs.

Une fois de plus mon père et le Premier Ministre examinèrent avec Giraud et son aide de camp civil, M. Poniatowski, les questions soulevées par De Gaulle et étudièrent les détails de ce qui ne pourrait jamais être qu'une alliance boiteuse. Ils cherchèrent le moyen d'aplanir, ne fût-ce que partiellement, les griefs si fortement « subjectifs » qui séparaient les deux chefs militaires français si fortement « subjectifs ». J'avais plus d'une fois assisté à des discussions sur ce sujet et je pense que mon père et Churchill devaient en être aussi las que moi, mais moi, du moins, je n'étais pas obligé d'y prendre part.

Lorsque, après le départ des visiteurs, je rentrai dans la villa pour rejoindre mon père, je ne pensais qu'à une chose : ce soir nous devions dîner chez Churchill et il était à craindre que la conversation ne roulât encore exclusivement sur ce même sujet. Mais mon père, levant le regard de la pile de papiers qui venaient d'arriver de Washington, me rassura.

— Nous sommes tombés d'accord pour ne plus parler de choses sérieuses ce soir, me dit-il.

Le dîner dans la villa du Premier Ministre fut, en effet, très agréable. Winston Churchill avait apporté avec lui tous les plans de guerre de l'Empire et ses aides avaient installé une magnifique « exposition de guerre », avec des cartes de tous les théâtres d'opérations aux échelles les plus diverses. Il nous fit visiter cette pièce avec un plaisir visible. Si la guerre n'était qu'un jeu, et non point une aventure sanglante, chaotique, fastidieuse et déprimante, je pense que ces cartes auraient représenté la meilleure façon de jouer à ce jeu. Sur chacune d'elles, des épingles étaient piquées, que l'on pouvait déplacer à volonté. La plus passionnante de toutes ces cartes était sans doute celle de l'Atlantique du Nord qui fournissait des indications sur la position des sous-marins allemands, représentés par des bateaux en miniature : les uns étaient au repos à Lorient et à Brest, d'autres avançaient vers l'ouest à la rencontre de nos convois vers la Grande-Bretagne, d'autres encore étaient dans des abris le long de la Manche, et d'autres enfin aux aguets sur les voies maritimes, aux environs des Açores, ou au large de l'Islande, ou se dirigeaient vers le nord, sur la ligne de Mourmansk. Chaque jour, on enregistrait sur cette grande carte, sous le regard attentif de Churchill, le moindre mouvement des navires, suivant les plus récentes informations. C'était

passionnant : on se demandait avec angoisse si tel ou tel de nos convois pourrait passer sans incident. Combien de tonnes de matériel de ce convoi d'une importance vitale allaient exploser et être englouties par l'océan ? Les patrouilles de garde-côtes anglais auraient-elles la chance d'arroser de bombes cette bande de loups ? Cet hiver la bataille de l'Atlantique du Nord atteindrait évidemment à son point culminant. Et la tension dramatique qu'on éprouvait en face de ces petites épingles et de ces miniatures piquées sur la carte de l'Amirauté correspondait bien à l'angoissante incertitude qu'inspirait le sort du monde dans ces moments critiques.

Nous rentrâmes, ce soir-là, relativement tôt et mon père alla se coucher. Il avait, en effet, devant lui une longue et épuisante journée de travail.

Jeudi 21 janvier.

Mon père avait déjeuné ce matin-là et était parti avant que je fusse descendu dans la salle à manger. Hopkins, Harriman, l'Amiral McIntire et Murphy l'avaient accompagné en voiture à Rabat, où il allait rendre visite au Général Clark.

Mon père y inspecta la seconde division blindée ainsi que les troisième et neuvième divisions d'infanterie. C'était toute une caravane : en tête avançait une unité de MP à

motocyclettes suivie d'une jeep, venaient ensuite une voiture de reconnaissance, puis celle de mon père, précédant les voitures militaires où se trouvaient les autres personnalités, suivies de deux camions chargés de troupes armées jusqu'aux dents. Deux autres voitures de reconnaissance et un second détachement de motocyclistes fermaient le cortège. Mike Reilly, du Service Secret, n'avait pas non plus oublié de faire appel à une escorte d'avions de chasse pour ce voyage, aussi bien à l'aller vers le nord qu'au retour.

Huit heures plus tard, mon père était rentré à Casablanca, plein d'impressions toutes fraîches.

— Bonne journée? lui demandai-je.

— Excellente. Cela m'a bien changé de...

— De Giraud et de De Gaulle, n'est-ce pas?

— À propos, sur notre chemin, ce matin, nous avons croisé quelques unités d'infanterie et de cavalerie des troupes marocaines françaises. Elles se rendaient à l'exercice. Je n'ai rien dit, mais je ne serais pas étonné si Giraud les avait fait sortir tout exprès pour me faire une démonstration à l'appui de ses discours...

— Tu es resté dans la voiture toute la journée ?

— Non. On m'a donné une jeep pour inspecter la seconde division blindée et la troisième division d'infanterie. Mais

une fois en jeep on en a eu pour quelque temps.

— Es-tu censé travailler en ce moment ?demandai-je. Car, en ce cas...

— Non, je veux me reposer. Je ne dois rencontrer personne avant le dîner. Assieds-toi, je veux te parler de ma journée. J'aurais voulu que tu puisses voir l'expression du visage de certains soldats de la division d'infanterie. Ils semblaient dire : « Ma foi, c'est notre chef en chair et en os !»

Et mon père éclata de rire.

— Où as-tu mangé, papa?

— Sur le champ de manœuvres avec Mark Clark et Patton. Et aussi avec Harry, bien sûr. Harry ! Que penses-tu de ce déjeuner en plein air?

La réponse de Harry nous parvint du premier étage où il se faisait couler un bain.

— J'ai surtout aimé la musique.

— Oui, dit mon père. *Chattanooga, Choo-Choo, Alexander's Rag-Time Band*, et puis aussi ce chant du Texas où l'on frappe dans les mains, tu sais bien...

— *Deep in the heart of Texas* !

— C'est ça. Et quelques valses. Dis-moi, Elliott, y-a-t-il dans le monde une armée autre que l'armée américaine, dont l'orchestre puisse jouer des airs de ce genre pendant que le

Commandant en chef mange du jambon, des patates douces et des haricots verts à deux pas de là ? Hein?

Il s'étira.

— Ah ! Je suis fatigué. Nous avons inspecté la Neuvième Division après le déjeuner, après quoi nous sommes allés à Port-Lyautey.

— Peut-on y voir les bateaux, dans le port?

— Ceux qui ont été coulés ? Bien sûr.

— J'ignorais que tu avais l'intention d'aller à Port-Lyautey.

— Il y a là un cimetière américain, me dit mon père. Quatre-vingt-huit des nôtres y reposent. Nous y avons déposé une couronne. Nous en avons fait autant au cimetière français...

— Dommage qu'il n'ait pas fait beau temps.

— Oh, la pluie n'a commencé à tomber qu'à quatre heures et demie... Il fallait voir les troupes, Elliott... Ces hommes ont vraiment l'air plein d'entrain. Ils sont hâlés, endurcis, souriants et... fin prêts.

— Tiens! Qu'est-ce que c'est?

— Ça? C'est la gamelle dans laquelle j'ai déjeuné. Ils me l'ont donnée. J'ai décidé de l'emporter comme souvenir.

— Voyons, papa! Quelle idée de t'encombrer d'objets pareils! Ne crois-tu pas que le Commandant en Chef des

Forces Armées puisse trouver une gamelle sur place dans son pays ?

— Bien sûr. Mais c'est la gamelle dans laquelle j'ai mangé à Rabat, le jour où j'ai inspecté trois divisions de soldats américains qui mènent un dur combat. C'est un beau souvenir... Je tiens à l'emporter.

Il allait partir dans sa chambre pour se changer quand un bruit nous parvint du hall. L'instant d'après, Churchill, le visage épanoui dans un large sourire, fit irruption dans la pièce.

— Je ne reste qu'un instant! s'écria-t-il. Je viens vous annoncer la dernière nouvelle. Et pour une fois c'est une bonne nouvelle:

— Du quartier général ? demanda mon père. Qu'est-ce que c'est ?

— Non, de Londres, répondit le premier ministre, radieux. Il s'agit de De Gaulle. Il semble que nous sommes sur le point de réussir à le persuader de venir ici pour prendre part à nos conversations.

Il y eut un bref silence. Puis mon père dit d'un ton bref :

— Bien.

Il se dirigea lentement vers sa chambre à coucher.

— Je vous félicite, Winston, ajouta-t-il avec une légère pointe d'ironie. J'ai toujours pensé que vous finiriez par arranger ça.

Ce soir-là, mon père fut au lit dès neuf heures et demie. Sa plus longue nuit de sommeil depuis son arrivée en Afrique.

Vendredi 22 janvier.

Le lendemain, vers midi, mon père fut photographié en compagnie du Premier Ministre britannique, au milieu des chefs de l'état-major interallié. Le soleil brillait. Tout le monde s'installa sur la terrasse de la villa et l'on causa gaîment. La tâche ardue de la conférence était près d'être accomplie. Évidemment, l'affaire compliquée et délicate de l'accord entre Giraud et De Gaulle était encore à régler, mais le terrain était déjà préparé. Les décisions militaires étaient prises dans les grandes lignes et il ne restait qu'à rédiger le communiqué annonçant au monde la Conférence de Casablanca et le but de ses travaux.

La séance des photographies terminée, mon père déjeuna avec le général Marshall, puis prolongea sa conversation avec lui dans le salon de la villa. Assis sur les marches qui menaient à la pièce, afin de pouvoir répondre à l'appel de

mon père au cas où il aurait besoin de moi, je pus entendre leur conversation par la porte. Marshall exposait les difficultés auxquelles s'étaient heurtés les chefs américains de l'état-major interallié pour imposer, maintenant que nous étions engagés dans la Méditerranée, l'idée d'un débarquement en Europe en 1943. Il résumait les circonstances dans lesquelles les ambitions britanniques de tenter, une aventure en Birmanie avaient été catégoriquement rejetées. Il examinait l'accord interallié selon lequel, au cas où le débarquement en Sicile réussirait, la campagne d'Italie ne devait pas dépasser certaines limites.

Après le départ de Marshall, mon père me dit qu'ils avaient parlé aussi de tous les obstacles que les chefs interalliés américains avaient dû franchir pour mettre au point le plan du débarquement en Sicile. Il déplorait, mais sans se départir de sa philosophie, le désir anglais d'attaquer l'Europe par le sud plutôt que par l'ouest. Il me parla de ses appréhensions quant à l'attitude de Staline, lorsque celui-ci apprendrait que le débarquement par la Manche était ajourné une fois de plus.

— Les guerres sont choses très incertaines, dit-il. Pour gagner celle-ci, nous sommes obligés de maintenir une unité difficile avec l'un des alliés en laissant tomber l'autre en

apparence. Nous avons été obligés d'accepter un compromis stratégique qui ne manquera pas de mécontenter les Russes et qui, plus tard, nous obligera à accepter un autre compromis qui ne manquera pas de mécontenter les Anglais. Les besoins vitaux d'une guerre tracent une voie difficile à suivre.

— Mais la guerre sera gagnée tôt ou tard, fis-je observer.

À quoi mon père répondit :

— L'unité que nous avons réalisée pour la guerre n'est rien auprès de celle qu'il nous faudra créer pour la paix. Après la guerre, c'est-à-dire quand des voix s'élèveront pour dire que notre unité n'est plus nécessaire. C'est alors qu'il faudra se mettre au travail... et sérieusement.

Ce soir-là, il n'y eut pas de cocktails avant le dîner, ni de vin au dîner. Il n'y eut pas non plus de viande de porc. Le Sultan, Fils de la Vraie Foi, était notre hôte.

Il vint accompagné de son jeune fils, l'héritier présomptif, et suivi de son grand vizir et de son chef de protocole, tous somptueusement vêtus de soie blanche flottante. Ils apportaient des présents : deux bracelets et un haut diadème d'or pour ma mère.

Mon père contempla le diadème, puis me regarda du coin de l'œil et cligna des paupières d'un air solennel. Tous deux nous pensions à la même chose : nous imaginions ma mère présidant à quelque réunion officielle à la Maison Blanche, coiffée de cet imposant ornement.

Le dîner commença. Mon père avait à sa droite le Sultan et à sa gauche Churchill. Le Premier Ministre se montra d'abord de fort bonne humeur. Il nous dit que De Gaulle était arrivé à midi, qu'il avait déjeuné avec Giraud et s'était rendu à Mirador. Mais à mesure que la conversation avançait, une certaine agitation s'empara de Churchill. Quelque chose n'allait donc pas?

Mon père et le Sultan s'entretenaient avec animation de la richesse des ressources naturelles du Maroc et des vastes possibilités de développement qui s'offrait à ce pays. Ils prenaient l'un et l'autre un grand plaisir à cette conversation. Parlant tous deux français avec beaucoup d'aisance — on ne pouvait pas en dire autant de Churchill — ils purent approfondir diverses questions : le relèvement du niveau d'existence de la population marocaine et, pour ce faire, la nécessité de garder à l'intérieur du pays une partie importante de ses richesses.

Le Sultan déclara qu'il désirait très vivement être aidé dans toute la mesure du possible dans ses efforts pour doter

son pays d'institutions sanitaires modernes et pour favoriser l'instruction publique.

Mon père exprima alors l'opinion qu'afin de mener à bien une telle œuvre, le Sultan ne devrait pas permettre que des intérêts étrangers pussent, par un système de concessions, priver son pays de ses ressources.

Churchill essaya de changer de sujet. Mais le Sultan, renouant le fil de la conversation, posa la question de savoir quelle conséquence on devait tirer du conseil de mon père, en ce qui concernait le futur gouvernement français.

Mon père, jouant avec sa fourchette, fit observer gaiement que la situation, surtout en matière coloniale, changerait radicalement après la guerre.

Churchill toussa et, à nouveau, essaya de faire prendre un autre tour à la conversation, Mais le Sultan s'adressa à mon père et lui demanda ce qu'il entendait par « changement radical ».

Mon père fit une remarque sur les rapports que les financiers français et britanniques entretenaient avant la guerre, et sur leurs sociétés qui se renouvelaient automatiquement et dont le but était de drainer les richesses des colonies. Il parla aussi de la possibilité de découvrir au Maroc des gisements pétrolifères.

Le Sultan s'empara de cette question avec ardeur, se déclara partisan de l'exploitation de toutes les ressources naturelles et ajouta que les revenus qu'elles produisaient ne devaient pas quitter le pays. Puis il secoua tristement la tête. Il regrettait qu'il y eût si peu de savants et d'ingénieurs parmi ses compatriotes et que, par conséquent, fissent défaut les techniciens capables d'accomplir sans aucune aide de telles réalisations.

Churchill s'agita sur sa chaise. Il paraissait gêné.

Mon père insinua discrètement qu'on pourrait former au Maroc des ingénieurs et des savants, grâce à un programme d'échanges universitaires avec les États-Unis, par exemple.

Le Sultan fit un signe approbateur de la tête. Seule l'étiquette l'empêchait de noter sur-le-champ les adresses des universités en question. Mon père continua à développer son idée tout en jouant avec son verre à eau. Il dit que le Sultan pourrait facilement demander le concours de firmes commerciales américaines qui, moyennant des sommes forfaitaires ou des pourcentages, l'aideraient à réaliser un programme d'exploitation. Une telle combinaison, souligna-t-il, aurait l'avantage de permettre au gouvernement souverain du Maroc de contrôler dans une large mesure les ressources du pays, de bénéficier d'une grande partie des revenus assurés par ces ressources et de prendre tôt ou tard en main l'économie du pays.

Churchill grogna et affecta de ne pas écouter la conversation.

Ce fut un dîner tout à fait charmant. Tous les convives, à l'exception d'un seul, passèrent une heure très agréable. Comme nous sortions de table, le Sultan assura mon père que, dès que la guerre serait terminée, il ferait appel à l'aide des États-Unis pour donner à son pays un plein essor.

Charles De Gaulle

Tandis qu'il parlait, ses yeux brillaient de joie.

— Un nouvel avenir pour mon pays, dit-il. Le Sultan sortit de la salle à manger, suivi du Premier Ministre britannique, qui mordait son cigare d'un air renfrogné.

L'arrivée du général De Gaulle fit l'effet d'un éclair de chaleur mais il purifia néanmoins l'atmosphère. Le Sultan aurait voulu prolonger sa visite afin de discuter plus en détail de certaines questions posées par mon père pendant le dîner, mais ce soir-là un autre travail attendait mon père. Il fit signe au capitaine McCrea de rester là et de prendre des notes. Un signe également à Robert Murphy et à Harry Hopkins. Un autre à moi-même de me tenir prêt à jouer le rôle de Ganymède. Tous les autres convives prirent congé de nous. La scène était libre pour Charles De Gaulle.

Il arriva dix minutes plus tard. Il était très peu aimable, et des nuages sombres tournoyaient autour de sa haute tête. Il s'entretint avec mon père pendant une demi-heure. Père se montra charmant, De Gaulle réservé. Ce qui suit est caractéristique :

Père : Je suis sûr que nous pourrons aider votre grand pays à rétablir son destin.

De Gaulle : (Un grognement inarticulé.)

Père : Et je puis vous assurer que ce sera un honneur pour mon pays de participer à cette œuvre.

De Gaulle (grogne) : C'est bien aimable à vous.

Une fois terminé cet étrange dialogue, le général français, qui avait gardé sur sa chaise une position rigide, se leva de toute sa hauteur et se dirigea vers la porte avec raideur sans jeter un regard derrière lui.

Quelques minutes après, Churchill vint, accompagné de Mac Millan. Pendant une heure encore, les deux hommes d'État échangèrent leurs impressions sur la conversation que chacun d'eux venait d'avoir avec De Gaulle. Mon père ne semblait pas déconcerté par la mauvaise humeur que De Gaulle lui avait témoignée. Il devait se dire, je pense, que tout cela concordait bien avec l'idée qu'il s'était faite d'avance de cet homme. J'entendis parler à tour de rôle Murphy, Churchill, Harry, puis la voix de mon père résonna,

pour faire place de nouveau à celle de Churchill. J'étais à me demander : « Et les Français et les Françaises de France ? Et tous ceux de la Résistance ? De quel côté sont-ils ? Sont-ils pour De Gaulle ou pour Giraud ? Sont-ils pour l'un d'eux ou pour tous les deux ? Quel est le critérium ? Qui a raison ? »

À nouveau la voix calme de mon père se fit entendre.

— Le passé est le passé, disait-il. Voilà une chose faite. Le problème est à peu près résolu. Tous les deux, avec un rang égal et des responsabilités identiques pour organiser l'Assemblée Provisoire. Ainsi, la démocratie française sera ressuscitée. Le jour où l'Assemblée Provisoire entrera en action, la démocratie française fera ses premiers pas. Bientôt cette démocratie sera en mesure de décider par elle-même quel doit être le rôle de Giraud et quel celui de De Gaulle. À partir de ce moment, ce ne sera plus notre affaire.

— Nous avons envisagé ces derniers 'jours de transmettre graduellement la gestion civile des affaires françaises à un gouvernement, dirigé par Giraud et De Gaulle, qui administrerait le pays une fois libéré. Avec un pouvoir provisoire jusqu'au moment où la France pourra organiser des élections libres. Voilà une solution qui paraît bien simple... mais De Gaulle s'y opposera, et comment !

« Il est convaincu, profondément convaincu qu'il devrait être le juge unique et discrétionnaire pour décider qui devra participer ou non à tout gouvernement provisoire. »

— Il a parlé aussi des colonies françaises, n'est-ce pas? dis-je. J'arrivais justement de l'office quand j'ai entendu...

— C'est exact. Il m'a laissé entendre tout à fait clairement qu'il compte voir les Alliés remettre sous le contrôle de la France toutes les colonies aussitôt après leur libération. Or, vois-tu, outre le fait que les Alliés devront maintenir le contrôle militaire dans les colonies françaises du Nord de l'Afrique pendant des mois, sinon pendant des années, je ne suis pas sûr du tout, en mon for intérieur, que nous ferons bien, en général, de jamais rendre ces colonies à la France sans avoir obtenu au préalable une sorte de garantie, d'engagement pour chaque colonie en particulier, précisant ce qu'elle compterait faire au sujet de l'administration de chacune d'elles.

— Vraiment, papa, il y a là quelque chose que je ne comprends pas très bien. Je sais que la question de ces colonies est importante, mais après tout, elles appartiennent à la France. Comment pouvons-nous, nous autres, parler de ne pas les lui rendre?

Il me regarda et dit :

— Qu'est-ce à dire qu'elles appartiennent à la France ? En vertu de quoi le Maroc, peuplé de Marocains, appartiendrait-il à la France ? Ou bien encore considérons l'Indochine. Cette colonie est maintenant au pouvoir du Japon. Pourquoi le Japon était-il si sûr de conquérir ce pays? Les indigènes y

étaient si opprimés qu'ils se disaient : « Tout vaut mieux que de vivre sous le régime colonial français. » Un pays peut-il appartenir à la France ? En vertu de quelle logique, de quelle coutume et de quelle loi historique ?

— Oui, mais...

— Je parle d'une autre guerre, Elliott, s'écria mon père, la voix soudain coupante. Je parle de ce qui va arriver à notre monde si, après cette guerre, nous permettons que des millions de gens retombent dans ce même demi-esclavage.

— Et puis, insinuai-je, nous devrions avoir notre mot à dire. C'est nous qui libérons la France.

— Ne crois pas un seul instant, Elliott, que des Américains seraient en train de mourir ce soir, dans le Pacifique, s'il n'y avait pas la cupidité à courte vue des Français, des Anglais et des Hollandais. Devons-nous leur permettre de tout recommencer? D'ici quinze ou vingt ans, ton fils aura l'âge qu'il faut...

— Les Nations Unies, une fois organisées, ne pourraient-elles pas s'occuper de ces colonies? Celles-ci seraient placées sous mandat ou en tutelle pendant un certain nombre d'années.

— Encore un mot, Elliott, et ensuite je te mettrai à la porte. Je suis fatigué. Voici : quand nous aurons gagné la guerre, je travaillerai de toutes mes forces pour que les États-Unis ne

soient amenés à accepter aucun plan susceptible de favoriser les ambitions impérialistes de la France, ou d'aider, d'encourager les ambitions de l'Empire anglais.

Il m'indiqua le commutateur près de la porte et, d'un brusque mouvement du pouce, désigna la porte elle-même.

Samedi 23 janvier.

Le lendemain matin, ce fut Harry Hopkins qui reçut les visiteurs : le général Arnold, Averell Harriman et le général Patton, venus pendant que mon père dormait encore. Ma présence n'étant indispensable dans aucune de mes fonctions, en somme accessoires, je passai une heure à la bibliothèque à examiner les livres réunis par notre hôtesse inconnue. Celle-ci avait une préférence pour les romans « légers », ceux de Colette et autres. Je découvris cependant un livre qui m'intéressa. C'était un volume broché. Je le pris et le portai à mon père qui terminait justement son déjeuner.

— As-tu lu ça ? Demandai-je.

C'était une biographie de lui, par Maurois. Ravi, il s'écria :

— Donne-moi une plume, Elliott. Là... sur la table de toilette.

Il écrivit alors une magnifique dédicace à la propriétaire du livre, exprimant ses sentiments de gratitude pour les

heures agréables qu'il avait passées en cette demeure, tout cela en français et dans le style le plus ampoulé dont il fût capable.

— Maintenant, dit-il, remets le livre à sa place. Je parie qu'elle ne le prendra plus jamais en mains. Dommage! j'aurais bien aimé voir la tête qu'elle ferait si elle voyait ça.

— J'aimerais aussi voir la tête du libraire qui aurait l'occasion d'acheter ce volume.

— Assez plaisanté, dit mon père en riant. Et le livre reprit sa place dans la bibliothèque.

À déjeuner, il n'y avait que Harry, Churchill, mon père et moi. C'est au cours de ce repas qu'est née l'expression « capitulation sans condition ». Qu'elle soit heureuse ou non la paternité en revient à mon père. Harry l'adopta immédiatement. Quant à Churchill, tout en mastiquant lentement une bouchée, il réfléchit, fronça les sourcils, réfléchit encore, puis sourit et déclara enfin :

— Parfait! Il me semble déjà entendre Gœbbels et sa clique pousser les hauts cris.

« Gœbbels et sa clique » devaient s'exercer à pousser les hauts cris pendant les deux ou trois jours qui suivirent. À l'office, où les agents du Service Secret avaient l'habitude de se réunir pour causer, il y avait un poste de T.S.F. à ondes courtes. Nous écoutions parfois les émissions allemandes en

langue anglaise. Exaspérés, les nazis se perdaient en conjectures sur ce qui se passait à Casablanca et, de plus en plus, ils approchaient de la vérité.

Sa formule une fois approuvée par les interlocuteurs, mon père se demanda ce qu'en penseraient les autres.

— Bien sûr, c'est exactement ce qu'il faut aux Russes. Ils ne pourraient désirer rien de mieux. « Capitulation sans condition », répéta-t-il en suçant son pouce d'un air méditatif. On dirait que l'expression est d'Oncle Joe.

— Aussitôt après le déjeuner, dit Harry, nous essaierons de rédiger un projet, de déclaration.

— La presse sera ici demain, Harry.

— Je le sais. Les chefs interalliés arrivent à cinq heures et demie. Nous aurons quelque chose de prêt d'ici-là.

Au cours de l'après-midi, Murphy et Mac Millan vinrent voir mon père à deux reprises. Ils ne restèrent que quelques minutes et paraissaient nerveux. L'entrevue critique entre De Gaulle et Giraud était fixée pour le lendemain.

À l'heure convenue, les chefs de l'état-major interallié se réunirent autour de la grande table de la salle à manger, avec mon père et Churchill. Ce fut la dernière réunion plénière de la conférence. Tous les conflits de moindre importance avaient été apaisés. Une date approximative avait été fixée pour l'opération « Husky ». Le Premier

britannique exprima clairement sa pensée : il espérait qu'on pourrait négliger l'Italie en faveur d'un débarquement sur une côte de la péninsule balkanique, afin de pénétrer en Europe.

On avait renoncé à regret à l'opération *Roundup*, c'est-à-dire l'invasion de l'Europe par la Manche, et opté pour l'opération *Overlord*, édition 1944 du même plan. On élabora également des plans en vue du transport des troupes et du matériel vers l'Angleterre dès que le débarquement en Sicile serait assuré et la campagne de l'Afrique du Nord achevée. La conférence prit fin à huit heures, à la satisfaction de tous.

On donna alors lecture du premier projet de communiqué et quelques modifications furent proposées. Il ne restait plus qu'à mettre le projet au point. On pouvait songer aux bagages. La conférence touchait à sa fin.

Il n'y eut pas d'invités ce soir-là au dîner, outre Harry et son fils Bob. Celui-ci était arrivé en avion, tout barbouillé et les cheveux en bataille, deux ou trois jours auparavant, venant du front où il assurait les fonctions de photographe d'opérations militaires.

Après dîner, et jusque tard dans la nuit, mon père, Churchill et Harry s'occupèrent de la mise au point du projet de communiqué interallié, ainsi que de la rédaction d'un télégramme à Staline. Murphy et Mac Millan y prirent part

pendant quelque temps pour aider, au besoin, à rédiger les passages relatifs à la situation politique de la France. Ils s'en allèrent ensemble peu après deux heures. À deux heures et demie, Churchill leva son verre, qu'il avait toujours plein, à portée de la main.

— À la « capitulation sans condition », dit-il.

Il ne fit suivre ces mots d'aucun point d'exclamation. Sa voix n'exprimait que la détermination. Et nous vidâmes tous nos verres.

Samedi 24 janvier.

Le moment du départ approchait. Le lendemain matin, à onze heures, Giraud arriva et mon père alla droit au fait.

— Nous devons avoir votre assurance, général, que vous allez vous asseoir avec le général De Gaulle et...

— Avec cet homme! Il n'est préoccupé que de sa propre personne.

— Si je vous disais que je partage certaines de vos inquiétudes et que c'est précisément pour cela que j'insiste...

— Et avec ça, c'est un mauvais général. Tout ce qu'il me faut, c'est de l'aide pour les armées que je peux lever...

— ... que j'insiste pour que vous élaboriez avec lui un plan de gouvernement provisoire. Deux hommes comme vous,

général...

Cela continua ainsi pendant une demi-heure. Enfin Giraud dit :

— C'est compris, monsieur le Président, c'est compris.

Entre temps, De Gaulle était arrivé. Il attendait dans le hall, de fort mauvaise humeur. Près de la porte, les deux hommes se frôlèrent en passant. De Gaulle entra.

Le terrain avait été préparé, mais la prima donna voulait être priée. De Gaulle jouait celui qui ne se donne pas facilement, comme la jeune fille dans les contes. Mon père essaya tour à tour la gentillesse, la persuasion, l'insistance et l'autorité. Enfin il me fit signe. Je me glissai hors de la pièce pour aller chercher Giraud.

Les deux généraux se regardèrent avec raideur. Plein de bonhomie, mon père insista pour qu'une poignée de mains scellât l'accord qu'ils avaient individuellement conclu avec lui. C'est tout juste si les deux Français ne se mirent pas à tourner l'un autour de l'autre comme deux chiens. Enfin ils échangèrent une brève poignée de main.

Sur ces entrefaites, Churchill apparut. Mon père rayonnait. Il ne dit pas : « Allons, répétez donc ce que vous m'avez dit », mais cela se lisait sur son visage.

— Nous avons décidé, fit De Gaulle d'un ton bref, de faire de notre mieux pour élaborer un plan d'action satisfaisant —

il fit une pause — ensemble.

Giraud confirma ses paroles d'un hochement de tête.

— Venez maintenant, s'écria mon père. Les photographies !

Ils sortirent tous les quatre sur la terrasse pour poser devant la camera. Tandis que les photographes appuyaient sur le déclic et que les opérateurs tournaient leurs films, les deux généraux échangèrent une nouvelle poignée de mains. Mon père poussa un profond soupir.

À midi, les reporters et les photographes qui, arrivés entre temps, attendaient à l'entrée de la villa, furent invités à prendre place sur le gazon. Mon père et Churchill, assis l'un près de l'autre, tinrent alors une conférence de presse. Les cernes des yeux de mon père et le crêpe de sa manche (il était encore en deuil de grand' mère) étaient les seules taches sombres sous le soleil radieux. Le chapeau du Premier Ministre était perché sur sa tête de façon cocasse et son cigare faisait la navette entre les coins de ses lèvres. Il était d'excellente humeur. « Capitulation sans condition ». Les crayons des reporters glissaient prestement sur les feuilles blanches.

La conférence de presse ne se prolongea pas trop. Lorsqu'elle fut terminée, le Président et le Premier Ministre serrèrent des mains tout autour d'eux.

— Vous êtes un petit groupe d'élite, dit mon père aux journalistes. À la Maison Blanche, une conférence de presse impose habituellement de trop nombreuses poignées de mains.

Nous nous retrouvâmes ensuite dans la chambre de mon père. Il était temps de faire nos adieux car j'allais partir pour rejoindre mon unité quelques minutes plus tard.

— Alors ?

— Parfait, papa. Il me semble que c'est parfait...

— Oui... Nous avons abattu un gros travail. Cela en valait la peine.

— Et je pense que le changement t'a fait du bien.

— Tiens, Elliott, je voudrais vérifier avec toi une de mes impressions. J'aimerais notamment savoir une chose...

— Quoi ?

— Je voudrais savoir..., commença-t-il, mais il n'acheva pas sa phrase. Vois-tu, les Anglais ont toujours agi de la même façon, à travers les siècles. Ils ont toujours choisi leurs alliés avec beaucoup de sagesse. Ils ont toujours réussi à se tirer

d'affaire à leur avantage et à affirmer, après chaque conflit, leur emprise réactionnaire, toujours la même, sur les peuples et les marchés mondiaux.

— Oui...

— Cette fois, c'est nous qui sommes les alliés de l'Angleterre. Et c'est bien ainsi. Mais... d'abord à Argentia, ensuite à Washington et maintenant ici, à Casablanca... je me suis efforcé de faire comprendre à Winston — et aux autres — que, bien que nous soyons leurs alliés, et résolus à remporter la victoire à leurs côtés, les Anglais ne doivent nullement s'imaginer que nous faisons la guerre uniquement pour les aider à se cramponner à leurs idées moyenâgeuses, archaïques, à leur conception de l'Empire.

— Je vois ce que tu veux dire, fis-je. Je crois qu'ils ont compris.

— Je l'espère... J'espère qu'ils se sont rendu compte qu'ils ne sont pas le principal associé. Que nous n'allons pas rester des spectateurs, une fois la guerre gagnée, tandis que leur système paralysera l'évolution de tous les pays d'Asie, sans parler d'une moitié des nations de l'Europe et...

« L'Angleterre a signé la Charte de l'Atlantique. J'espère qu'ils ont compris que le gouvernement des États-Unis est bien décidé à la lui faire exécuter. »

La tête de Harry apparut dans la porte.

— Noguès est venu vous dire au revoir. Et Michelier aussi.

— Michelier ? Qui est-ce ?

— Le commandant en chef de la flotte française de l'Afrique du Nord.

— Ah oui. J'y vais tout de suite... Eh bien, mon fils ?

— Au revoir, papa.

— Au revoir.

— Bien des choses à maman, embrasse-la pour moi et prends soin de ta santé.

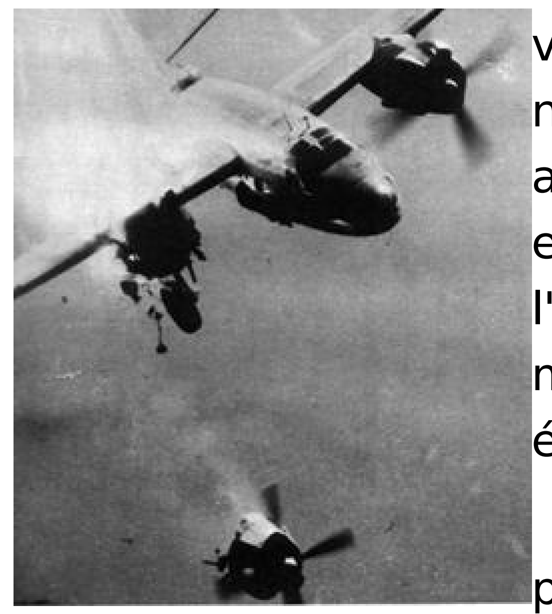
— Toi aussi, fais bien attention. C'est à toi qu'il pourrait bien arriver quelque chose.

Vingt minutes plus tard il était en route, avec sa suite motorisée. De mon côté, je rejoignais Alger... et le front.

Chapitre V : DE CASABLANCA AU CAIRE

Les nouvelles de Stalingrad étaient d'un grand réconfort pour nous tous à Alger. Et pendant les quelques mois qui suivirent la conférence de Casablanca, mon unité avait bien besoin d'être réconfortée. Notre travail était éreintant. Outre la tâche de mettre à la disposition des services stratégiques des forces aériennes toutes les informations nécessaires pour les bombardements et de fournir à l'aviation tactique des renseignements sur les mouvements des troupes allemandes ainsi que sur l'aide aérienne portée à nos troupes en Afrique, nous étions chargés maintenant de la reconnaissance photographique en vue du plan Husky, c'est-à-dire l'invasion de la Sicile.

Je voudrais dire encore un mot au sujet de ce travail. Sait-on ce que c'est que dresser la carte d'un objectif au moyen de photographies aériennes ? C'est effectuer des vols en ligne droite et à une altitude déterminée, afin que toutes les photographies soient à la même échelle. C'est aussi



voler dans des appareils nus, ne portant pas la moindre arme pour se défendre. C'est enfin, pour le pilote, l'impossibilité d'effectuer la moindre manœuvre pour échapper au danger.

Bref, ce n'était pas une plaisanterie. Nous perdions vingt pour cent de nos appareils chaque mois. Quatre-vingt-dix jours après notre arrivée en Afrique du Nord, sur les quatre-vingt-quatorze pilotes de notre unité, dix pour cent à peine répondaient « présent » à l'appel.

Avec de telles conditions de travail, je n'eus, évidemment, pas un instant de répit pendant tout le printemps et tout l'été. Une fois ou deux, je fus invité au quartier général d'Eisenhower pour faire une partie de bridge, généralement avec Harry Butcher et « Tex » Lee, les deux aides de camp du général, pour les armées de terre et de mer. (Lorsque le sort me désignait Ike pour partenaire, j'étais sûr de gagner; dans le cas contraire, je ne pouvais compter que sur ma chance.)

La dernière de ces parties de bridge eut lieu quelques jours avant le débarquement en Sicile. J'étais très satisfait de la part que mon unité avait eue dans la prise de l'île de Pantellaria —opérée uniquement par les forces aériennes. Fier du travail accompli, je me sentais prêt à lancer un défi aux Allemands. Le général Ike fixa alors sur moi son regard calme et pénétrant.

— Pantellaria, n'est-ce pas ? Dit-il.

— C'est la première fois dans l'histoire, m'écriai-je, qu'une armée de terre se soit rendue à l'aviation. Nous devrions être capables maintenant de pénétrer dans n'importe quelle partie de l'Europe.

— Quand nous interviendrons en Europe, dit le général Eisenhower, prudent, nous le ferons avec un tel déploiement d'armes et de matériel que personne ne pourra nous arrêter. Avant d'avoir une supériorité nette, nous n'entrerons pas en Europe. Mais même alors, ajouta-t-il, soudain soucieux, nous pourrions être arrêtés.

Un bref silence suivit. Nous pensions à la côte de France, aux hommes qui allaient y tomber, aux avions qu'on y abattrait, aux navires que l'on coulerait.

— Bien des kilomètres et bien des mois nous séparent encore de l'Europe, dit le Général, comme s'il pensait tout haut. Il faut commencer par le commencement. La Sicile d'abord.

Je savais que le général Ike avait réclamé la création d'un second front en 1942, mais que son idée avait été repoussée par les Anglais. Je savais aussi qu'il était tombé d'accord avec les chefs de l'état-major interallié sur l'ouverture d'un second front en Europe en 1943. Les Anglais auraient pu, pourtant, dissuader plus facilement, cette fois, les Américains, puisque, à cette époque, ceux-ci étaient déjà sérieusement engagés sur le théâtre de guerre méditerranéen.

En écoutant, en ce début d'été 1943, cet aperçu de la situation tracé par un homme plein de sagesse et de modestie, je sentis grandir mon estime pour ce grand chef militaire américain, pour sa conscience professionnelle, son souci d'épargner les hommes, l'énergie avec laquelle il réclamait de l'industrie américaine un effort maximum pour alimenter nos armées. Je suis sûr que, même au printemps 1944, quand le débarquement à l'ouest de l'Europe semblait imminent, le général Eisenhower, bien qu'il se fût donné corps et âme à cette entreprise,

l'envisageait avec humilité et que sa confiance en ses forces était mitigée par la prudence.

Vint l'opération Husky. Le travail de préparation que nous avions accompli nous remplissait de satisfaction. Nos troupes étaient en train de chasser les derniers Allemands de Sicile, lorsque, vers la fin de juillet, mon chef reçut du War Department l'ordre de me renvoyer aux États-Unis pour examiner diverses questions concernant la réorganisation des opérations de reconnaissance.

Le colonel Karl Polifka, chargé dans le Pacifique d'un travail analogue au mien, était également convoqué.

La mission qu'on me confiait allait me retenir à Washington pendant les mois d'août et de septembre. Je regrettais un peu d'avoir à quitter mon unité, mais d'autre part il me tardait de revoir mon père, ma mère et le reste de ma famille, ceux du moins qui n'étaient pas sous les drapeaux dans un pays d'outre-mer.

Le travail qui m'attendait dans les services administratifs de Washington et qui avait trait principalement à nos futures opérations de reconnaissance, était absorbant, mais fort

heureusement il me permit de voir mon père à plusieurs reprises et de m'entretenir avec lui.

Je ne le trouvai pas en aussi bonne santé que je l'aurais souhaité. Il avait vieilli nettement pendant les six mois qui s'étaient écoulés depuis la conférence de Casablanca. Par surcroît, son ancienne sinusite le faisait de nouveau souffrir. Il avait néanmoins très bon moral. L'évolution militaire de la guerre le remplissait d'une confiance en l'avenir et d'un calme étonnants.

C'est au moment où il achevait de déjeuner, le matin, ou encore le soir entre neuf et dix heures, sinon plus tard, vers onze heures, que j'allais généralement faire un saut chez mon père.

À son avis, la guerre au point de vue stratégique, avait évolué suffisamment pour lui permettre d'entrevoir la victoire finale et même d'en indiquer le moment précis. Une fois, c'était un soir de septembre, il mentionna quelques dates.

— En Europe, ce sera vers la fin 1944. J'émis un sifflement incrédule.

— Regarde un peu comment l'Armée Rouge avance vers le centre...

— Tout de même! Fin 1944...

— Si nous parvenons à lancer en France une attaque assez puissante et rapide, la chose ne fait pas de doute.

— En France ? demandai-je, curieux.

— Je ne sais pas, répondit mon père, imperturbable. Il serait logique que ce soit en France. Cela pourrait être tout aussi bien aux Pays-Bas ou encore en Allemagne ou en Norvège. Je ne Sais pas.

L'expression de son visage ne trahissait rien.

— Et le Japon ? fis-je. Cette avance d'île en île traîne en longueur... Crois-tu que ce soit pour la fin de 1946 ?

— Non ! Pour les derniers mois de 1945 ou le début de 1946 au plus tard. Quand Hitler sera écrasé, nous pourrons, Dieu merci, tourner toutes nos forces contre le Japon, je dis bien toutes nos forces. Comment pourrait-il tenir tête ?

— Et que penses-tu des Anglais ? Et des Russes ? Nous aideront-ils ? Ou se tiendront-ils à l'écart en pansant leurs blessures ?

— Tu connais la déclaration de Casablanca. Churchill y a donné son accord, et plus tard Staline aussi.

— Les Anglais, tels que je les connais, en auront assez de la guerre, après la défaite de Hitler. Et pouvons-nous nous fier aux Russes ?

— Nous avons bien confiance en eux aujourd'hui, n'est-ce pas ? Pourquoi nous faudrait-il douter d'eux demain ? Quoi qu'il en soit, j'espère voir Staline en personne d'ici peu.

— Vraiment ? Staline ?

Il fit oui de la tête.

— En ce moment même nous sommes en train de discuter... Il veut que nous nous rencontrions dans son pays, sur son propre terrain. Il prend toujours soin de souligner qu'il commande en personne l'Armée Rouge. Et je dois dire qu'aussi longtemps que l'Armée Rouge continuera à faire ce qu'elle fait actuellement, il est bien difficile de demander quoi que ce soit qui puisse en ralentir les progrès.

— Je pense qu'il a aussi un peu peur.

— Peur ? De quoi ?

— Oh ! de vous voir, Churchill et toi, vous liguer contre lui. Ou quelque chose dans ce genre-là.

Mon père eut un petit rire.

— Je pense, dit-il d'un ton un peu énigmatique, que l'on n'ignore pas, dans son entourage, combien sont amicales mes relations avec Winston.

Quelques jours plus tard, mon père, accompagné de quelques-uns de ses conseillers, prit le train pour Québec où il devait rencontrer à nouveau le Premier britannique et ses chefs d'état-major. Cette conférence reçut en code le nom de Quadrant. Je ne pus y assister, mon service dans l'aviation m'ayant obligé, à trois ou quatre reprises, au cours du mois d'août, à me rendre en Californie où je devais étudier dans plusieurs usines d'aviation et à l'aérodrome de Muroc Dry Lake, diverses questions techniques concernant les vols de reconnaissance. Cependant mon père m'avait parlé de la conférence de Québec avant qu'elle eût lieu. J'étais même au courant, dans les grandes lignes il est vrai, des questions qui devaient y être discutées. Vers la fin d'août, lorsqu'il revint de Québec, je lui demandai où en était le « Grand Débat ».

— Eh bien, me répondit-il, j'ai l'impression que la discussion est terminée. Les Anglais ont élaboré un plan pour l'invasion de l'Europe par la Manche. D'après George Marshall, la question pose encore

beaucoup de points d'interrogation, mais enfin c'est chose faite. Et le plan a été approuvé.

Il eut un sourire triste.

— Winston a insisté pour avoir notre approbation « de principe ». Uniquement pour laisser ouverte la porte de secours.

Je dis à mon père qu'il lui suffirait d'organiser son entrevue avec Staline pour ne pas manquer d'aide quand il s'agirait de persuader les Britanniques de la nécessité d'un second front.

Environ une semaine plus tard, nous abordâmes de nouveau cette question d'une façon indirecte. Mon père m'avait fait comprendre que, quelle que fût sa confiance dans l'évolution strictement militaire de la guerre, le côté politique des événements laissait quelque peu à désirer. La structure de la paix avait pris dans son esprit une forme plus précise et les exigences qui en découlaient lui faisaient souhaiter une nouvelle rencontre avec les autres grands chefs.

— Les Nations « Unies » !... Elles ne le sont pas encore complètement, mais elles sont en passe de le devenir et on pourrait les pousser davantage dans cette voie. Pour le moment...

— Qu'y a-t-il ? fis-je. J'avais pourtant l'impression que cela n'allait pas mal... En tout cas nous tendons tous nos efforts dans la même direction.

Il écarta une pile de papiers (nous étions dans son bureau, au second étage de la Maison Blanche, et il était près de minuit) et se mit à dessiner sur un bloc.

— L'ennui, dit-il, c'est qu'en réalité nous ne les tendons dans la même direction qu'en apparence. Prends le cas de Tchang-Kaï-Tchek. Même si l'on tient compte de toutes les difficultés qu'il rencontre, il ne peut invoquer aucune excuse pour justifier le fait que ses armées ne combattent pas contre les Japonais.

Il se tut une seconde, puis reprit :

— La guerre est une affaire trop politique. Suivant qu'un pays se trouve dans une situation plus ou moins désespérée, il se laisse guider dans la conduite de la guerre par des considérations d'ordre politique. Il cherche à s'assurer des avantages à longue échéance plutôt que de s'efforcer de terminer la guerre le plus rapidement possible.

— À quel pays fais-tu allusion, papa. À la Chine ?À la Grande-Bretagne ?

Il hocha la tête.

— Même notre alliance avec la Grande-Bretagne, dit-il, présente un danger à cet égard. Elle pourrait faire croire à la Chine et à la Russie que nous soutenons entièrement la Grande-Bretagne en matière de politique internationale.

Il concentra son attention sur son dessin. C'était un grand 4, très fantaisiste.

— Les États-Unis auront la mission de diriger, dit-il. Diriger et s'employer toujours à concilier, à aider les autres à aplanir leurs divergences éventuelles; entre la Russie et l'Angleterre, par exemple, en Europe, ou entre l'Angleterre et la Chine, ou la Chine et la Russie, en Extrême-Orient. Nous pourrons jouer ce rôle, poursuivit-il, parce que nous sommes une grande nation, une nation puissante et qui se suffit à elle-même. L'Angleterre est en déclin. La Chine en est encore au XVIIIe siècle. La Russie se méfie de nous et nous rend méfiants à son égard. L'Amérique est la seule grande puissance qui puisse maintenir la paix dans le monde.

« C'est une formidable responsabilité. Et la seule façon de nous montrer à la hauteur de notre tâche est d'arriver à parler à ces hommes face à face. »

— Au fait, as-tu eu des nouvelles d'Oncle Joe?

— Oui. Chaque fois que, Winston et moi, nous voulons aller à Moscou, Staline est parfaitement d'accord.

Ainsi, à la mi-septembre, nous étions aussi éloignés d'une rencontre des Quatre Grands que nous l'avions été en janvier.

Le jour où je vis mon père pour la dernière fois au cours de ce séjour dans le pays, je dus recourir à la ruse pour le faire parler. C'était après le déjeuner et il était encore au lit. Il faisait un temps froid et humide, avec une petite pluie de septembre, et il ne se sentait pas en train.

Il me laissa parler d'abord, s'informa de mon travail et me posa des questions à ce sujet. Il voulut savoir quelle était l'efficacité des vols de reconnaissance de nuit. J'avais participé aux premiers vols d'essai en Sicile et lui décrivis les stratagèmes auxquels nous avions dû recourir pour bien observer les mouvements des troupes allemandes. Nous avions utilisé des bombes éclairantes, lancées une à une toutes les trente secondes, et qui, en éclatant aux deux tiers du trajet, illuminaient plus d'un kilomètre carré, nous permettant de prendre de magnifiques photographies des mouvements de l'ennemi. Peu à

peut j'aiguillai notre conversation sur l'espoir que j'avais de voir tout cela prendre bientôt fin. Je demandai à mon père ce qu'il fallait penser des progrès réalisés sur le front politique.

— Nous pourrons peut-être organiser les réunions dont je t'ai déjà parlé, Elliott, me dit-il. Il est certain que deux entrevues seront nécessaires, une avec Tchang, l'autre avec Oncle Joe. Ces deux hommes ne sauraient se rencontrer à un moment où une puissante armée japonaise se tient à la frontière sibérienne de l'Union Soviétique et où celle-ci n'a pas encore déclaré la guerre au Japon.

Je demandai à mon père s'il n'y avait pas plus de chance maintenant d'amener Staline à une réunion qui aurait lieu en territoire neutre.

— Si, je pense, dit-il. Je pense qu'il y a plus de chance. Et si cela se fait...

— Alors ?...

— Alors, ce sera probablement quelque part de son côté.

C'est ce que j'attendais. Ainsi, je pouvais espérer me voir assigner une fonction auprès de mon père. Grâce à cette nouvelle, j'eus moins de peine à prendre congé de lui à la fin de septembre. Je

m'accrochai à l'espoir de le revoir bientôt, quelque part du côté de la Méditerranée.

Lorsque j'eus rejoint mon unité, nous prîmes aussitôt des dispositions en vue du transfert de notre quartier général de La Marsa, petite station balnéaire proche de Tunis, dans la partie méridionale de la botte italienne. En novembre, nous étions déjà installés à San Severo, grignotant les défenses allemandes et pestant contre le mauvais temps qui ne nous permettait que rarement de harceler l'ennemi par des attaqués aériennes. Le fait que l'Italie était maintenant éliminée de la guerre, et les coups reçus par les Allemands dans les steppes russes pendant l'été et l'automne n'avaient évidemment pas amélioré leur moral. Mais le moral des alliés n'était pas non plus excellent en Italie. La campagne traînait en longueur et notre infanterie n'était pas précisément encouragée par les canons-88 placés un peu partout par les Allemands dans les cols de montagnes, et qu'elle sentait toujours braqués sur elle.

Avec les premiers froids de novembre, le mauvais temps s'installa pour de bon. Le ciel radieux d'Italie devint un sujet d'amères plaisanteries. J'en étais à me demander ce qu'étaient devenus les espoirs de

mon père d'organiser une réunion des Trois ou des Quatre Grands, quand, un beau jour, je reçus un message secret du général Smith, le chef d'état-major d'Eisenhower, m'invitant à me rendre à Oran pour y rencontrer « une personnalité importante ». Il ne pouvait s'agir que de la réunion tant attendue.

Le 19 novembre, dans l'après-midi, je survolai la Méditerranée et arrivai à Oran où l'on me conduisit aussitôt au quartier général provisoire du général Eisenhower. J'y trouvai mon frère Franklin qui, grâce à une permission, avait pu quitter son destroyer. Je ne l'avais pas vu depuis près d'un an. Cette fois, mon père n'arrivait pas par la voie des airs. Il s'était embarqué sur le nouveau cuirassé, le Iowa, et était sans doute en train de franchir le détroit de Gibraltar pendant que j'étais avec Franklin devant un cocktail, à Oran.



La ville était pleine d'officiers supérieurs. Outre le général Eisenhower il y avait là l'amiral anglais Cunningham, notre propre vice-amiral Hewitt, plusieurs généraux de brigade et commodores, sans oublier le

brave Mike Reilly qui, une fois de plus, était parti en avant-garde afin de préparer le séjour du Président et avoir l'œil sur tout le monde. Je pense qu'en l'occurrence Mike se serait même défié de sa grand-mère. Il prenait très à cœur sa tâche qui consistait à veiller sur la sécurité du Président aussi consciencieusement que possible.

Le samedi nous fûmes tous debout de très bonne heure. La journée s'annonçait belle: l'air était très vif et le ciel clair. Après la bruine de la veille, nous accueillîmes ce beau temps avec joie. À huit heures et demie, nous nous dirigeâmes le long des docks vers la base navale d'Oran, Mers-el-Kebir. À travers nos jumelles nous vîmes alors quelqu'un descendre du Iowa dans un canot automobile.

Vingt minutes plus tard, notre père nous saluait d'un signe joyeux accompagné d'un large sourire qui s'épanouissait sur son visage hâlé.

— J'amène le beau temps, s'écria-t-il. Un « temps Roosevelt ».

Nous montâmes tous les trois, mon père, le général Franklin Roosevelt et moi, dans la voiture du général Ike qui devait nous conduire, à travers les routes escarpées de montagnes, à l'aéroport de La Senia, situé à quatre-vingts kilomètres de là.

Le voyage en mer avait fait du bien à mon père. Il avait très bonne mine et la pensée des journées passionnantes qui l'attendaient le remplissait d'animation. La première rencontre aurait lieu au Caire, nous dit-il, la seconde à Téhéran. Il verrait d'abord Tchang, ensuite Oncle Joe. Il était tout tendu vers ces événements.

— La guerre... et la paix, dit-il d'une voix où vibraient l'espoir et la confiance. Pourrez-vous attendre Ike ?

— S'il le faut absolument, monsieur le Président.

Franklin et moi l'assaillîmes de questions. Nous voulions savoir si tout allait bien à la maison, si notre mère et notre sœur Anna étaient en bonne santé. Mon père nous dit ensuite qu'il avait apporté des journaux ; nous pourrions les voir le soir même si nous en avions le temps.

Parmi ceux qui l'accompagnaient, quelques visages nous étaient familiers, d'autres étaient nouveaux. Harry Hopkins, le général Watson, l'amiral Brown et les amiraux McIntire et Leahy étaient venus pour assister à la conférence.

Mises à part les nouvelles qu'il nous donna de la maison, et quelques remarques banales sur le pays

que nous traversions, mon père ne parla que des prochaines réunions. Nous gagnâmes La Senia en un temps record et mon père alla prendre place à bord de son C-54. L'appareil était piloté, cette fois encore, par le major Otis Bryan. Franklin, Harry Hopkins et les chefs militaires montèrent avec lui et l'avion s'envola aussitôt dans la direction de Tunis.

En ce qui me concerne, j'avais mon propre avion à La Senia. C'était un B-25 qui servait aux reconnaissances photographiques de nuit. L'un de mes commandants d'escadrille, le major Léon Gray, devait m'accompagner. Nous eûmes un moment d'inquiétude en constatant que l'un des moteurs semblait enrayé mais tout s'arrangea et, une demi-heure après l'envol de l'avion officiel, nous prîmes l'air à notre tour. Il nous suffit d'accélérer un peu pour rejoindre et dépasser les autres à El Aouina.

Une voiture nous conduisit, mon père, le général Ike, Franklin et moi, à la villa qui avait été préparée, à Carthage, à l'intention du Président (curieuse coïncidence, cette villa s'appelait Maison Blanche). Notre route passait à travers les ruines de

l'amphithéâtre de l'antique Carthage. C'était la première fois que mon père venait dans cette région. Il n'y avait rien à faire, il fallut bien nous arrêter et visiter les ruines.

La villa de mon père, située sur la côte du Golfe de Tunis, était ravissante et il s'y mit à l'aise. Pendant notre trajet, je m'étais rendu compte que le quartier général de mon unité, resté à l'arrière, et qui servait de port d'attache à près de la moitié de nos effectifs était à La Marsa, tout près de là. C'était une occasion qu'il eût été dommage de manquer.

— Écoute, papa. Je voudrais te demander quelque chose.

— Quoi ?

— Je voudrais te demander d'inspecter mon unité à La Marsa.

— Avec plaisir. Quand ? Nous pourrions peut-être y passer tout à l'heure, dans le courant de l'après-midi. Mettons à cinq heures.

Je me mis à rire.

— J'espère pouvoir préparer tout d'ici là. Je vais essayer du moins.

Et je courus à mon quartier général pour organiser la revue. À cette époque je commandais le service

de reconnaissance photographique du Nord-Ouest de l'Afrique, composé d'environ six mille soldats alliés, dont deux mille huit cents étaient stationnés là, le reste en Italie du Sud. Aidé de Léon Gray et de Frank Dunn, mon second, je mis tout en ordre du mieux que je pus, pendant que mon père, resté à Carthage, était occupé à examiner le courrier officiel qui venait d'arriver de Washington.

À cinq heures et demie mes hommes étaient fin prêts, et ils avaient même belle apparence, il fallait bien le reconnaître. Assis dans une jeep, mon père passa en revue tous les effectifs.

— Tu vois les uniformes, papa ? Nous avons ici de véritables Nations-Unies.

— Des Américains, évidemment. Mais aussi des Français, des Anglais, des Canadiens... Et cet uniforme-là?

— C'est celui des Sud-Africains. Et voici des Néo-Zélandais, des Australiens.

— Une belle unité, Elliott. Tu peux en être fier.

— Merci. Je le suis en effet.

Il y eut des invités à dîner : Kay Somerby, le chauffeur du général Eisenhower, et Nancy Gatch, fille de l'amiral Gatch, qui travaillait en Afrique du

Nord à la Croix-Rouge et qui nous charma de sa présence. Mon père se proposait de quitter Tunis le lendemain à la première heure, mais le général ne fut pas de son avis.

— Un vol de nuit, dimanche, vaudra mieux, monsieur le Président. Ainsi vous arriverez au Caire le matin.

— Un vol de nuit ? Pourquoi ? Je voudrais tant voir la route où s'est déroulée la bataille d'El Alamein.

— Ce serait trop risqué, monsieur le Président. Il est préférable d'éviter une escorte de chasseurs, pour le trajet d'ici au Caire. Ce serait aller au devant des complications. En outre, il est plus facile de voler de nuit.

— Pourtant...

— Le vol de nuit est s.o.p. monsieur le Président.

— Standard operating procedure (Conditions réglementaires), papa, m'empressai-je de préciser.

— Merci, dit mon père, ennuyé. Le langage militaire ne compte que quelques rares expressions qui soient familières au Commandant en chef.

Puis, se tournant vers le Général.

— Parfait, Ike. C'est vous qui commandez. Mais je vais vous demander quelque chose en échange.

— Je vous écoute, monsieur le Président.

— Si vous m'obligez à rester pendant toute la journée de dimanche à Carthage, j'entends faire une tournée d'inspection, sous votre conduite personnelle, sur les champs de bataille... anciens et modernes.

— D'accord, monsieur le Président.

Mes obligations de service à La Marsa m'empêchèrent de prendre part à cette randonnée. Franklin, par contre, prit place sur le siège en face du Général Ike et de mon père et, le soir, il me conta la promenade. Mon père n'avait cessé d'assaillir Ike de questions non seulement sur les batailles de Medjez-el-Bab et de Tebourba, au cours desquelles les alliés avaient enfoncé le front, mais encore sur les guerres puniques dont cette région avait jadis été le théâtre. L'érudition d'Ike, qui connaissait le moindre détail de toutes ces guerres, émerveillait mon père. Ike semblait partager avec lui

la passion de l'Histoire et le goût de la science en général. Franklin me dit que sur le chemin de retour mon père était rayonnant. Comme Ike descendait de la voiture, devant la « Maison Blanche », mon père posa la main sur son épaule et dit :

— Écoutez, Ike, je crois que je vais être obligé de vous faire de la peine.

Franklin dressa l'oreille. De quoi s'agissait-il ? Ike allait-il être rappelé de son poste de commandement? Ou n'était-ce qu'une plaisanterie et Ike allait-il être nommé sur place à des fonctions plus importantes encore ?

— Je sais, Ike, commença mon père, ce que Harry Butcher est pour vous.

Ike fit un signe de la tête.

— Eh bien, quoiqu'il soit votre bras droit, ou au moins votre bras gauche, je suis obligé de vous l'enlever.

Le visage d'Ike se rembrunit légèrement.

— Monsieur le Président...

— C'est que, voyez-vous, Elmer Davis a de nouveau demandé sa démission. Que diriez-vous si je proposais « Butch » pour lui succéder ?

— Monsieur le Président, je ne dirai pas que cela ne me sera pas dur. Mais si vous avez besoin de lui, si vous avez engagé votre parole, je ne puis que m'incliner.

Mon père resta un instant silencieux mais son visage, d'après ce que me dit Franklin, reflétait la satisfaction. C'était une réponse comme il les aimait et sa sympathie pour Ike s'en trouva encore accrue, d'autant plus qu'il n'ignorait pas ce que la perte de Butcher signifierait pour le Général.

— Je vais voir, Ike. Peut-être cela ne sera-t-il pas nécessaire. Je vous tiendrai au courant. Si vous en parlez à Butcher, n'oubliez pas de lui dire que c'est Elmer lui-même qui l'a désigné comme son successeur. Quoi qu'il en soit, ce ne sera pas fait avant le mois de janvier.

Je suis persuadé que « Butch » fut ravi lorsque, deux mois plus tard, il fut décidé qu'Elmer Davis resterait à son poste.

Ce soir-là quand je revins dans la villa pour dîner, mon père avait l'esprit occupé par deux sujets. Tout d'abord, il fulminait contre les membres du Congrès qui empêchaient le pays de conduire la guerre avec toute l'énergie voulue. Plusieurs personnes ont dû entendre leurs oreilles bourdonner ce soir-là, dont

Vandenberg, Taft, « Pappy » O'Daniel et Ham Fish. Puis, son intérêt se portait sur ses impressions recueillies au cours de la promenade de l'après-midi. Il avait rencontré une tribu arabe en marche, avec une caravane de chameaux; il avait vu des dizaines de tanks et de camions endommagés, abandonnés sur le récent champ de bataille. Et il avait longuement contemplé la colline 609, ce banal mamelon où tant de nos hommes étaient tombés, où tant de jeunes Américains en uniforme étaient devenus de vrais soldats.

Nous dînâmes ce soir-là en compagnie de Leahy, impassible et rude, de Brown et de Pat Watson, les deux aides de camp de Père, et de l'amiral McIntire. Nous savions, Franklin et moi, que nous ne pourrions, ni l'un ni l'autre, accompagner notre père au Caire : Franklin devait regagner son destroyer et j'avais de mon côté du travail à La Marsa. Néanmoins nous allâmes jusqu'à El Aouina pour assister au départ de notre père et de ceux qui l'accompagnaient.

Harry Hopkins vint nous rejoindre à l'aérodrome. Il y avait deux cabines à bord de l'appareil, réservées l'une pour lui, l'autre pour notre père.

Dans les moments qui précédèrent son départ, notre père se mit à reprocher à Franklin de ne pas venir au Caire. Il lui en avait parlé le samedi. Mais mon frère se contenta de sourire et d'agiter la main en signe d'adieu. L'instant d'après, le C-54 décolla. Il était dix heures et demie.

Comme nous rentrions ensemble à Carthage, Franklin m'expliqua la raison de la discussion qu'il avait eue avec Père. Son destroyer, le Mayrant, avait été repéré à Palerme : quelques bombardiers allemands l'avaient attaqué, manqué de justesse, mais il en était sorti endommagé. Il devait franchir le détroit de Gibraltar dans quelques jours pour effectuer un long et dangereux trajet vers un chantier de réparations navales. Or, Franklin, bien qu'il eût pu le faire en tant que commandant, ne voulait pas entendre parler de quitter le Mayrant. Il tenait à rester auprès de son équipage dans le danger.

À mon quartier général, j'eus du travail pour une journée et une nuit. Le mardi soir, je me rendis auprès du général Eisenhower : c'est à bord de son appareil que je devais gagner le Caire. En plus de moi et du général Ike, il y avait quelques officiers d'état-major, et mon beau-frère, le major John

Bœttiger, venu d'Italie où il était attaché au gouvernement militaire allié.

La nuit était tombée lorsque nous quittâmes Tunis dans le C-54 du général Eisenhower. À l'aube nous nous approchions de l'Égypte et, au cours de la matinée, nous atterrîmes à l'aérodrome A.T.C. du Caire.

J'allais assister à ma troisième conférence de guerre.

Chapitre VI : LE CAIRE I

Tandis que nous survolions, de nuit, les vastes étendues du désert entre Tunis et l'Égypte, j'entendis mon beau-frère s'entretenir avec le général Eisenhower. Il déplorait entre autres les difficultés auxquelles se heurtaient les officiers du gouvernement militaire en Italie. Je finis cependant par m'endormir et ne me réveillai que juste à temps pour ne pas manquer le spectacle des approches du Caire.

Le panorama est, en effet, magnifique. Le désert déploie, à perte de vue, sa nappe de sable brunâtre. Puis, soudain, sans transition, le sable fait place à une mer de verdure, d'un vert si éclatant qu'on est comme aveuglé. C'est la bande étroite de terre fertile qui s'étend du nord au sud : la vallée du Nil. Nous allongeâmes le cou pour apercevoir les pyramides de Gizeh. Quelques propos s'échangèrent : « Où est le Sphinx ? » « Est-ce ça ? », et déjà notre avion plongeait vers la verdure, décrivant une courbe au-dessus du ruban bleu sale du Nil, pour venir se poser sur l'aérodrome de Payne, au sud-est de la ville.

Des voitures militaires nous attendaient pour nous ramener sur la rive gauche du Nil et nous conduire, à travers les rues grouillantes du Caire, vers le faubourg de Mena, à

l'ouest de la ville, où la conférence se poursuivait déjà depuis deux jours.

Comme à Casablanca, Mike Reilly et ses hommes avaient veillé à ce que l'enceinte réservée à la réunion fût entourée de fils de fer barbelés.

La plupart des membres étaient logés à Mena House, hôtel dû à un architecte de l'époque victorienne, à en juger par son apparence. Mon père habitait dans la villa de l'Ambassadeur Kirk. Churchill ainsi que Tchang et sa femme, arrivés là un jour avant mon père, étaient également installés dans des villas proches.

J'imagine que la Conférence du Caire devait donner pas mal de soucis à Mike, en dépit du fil de fer barbelé. À ses yeux, le Caire était une ville remplie d'individus que les querelles politiques risquaient de conduire tout droit à l'idée d'assassiner une des personnalités résidant dans le quartier de Mena, sinon toutes.

Dès que la voiture de l'armée m'eut déposé devant la villa de l'Ambassadeur Kirk, j'allai dire bonjour à mon père. Il n'était pas encore dix heures et demie. Mon père était au lit, et prenait son petit déjeuner seul. Il avait bonne mine et semblait reposé. Je lui demandai ce qui s'était passé pendant ces deux jours.

— Beaucoup de choses, beaucoup de choses... me dit-il.

— C'est-à-dire ?

— Oh... J'ai eu une entrevue avec le généralissime chinois, j'ai visité les Pyramides, j'ai reçu un télégramme d'Oncle Joe.

— Tiens ! Et qu'est-ce qu'il te dit ?

— Il dit qu'il sera à Téhéran le 28, dimanche prochain.

— Alors, la réunion est décidée ?

— Ça en a bien l'air.

Tout en continuant à manger ses œufs, il me lança un regard.

— Que penses-tu du généralissime? Demandai-je.

— À peu près ce que je prévoyais, dit-il avec un haussement d'épaules. Il est venu dîner ici, hier soir, avec Mme Tchang, et ils sont restés jusqu'à onze heures. Il sait ce qu'il veut, et il sait aussi qu'il ne peut pas obtenir tout ce qu'il veut. Mais nous trouverons une solution.

Il écarta le plateau et dit :

— Veux-tu bien me donner la main, Elliott?

En s'appuyant sur moi, il se leva et commença à s'habiller, tout en parlant, tandis que je dégustais une rôtie restée sur son plateau et me versais un peu de café.

— Nous avons eu déjà deux réunions plénières. Les chefs d'état-major y ont assisté. Mais, vois-tu, cela a été... comment dirais-je ? trop officiel. Il n'y a pas été question de

ce qui se passe réellement en Chine, en Birmanie et aux Indes. En causant hier soir avec Tchang et sa femme, j'en ai appris plus qu'au cours de ces quatre heures de conférence avec les chefs d'état-major.

— À quel sujet ?

— Au sujet de la guerre ou plutôt au sujet des raisons pour lesquelles on ne fait pas la guerre en Chine. Le fait est que les troupes de Tchang ne se battent pas du tout, quoi qu'en disent les communiqués publiés par la presse. Le généralissime affirme que ses troupes ne sont pas entraînées et qu'elles manquent d'équipement. C'est d'ailleurs facile à croire. Mais cela n'explique pas pourquoi il met tant de zèle à empêcher Stilwell d'instruire les troupes chinoises. Et cela n'explique pas non plus pourquoi il garde ses meilleurs soldats massés par milliers dans le nord-ouest, aux frontières de la Chine Rouge.

Arthur Prettyman, le valet de chambre de mon père, entra pour enlever le plateau du petit déjeuner et revint bientôt afin d'aider mon père à terminer sa toilette.

Cependant, notre conversation continuait. Mon père me parla des difficultés de transport du matériel et de l'attitude des Anglais qui s'étaient opposés à la construction de la route de Ledo et à l'organisation de la moindre offensive dans la jungle birmane... Il me parla aussi des problèmes que posaient les livraisons aéroportées au-dessus de Hump

et des sacrifices tragiques que réclamait cette tâche particulière en matière d'approvisionnement. J'avais déjà eu l'occasion de m'entretenir avec plusieurs aviateurs de l'A.T.C. qui connaissaient, pour y avoir travaillé, la situation qui régnait dans le secteur C.B.I. (Chine-Birmanie-Indes). et je savais par conséquent que l'on pouvait trouver beaucoup à y redire. J'en parlai à mon père. Il m'écouta, puis hocha la tête.

— Une mission, dans cette région-là, n'est pas une partie de plaisir, me dit-il. Certains parlent du front du Pacifique comme d'un front oublié. Or, comparé au C.B.I., le Pacifique est aussi mouvementé que le Times Square à Broadway et la Quarante-deuxième rue. Je n'envie pas ceux qui sont là-bas, à commencer par Stilwell. Ils ont pour tâche de mener le combat dans toute la mesure du possible, et ils ne sont pour ainsi dire pas ravitaillés. On ne peut leur en vouloir de ne pas se rendre compte que la guerre se joue surtout en Europe et que, dès que cette guerre sera gagnée, le centre de gravité sera reporté au Japon et dans les Philippines. Il ne sera jamais dans leur secteur, mais on ne peut leur faire grief de chercher à l'attirer vers eux.

« J'ai vu Stilwell l'autre soir, poursuivit-il, à la réunion de l'état-major. Je lui ai demandé de se rendre libre pour quelque temps, dès que nous aurions l'occasion de causer

un peu entre nous. Je n'ose pas penser à ce qu'il adviendrait en Chine s'il n'y était pas.

« Notre tâche se ramène pratiquement à ceci : il faut maintenir la Chine dans la guerre afin d'immobiliser une partie des armées japonaises.

Je demandai à mon père ce qu'il pensait des Anglais du C. B. I. :

— Je croyais qu'il s'y passerait de grandes choses à l'arrivée de Mountbatten, ajoutai-je.

Mon père sourit :

— Je crois que Mountbatten a fait effectivement de grandes choses. Ce qu'il veut faire maintenant, c'est réunir assez de bateaux de débarquement pour lancer une attaque amphibie dans les Îles Andaman.

— Les Îles Andaman ? Où sont-elles ?

— À entendre Churchill, on croirait que c'est le point stratégique le plus important du côté de ses chers Balkans. Elles se trouvent, en réalité, dans le Golfe du Bengale au large de la Birmanie méridionale. Les Anglais croient que, des Îles Andaman, ils pourraient attaquer Rangoon.

— Je présume que tous les navires de débarquement dont on dispose sont réservés au second front, pour le printemps prochain.

— Tu me croiras ou tu ne me croiras pas, Elliott, mais les Anglais recommencent à soulever des questions et à faire des réserves au sujet du front occidental.

— Au sujet du plan Overlord? Je croyais pourtant que la chose était réglée à Québec.

— Nous le croyions tous. Le fait est que c'est une chose réglée. Mais cela n'empêche pas Winston d'exprimer ses doutes à tout bout de champ et à qui veut l'entendre.

— Quelle justification en donne-t-il ?

— Il s'agit toujours de l'idée d'une attaque par les Balkans, d'un « front commun avec la Russie », ou quelque chose comme ça. Le général Marshall est... très patient, très poli et très ferme. Il me semble que depuis quelque temps Winston n'a pas beaucoup de sympathie pour le général Marshall. Il constate que, quelle que soit la manière dont il use à son égard, flatterie, logique ou emportement, Marshall préfère toujours la politique qui consiste à asséner un grand coup de poing sur la mâchoire d'Hitler.

— Je ne voudrais pas être à la place de ceux qui doivent tenir tête à Churchill.

— Eh bien, dit mon père, je vais te nommer un homme qui mérite une médaille pour savoir à merveille s'y prendre avec lui. C'est Ike Eisenhower.

— Au fait ! m'écriai-je. Cela me fait penser à quelque chose.

— À quoi ? demanda mon père. Et dépêche-toi car, à onze heures, j'ai une réunion avec les chefs d'état-major. Je n'ai plus que cinq minutes.

— As-tu dit sérieusement qu'Eisenhower méritait une médaille ?

— Bien sûr. Mais il ne veut pas en accepter. Au moment où l'on décernait à Mac Arthur la Medal of Honor, la même décoration était également offerte à Ike, mais il l'a refusée, sous prétexte qu'elle est destinée à récompenser des actes de bravoure et qu'il n'en a accompli aucun.

— Il y a un mois, fis-je, j'en ai parlé à Beedle Smith. Il m'a dit que la seule décoration dont Eisenhower eût envie parmi celles qu'il n'avait pas était la Legion of Merit. Il le tenait d'Ike lui-même. Cette décoration, me dit Smith, ferait plaisir à Eisenhower, parce que tout le monde peut l'avoir dans l'armée, ne serait-ce qu'à titre de bon cuisinier. Pourtant Ike ne l'a pas reçue.

Mon père réfléchit un instant, un sourire aux lèvres.

— Peut-on arranger ça en secret?

— Pourquoi pas ?

— Bien. Si tu peux faire envoyer un message à Smith lui demandant de rédiger une citation — campagne nord-

africaine, campagne de Sicile, etc. — et s'il peut recevoir la médaille ici, je la lui épinglerai moi-même, avant de partir pour Téhéran.

— Je ferai le nécessaire, fis-je.

Cependant que mon père se rendait à sa réunion avec les chefs d'état-major, je montai dans la chambre qui avait été préparée à mon intention, fis ma toilette et commandai un petit déjeuner digne de ce nom. On me servit sur le toit en terrasse de la villa, un endroit charmant et ensoleillé avec vue sur les Pyramides.

Tout ce luxe me rappela que la conférence du Caire ne se déroulait pas dans les mêmes conditions que celle de Casablanca. Cette fois, la Marine avait envoyé huit maîtres d'hôtel et maîtres-queux, tous des Philippins qui savaient organiser merveilleusement, avec des rations militaires, des banquets convenables et prévenir le moindre désir des convives.

Cela me dispenserait de veiller à ce que les verres ne fussent jamais vides. Je n'avais pas à être constamment sur le qui-vive comme aux conférences précédentes, et je conservais mes fonctions auprès de mon père. Cela me promettait aussi un peu de temps libre et la possibilité de m'absenter de la villa pour aller faire un tour en ville.

Ce matin-là, assis au soleil sur la terrasse, je pus me détendre complètement, contempler à loisir les Pyramides et méditer — comme tant d'autres ont dû le faire avant moi devant ce spectacle — sur le temps et l'éternité, sur les guerres qui, au cours des siècles, furent livrées autour de ces tombes, sur les généraux qui se sont succédé, sur les Pharaons, les Césars, les rois, les maréchaux et les généralissimes.

L'amiral McIntire vint fort heureusement troubler cette rêverie qui accompagnait ma dernière tasse de café. Il était aussi le médecin de mon père, et le projet de celui-ci de se rendre à Téhéran en avion lui causait des inquiétudes.

— Comment pouvez-vous, Mac, vous laisser envahir par les soucis sous un soleil aussi radieux ? Dis-je.

— Je parle sérieusement, Elliott. Je crois qu'il devrait se contenter d'aller en avion jusqu'à Bassora seulement et, là, prendre le train. Dans les montagnes de l'Iran, on est obligé de voler très haut. Or, l'altitude...

— Il doit y avoir des cols dans les montagnes.

— Certes, mais tout de même... Vous déjeunez avec lui, n'est-ce pas ?

— Oui, sauf imprévu.

— Il vous écoutera, vous. Dites-lui qu'il devrait faire la dernière partie de son voyage en chemin de fer. C'est

sérieux.

— En avez-vous parlé à Otis Bryan ?

— Non.

— Pourquoi ne pas lui demander d'examiner la question, de voir s'il y a des cols ? Jusqu'à quelle altitude mon père peut-il aller sans danger ?

— Jusqu'à 2.500 mètres au grand maximum.

— Parfait. J'en parlerai à Bryan. Il a assez souvent piloté l'avion de mon père pour comprendre la question. Ne vous faites plus de soucis à ce sujet, Mac, je m'en charge.

La conférence avait commencé un peu avant une heure. J'allai saluer le Premier Ministre et Harry Hopkins ainsi que tous ceux que je n'avais pas rencontrés à Casablanca : le général Marshall, le général Arnold, l'amiral King et le général Somerwell, ainsi que leurs collègues britanniques.

Juste avant le déjeuner j'eus l'occasion d'échanger quelques mots avec mon père. Je lui demandai où en était le plan Overlord.

— Remis en question, fit-il en souriant. Du moins du point de vue des Anglais. Les plans de Québec sont pourtant maintenus.

Il allait me quitter quand il reprit :

— Ils ont conçu une nouvelle idée, celle d'une attaque de moindre envergure, peut-être en Norvège. Le point de gravité resterait néanmoins fixé en Méditerranée. Mais la discussion n'est pas encore terminée.

Il fit, dans la direction du général Marshall, un signe accompagné d'un regard éloquent.

— C'est le général George, ajouta-t-il, qui est le meilleur d'entre nous à la table de conférence. Pour lui, la seule question qui se pose est celle-ci : Qui commandera les troupes d'invasion à l'Ouest ?

Harry Hopkins et John Bœttiger s'approchèrent de nous et mon père sortit avec eux pour attendre l'heure du déjeuner dans le jardin. À table, on ne parla pas de politique. Harry rappela à mon père que Tchang et sa femme donnaient une cocktail-party l'après-midi.

— C'est exact, ma foi. Mais je ne pourrai pas y aller. Cela te dit quelque chose, à toi, Elliott?

— Une cocktail-party chez les Tchang? Parfait. Si toutefois tu n'as pas besoin de moi.

— Cet après-midi, me dit mon père, il n'y aura pas grand-chose, sauf quelques visites protocolaires. Reste là un moment à t'occuper des visiteurs en attendant que je les reçoive. Mais, à quatre heures et demie, laisse tout et fais-toi conduire à la villa des Tchang.

— Comment t'excuserai-je ?

— Dis-leur que j'ai rendez-vous à cinq heures avec Lawrence Steinhardt.

Steinhardt était notre ambassadeur en Turquie. Des bruits couraient à cette époque avec persistance sur une prochaine entrée en guerre de la Turquie aux côtés des Alliés. Je demandai à mon père si quelque décision avait été prise à ce sujet.

— Non, rien de définitif n'a été arrêté, répondit-il. Mais ma décision à moi est prise.

Harry Hopkins eut un petit rire. Il était facile de deviner que cette question venait justement d'être discutée et qu'un désaccord s'était manifesté quant à la décision définitive. Une tierce personne s'y était sans doute opposée. Il n'était pas non plus difficile de deviner que cette tierce personne n'était autre que Churchill.

— Et ta propre décision concernant la Turquie, papa, est-ce un grand secret ici ?

Il se mit à rire.

— Je l'ai fait connaître à tout le monde, je crois, dit-il. La Turquie n'entrera en guerre à nos côtés que si nous lui donnons beaucoup de matériel de guerre en prêt-bail. Et pourquoi cela? Uniquement parce qu'elle veut être forte dans le monde d'après-guerre ? Winston pense qu'il faut lui

fournir du matériel pour qu'elle intervienne dans le combat. Pourquoi ? Comment expliquer son point de vue si l'on pense que tout matériel de guerre fourni à la Turquie, c'est autant de matériel en moins pour l'invasion de l'Europe.

Je risquai une hypothèse :

— Peut-être, dis-je, l'entrée en guerre de la Turquie à nos côtés renforcerait-elle la thèse de Churchill qui veut combattre Hitler en partant de la Méditerranée?

— Cela se pourrait, dit mon père d'un ton sarcastique.

Après le déjeuner, les visites que mon père avait qualifiées de « protocolaires » commencèrent et la villa de l'ambassadeur Kirk prit l'aspect d'une grande gare aux heures d'affluence. Nous accueillions les visiteurs dans le hall, les introduisions dans le salon, leur offrions à fumer tout en bavardant et, au bout de quelques minutes, au signal convenu, nous les priions de nous suivre dans le jardin où mon père était assis, soit avec Harry, soit avec moi, soit avec Pa Watson, son aide de camp militaire. Ces visites se succédèrent, de deux heures un quart à quatre heures et demie, dans l'ordre suivant : Sir Ahmed Mohamed Hassanein Pacha, chef du cabinet royal égyptien; Mustapha Nahas Pacha, premier ministre égyptien et ministre des Affaires Étrangères, (il présenta à mon père les regrets de Sa Majesté, le roi Farouk Ier, qui, ayant été récemment victime d'un accident d'automobile, n'avait pas pu venir en

personne) ; le roi Georges de Grèce (mon père dit en parlant de lui : « Charmant garçon, surtout pour quelqu'un qui a la tête aussi vide ») ; Emmanuel Tsouderos, alors premier ministre et ministre des Affaires Étrangères du gouvernement grec en exil ; Lord Killean, ambassadeur de Grande-Bretagne en Égypte ; le roi Pierre de Yougoslavie (je demandai à mon père ce qu'il pensait de Pierre qui avait, paraît-il, sollicité l'aide directe des Américains pour reconquérir son trône qui lui échappait ; mon père parut étonné que l'on pût s'intéresser à lui. « Que veux-tu qu'on pense de lui ? Ce n'est qu'un enfant. Les idées qu'il pourrait avoir lui auront été dictées par quelqu'un d'autre ») ; Pouritch, premier ministre et ministre des Affaires Étrangères yougoslave ; le prince Paul de Grèce; le général Sir Henry Maitland Wilson, commandant en chef des forces britanniques dans le Moyen-Orient, venu avec le général Royce, son collègue américain; le maréchal en chef de l'Air Sir Sholto Douglas, commandant de la R. A. F. dans le Moyen-Orient; l'amiral Sir Algernon Willis, commandant naval britannique dans le Levant; et le général R. G. W. Stone, commandant des troupes britanniques en Égypte.

Profitant d'une brève accalmie, j'échangeai quelques paroles avec Harry Hopkins.

— Je suppose que mon père et Churchill ont recommencé à se chamailler?

— Il y a une différence, cette fois, répondit Harry avec un mouvement d'épaules, ou plutôt il y en a deux. D'abord, nous produisons maintenant tout le matériel de guerre : des tanks, des navires, des canons. Cela compte. Dorénavant, la guerre se fera avec du matériel fabriqué en Amérique et par des soldats nés en Amérique pour la plus grande partie. Cela fait une différence, n'est-ce pas ?

— Bien sûr.

— Qui mène le jeu ?

Il me regarda un instant d'un air soucieux.

— Et pourtant, reprit-il, Winston n'oublie pas que cette conférence a lieu sur le sol de l'Empire. Cela crée une légère nuance. Il y a aussi autre chose. L'ordre du jour de cette conférence diffère de celui des précédentes. On y discutera principalement des affaires d'Extrême-Orient et du Moyen-Orient, donc des questions et des hommes que, nous autres Américains connaissons fort peu, sans excepter votre père. Quant à Churchill et à Eden, ils sont là-dedans depuis l'école primaire. C'est de l'histoire ancienne pour eux. Il s'agit du cœur même de leur Empire.

— Eh bien ? Qui mène le jeu ?, répétai-je.

— Ne vous inquiétez pas pour cela, dit Harry rassurant. C'est toujours votre père. Mais il prend son temps. Pour le moment, il a les oreilles et les yeux grands ouverts. Il se documente. Mais c'est toujours lui « le patron ».

À quatre heures et demie j'interrompis mes fonctions de chef de réception et j'allai représenter mon père à la cocktail-party des Tchang. Arrivé dans la villa du généralissime chinois, à deux ou trois kilomètres de là, je constatai que Sarah Churchill y remplissait un rôle analogue au mien ; elle aussi représentait son père. Toutefois, je n'eus guère l'occasion de m'entretenir avec elle. Dès mon arrivée, Mme Tchang me guida vers une chaise et s'assit près de moi. Je fus frappé par ses dons de comédienne. Pendant plus d'une demi-heure, elle parla avec animation, créant une atmosphère d'intérêt intense. Elle fit toujours en sorte que je sois, moi, le sujet central de la conversation. Je ne me souviens pas qu'on ait jamais déployé à mon égard un tel arsenal de charme et de flatteries.

Elle parla de son pays, mais tout ce qu'elle disait tendait à me persuader que je devais aller en Chine, après la guerre, et m'y fixer. La vie des ranches me tentait-elle? Le nord-ouest de la Chine était exactement le pays qu'il me fallait. Tout en brossant un tableau doré des richesses qu'un homme résolu et capable pouvait amasser grâce au labeur

des coolies chinois, elle se penchait en avant, me regardait avec des yeux brillants, se déclarait d'accord avec moi sur tous les points et appuyait fermement sa main sur mon genou.

Au début je me disais que cette dame s'intéressait purement et simplement à notre conversation et qu'elle n'avait aucune arrière-pensée. Mais il y avait dans toute sa façon d'être une ostentation qui me parut incompatible avec la sincérité. Je ne crois pas une seconde qu'elle m'ait estimé assez important pour vouloir me gagner à sa cause et faire de moi rapidement un ami avec une intention déterminée. Je crois bien plutôt que Mme Tchang avait placé depuis si longtemps ses rapports avec les gens — et surtout avec les hommes — sur le plan du charme irrésistible et qu'elle avait si bien pris l'habitude de simuler de l'intérêt pour ses interlocuteurs, que ce comportement est devenu chez elle une seconde nature. Et je n'aimerais pas voir sa première nature à l'œuvre. Franchement, cela me ferait peur.

Lorsqu'elle m'eut quitté pour s'occuper d'un autre visiteur, j'avalai un verre de boisson forte et fis un tour dans la salle, en échangeant quelques mots avec les gens que je connaissais. La pièce était pleine de militaires chamarrés et galonnés. Tous les membres des missions alliées venant tout de suite après les grands chefs étaient présents. Le brouhaha des conversations emplissait la salle. J'eus

l'occasion d'être présenté au généralissime. Comme il ne parle pas anglais, nous échangeâmes quelques plaisanteries banales par l'intermédiaire d'un interprète. Au bout d'une heure je pris congé de mes hôtes pour regagner la villa de mon père. L'entretien avec Steinhardt n'était pas encore terminé lorsque j'arrivai. George Allen, l'un des experts du State Department pour les questions du Proche-Orient, y assistait.

— Eh bien, cette réception ?

— O. K., fis-je.

Steinhardt et Allen restèrent encore quelques instants pour convenir d'une prochaine rencontre avec mon père, à son retour de Téhéran, et pour discuter de l'opportunité de faire venir au Caire Ismet Inonu, le Président de la République Turque, étant donné l'attitude de mon père à l'égard de la question de l'entrée en guerre de la Turquie. Lorsqu'ils furent partis, je dis :

— Je suppose qu'ils pensent, comme toi, que la Turquie n'a pas à intervenir.

Il acquiesça de la tête puis recommença à parler de la cocktail-party. Il voulait savoir quelle impression les Tchang m'avaient faite. Je lui dis surtout ce que je pensais de Mme Tchang. Il m'écouta, les sourcils froncés, et, lorsque j'eus terminé, il me dit :

— Je n'irai pas aussi loin que toi. C'est une opportuniste, bien sûr. Et je ne voudrais certainement pas être considéré comme son ennemi, dans son pays. Mais, en ce moment, qui, en Chine, pourrait prendre la place de Tchang ? Il n'y a aucun autre chef. Malgré leurs défauts, c'est sur les Tchang que nous devons compter.

J'avais rencontré à la cocktail-party le général Royce et il m'avait invité à dîner et à passer la soirée avec lui en ville. Je demandai donc à mon père la permission de m'absenter, ce qu'il m'accorda volontiers :

— Je n'ai rien de particulier pour ce soir. De toute façon, dit-il, je n'attends que Harry, Bill Leahy, Pat Watson et Mac. Il était question de faire une partie de cartes. Sors donc et tâche de t'amuser.

Je passai la soirée dans une boîte de nuit en compagnie du général Royce et de quelques autres personnes. Lorsque je revins dans la villa de mon père, un peu après minuit, ses invités étaient en train de prendre congé de lui. J'accompagnai mon père dans sa chambre à coucher. Il voulait savoir comment j'avais passé la soirée et pour ma part, j'étais curieux des résultats des dernières discussions des chefs de l'état-major interallié. En passant devant la maison de Mena, je pouvais voir chaque fois, sur les balcons, des officiers qui prenaient des bains de soleil ou d'air frais sans interrompre leurs conversations.

Mon père me dit que, selon les rapports de Leahy, des progrès avaient été réalisés, mais qu'on n'était pas encore parvenu à un accord final. Pourtant, les Anglais, faisant preuve d'une grande détermination (à l'origine de laquelle mon père devinait Churchill), soulignaient les divers points faibles, réels ou imaginaires, du plan Overlord, établi pendant l'été précédent et révisé en automne. De leur côté, les Américains, avec encore plus de détermination (à l'origine de laquelle je pouvais deviner mon père et le général Marshall), soutenaient que ce plan constituait la solution la plus sage et qu'il était préférable à des opérations de moindre envergure en Norvège ou en Méditerranée.

— J'imagine, dit mon père, que Marshall et King sont découragés de constater qu'un projet sur lequel l'accord s'est fait à deux reprises est de nouveau remis en question. J'avoue que je comprends leur découragement.

Les frictions entre les chefs militaires anglais et américains qui commandaient au C.B.I. n'étaient pas tout à fait étrangères à la fermeté que les Anglais mettaient à s'opposer à l'opération projetée à l'ouest. Les divergences de vues étaient très simples : d'après les Anglais, les Chinois pouvaient être utilisés dans n'importe quel système de combat et ils n'étaient pas d'accord avec Stilwell dont les méthodes n'avaient pas encore fait leurs preuves. D'autre

part, la stratégie des Anglais en Birmanie consistait à avancer progressivement, avec lenteur, tandis que la nôtre était basée sur des avances aussi rapides que possible. Il me semblait que les conceptions militaires des Anglais, au moins, ne manquaient pas de logique en ce sens qu'elles s'accordaient avec les engagements de l'Angleterre vis-à-vis de l'Empire.

— Bien sûr, dit mon père avec animation. Les conceptions des Anglais en ce qui concerne l'Empire datent du XIXe siècle, sinon du XVIIIe ou du XVIIe. Or, la guerre que nous menons est une guerre du XXe siècle. Dieu merci, le rapport des forces s'est modifié quelque peu. Nous ne nous battons plus pour survivre, mais nous en avons été près, très près. Et si nous avons failli en arriver là, la faute en est à leur conception de l'Empire éternel.

« J'ai donné en exemple à Winston notre politique aux Philippines. Je lui ai dit que nous y avons jeté les bases de l'instruction publique et que nous nous sommes efforcés de faire passer la responsabilité de la vie du pays de nos épaules sur celles des indigènes. »

— Qu'a-t-il répondu ?

— Il a dit, comme tu le penses bien, que les Philippins étaient une race différente, qu'ils étaient par nature plus indépendants, plus disposés à assumer des responsabilités.

Il m'a dit que nous ne comprenons pas les Indiens, ni les Birmans, ni les Javanais, ni... même les Chinois.

Mon père se sentait à l'aise. La journée du lendemain n'était pas trop chargée et il avait envie de poursuivre la conversation. Nous allumâmes une cigarette et continuâmes à parler de choses et d'autres, notamment de la conférence de Téhéran. Nous essayâmes de prévoir ses résultats et l'attitude d'Oncle Joe.

— Il y a, en tout cas, une chose dont je suis sûr, dit-il en riant, c'est que je ne serai plus seul à soutenir la nécessité d'attaquer l'Europe par l'ouest. Étant donné la marche des événements en Russie, il se peut d'ailleurs qu'au printemps prochain, le second front ne soit plus nécessaire.

À cette époque l'Armée Rouge poursuivait rapidement son avance dans les plaines, s'approchant chaque jour davantage de la frontière polonaise. Elle en avait été auparavant éloignée de 160 kilomètres, puis de 100, puis de 80. Kiev venait d'être libéré. Nous étions tous pleins d'espoir : on commençait à entrevoir la fin de la guerre. Je rappelai à mon père sa prédiction, à savoir que la débâcle de l'Allemagne aurait lieu dans douze mois, et ce disant, je n'avais pas la sensation de tenter le sort.

— Laisse-moi treize mois, Elliott, pas douze mais treize, dit mon père.

Après une seconde de réflexion, il se reprit :

— Ou plutôt disons quatorze mois. Pas de treize pour ces choses-là.

— Il faudra tout de même qu'on en passe par le treizième.

— Non. De douze mois cela passera à quatorze, comme dans la maison de ta mère à Washington Square. T'en souviens-tu ? On a escamoté le treizième étage.

— Au fait, papa, il est minuit passé. Nous sommes déjà jeudi. Je puis te présenter mes vœux à l'occasion du Thanksgiving Day.

— C'est juste. Tout à fait un jour à actions de grâces.

Vers une heure et demie du matin, je le laissai à son roman policier et allai me coucher.

Le lendemain matin, les premiers visiteurs furent Averell Harriman et Sir Alexander Cadogan. Le courrier qui venait d'arriver de Washington par la valise diplomatique occupa ensuite mon père pendant une heure. Vers midi, Churchill et les Tchang arrivèrent, accompagnés des membres de leurs états-majors de l'Armée et de la Marine. Tout le monde se rendit dans le jardin où l'on prit des photographies.

À table, l'on parla de livraisons du matériel de guerre. Lord Leathers et l'ambassadeur Winant discutaient avec Lewis Mac Cloy, secrétaire adjoint à la guerre.

Comme nous sortions de table, on me dit que Otis Bryan venait d'arriver. Il avait effectué, sur notre demande, avec Mike Renill, le vol Le Caire-Téhéran et retour, afin de se rendre compte si les montagnes qui se trouvaient sur le trajet justifiaient les craintes de l'amiral McIntire. À ma vue, Otis fit avec son pouce et son index un signe marquant sa satisfaction.

— Tout va bien, m'annonça-t-il. Si le temps n'est pas bouché, nous nous en tirerons très bien au-dessous de 2.500 mètres.

Mon père se réjouit de cette nouvelle. La perspective d'un long voyage dans un train surchauffé ne le séduisait aucunement.

Dans la vaste cuisine de la villa, on préparait activement le grand banquet que mon père allait donner à l'occasion du Thanksgiving Day.

Le généralissime chinois et sa femme qui, ce soir-là, ne pouvaient être des nôtres, restèrent cependant pour prendre le thé avec nous. Ce fut un goûter à quatre sous les ombrages du jardin de la villa. C'est Mme Tchang qui menait la conversation. Elle développa avec beaucoup de persuasion son plan de lutte contre l'ignorance dans la Chine d'après-guerre. Elle proposait d'adopter une sorte de

Basic Chinese, qui permettrait de réduire le nombre d'idéogrammes à douze ou quinze cents, chiffre correspondant à celui des mots utilisés dans ce qu'on appelle le Basic English. Elle esquissa également d'autres projets d'avenir tendant à favoriser le progrès de son pays, et mon père, qui avait toujours eu une profonde estime pour le peuple chinois et portait un vif intérêt aux questions touchant à son développement, écouta avec une attention soutenue. J'avais encore présente à la mémoire la réflexion qu'il avait faite la veille au sujet de la Chine : il n'y avait pas d'autre chef que Tchang, capable de maintenir la Chine en guerre. Et je me demandais si mon père ne se disait pas en ce moment que, pour voir la réalisation des réformes que Mme Tchang était en train d'exposer, la Chine devrait peut-être attendre un autre chef que Tchang.

Avant de se retirer, Mme Tchang, qui servait d'interprète à son mari, fit allusion à un accord que celui-ci avait conclu avec mon père dans le but de renforcer l'unité intérieure de la Chine, réalisant notamment un rapprochement avec les communistes chinois. Je dressai l'oreille, mais les choses en restèrent là. La question avait dû être déjà discutée en détail avec mon père. Les deux hommes d'État semblaient parfaitement d'accord sur la façon dont il fallait rechercher cette unité.

Le dîner du Thanksgiving Day fut très réussi. D'abord, le moment était propice pour une telle manifestation. Ainsi que nous l'avions observé, la veille, mon père et moi, les armées soviétiques poursuivaient leur avance foudroyante. La conférence du Caire, venant après les autres réunions des Alliés, touchait à sa fin, une fin que tous espéraient satisfaisante. La suivante, la plus importante peut-être et la plus féconde, allait avoir lieu. L'unité des Alliés, malgré toutes les épreuves qu'elle avait dû subir, avait atteint son point culminant et elle allait s'étendre à la personne du quatrième des Quatre Grands. Les batailles de Tarawa et Makin, qui avaient entraîné de si lourds sacrifices, appartenaient au passé, ainsi que celle des Îles Gilbert. Nos forces aériennes au-dessus de l'Europe gagnaient chaque jour en puissance. À Berlin, qui venait de subir pour la cinquième fois un raid massif de pilonnage aérien, il ne pouvait plus y avoir de doutes là-dessus.

Assis autour de la grande table, dans la villa de Kirk, nous étions bien disposés à célébrer ce jour d'actions de grâces. Mon père avait apporté du pays ses propres dindes — don d'Edward Stettinius, sous-secrétaire d'État, et d'un certain Joe Carter, de Burnt, Alabama.

— Imagine seulement la surprise de Joe, me dit mon père en découpant l'une des volailles, quand il apprendra jusqu'où ses dindes ont volé avant d'être mangées.

Et il découpa la dinde, ainsi qu'il aimait à le faire, pour tous les convives : Churchill, sa fille Sarah, Eden, le commandant Thompson, Lord Moran, Leahy, Winant, Harriman, Hopkins et son fils Bob, Pat Watson, les amiraux Mc Intire et Brown, Steinhardt, Kirk, dont nous étions tous les hôtes, John Bœttiger et moi. Pendant le repas, un orchestre de Camp Huckstep, camp militaire proche du Caire, jouait dehors des airs de danse.

Vers la fin, mon père leva un verre de vin pour porter un toast. Il dit d'abord quelques mots de la coutume du Thanksgiving Day et de son origine, puis, en termes chaleureux, parla de tous les soldats et marins américains qui, à travers le monde, apportent cette tradition américaine dans des dizaines de pays étrangers. Et il conclut :

Tout cela m'amène évidemment à dire que personnellement, je suis ravi de pouvoir partager ce repas de Thanksgiving Day avec le Premier Ministre de la Grande-Bretagne.

Churchill se leva pour répondre au toast, mais mon père n'avait pas encore fini.

— Les grandes familles, dit-il, sont généralement plus étroitement unies que les petites... et, cette année, le Royaume-Uni faisant partie de notre famille, nous sommes une grande famille, plus unie que jamais. Je propose un toast à cette unité. Puisse-t-elle durer longtemps!

Le Premier Ministre répondit, avec la plus parfaite aisance. Son don d'improvisation est vraiment remarquable. À son tour, il fit l'éloge de l'unité dans la guerre; il but à sa durée et à son efficacité.

Le seul entretien privé que mon père put se ménager avec le général Stilwell eut lieu ce soir-là, après dîner. Le général, type achevé de soldat, grand et sec, arriva vers dix heures et, à dix heures et demie ils étaient assis l'un près de l'autre sur le divan du salon, têtes rapprochées. J'avais pris place un peu plus loin, à côté de mon beau-frère John et de Harry Hopkins. De temps en temps, nous échangions quelques paroles, mais le plus souvent nous écoutions.

Stilwell, surnommé « Vinegar Joe », parlait sans détours, calmement et avec aisance. Il n'élevait jamais la voix, ni ne se plaignait, bien qu'il eût pu le faire, et non sans raison. Sa mission lui donnait pas mal de fil à retordre. Il parla des difficultés qu'il avait avec Tchang et le général Ho, le ministre de la Guerre chinois. En réponse à une question de mon père, il dit laconiquement qu'il comptait bien surmonter ces difficultés. Sa tâche, cependant, serait plus facile s'il était à même d'offrir plus de matériel en prêt-bail, mais il s'empressa aussitôt d'ajouter, prévenant la réponse de mon père, qu'il était, évidemment, impossible d'élever le contingent.

Mon père lui demanda où en était la route de Ledo. Il voulait avoir des renseignements de première main sur cette importante entreprise. Les Anglais, avait-il entendu dire, invoquaient les raisons les plus diverses, depuis la malaria jusqu'au mauvais temps, pour différer la réalisation de ce projet. Cependant, au cours des conférences tenues à la Maison de Mena, les Américains avaient su imposer leur point de vue et Stilwell, avec calme mais fermement, avait aidé mon père à démontrer la nécessité de construire cette route.

Au Caire, les Anglais s'étaient efforcés de faire réviser les tonnages des livraisons destinées au front du Pacifique, tonnages fixés à la conférence de Québec. Il s'agissait moins de réduire ces tonnages que de leur faire prendre une autre direction. Stilwell fit une brève allusion à ces modifications qu'il désapprouvait : si on voulait déjà changer quelque chose aux contingents fixés à Québec, ce devait être plutôt dans le sens de l'augmentation.

Stilwell n'avait pas besoin de discuter avec mon père de la valeur militaire des Chinois. Sur ce point, Père était tout prêt à soutenir le général. Mais il voulait connaître les résultats de l'entraînement dirigé par Stilwell. Celui-ci lui apprit que d'ores et déjà deux divisions de Chinois instruits par les Américains étaient en ligne.

— Ils ne donnent pas encore toute leur mesure, déclara-t-il avec un sourire forcé. À vrai dire, j'ai hâte de retourner là-bas pour les aider à surmonter leurs premières appréhensions. C'est une sorte de trac, pas davantage, j'en suis sûr. Malheureusement, les Anglais se sont empressés de tirer des conclusions de leur attitude dans leur première bataille.

Stilwell était persuadé que son appréciation de la valeur au combat des soldats chinois finirait pas se vérifier. Et c'est avec plaisir qu'on constate, aujourd'hui, que cet excellent général avait raison.

Il était clair que mon père ressentait de l'amitié pour le général Stilwell. Il le retint auprès de lui pendant près d'une heure. Et lorsque le général se leva pour prendre congé de nous, mon père l'assura de toute sa sympathie : il n'ignorait pas que le chemin que Stilwell devait suivre en Extrême-Orient était plein d'épines.

Plus tard, comme je fumais une fois de plus la dernière cigarette de la journée avec mon père, dans sa chambre, il parla encore de ce chemin épineux. Les Anglais, me dit-il d'abord, étaient opposés même à la stratégie que nous appliquions dans le Pacifique.

— Ils n'approuvent pas notre façon d'avancer d'île en île et ils ne nous suivent pas du tout lorsque nous envisageons

d'établir dans les îles Philippines notre base d'opérations contre le Japon.

Mon père eut un sourire amer.

— Peut-être ne sont-ils pas contents de voir les Philippins se rallier à notre drapeau, pour cette bonne raison qu'ils ne peuvent espérer voir leurs coloniaux se rallier au leur.

— Quoi qu'il en soit, continua-t-il, ils sont d'avis que nous devrions renoncer à cette avance d'île en île et nous attacher à libérer la péninsule de Malaisie. Cela nous permettrait de nous glisser ensuite sur la côte chinoise pour en faire une base en vue de futures opérations contre le Japon.

J'avais entendu quelques officiers de la marine américaine faire allusion à une possibilité de débarquements sur la côte chinoise.

— Oh! certainement, dit mon père. C'est prévu dans nos projets, mais beaucoup plus au nord que les Britanniques ne le croient réalisable. Une fois de plus, nos services de renseignements nous peignent un tableau fort différent de celui présenté par les Anglais. Ces derniers imaginent une côte chinoise infestée de Japonais, alors qu'en réalité, et nous le savons, une grande partie de cette côte est aux mains des guérillas chinoises.

Je demandai si ces guérillas étaient des troupes communistes chinoises. Il me fit un signe affirmatif.

— À ce propos, dit-il, Tchang voudrait nous faire croire que les communistes chinois ne font rien contre les Japonais. Là, encore, nos informations sont différentes.

J'avais entendu dire que les résultats des reconnaissances photographiques et des travaux du service cartographique relatifs à la Chine, effectués par notre quatorzième groupe d'aviation, étaient tenus rigoureusement secrets devant les Anglais. Je le dis à mon père, mais il le savait déjà.

— Nous avons conclu, avec les Chinois, un accord à ce sujet, il y a quelque temps déjà, dit-il. Les Chinois tenaient beaucoup à ce que nous ne montrions pas nos photos aériennes aux Anglais. Avant même que nous nous soyons mis à l'œuvre, ils nous avaient fait promettre de ne pas communiquer nos résultats. Ils se rendent compte que les Anglais aimeraient bien les voir pour des raisons commerciales... pour le commerce d'après-guerre.

« J'en ai même parlé à Tchang, il y a quelques jours, pendant le dîner, poursuivit-il. Vois-tu, il voudrait beaucoup que nous l'aidions à empêcher les Anglais de s'établir à Hong-Kong, à Shanghaï et à Canton avec les fameux droits d'exterritorialité dont ils bénéficiaient avant la guerre. »

Je demandai à mon père si nous leur accorderions notre appui.

— Pas pour rien, me répondit-il. Avant que cette question fût posée, j'avais déjà exprimé mon mécontentement à cause du caractère du gouvernement de Tchang. Je lui ai dit qu'il était loin de représenter la démocratie moderne, idéal qui aurait dû l'inspirer. Je lui avais dit aussi qu'il devrait constituer un gouvernement d'union nationale, avec la participation des communistes à Yenan pendant que la guerre se poursuivait encore. Il fut d'accord. Il fut relativement d'accord. Il accepta de former un gouvernement démocratique à condition d'avoir notre garantie que l'Union Soviétique accepterait de respecter la frontière de la Mandchourie. Cette question doit être discutée à la conférence de Téhéran.

— Donc, si tu peux t'entendre sur ce point avec Staline, Tchang acceptera de former un gouvernement plus démocratique en Chine, moyennant quoi...

— Moyennant quoi nous lui prêterons notre appui pour contester aux Anglais et aux autres nations le privilège d'une législation impériale particulière à Hong-Kong, à Shanghaï et à Canton. C'est exact.

Tout cela était très prometteur.

— J'étais particulièrement heureux, continua mon père, d'entendre le généralissime chinois accepter d'inviter les communistes à participer À un gouvernement d'union nationale, et cela avant les élections. Au fond, il ne nous demande, comme preuve de notre bonne foi, que de l'assurer qu'une fois le Japon vaincu, aucun navire de guerre britannique n'entrera dans les ports chinois. Seuls, des navires américains y auraient accès. Et je lui ai personnellement promis qu'il en serait ainsi.

— Il sera difficile d'obtenir l'accord de Churchill sur une telle convention, fis-je observer.

— Cela ne soulèvera pas beaucoup de discussions, étant donné que c'est le matériel de guerre américain et les troupes américaines qui, dans la proportion de 99 %, auront contribué à la défaite du Japon, dit mon père d'un ton péremptoire. La politique étrangère des États-Unis, après la guerre, devra s'attacher à faire comprendre aux Britanniques, aux Français et aux Hollandais qu'il n'y a pour eux qu'une seule façon d'administrer leurs colonies, c'est celle que nous avons appliquée aux Philippines...

Il me dit ensuite que la majorité des Chinois avaient une meilleure opinion de la politique coloniale japonaise que de celle des Français, des Anglais ou des Hollandais.

L'avenir de la Chine n'avait pas été le sujet exclusif des conversations de mon père et du généralissime chinois. Ils

avaient également parlé de la Malaisie, de la Birmanie, de l'Indochine et des Indes. Tchang avait été, de toute évidence, réconforté par l'attitude de mon père à l'égard de la question coloniale. Mon père lui avait dit, en effet, que, d'une part, les Anglais devraient se contenter, aux Indes, de maintenir le système économique préférentiel, en accordant au pays son indépendance politique et que, d'autre part, les Français ne pourraient, après la guerre, retourner purement et simplement en Indochine et revendiquer ce riche territoire sous ce seul prétexte qu'il avait été leur colonie. Il avait souligné que les Français pourraient, tout au plus, prendre ces colonies sous tutelle et qu'ils en seraient responsables devant l'organisation des Nations Unies. La tutelle devrait enfin faire place à une indépendance politique le jour où les Nations Unies considéreraient ces pays comme capables de s'administrer eux-mêmes. C'est la même opinion que mon père avait exprimée un an auparavant. Le temps n'avait fait que raffermir ses convictions.

Le lendemain, après une matinée bien remplie, au cours de laquelle mon père reçut tour à tour James Landis, Averell Harriman, Lord Louis Mountbatten (qui exposa sa version personnelle des difficultés du front CBI), Mme Tchang, l'amiral Leahy et l'ambassadeur Winant, je pus enfin lui parler seul à seul pendant un instant et j'en profitai pour lui

annoncer que la Légion of Merit qu'il m'avait demandée venait d'arriver.

— À la bonne heure ! S'écria-t-il.

Il aimait beaucoup réserver à ses amis ce genre de surprises.

— Fais le nécessaire, me dit-il, pour que Ike vienne ici après le déjeuner.

C'est ainsi qu'à deux heures et demie, lorsque le général Eisenhower, accompagné du général Marshall, vint voir mon père, celui-ci lui annonça qu'il avait une petite surprise pour lui. Et devant un général Ike, droit comme un cierge, il demanda à Pa Watson de lire la citation. La lecture terminée, mon père fit signe à Ike d'avancer. Celui-ci s'inclina et mon père épingla la médaille sur sa tunique.

— Vous méritez bien cela, Ike, et beaucoup plus que cela.

Les yeux pleins de larmes, Ike répondit : « C'est le moment le plus heureux de ma vie, monsieur le Président. Cette décoration m'est plus précieuse que toutes celles que je pourrais recevoir. »

L'après-midi fut consacré à la dernière réunion politique de la conférence. Pendant deux heures, le Président s'entretint, dans le jardin, avec Tchang, le Premier Ministre, Harriman, Eden et Cadogan, mettant au point le communiqué qui devait être publié après la Conférence de

Téhéran, choisissant les termes qui allaient apprendre au monde que la Mandchourie, Formose et les Pescadores reviendraient à la Chine et que la Corée allait retrouver, après tant d'années, sa liberté.

Mon père dîna dans l'intimité et se coucha tôt car il devait se lever le lendemain à cinq heures du matin afin d'être à Téhéran dans l'après-midi. Les conditions atmosphériques étaient favorables et rien ne s'opposait à son projet d'effectuer tout le trajet en avion.

Je ne devais pas être du voyage. Le Major Léon Gray était venu au Caire avec mon appareil et je me proposais d'utiliser celui-ci pour me rendre à Téhéran. J'ignorais en effet combien de temps je pourrais rester en Iran, et je devais songer au moyen de revenir en Afrique, le cas échéant. En outre, le général Eisenhower m'avait invité à passer une journée avec lui. Nous devions visiter ensemble Louqsor.

Mon père était parti depuis la veille quand j'allai rejoindre Ike qu'escortaient quelques membres de son état-major. J'étais moi-même accompagné de Léon Gray et du sergent Cram qui faisait partie de notre équipage. Nous descendîmes le Nil et le samedi soir, nous étions à l'hôtel de Louqsor où les chambres réservées à notre intention nous attendaient. Autre chose encore nous attendait : un piano vétuste que nous découvrîmes, après le dîner, dans une

pièce attenante au hall. Avec un cri de joie, le sergent Gram se rua sur l'instrument. En des temps plus cléments, il avait été pianiste dans l'orchestre de Kay Kyser. Il était maintenant heureux de pouvoir se dérouiller les doigts et nous l'écoutâmes avec plaisir. Nous n'eûmes qu'à fermer les yeux pour avoir l'illusion que la guerre était finie et que nous étions de nouveau chez nous.

Le lendemain, nous visitâmes les tombeaux des Pharaons, et après un pique-nique organisé dans de vieilles Ford trouvées en route, nous fîmes le tour de l'immense et majestueux temple de Karnak. Bref, ce fut une journée de calme, de repos, de loisirs.

Seul le général Eisenhower se lamentait à la pensée que, les conférences du Caire et de Téhéran une fois terminées et les discussions sur l'invasion de l'Europe par l'ouest closes, ce serait le général Marshall qui commanderait la dernière poussée des alliés, alors que lui, Eisenhower serait renvoyé dans quelque bureau, à Washington. Au cours de l'après-midi, il s'en plaignit à trois ou quatre reprises. Je ne sais pas s'il le faisait intentionnellement, pour que le fils du commandant de l'armée américaine pût l'entendre. À la vérité je ne pouvais rien pour lui, même si j'avais eu le sentiment qu'il, me fallait tenter quelque chose en sa faveur. Il ne me restait qu'à le rassurer en lui disant:

— Les chefs d'état-major interallié ne manqueront sûrement pas de vous consulter, mon général, avant d'entreprendre une action décisive.

À vrai dire, d'ailleurs, je n'en étais pas du tout sûr.

J'avais projeté de m'envoler vers Téhéran avec Léon Gray et le sergent Gram dès le lendemain. Force nous fut cependant d'ajourner notre départ, le moteur de notre B-25 réclamant une révision. Nous prîmes enfin l'air le lundi 29 novembre, tard dans l'après-midi. Nous avions décidé de survoler les déserts d'Arabie avec une escale à Habbaniyya pour faire le plein d'essence, à quatre heures du matin.

Le mardi matin, à neuf heures et demie, nous atterrîmes à l'aérodrome de Téhéran et apprîmes aussitôt que nous venions d'être la cause involontaire d'une grande effervescence. Étant donné l'état des communications, dans cette région comme dans le reste du monde, il nous avait été impossible d'avertir mon père de notre retard, et tout le monde nous croyait en panne quelque part dans le désert d'Arabie. Une expédition aérienne se préparait déjà à partir à notre recherche. Le fait est qu'un atterrissage forcé en cours de route n'aurait pas été une partie de plaisir. Les nomades de l'Arabie Saoudite sont des hommes rudes et durs. Aussi mon père éprouva-t-il un réel soulagement en nous voyant arriver. J'en étais bien aise, moi aussi.

Chapitre VII : CONFÉRENCE DE TÉHÉRAN

Le premier contact avec Téhéran des soixante-dix-sept Américains qui se rendaient à la Conférence de Téhéran fut le spectacle qu'offrait de l'avion cette ville étonnamment moderne, avec ses immeubles et ses entrepôts de chemin de fer massés au pied d'une chaîne de montagnes pas très élevées. Cette chaîne, en se prolongeant l'ouest et au sud, forme une cuvette qui renferme une vaste étendue désertique, avec çà et là un village, une ou deux ramifications isolées de la voie ferrée et enfin Téhéran.

Le choix de cette ville pour la rencontre des Trois Grands était un compromis et j'imagine qu'aucun des trois principaux participants n'était enchanté de cette solution. Staline, qui commandait effectivement son armée, avait insisté pour que l'endroit choisi ne fût pas éloigné de plus d'une journée de Moscou. C'est ainsi qu'on avait opté pour cette capitale d'un pays neutre faisant partie des Nations Unies, mais en faveur duquel aucune autre circonstance ne pouvait être invoquée.

Les inconvénients, par contre, étaient évidents. Et d'abord, tout récemment encore, Téhéran avait été un nid

d'espionnage des pays de l'Axe dans le Moyen-Orient. Mike Reilly partageait avec notre service secret et avec les agents du service secret soviétique la conviction qu'il restait encore, en dépit de toutes les précautions prises, de nombreux espions ou sympathisants nazis parmi les milliers d'étrangers qui, fuyant l'Europe, étaient venus se réfugier dans cette ville. Ensuite les conditions d'hygiène et de santé y sont déplorables. L'eau potable arrive des montagnes à la ville dans des fossés découverts. Les habitants des quartiers excentriques et élevés de la ville ont de la chance, car ils ont la primeur de cette eau pure, mais ils ne sont pas toujours doués d'un sens social suffisant pour ne pas se servir des canaux qui passent devant chez eux comme d’égouts. Aussi, ceux qui ont la malchance d'habiter dans le centre ou dans les faubourgs de la ville basse reçoivent-ils, en guise d'eau potable, les eaux ménagères et les déjections des voisins. Comment, dans ces conditions, échapper au typhus, à la malaria ou à la dysenterie? Par quelle étrange aberration, une grande cité possédant de larges rues bien pavées, des hôpitaux relativement modernes, une université, des musées, une bonne centrale électrique et même un réseau téléphonique, n'a-t-elle pas songé avant tout à s'offrir un service des eaux rationnel et un tout-à-l’égout ?

Bien que Téhéran offre l'apparence d'une ville moderne et prospère, il ne nous fut pas difficile de constater que

l'économie iranienne n'était ni moderne, ni prospère. D'un côté il y a la capitale et de l'autre toute la campagne environnante, servant de pâturage aux troupeaux des tribus nomades qui vivent dans une misère extrême, sauf peut-être dans le nord où le sol se prête mieux à la culture et où les conditions d'existence sont moins dures. C'est dans la partie méridionale que se trouvent les champs pétrolifères, alors concession britannique. Ces gisements ont enrichi une catégorie restreinte de Persans appartenant à la classe dirigeante et les hauts fonctionnaires, mais n'ont pratiquement rien apporté au reste de la population.

Comme si tout cela ne faisait pas encore un tableau assez sombre, la guerre avait amené à Téhéran une forte inflation. Le prix d'un sac de farine était supérieur au revenu annuel d'un Iranien, les hauts fonctionnaires exceptés. Les réfugiés payaient pour un paquet de cigarettes américaines une somme correspondant à cinq dollars, un pneu coûtait deux mille dollars, un poste de radio huit mille dollars et une montre-bracelet suisse quinze cents dollars.

Devant cette redoutable hausse du coût de la vie, les dirigeants iraniens levèrent les bras au ciel, mais c'était tout ce qu'ils firent.

Nous mîmes évidemment quelques jours à faire ces découvertes. Le matin de notre arrivée nous passâmes une heure à chercher une voiture militaire pour nous faire

prendre à l'aérodrome, et à examiner cet aérodrome, avec ses rangées de P-39 provenant des livraisons prêt-bail et où les étoiles rouges étaient fraîchement peintes, Je passai ensuite une autre heure à circuler dans les rues de Téhéran à la recherche d'adresses qui se révélaient fausses.

Je commençai, bien entendu, par me rendre à la légation des États-Unis. J'appris là que mon père résidait à l'ambassade des Soviets. Je sus par la suite qu'il y avait de bonnes raisons pour cela. Mon père avait d'abord décliné cette invitation qui lui avait été faite par Staline lui-même. Il pensait que cela lui donnerait une certaine indépendance de n'être l'invité de personne, et ayant décliné une invitation semblable des Britanniques, il craignait d'offenser ceux-ci en agréant celle des Russes. Cependant, il finit par l'accepter pour des raisons de sécurité. La légation des U.S.A. était très éloignée, aussi bien de l'ambassade britannique que de celle des Soviets qui n'étaient séparées entre elles que par une rue. Or, dans une ville encore infestée d'espions de l'Axe, le bon sens même dictait le choix d'une résidence aussi sûre que possible. Les services secrets russes devaient faire connaître par la suite qu'ils avaient arrêté quelques individus soupçonnés de préparer un attentat contre la vie des Trois Grands. Harriman se donna beaucoup de mal pour faire comprendre à mon père que si quelque chose arrivait aux personnalités britanniques

ou soviétiques sur le trajet de la Légation des E.U., c'est lui qui en porterait, en quelque sorte, la responsabilité.

Les Russes firent certainement tout ce qu'ils purent pour rendre agréable le séjour de mon père dans leur ambassade. Staline s'était transporté dans un pavillon plus petit, laissant à mon père le bâtiment principal. Les fameux cuisiniers philippins de notre marine étaient présents cette fois encore pour préparer nos repas, comme ils l'avaient fait au Caire. L'hospitalité de l'ambassade de Russie présentait une solution réellement très commode pour mon père : ses appartements donnaient directement dans la salle du Conseil de l'Ambassade où allaient avoir lieu toutes les réunions plénières de la Conférence.

Je ne pus voir mon père avant le lundi matin, à onze heures. Ce n'est qu'alors que j'appris combien mon retard lui avait causé d'inquiétudes.

— N'as-tu donc pas assez de soucis sans cela, papa ? lui dis-je. La rencontre avec Staline et tout le reste, devrait te suffire sans que tu aies besoin de te préoccuper du retard de mon appareil.

— Mais que s'est-il passé ? Nous avons téléphoné en Palestine...

Eisenhower avait d'abord proposé d'aller visiter la Palestine en deux jours. Ce n'est qu'après le départ de mon

père qu'Ike s'était ravisé et avait opté pour Louqsor.

— Je suis navré, papa, de n'avoir pu t'envoyer un télégramme.

— Surtout que les Anglais nous avaient prévenus du sort de ceux qui sont obligés d'atterrir en Arabie.

Je lui demandai s'il était très occupé.

— Peut-être ferais-je mieux de m'en aller pour revenir plus tard.

— Je n'ai rien au programme, sauf un peu de courrier de Washington, me répondit-il. Assieds-toi pour quelques minutes.

Nous nous trouvions dans le petit salon de son appartement situé au rez-de-chaussée, une pièce simple, confortable, aux meubles massifs. La fenêtre donnait sur les bâtiments de l'ambassade égayés par des jardins. Je pris place sur le divan près de mon père. Malgré la fatigue que m'avait laissée le vol de la nuit, j'étais animé et curieux de tout. La rencontre que mon père préparait depuis plus d'un an, depuis plus de douze mois sanglants et tragiques, était maintenant réalisée.

— Comment est-il, papa? Mais peut-être ne l'as-tu pas vu encore ?

— Qui ? Oncle Joe ? Bien sûr que je l'ai vu. Je voulais l'avoir à dîner samedi soir, mais il m'a fait dire qu'il était trop

fatigué. Quand je suis arrivé hier pour m'installer ici, il est venu me souhaiter la bienvenue dans l'après-midi.

— Ici même ?

Il se mit à rire :

— Sur ce divan même, Elliott. Le maréchal était assis à la place que tu occupes en ce moment.

— Et Churchill ?

— Cette fois, il n'y avait qu'Oncle Joe et moi... Et, bien entendu, son interprète, Pavlov.

Je lui demandai si Charles Bohlen, de notre Département d'État, spécialiste des questions russes, avait, également assisté à cette rencontre.

— On m'avait bien conseillé de le faire venir, dit mon père en souriant, mais il me semblait qu'en me contentant de la présence de l'interprète de Staline, je ferais preuve de confiance à l'égard de mon interlocuteur et montrerais que je n'avais aucune suspicion. En outre, cela simplifiait énormément les choses. C'est une économie de temps !

Je hochai la tête avec approbation. L'idée me paraissait, en effet, bonne, à supposer même que Staline ne se défiât pas du tout des Anglo-américains. Ce geste plaçait les rapports sur un plan d'amitié et d'alliance de guerre, sans aucun caractère officiel ou protocolaire.

De quoi avez-vous parlé ? demandai-je. À moins que ce ne soit un secret d'État...

— Pas le moins du monde, dit mon père. Nous avons surtout échangé des propos de ce genre : « Vous plaisez-vous dans cet appartement ? » — « Merci infiniment de m'avoir réservé le principal bâtiment de l'ambassade. » —« Quoi de neuf sur le front est ? » (Les nouvelles sont excellentes, soit dit en passant. Staline est très content. Il espère que l'Armée Rouge aura franchi la frontière polonaise avant la fin de la Conférence.) Tu vois le genre de conversation : bavardage courtois. Je ne tenais pas à aborder des questions sérieuses de but en blanc.

— Vous vous mesuriez, en quelque sorte, hein ?

Mon père fronça les sourcils.

— Ce n'est pas tout à fait cela.

— Je plaisantais.

— Nous faisions connaissance. Chacun de nous découvrait à quel genre d'homme il avait affaire.

— Eh bien, quel genre d'homme est-ce ?

— Oh, il a une grosse voix, il parle avec aisance, il paraît très sûr de lui-même, ses gestes sont lents. Dans l'ensemble, il m'a fait une assez forte impression.

— Tu l'as trouvé sympathique ?

Il fit un signe nettement affirmatif. Staline, me dit-il, n'était resté que quelques minutes. Le commissaire aux Affaires Étrangères, Molotov, était venu ensuite faire à mon père une visite officielle pour son propre compte, et, à quatre heures, les Trois Grands avaient tenu leur première réunion plénière. Une fois de plus, la délégation la plus nombreuse était celle des Anglais. Ils étaient huit et avaient, bien entendu, Churchill à leur tête. Les représentants américains étaient au nombre de sept : mon père, Hopkins, Leahy, King, le major général Deane (notre attaché militaire à Moscou), le Capitaine Royal et Bohlen. Les Russes furent en minorité : Staline, Molotov, Vorochilov, un secrétaire, et Pavlov, l'interprète de Staline.

— Nous avons montré à Staline, dit mon père, une copie de notre plan Overlord. Il l'a examiné, a posé une ou deux questions, puis a demandé simplement : « Quand ? »

Cette réunion me paraissait importante et je demandai pourquoi Marshall et Arnold n'y avaient pas assisté. Mon père m'apprit que, par suite d'une erreur de transmission, leurs voitures parcouraient à ce moment-là les rues de Téhéran.

— Je crois que nous nous entendrons, Staline et moi, dit mon père. Un grand nombre de malentendus et une bonne part de la méfiance du passé vont se dissiper pendant les

jours qui viennent. J'espère que ce sera pour de bon. Mais en ce qui concerne Oncle Joe et Winston, eh bien...

— Cela ne sera pas si facile, n'est-ce pas ?

— J'aurai fort à faire entre ces deux-là. Ils sont si différents. Ils n'ont ni les mêmes idées, ni le même tempérament...

Mon père me parla ensuite du dîner de la veille auquel il avait invité Churchill et Staline avec leurs conseillers diplomatiques. Après le repas, ils avaient parlé politique jusqu'à onze heures. Leurs propos avaient été prudents, on sentait qu'ils tâtaient le terrain. La nécessité d'avoir recours à un interprète était un obstacle mineur, l'obstacle majeur était la profonde divergence de vues entre Staline et Churchill. Un petit détail avait amusé mon père. Churchill, qui, à Casablanca portait un costume bleu rayé et, au Caire, des costumes blancs, avait, en face du maréchal soviétique en uniforme, arboré également une tenue militaire, celle d'officier supérieur de la R.A.F.

J'étais curieux de savoir de quelles questions politiques on avait discuté au cours du dîner.

— De toutes les questions possibles et imaginables, répondit mon père.

Il m'apprit qu'on avait parlé entre autres de la structure de la paix dans le monde d'après-guerre et de l'organisation des trois nations qui seraient chargées de la maintenir. En

vertu d'un accord formel, la paix future devait être l'œuvre de ces trois nations agissant de concert, chacune possédant le droit de veto. Cette question du veto avait encore besoin d'être étudiée à fond, me dit mon père, mais il ajouta qu'il était, d'une manière générale, favorable à ce principe, à cause de la nécessité d'une unité durable des Trois Grands à l'avenir.

— Et nous avons décidé, ajouta-t-il, que la paix devra être maintenue même par la force, si c'est nécessaire. Notre tâche principale est de réaliser un accord sur ce qui constituera, après la guerre, la zone de sécurité générale, pour chacun de nos pays. Nous n'avons pas encore accompli cette tâche, mais nous avons pris un bon départ.

Le secrétaire de mon père, le lieutenant Rigdon, entrouvrit la porte et rappela que le courrier de Washington n'était toujours pas expédié. Je me levai pour partir, mais mon père me retint une minute encore.

— À propos, me dit-il, avec un regard triomphant, je pense que tu n'es pas encore au courant du résultat du match de samedi.

— Quel match? demandai-je, étonné.

— Entre l'Armée et la Marine. Tu as été pour l'Armée, n'est-ce pas? Tu me dois dix dollars. Treize à zéro, dit-il en me tendant la main.

— Je crois, papa, que tu ferais mieux de t'occuper d'affaires d'État, répondis-je du tac au tac.

En passant dans le hall, je pus entendre des voix venant de la salle du Conseil de l'Ambassade. Les officiers d'état-major américains, anglais et soviétiques discutaient ferme. Je sortis pour faire une petite tournée d'exploration. On rencontrait à chaque pas des officiers de la Garde russe, tous de solides gaillards, mesurant au moins 1 m. 90. Au cours de ma promenade, je découvris que, grâce aux haies de soldats et à la Garde, l'Ambassade soviétique et l'Ambassade britannique ne formaient, en réalité, qu'un tout, entouré d'hommes vigilants, dont une grande partie en civil. C'étaient, sans doute, les agents du service secret soviétique. Le vêtement de chacun d'eux laissait apparaître une bosse suspecte : selon toute évidence, ils étaient sérieusement armés. Staline n'avait rien laissé au hasard pour assurer la sécurité de ses invités.

Après le déjeuner, mon père reçut les chefs d'état-major américains qui lui apportaient les résultats des conversations du matin. Leur rapport fut bref et concis. En un quart d'heure, Leahy, Marshall et les autres informèrent mon père des progrès des discussions. Celles-ci concernaient, principalement, le plan Overlord : la date de sa réalisation, son envergure et le choix du commandement.

Lorsqu'ils furent partis pour reprendre leurs conversations avec leurs collègues britanniques et l'état-major réduit des Soviets, je me hâtai de rejoindre mon père afin de ne pas manquer la visite de Staline et de Molotov qu'il attendait. Les chefs russes furent exacts à la minute. Ils arrivèrent accompagnés de l'interprète, le mince Pavlov. On me présenta. Nous approchâmes les sièges du divan de mon père, et je m'assis, tout yeux, tout oreilles.

Bien que prévenu que Staline était d'une taille au-dessous de la moyenne, je fus surpris. Je me sentais à l'aise, car il m'avait salué très amicalement avec une lueur dans le regard qui me fit sourire. Il nous offrit d'abord, à mon père et à moi, des cigarettes russes : deux ou trois bouffées d'un tabac noir et fort, garnies d'un bout cartonné. Tandis qu'il parlait, mes impressions se précisaient : malgré sa voix calme, profonde et mesurée, et sa petite stature, il y avait en lui un dynamisme formidable. Il semblait posséder d'énormes réserves de patience et d'assurance. À côté de lui. Molotov paraissait terne et incolore, une sorte de copie de mon oncle Théodore Roosevelt, tel que j'en avais gardé le souvenir. Le langage pondéré de Staline, son sourire rapide et fugace dégageaient toute la volonté ferme dont son nom, « Acier », est le symbole.

Pendant les quarante-cinq minutes qui suivirent, ce furent surtout mon père et Staline qui parlèrent. J'étais d'abord occupé à observer notre visiteur — je remarquai que son uniforme beige avait une très bonne coupe — puis, peu à peu, je me mis à suivre la conversation. On discutait de l'Extrême-Orient, de la Chine, des questions que mon père avait déjà étudiées avec Tchang-Kaï-Tchek. Mon père dit à Staline que le généralissime avait hâte de supprimer les droits ex-territoriaux des Anglais à Shanghaï, à Hong-Kong et à Canton, quelles étaient ses préoccupations concernant la Mandchourie, et la nécessité de faire respecter la frontière de cette province par les Soviets. Staline déclara que la reconnaissance mondiale de la souveraineté de l'Union Soviétique était pour lui un principe essentiel et qu'il respecterait à son tour la souveraineté des autres pays, grands ou petits.

Mon père parla ensuite de la promesse faite par Tchang : les communistes chinois participeraient au gouvernement avant les élections nationales en Chine, et ces élections auraient lieu aussitôt que possible, la guerre une fois terminée. Staline ponctuait les paroles de mon père, au fur et à mesure qu'elles étaient traduites, par des signes de tête. Il paraissait être parfaitement d'accord.

Ce fut le seul aspect de la situation politique qui fût discuté au cours de cette entrevue. Le reste du temps, la

conversation, dépourvue de tout caractère officiel, se poursuivit librement. Enfin, à trois heures et demie, Pa Watson entrouvrit la porte et annonça que tout était prêt, Nous nous levâmes et passâmes dans la salle du Conseil.

Une cérémonie officielle de présentation commença alors, au cours de laquelle Churchill devait remettre à Staline, de la part de son roi et du peuple anglais, une épée d'honneur, une arme à deux mains, hommage aux héros et aux héroïnes de la ville indomptable de Stalingrad, contre laquelle l'offensive allemande s'était brisée définitivement, en détruisant à jamais le mythe de l'invincibilité des nazis.

La salle était pleine d'uniformes. Il y avait là une garde d'honneur, composée d'officiers de l'Armée Rouge et des tommies anglais, un orchestre de l'Armée Rouge et les chefs de la Marine des trois principales puissances alliées contre le Reich.

Lorsque j'entrai avec mon père, Staline et Churchill étaient déjà là. L'orchestre entonna d'abord l'hymne soviétique, puis l'hymne national anglais. Les flots harmonieux remplirent la salle et se répandirent par les fenêtres ouvertes. Tous les visages étaient solennels. Le Premier Ministre britannique dit :

« Je suis chargé par Sa Majesté, le roi George VI, de vous remettre cette épée d'honneur, destinée à la Ville de Stalingrad, et dont le modèle a été choisi et approuvé par Sa

Majesté, Cette épée est l'œuvre d'artisans anglais dont les ancêtres furent armuriers pendant plusieurs générations. La lame porte cette inscription : Aux habitants de Stalingrad, au cœur d'acier, don du roi George VI, en témoignage d'estime du peuple anglais. ».

Un jeune officier britannique tendit l'épée à Churchill. Celui-ci la prit, se tourna vers le maréchal soviétique et la lui remit. Derrière lui, la Garde de l'Armée Rouge était silencieuse, mais nullement inexpressive. Leurs carabines croisées sur leur poitrine, ces hommes avaient leurs regards fixés sur leur commandant qui, ayant pris l'épée, la garda un instant, puis la porta à ses lèvres pour en baiser la poignée. Les paroles qu'il prononça furent ainsi traduites :

« Au nom des habitants de Stalingrad, je tiens vous dire combien je suis sensible au geste du roi George VI. Les habitants de Stalingrad apprécieront hautement ce don. Je vous prie, monsieur le Premier Ministre, de transmettre à Sa Majesté le Roi leurs plus vifs remerciements. »

Un bref silence suivit, Puis le maréchal alla d'un air grave vers la table devant laquelle se tenait mon père et lui présenta l'épée afin qu'il l'examinât. Le Premier Ministre tenait le fourreau pendant que mon père en retirait la lame d'acier trempé, longue d'un mètre vingt. Il la leva en l'air et son métal scintilla. Debout derrière mon père, je vis ses mains toutes petites sur la grosse poignée de l'épée. Quatre

mains auraient pu s'y poser facilement. Un roi avait envoyé, de son empire, par son Premier Ministre Tory, une arme forgée par des artisans, eux-mêmes aristocrates dans un métier médiéval et aristocratique par excellence. Et ce don était destiné à un fils de cordonnier, à un bolchevik, chef d'une dictature du prolétariat qui, impassible, regardait l'arme, tandis que le chef du pays possédant la plus forte industrie d'armements du monde la tenait levée au-dessus de sa tête.

— C'est vrai, leurs cœurs sont d'acier, murmura mon père.

Avec un bruit métallique, l'épée rentra dans son fourreau. Ainsi s'acheva le moment le plus solennel de la cérémonie qui fut, en quelque sorte, l'apothéose de l'unité des Alliés. Le Premier Ministre et le Maréchal se dirigèrent vers le portique de l'Ambassade où on allait les photographier ensemble avec mon père.

Les trois chefs prirent place sur des chaises devant les six puissantes colonnes du portique. Tout autour d'eux se groupèrent leurs ministres, leurs ambassadeurs ainsi que les généraux et les amiraux. Les photographes, tantôt à genoux, tantôt accroupis, installaient les trépieds de leur caméra, avançaient ou reculaient à la recherche de la perspective la plus favorable. Les plus importants des délégués formèrent ensuite un groupe à part, avec Sarah Churchill-Oliver, en uniforme de la WAAF. Il y eut un moment de silence,

lorsqu'on la présenta au maréchal. Celui-ci se leva cérémonieusement et s'inclina au-dessus de sa main.

La séance des photographies dura un quart d'heure. Après quoi les discussions recommencèrent.

Cette fois, il y avait douze Américains, onze Anglais et cinq Russes. Les conversations se prolongèrent pendant trois heures. Tandis que j'attendais toujours dans l'appartement de mon père, j'entendis sonner tour à tour cinq heures, six heures, puis sept heures. J'eus même le temps de faire un petit somme, qui me fit le plus grand bien. Enfin, à sept heures un quart, l'entrée de mon père me réveilla. Il était, lui aussi, passablement fatigué, et il ne s'en cacha pas.

— Il faudra bientôt m'habiller pour dîner, gémit-il. Dommage que je ne puisse pas dormir d'abord un peu.

— Qu'est-ce qui t'en empêche ?

— Je suis trop fatigué et aussi trop énervé.

— Veux-tu une boisson ?

— Non, merci, pas maintenant. Peut-être prendrai-je un cocktail tout à l'heure, avant de commencer à m'habiller. Pour le moment, je veux simplement m'étendre.

Et un instant plus tard :

— Staline nous invite à dîner. Cela veut dire que ce sera un repas à la russe. Et, à moins que nos spécialistes du

Département d'État ne commettent une nouvelle bévue, cela nous promet un bon nombre de toasts à table.

Il ferma les yeux, mais ne s'endormit pas. L'instant d'après il les frotta de ses deux mains, après avoir enlevé ses verres, puis il poussa un soupir et prit une cigarette dans le paquet que je lui tendais.

— Voilà un homme qui sait où il va, dit-il. Il ne perd pas de vue son but une seule seconde. Mon père parlait lentement, d'un air pensif.

— C'est un plaisir de travailler avec lui. Jamais de détours. Il choisit le sujet qu'il veut discuter et s'y tient.

— Par exemple le plan Overlord ?

— C'est précisément de cela qu'il parlait. Nous en avons tous discuté.

— Les Anglais soulèvent-ils encore des objections ?

— Eh bien... Winston parle maintenant de deux opérations simultanées: Il s'est déjà rendu compte, je pense, qu'il serait inutile de chercher à remettre en question le plan de débarquement à l'ouest. À telle enseigne que Marshall regarde le Premier Ministre avec l'air de quelqu'un qui n'en croit pas ses oreilles.

Mon père se mit à rire, sans doute au souvenir d'une scène qui lui revenait à l'esprit.

— S'il y a un général américain que Winston ne peut pas souffrir, c'est bien le général Marshall. Et il est inutile de dire que c'est parce que le général Marshall a raison qu'il ne peut le souffrir. J'espère qu'un jour tout le monde comprendra en Amérique quelle dette nous avons vis-à-vis de George Marshall. Cet homme n'a pas son pareil. Non, décidément !

— Que veut dire Churchill, papa, en parlant de deux opérations simultanées ?

— Une à l'ouest, l'autre... devine où ?

— Dans les Balkans ?

— Bien entendu.

Il se mit à rire de nouveau, sans doute au souvenir de la réunion, s'appuya sur son coude pour me regarder et me dit :

— Sais-tu, Elliott... Ces réunions plénières, c'est vraiment quelque chose de très curieux. Toutes les fois que le Premier Ministre formulait un argument en faveur d'une invasion par les Balkans, chacun dans l'assistance se rendait nettement compte de sa véritable intention. Ce qu'il veut avant tout, c'est s'introduire en' Europe Centrale afin de maintenir l'Armée Rouge hors d'Autriche, de Roumanie et même de Hongrie si possible. Staline ne s'y est pas mépris, pas plus que moi, pas plus que les autres...

— Mais il n'a rien dit ?

— Bien sûr que non. Et pendant qu'il exposait les avantages militaires d'une invasion à l'ouest et les inconvénients qu'il y aurait à diviser nos forces en .deux, « Oncle Joe » se rendait également compte des conséquences politiques qu'entraîneraient de tels plans. J'en suis sûr. Cependant, il n'en a rien laissé paraître, il n'a pas dit un mot.

Il s'allongea et resta un moment silencieux.

— Je ne pense pas pourtant..., dis-je avec hésitation.

— Quoi ?

— Je voulais dire que... Churchill... eh bien, il n'a pas...

— Tu penses qu'il n'a peut-être pas tout à fait tort. Tu te demandes s'il ne vaudrait pas mieux pour nous de frapper dans les Balkans.

C'est-à-dire que...

— Écoute, Elliott, nos chefs d'état-major sont convaincus d'une chose la meilleure manière d'exterminer le plus grand nombre possible d'Allemands, en sacrifiant le moins possible de soldats américains, c'est d'organiser une seule invasion, mais une invasion formidable et de frapper l'ennemi avec toutes les forces dont nous disposons. Cela me paraît raisonnable. Cela paraît également raisonnable à « Oncle Joe ». Cela paraît raisonnable à tous nos généraux qui ont toujours été de cet avis depuis le début de la guerre et

même avant qu'elle ait commencé, sans doute, c'est-à-dire depuis que nos services stratégiques ont essayé d'imaginer ce que nous ferions dans tel ou tel cas. Cela paraît enfin raisonnable à ceux de l'Armée Rouge. C'est ainsi. C'est le moyen le plus rapide de gagner la guerre. Voilà tout.

« L'ennui, c'est que Churchill pense trop à l'après-guerre et à la situation où se trouvera alors la Grande-Bretagne. Il a peur que les Russes ne deviennent trop forts.

« Il est possible que les Russes deviennent très forts en Europe. Reste à savoir si c'est un mal et cela dépend de très nombreux facteurs.

« La seule chose dont je sois sûr est ceci : si la meilleure manière d'épargner des vies américaines et de gagner la guerre aussi rapidement que possible est une attaque à l'ouest, et à l'ouest seulement, sans gaspiller des navires de débarquement et du matériel, et sans sacrifier des hommes dans les montagnes des Balkans — et c'est là un fait dont nos chefs sont convaincus — eh bien, c'est cela qu'il faut faire.

Il eut un sourire triste.

— Je ne vois pas pourquoi on mettrait en danger la vie des soldats américains à seule fin de protéger des intérêts britanniques, réels ou imaginaires, sur le continent européen. Nous sommes en guerre et notre tâche est de

remporter la victoire le plus vite possible, avec le minimum de risques. Je crois, j'espère, qu'il a compris une fois pour toutes que c'est cela que nous voulons.

Il ferma les yeux. Le silence se fit. On n'entendait que le tic-tac de la pendule, ce qui me rappela qu'il se faisait tard.

— Je vais te faire couler un bain, papa, veux-tu ?

— Est-ce l'heure ? Oh oui... et appelle Arthur, s'il te plaît. Ne m'as-tu pas parlé d'un cocktail tout à l'heure ?

— Un old fashioned ?

— D'accord, mais ne le fais pas trop fort, Elliott. Songe à tous les toasts qui m'attendent.

Le dîner eut lieu dans une salle à manger communiquant avec la salle du Conseil. Le maréchal Staline avait invité, outre mon père et Churchill, Anthony Eden, Molotov, Harriman, Harry Hopkins, Clark Kerr, ainsi que Bohlen Berezhkov, et le major Birse en qualité d'interprètes.

Je n'étais pas invité, mais dès le début du repas, un agent du service secret russe qui se tenait derrière Staline me remarqua près de l'entrée. Il se pencha vers le Maréchal et lui murmura quelques mots. Celui-ci regarda dans ma direction. J'allais m'éclipser quand, s'étant levé, il vint vers moi et me fit comprendre par gestes qu'il désirait me voir me joindre aux convives. Un interprète me répéta son invitation en anglais. Le Maréchal avait ignoré jusque-là,

ajouta-t-il, que son secrétaire avait omis de m'inviter. Il me prit par le bras avec fermeté et m'entraîna dans la salle où l'on me plaça entre Eden et Harriman.

C'est ainsi que j'assistai à mon premier banquet à la russe. Tout ce que vous avez pu entendre sur ces sortes de festins est parfaitement vrai.

Staline, Roosevelt et Churchill

Il y avait, bien entendu, de la vodka, mais, par bonheur, aussi du vin blanc, sec et léger, et du champagne russe que je trouve personnellement très bon. Je dis « par bonheur », car, sans boissons, il n'y aurait sans doute pas eu de conversation. On ne parla, en effet, à table, qu'à l'occasion de toasts. Cet usage pourrait paraître assez gênant, mais quand on peut tenir le coup on finit par le trouver tout à fait drôle. Ainsi, lorsqu'on a envie de dire quelque chose, même sur un sujet aussi banal que le temps qu'il fait, on s'écrie : « Je désire porter un toast au beau temps dont nous jouissons ici ! »

Tout le monde se lève alors et l'on boit au beau temps.

C'est tout un rite. Le toast peut porter également sur un sujet politique.

— Je propose un toast, s'écria un Russe à vos prochains envois de matériel en prêt-bail qui, j'en suis sûr, arriveront à temps à l'avenir, et non pas en retard comme les livraisons précédentes.

Tout le monde se lève, les verres se vident, puis chacun se rassied.

En de telles circonstances, la vodka peut agir en traître. Je remarquai cependant que Staline en fit usage pendant tout le repas. Il avait près de lui sa propre bouteille pour remplir son verre dès qu'il était vide. Et ce n'était pas de l'eau, je puis le certifier, puisque, à un moment, il vint vers moi et m'en versa un verre.

Ce n'était peut-être pas de l'alcool à cent degrés, mais je ne tiens certes pas à goûter à une vodka plus forte. Je préférai faire honneur au champagne, sentant que le prestige de l'Amérique était en jeu.

Les services se succédaient, avec une grande abondance. J'ai également ma petite théorie pour expliquer le nombre impressionnant de plats qui caractérise le dîner à la russe : on est trop souvent debout pour les besoins de la conversation, pardon, des toasts, pour pouvoir goûter à chacun des plats.

Vers le milieu du repas, Harry Hopkins qui ne s'était pas senti bien dès le début, s'excusa et sortit. Première défection de la part des Américains. Les autres demeurèrent à leurs postes, devant leurs verres, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, et de plus en plus gais.

Comme le repas tirait à sa fin, Oncle Joe se leva pour son n-ième toast (j'avais essayé d'abord de les compter, mais j'y avais renoncé). Il s'agissait des criminels de guerre nazis. Je ne puis me rappeler exactement ses paroles, mais il dit à peu près ceci :

— Je lève mon verre à une justice aussi rapide que possible pour les criminels de guerre allemands. Une justice devant le peloton d'exécution! Je bois à notre unité dans cette œuvre de châtiment. Je bois à notre unité dans leur liquidation, dès que nous les aurons capturés, tous autant qu'ils sont, et ils doivent être au moins 50.000.

Rapide comme l'éclair, Churchill se dressa sur ses pieds. Soit dit en passant, le Premier Ministre avait bu tous les toasts au brandy, sa boisson favorite. Son habitude de boire du cognac le soir constituait un bon entraînement en vue de ces conversations à la russe. Cependant, ce soir-là, j'avais de bonnes raisons pour croire que Churchill, qui, généralement, tenait si bien te coup, avait la langue un peu pâteuse. Son visage et son cou étaient pourpres.

— C'est absolument contraire à la conception britannique de la justice, cria-t-il. Le peuple anglais n'acceptera jamais de tels assassinats collectifs. Je saisis cette occasion pour exprimer avec force mon sentiment qu'il ne faut exécuter personne, qu'il s'agisse ou non de nazis, d'une façon aussi sommaire, devant un peloton d'exécution, sans une procédure légale, quelles que soient les preuves qu'on possède.

Je jetai un coup d'œil à Staline. Il semblait amusé, bien que son visage gardât son air de gravité. Une lueur malicieuse brillait dans ses yeux tandis qu'il relevait le défi du premier ministre, exposant ses arguments avec douceur, bien que la bonne humeur de Churchill se fût évanouie ce soir-là pour de bon.

Enfin, Staline se tourna vers mon père, et lui demanda son opinion. Mon père, qui avait dissimulé un sourire, sentait cependant que le moment était délicat. L'atmosphère était chargée d'électricité et, dans un cas pareil, il aimait à intervenir sur un ton de plaisanterie.

— Comme d'habitude, dit-il, il semble que mon rôle soit maintenant d'arbitrer ce petit conflit. On doit pouvoir trouver un compromis entre votre thèse, monsieur Staline, et celle de mon bon ami, le Premier Ministre. Peut-être, au lieu de parler de l'exécution sommaire de 50.000 criminels de

guerre, pourrions-nous tomber d'accord sur un chiffre plus bas ? Disons quarante-neuf mille cinq cents.

Les Américains et les Russes se mirent à rire. Quant aux Anglais, prenant l'exemple de leur Premier Ministre, dont la colère s'exaspérait, ils gardèrent un visage impassible et ne dirent mot. Staline, qui se sentait le maître de la situation, s'empara de l'idée d'un compromis et fit, tout autour de la table, une enquête sur le chiffre à établir. Les Anglais se montrèrent prudents : une telle question réclame une étude approfondie, dirent-ils. Les Américains répondirent sur un ton moins grave : « N'anticipons pas, nous sommes encore à bien des kilomètres et à bien des mois de l'Allemagne, et par conséquent des nazis ». J'espérais que Staline se contenterait des premières réponses et qu'il renoncerait à poursuivre sa consultation avant d'en arriver à moi. Je pus constater cependant que s'il y a une chose qu'on ne peut reprocher à Staline, c'est bien de manquer de persévérance. Ce fut à mon tour de parler. Un peu hésitant, je me levai.

— Eh bien, dis-je, en respirant profondément et en cherchant l'inspiration dans les émanations du champagne, toute cette discussion n'est-elle pas purement théorique ? Voyons : quand nos armées commenceront à déferler de l'Ouest et que vos armées continueront à déferler de l'Est, il me semble que le problème sera sur le point d'être résolu. Les soldats russes, américains et anglais régleront leur

compte à la plupart de ces 50.000 criminels de guerre pendant la bataille. J'espère d'ailleurs qu'on réglera leur compte, non seulement à ces 50.000 criminels de guerre mais aussi à des centaines de milliers d'autres nazis.

J'allais me rasseoir, mais Staline, qui rayonnait de plaisir, vint vers moi et mit son bras autour de mon épaule :

— Voilà une excellente réponse, dit-il.

Et il porta un toast à ma santé ! Je rougis de confusion et j'étais sur le point de lever mon verre, car l'habitude russe veut que la personne qui fait l'objet du toast boive également à sa propre santé, quand un doigt menaçant s'agita devant mes yeux.

— Avez-vous intérêt à compromettre les relations des Alliés ? Savez-vous ce que vous dites ? Comment osez-vous avancer chose pareille ?

C'était Churchill. Il était fort en colère et ne plaisantait pas du tout. J'étais passablement ému de voir le Premier Ministre britannique et le Maréchal russe croiser le fer au-dessus de ma tête, et je me sentais un peu comme Alice au Pays des Merveilles au fameux « thé des fous », en compagnie du Lièvre de Mars et du Chapelier. Je retournai à ma place et m'assis en silence, fortement ennuyé.

Heureusement, le dîner ne tarda pas à prendre fin et je suivis mon père dans son appartement pour m'excuser de

compromettre les relations des Alliés : ce n'était vraiment pas une chose à faire.

Mon père éclata d'un rire énorme.

— N'y pense plus, dit-il. Ce que tu as dit était parfaitement juste. C'était très bien. Winston tout simplement perdu la tête quand il a vu que personne ne voulait prendre la chose au sérieux. Oncle Joe l'avait poussé à bout. Tout ce qu'on aurait pu dire n'était bon qu'à le fâcher, et à plus forte raison si ce que l'on disait faisait plaisir à Oncle Joe. Tu n'a pas besoin de t'inquiéter, Elliott.

— C'est que, vois-tu... j'étais bien loin de...

— N'y pense plus, répéta mon père en continuant à rire. Winston, lui-même l'aura oublié d'ici demain matin.

Je ne crois pourtant pas qu'il ait jamais oublié cet incident. Pendant tout un mois que je passai, quelque temps après, en Angleterre je n'ai pas été invité une seule fois aux Chequers. Il faut croire que Churchill a bonne mémoire.

Par la suite, je pus apprécier de plus en plus l'adresse de mon père qui arrivait à maintenir entre Churchill et Staline l'atmosphère de coopération, nécessaire à tout travail constructeur. C'était là une tâche que je ne lui enviais certes pas.

Le lendemain, on devait fêter le soixante-neuvième anniversaire de Churchill. Une soirée était organisée en son

honneur à l'ambassade britannique. Dans la matinée mon père profita du stand installé pour sa commodité à l'ambassade russe afin de chercher un objet qu'il pût offrir au Premier Ministre. Le Major Général Connolly, commandant des forces dans le golfe Persique, avait réuni là un joli choix d'objets persans. Parmi les couteaux, les poignards et les tapis, mon père choisit un vase assez ancien. Après quoi il retourna dans son appartement pour recevoir Mohammed Reza Pahlavi, le jeune shah de Perse venu en visite protocolaire. Il était accompagné de son Premier Ministre, de son Ministre des Affaires Étrangères, ainsi que de Hussein Ala, alors Ministre de la Cour Impériale.

Le jeune shah, m'avait-on dit, était d'un caractère joyeux, mais, en l'occurrence, il se montra grave, sérieux et attentif. Il apportait un présent destiné à ma mère, un petit tapis fort beau. Ayant satisfait aux formalités, mon père et le shah s'engagèrent dans une conversation dépourvue de tout caractère officiel.

À son habitude, mon père voulut se documenter sur le pays et rechercher les moyens propres à aplanir les difficultés qui s'y faisaient sentir. Il parla avec les hommes d'État iraniens du désert aride qui couvrait une grande partie du pays. Il apprit que cette contrée avait été jadis boisée et par suite de quels phénomènes elle était devenue aride. C'était là un sujet familier À mon père. S'animant peu

à peu, il proposa un gigantesque plan de reboisement. On parla ensuite du triste sort de la plupart des sujets au shah. Un rapport de corrélation fut établi entre ces deux problèmes, et ses interlocuteurs amenèrent peu à peu mon père à examiner celui de la mainmise économique de la Grande-Bretagne sur les gisements de pétrole et de minerai de l'Iran. Mon père écouta ses interlocuteurs avec des signes compréhensifs et reconnut la nécessité de sauvegarder les richesses naturelles de l'Iran. Après le départ de ses visiteurs, il se tourna vers moi.

— Je vais te demander un service, Elliott. Va trouver Pat Hurley et dis-lui de rédiger un projet de mémorandum garantissant l'indépendance de l'Iran et son droit de disposer librement de ses intérêts économiques. Je ne sais pas exactement quand j'aurai l'occasion de le voir, mais tâche de l'amener ici. Je voudrais lui parler plus longuement sur ce sujet.

Je ne pus mettre la main sur le Général Hurley avant le déjeuner, et à cette heure-là mon père recevait à sa table Staline et Churchill avec leurs interprètes respectifs. Aussitôt le repas terminé et les convives partis, je ménageai une brève entrevue entre mon père et le Général Hurley. Mon père lui expliqua ce qu'il voulait, Hurley prit les instructions et s'en fut.

— Il nous faudrait plus d'hommes de cette trempe, me dit alors mon père. Je désire que tu te tiennes à sa disposition pour l'aider au besoin. Un accord signé par les Russes et les Anglais, garantissant la souveraineté de l'Iran et son indépendance politique, voilà ce qui montrerait un bel exemple de ce que nous pourrions accomplir plus tard. Je voudrais pouvoir compter sur beaucoup d'hommes comme Pat. Quant à tous ces hommes du Département d'État, aux diplomates de carrière... la moitié du temps je ne sais pas si je peux avoir confiance en eux.

La dernière réunion des chefs d'état-major américains, anglais et russes était fixée pour quatre heures. Mon père, Churchill, Oncle Joe y assistaient. Tandis que leurs discussions se poursuivaient, je sortis un moment sur le balcon d'où l'on pouvait voir la salle haute de plafond avec sa table ronde. Des officiers de la garde russe circulaient sans cesse autour de ce balcon, calmes et vigilants. Au-dessous de moi, se trouvait la preuve de nos efforts conjugués et de notre puissance unie : douze Américains, onze Anglais et cinq Russes, les mêmes qui avaient pris part à la dernière session plénière, discutaient énergiquement mais avec calme, confrontant leurs points de vue et réalisant l'accord final.

La séance fut levée à six heures un quart. Je rejoignis alors mon père qui était allé prendre un peu de repos avant le

banquet d'anniversaire de Churchill.

— Enfin, tout est réglé, dit mon père, joyeusement.

Et il ajouta d'un air pensif :

— Pour la quatrième fois. Le second front à l'ouest est décidé. Même la date.

— Au printemps ? Demandai-je.

— Le premier mai. Cette date est de bon augure pour les Russes. C'est leur grande fête, tu sais.

Mon père éprouvait un vif soulagement à la pensée que la décision, qu'il espérait définitive, était enfin prise et que l'effort total des Alliés, son envergure et son rythme, était organisé jusqu'au moindre détail. Seule la question du commandement restait en suspens, mais mon père et Churchill avaient promis à Staline que même ce point serait réglé sans retard, c'est-à-dire dans la quinzaine à venir, si possible avant leur départ pour le Caire.

— Nous avons décidé aussi, ajouta mon père, de lancer une attaque en Méditerranée.

— Tout de même par les Balkans? demandai-je, incrédule.

— Non, par le sud de la France. Tout se fera simultanément. Une attaque à l'ouest, une autre au sud et celle des Russes à l'est. Je maintiens toujours que la fin de 1944 verra la fin de la guerre en Europe. Il serait

inconcevable que les Allemands, sous cette poussée concentrique, puissent tenir pendant beaucoup plus de neuf mois après que nous aurons frappé le premier coup.

Un peu après huit heures, mon père, en tenue de soirée et le vase persan, cadeau d'anniversaire, à la main, se rendit à l'Ambassade britannique, gardée par des soldats indiens enturbannés. Par cette fraîche soirée, avec son bassin à nénuphars, l'Ambassade était un lieu fort agréable.

Cette soirée devait être l'événement mondain le plus marquant de nôtre séjour à Téhéran. Le ton devait en être donné par la salle de réception de l'Ambassade. Au milieu de la brillante assistance je remarquai le capitaine Randolph Churchill qui faisait partie de l'entourage de son père.

Nous présentâmes nos meilleurs vœux au Premier Ministre. Celui-ci semblait tout à fait dans son élément. Il était jovial, radieux, tout enveloppé de sourires et de fumée de cigares. Mon père lui remit le vase en disant : « Puissions-nous rester unis pendant de longues années ! » Des verres de cocktail s'entrechoquaient, et un brouhaha de voix cordiales emplissait la salle.

Peu après, Staline entra, accompagné de Molotov et de Vorochilov, et suivi de son interprète Berezhkov. Il eut juste le temps de déguster deux cocktails, car nous ne tardâmes pas à passer à table. Il y avait trente personnes en tout, des maréchaux, des généraux, des amiraux, des ambassadeurs,

des ministres, des diplomates, quelques personnalités moins importantes autour du Premier Ministre britannique, du Président et du Maréchal. La seule dame de l'assistance était Sarah Churchill Oliver.

Churchill et Staline

En parlant du dîner de la veille, mon père avait remarqué en plaisantant qu'on y avait porté trois cent soixante-cinq toasts, un pour chaque jour de l'année. Au banquet d'anniversaire de Churchill, l'habitude russe de boire à la santé de tout un chacun fut également observée, et une fois de plus on se perdit dans le compte. Je me souviens en tout cas que les convives passèrent une grande partie du dîner debout. Je me souviens également de la charmante habitude qu'avait Staline de choquer le verre de tous ceux à la santé de qui on buvait. Je me souviens même de certains de ces toasts.

Staline : « À la santé de mon frère d'armes Churchill ! », et, plus tard : « À la santé de mon frère d'armes Roosevelt !

Churchill : « À la santé du puissant Staline ! » et « À la santé du Président Roosevelt, mon ami ! »

Et mon père : « À notre unité, dans la guerre et dans la paix ! »

La succession des toasts nous obligea à nous lever plus d'une fois, et souvent nous demeurions debout même entre deux toasts, continuant ainsi nos conversations. C'est dans cette position que j'entendis Randolph Churchill parler d'une question qui le préoccupait, concernant des importations massives, mais je ne me rappelle plus au juste ce qu'il en dit. À un moment, alors qu'une atmosphère d'amitié et de bonne humeur emplissait la salle, le Général Sir Alan Brooke se dressa sur ses pieds et dit que les Anglais avaient bien plus souffert dans la guerre que tout autre peuple, qu'ils avaient subi plus de pertes, qu'ils avaient combattu davantage et contribué dans une mesure plus grande que les autres à la victoire finale. Une ombre d'irritation assombrit le visage de Staline. Ce fut cette sortie qui l'incita à se lever à son tour pour déclarer :

— Je tiens à vous dire ce que les Soviets pensent du rôle que le Président des États-Unis a joué dans cette guerre. Le facteur le plus important dans cette guerre sont les machines. Les États-Unis ont montré qu'ils sont capables de produire de huit à dix mille avions par mois. L'Angleterre en produit trois mille, et ce sont principalement des bombardiers lourds. Les États-Unis sont donc le pays des machines. Sans elles, sans les livraisons du prêt-bail, nous aurions perdu la guerre.

À son tour mon père rendit hommage à l'immense Armée Rouge qui utilisait ces engins et refoulait sans répit la machine de guerre allemande vers son propre territoire.

Je devais quitter Téhéran le lendemain pour rejoindre mon poste à Tunis. Avant mon départ, je passai quelques minutes avec mon père et Pat Hurley à examiner le projet de la déclaration des Trois Grands, préparé par Pat, pour la conférence de Téhéran. À vrai dire d'ailleurs, j'ai joué, moi aussi, un petit rôle dans ce travail.

L'accord devait être signé dans le courant de la journée, après approbation de l'Union Soviétique et de la Grande-Bretagne. Mon père étudia le projet, marqua sa satisfaction d'un signe de tête, puis leva sur Pat un regard où brillait une lueur malicieuse.

— Au fait, Pat, dit-il, où est votre seconde étoile ?

— Monsieur le Président ? fit Hurley, surpris.

— Votre seconde étoile, répéta mon père. Vous avez eu de l'avancement. Le Congrès l'a approuvé. Ne vous a-t-on pas avisé que vous aviez le grade de major général.

C'est ainsi que Pat Hurley apprit sa promotion.

Je fis mes adieux à mon père avant le déjeuner. Il avait projeté d'abord de rester à Téhéran jusqu'au vendredi, mais les météorologues avaient averti Otis Bryan qu'un courant froid s'était manifesté dans la région du Caire, qui risquait

de gagner les cols des montagnes. Mon père demanda donc aux Russes et aux. Anglais de modifier le programme de façon à lui permettre de partir la nuit même. Il désirait visiter au moins deux de nos installations militaires en Iran avant de retourner au Caire. Il me dit qu'il allait affronter dix bonnes heures de discussions politiques avec Staline et Churchill. Les conversations devaient commencer à midi. Cet emploi du temps était d'autant plus épuisant pour lui qu'il commençait déjà à donner des signes de fatigue. Il avait derrière lui vingt et un jours de voyages et conférences.

— Je ne sais pas exactement quand je pourrai te voir au Caire, papa, lui dis-je. Je ne sais même pas si je pourrai t'y voir.

— Tâche de venir, ne serait-ce que pour un jour.

— Si cela ne s'arrangeait pas, je te verrai à ton passage à Tunis, n'est-ce pas ? En somme je ne te quitte que pour quelques jours. À bientôt.

Léon Gray et le Sergent Crain m'attendaient à l'aérodrome. Le soir du même jour, nous étions au Caire, et le lendemain soir nous regagnions Tunis.

D'après le compte rendu officiel du voyage présidentiel :

Le Président quitta Téhéran le mercredi à dix heures trente du soir, après dix heures de conversations soutenues. Il passa la nuit dans notre camp d'Amirahad, au pied des

monts Elbrouz. Le lendemain, il improvisa un petit discours pour les malades de l'hôpital militaire et pour le personnel du camp :

« Je viens d'avoir avec le Maréchal Staline et M. Churchill une conférence qui a duré quatre jours. Les résultats en sont très satisfaisants. Nous avons élaboré des plans militaires qui permettront de conjuguer l'effort de guerre des trois puissances afin de remporter la victoire aussi vite que possible. Je crois que nous avons fait des progrès...

« L'autre but de cette conférence a été de discuter la situation mondiale au lendemain de le guerre. Nous avons essayé de préparer pour nous et pour nos enfants un monde où la guerre cessera d'être une nécessité. Dans ce sens aussi, nous avons réalisé des progrès.

« Me voici maintenant sur le chemin du retour. Je voudrais tant vous emmener tous avec moi !...

Son avion prit l'air et survola Bagdad. Le jeudi à 3 heures, il se retrouvait dans la villa de l'ambassadeur Kirk, au Caire. Le matin du même jour, la presse publiait le compte rendu officiel de la Première Conférence du Caire.

Chapitre VIII : LE CAIRE II

Une tâche précise m'avait rappelé de Téhéran à Tunis : nous devions liquider notre base de La Marsa et nous transporter en Italie. À la fin de la semaine, les derniers des deux mille huit cents hommes de notre unité étaient déjà en route et je pouvais faire un tour au Caire. Je savais que les chefs d'état-major interallié avaient repris leurs discussions dès leur retour de Téhéran, quatre ou cinq jours auparavant. Je savais aussi que mon père et Churchill se proposaient d'inviter Ismet Inonu, président de la Turquie, à venir au Caire pour conférer avec eux.

À Tunis, j'eus l'occasion de bavarder un peu avec le général Eisenhower. Il était évident que la pensée de devoir bientôt se contenter d'un poste administratif à Washington le désolait toujours. Il n'était pas mieux renseigné que n'importe qui sur les décisions définitives concernant le commandement de l'opération Overlord.

Je pus lui dire d'une façon assez précise que la date du débarquement à l'ouest était fixée et que les Russes, s'étant ralliés à notre point de vue, avaient pris position contre toute nouvelle entreprise sur le front méditerranéen et contre rentrée en guerre de la Turquie.

Le samedi 5 décembre, je me rendis en avion au Caire, accompagné, cette fois encore, de Léon Gray, et à la fin de l'après-midi, nous atterrissions à l'aérodrome de l'A.T.C. Je me dirigeai aussitôt vers la villa de Kirk où, je le savais, mon père devait habiter encore pendant ce séjour. En entrant, je tombai sur John Bœttiger. Il m'apprit qu'une rivalité diplomatique, d'un caractère assez amusant, avait opposé mon père À Churchill. Chacun d'eux avait envoyé des avions à Adana, en Turquie, pour amener au Caire le président Inonu. C'était John, l'ambassadeur de mon , père, qui avait gagné la course. Pourquoi était-il important que le président de la Turquie arrivât au Caire dans un avion américain plutôt que dans un avion anglais, voilà ce qui n'est pas bien clair, mais néanmoins, John était ravi.

Je trouvai mon père au lit, en train de lire un roman policier. Il avait eu une journée bien remplie deux réunions plénières des grands chefs de l'état-major interallié, un entretien de deux heures avec Inonu, Churchill et leurs conseillers respectifs, enfin, une réunion des chefs militaires américains. La veille, il avait offert un dîner en l'honneur d'Inonu. Ce jour-là, c'était Churchill qui en donnait un et mon père devait y assister. Il se reposait maintenant, en prévision de cette nouvelle fatigue, mais lorsque j'entrai, il mit de côté son roman policier pour bavarder avec moi. Il me parla des occupations qui allaient le retenir au Caire

jusqu'au mardi matin, bien que primitivement, son départ eût été fixé au samedi soir.

— Il me tarde de rentrer à la maison, me dit-il, en riant. Au bout d'un mois à peine ! Je devrais penser à tous ceux qui ne sont pas rentrés chez eux depuis Pearl Harbour.

— Le temps t'a paru long, n'est-ce pas ?

— Il s'est passé tant de choses, surtout la semaine dernière.

Je demandai à mon père des détails sur la dernière journée à Téhéran.

— As-tu vu le communiqué que nous avons rédigé ensemble ?

Je fis signe que non. Il désigna alors quelques feuilles sur la table. J'y trouvai une copie du communiqué. Je la parcourus d'abord rapidement, puis je la relus plus lentement, tandis que mon père se livrait à des commentaires. Le texte était en grande partie de lui et c'est intentionnellement qu'il ne s'était pas servi du langage diplomatique, si prudent. «...Rendre la guerre impossible pendant de nombreuses générations. » Je m'arrêtai à cette phrase :

— Pendant de nombreuses générations ? demandai-je. Pourquoi pas pour toujours ?

— Nous venons d'avoir deux guerres en deux générations, répondit mon père. Au cours des derniers vingt-cinq ans, les gens ont trop souvent entendu les promesses d'une paix « pour toujours ».

« À Téhéran, poursuivit-il, nous avons convenu que nos trois pays, les trois pays les plus puissants du monde, pourraient envisager intelligemment les désaccords susceptibles de surgir à l'avenir et qu'ils pourraient unifier leur politique étrangère de façon à rendre la guerre impossible pendant a de nombreuses générations. »

« Tel a été le sujet de nos conversations de midi à dix heures : nous avons étudié comment on pourrait unifier nos politiques et concilier les intérêts particuliers de chaque nation avec ceux de la sécurité générale du monde entier.

— De temps en temps, continua mon père, j'ai échangé quelques idées avec Oncle Joe, tout seul.

Il poussa un soupir de satisfaction, s'étira, et sembla abandonner son sujet. Mais il lut sans doute sur mon visage l'intérêt qu'il avait éveillé en moi et comprit qu'il mettait ma curiosité à une trop rude épreuve.

— Eh bien, je voulais lui parler de certains aspects de la situation en Extrême-Orient... Tu étais là, je crois, quand nous avons abordé cette question ?

— Oui, lors de ma première rencontre avec lui. -

— C'est ça. Eh bien — il s'interrompit pour étouffer un bâillement — il y avait encore un point sur lequel il fallait nous mettre d'accord et, quand il eut consenti à déclarer la guerre au Japon, je...

— Comment ?

— Bien sûr. Il a parlé de la guerre dans le Pacifique. Mais au fait, c'était au moment où tu étais encore à Téhéran.

— Mais c'est une nouvelle formidable. Pourquoi ne me l'as-tu pas dit tout de suite ?

Il sourit.

— Tu ne me l'as pas demandé, pour parler comme la femme tatouée, le soir de ses noces.

— Quand entrent-ils en guerre ? Bientôt ?

— Oh ! en tout cas, pas avant plusieurs mois. Je pense que Staline a proposé de déclarer la guerre au Japon et d'engager la lutte en Extrême-Orient pour obtenir finalement un second front à l'ouest. Il s'est déclaré prêt à entrer en guerre aussitôt qu'il pourrait amener des troupes en Sibérie, à condition que nous lui promettions que l'invasion à l'ouest aurait lieu le premier mai. Mais, après tout, au point de vue militaire, il est plus rationnel que les Russes concentrent toutes leurs forces contre Hitler sur le front est. La Russie aura bien le temps de se retourner contre le Japon quand Hitler sera battu.

J'étais trop ahuri par la nouvelle pour dire quoi que ce soit.

— Bref, continua mon père, Staline est d'accord pour déclarer la guerre au Japon dès qu'il pourra transporter du matériel et des troupes en Sibérie par le chemin de fer à voie unique. Il a même précisé combien de temps cette opération lui demandera : six mois après la défaite définitive d'Hitler.

« Quoi qu'il en soit, c'est à ce sujet que j'aurais un tas de choses à lui dire. Je voulais lui parler de la situation de la Chine après la guerre, des communistes chinois, et ainsi de suite. Je n'ai pas pu m'étendre sur ces questions car Winston n'était pas loin et plusieurs d'entre elles touchent de près les droits ex-territoriaux des Anglais à Hong-Kong, à Canton et à Shanghai... Je voulais lui dire que, s'il s'engageait à soutenir Tchang contre les Anglais dans ce domaine, celui-ci consentirait à donner à la Chine un gouvernement vraiment démocratique. L'attitude des Russes en Mandchourie inquiétait également Tchang. Je crois d'ailleurs qu'aujourd'hui, elle ne l'inquiète plus autant. Oncle Joe est évidemment d'accord pour laisser la Mandchourie à la Chine et il a promis de nous aider à soutenir Tchang contre les Anglais... Pat Hurley est allé à Moscou poursuivre les conversations.

Cela me rappela que j'avais joué un petit rôle dans les négociations des Trois Grands au sujet de l'avenir de l'Iran, ainsi que dans la rédaction du projet d'accord. Je demandai donc à mon père si celui-ci avait été signé.

— Oui, oui, dit-il. Signé, scellé et remis. Au fait, il faut que je te remercie de ton aide. Pour en revenir à Pat Hurley..., continua-t-il méditatif, il a fait du bon travail. S'il y a quelqu'un qui puisse débrouiller l'écheveau de la politique intérieure de la Chine, c'est bien lui. Sais-tu, Elliott, dit-il en rejetant sa couverture et en se préparant à se lever, des hommes comme Pat Hurley n'ont pas de prix. Pourquoi ? Parce que leur loyauté est à toute épreuve. Je lui ai confié des missions comme je n'en ai jamais confié à aucun membre du Département d'État. Et je l'ai fait parce que je sais que je peux compter sans réserve sur lui. Tu vois ce que je veux dire?

Je pensais aux membres du Département d'État qui avaient mis plus d'une fois mon père dans une situation délicate dont il lui avait fallu ensuite se tirer tout seul.

— Sais-tu seulement, reprit mon père, combien de fois les fonctionnaires du Département d'État ont essayé de me dissimuler certaines communications, de ne les transmettre qu'avec du retard, de les retenir d'une façon ou d'une autre ? Et tout cela parce que certains de ces diplomates de

carrière savent ce que je pense et ne sont pas d'accord avec moi. Ils devraient bien plutôt travailler pour Winston. Et le fait est que, souvent, c'est pour lui qu'ils travaillent, en réalité.

— Ne t'occupe pas d'eux, continua-t-il. Presque tous, ils se figurent qu'en matière de politique étrangère, tout ce que l'Amérique doit faire, c'est tâcher de découvrir ce que font les Anglais et de les imiter. Le fait qu'ils soient démocrates ou républicains est secondaire. (L'irritation gagnait peu à peu mon père.)

« Pour autant que je sache, Pat Hurley et quelques-uns de mes collaborateurs, sont des républicains bon teint. Mais ils savent que leur pays est en guerre et ils désirent se rendre utiles dans toute la mesure possible. Alors, ils font ce qu'ils peuvent. » Arthur Prettyman entra pour aider mon père à s'habiller.

— On m'a dit, il y a six ans, reprit mon père, qu'il faudrait épurer le Département d'État. Il en est pour le Département d'État comme pour le Foreign Office. Les Anglais ont, eux aussi, un sous-secrétaire permanent aux Affaires étrangères. Celui-ci demeure à son poste, que le gouvernement soit conservateur, travailliste ou libéral. Cela ne fait pas de différence. L'homme reste à sa place, inamovible. Il en est de même pour notre Département d'État. C'est pourquoi, quand il y a des hommes comme Pat Hurley, ce qu'ils font

est doublement précieux. Le seul inconvénient avec Pat, c'est qu'on est obligé de lui dire ce qu'il faut faire. Mais lorsqu'on le lui a dit, on peut être sûr qu'il le fera. Et il le fera consciencieusement et avec dévouement. Et cette fois-ci, comme par le passé.

Il s'interrompit et sourit, s'étant rendu compte, tout à coup, qu'il avait élevé un peu trop la voix.

— Au fait, dit-il, j'étais, soi-disant, en train de me reposer. C'est de ta faute. Tu n'aurais pas de me rappeler ces gandins du Département d'État.

Je me mis à rire. Mon père me demanda pourquoi je ne m'habillais pas, moi aussi, pour le dîner. Je lui dis que je n'étais pas invité et que, même si je l'avais été, je n'aurais pas eu envie d'y aller.

— Je suis fatigué, papa. J'ai abattu, moi aussi, de la besogne. Et je n'ai pas dormi cette nuit. Je vais manger une bouchée et j'irai me coucher. Il me regarda avec envie.

— Mais je te verrai demain, n'est-ce pas ?

— Bien sûr. Je reste jusqu'à quatre ou cinq heures, au moins.

Quand je le revis, le lendemain matin, il me dit que la question de l'entrée en guerre de la Turquie avait été définitivement réglée dans un sens négatif. La Turquie restait neutre.

— Je pense, dit-il, que c'était en quelque sorte la dernière tentative de Winston pour imposer son idée d'une attaque alliée dans le Sud, en partant de la Méditerranée.

Je lui demandai si la Russie avait pris position. Il sourit.

— Les Russes étaient d'accord avec moi. Pas de prêt-bail à la Turquie, a dit Staline, si cela doit entraîner le moindre retard sur le front occidental. Nous allons, Winston et moi, rédiger cet après-midi, une sorte de déclaration afin de sauver les apparences pour la Turquie. Voilà, en effet, près d'un mois que la presse annonce l'entrée en guerre de la Turquie contre l'Allemagne, à nos côtés.

Je hochai la tête, en pensant aux bons rapports qui venaient de s'établir entre Staline et mon père et à la communauté d'intérêts qui, manifestement, liait nos deux pays. J'y fis une brève allusion.

— Ce qui importait le plus, dit mon père, c'était de faire comprendre à Staline que les États-Unis et l'Angleterre ne formaient pas un bloc commun contre l'Union Soviétique. Je crois que nous nous sommes débarrassés une fois pour toutes de cette idée. La seule chose qui pourrait bouleverser la situation après la guerre, ce serait si le monde était à nouveau divisé : la Russie, d'un côté, l'Angleterre et nous-mêmes de l'autre. Notre grande tâche aujourd'hui, et notre grande tâche de demain, est de veiller à conserver un rôle d'arbitre, d'intermédiaire entre la Russie et l'Angleterre.

Ainsi, les États-Unis prenaient la conduite des affaires du monde. C'était évident. Notre politique étrangère cessait d'être à la traîne de celle de la Grande-Bretagne. Mon père avait réussi à démontrer, à la table de la Conférence, que nous nous étions rendus indépendants vis-à-vis de nos cousins de langue anglaise, et que notre rôle dans la future organisation des Nations Unies serait de concilier les divergences de vues des Anglais, qui pensent Empire, et des Russes, qui pensent Communisme. L'Histoire seule montrera la valeur pratique de cette idée mais, quoi qu'il en soit, je peux dire qu'au lendemain de la Conférence de Téhéran, mon père était convaincu que ce système pourrait fonctionner sans heurt, pour tous les intéressés, sans excepter les petites nations.

Après nôtre conversation, mon père consacra la matinée au courrier de Washington. Vers midi, le général Stilwell arriva. C'était la dernière fois que mon père voyait Stilwell. Ils s'entretinrent pendant vingt minutes ou plus. « Vinegar Joe » ne cessa, durant cette entrevue, d'exprimer son mécontentement de la politique du généralissime chinois, et il souligna que Tchang ménageait ses forces afin de les tourner, après la guerre, contre les communistes chinois.

Quant à mon père, il n'oubliait pas son accord avec Tchang ni celui qu'il avait conclu, plus tard, avec Staline. Il parla donc peu et se contenta de demander à Stilwell de

faire de son mieux. Pendant toute la durée de l'entretien, mon père semblait préoccupé par autre chose. Je pense, pour ma part, qu'il songeait à la nécessité d'écraser d'abord l'hitlérisme et il se disait, sans doute, que ce n'est qu'ensuite qu'il pourrait faire passer au premier plan les problèmes qui se posaient au commandant américain en Chine.

Au déjeuner, où Churchill et Harry Hopkins étaient les seuls invités de mon père, on parla du communiqué à rédiger sur la visite d'Inonu. Il fallait en choisir avec soin les termes, d'abord en raison de l'hostilité existant entre la Turquie et les Soviets, ensuite parce que Churchill avait espéré faire de la Turquie une alliée belligérante.

Nous venions de sortir de table quand Inonu en personne arriva, suivi de près par Vinogradov, ambassadeur des Soviets en Turquie, chargé de représenter Staline à cette réunion.

Il s'agissait de faire ressortir, dans le communiqué, que le gouvernement turc était d'accord avec ceux de l'Union Soviétique, de l'Angleterre et des États-Unis, en dépit du fait que la Turquie n'entrait pas en guerre, contrairement aux prévisions des journalistes les plus perspicaces. C'est cette considération qui devait inspirer le passage où il est, en effet, question de « la ferme amitié qui existe entre la République turque, les États-Unis d'Amérique et l'Union

Soviétique », ainsi que celui qui souligne « la force de l'alliance qui unit la Grande-Bretagne et la Turquie ».

Les formalités du communiqué une fois réglées, tous prirent congé de mon père.

Celui-ci se dirigea alors vers les escaliers de service de la villa où un détachement de M.P., chargé de veiller à la sécurité des délégués à la Conférence, montait la garde. Mon père tint à leur adresser quelques paroles avant son départ. Je pus entendre, de l'intérieur de la maison, ce qu'il disait :

— Cette fois, quand le moment viendra de régler le sort de l'ennemi, nous ne ferons pas les choses à moitié, et nous ne le laisserons plus recommencer... Quitte, au besoin, à sauvegarder la paix par la force pendant quelque temps...

Il semblait plein d'entrain. Après ces longs jours de fatigue et d'efforts, il débordait plus que jamais d'optimisme.

Ce fut ensuite mon tour de prendre congé de lui, provisoirement encore une fois. Je tenais en effet à me mettre en route pour Tunis avant la tombée de la nuit. Je restai avec mon père jusqu'à l'arrivée du chef de l'état-major du général Mac Arthur, Sutherland. Au cours de ces brefs instants, il m'apprit qu'une fois de plus il s'était trouvé en désaccord avec Winston Churchill sur une autre question.

C'est moi-même qui avais amené notre conversation sur ce sujet en racontant à mon père que j'avais parlé à Tunis avec Eisenhower et que j'allais sans doute le revoir le lendemain matin.

— Salue-le bien de ma part, dit mon père. Bientôt, il se verra confier une tâche encore plus importante. Je ne l'envie pas.

Pauvre Ike, pensais-je, il lui faudra donc tout de même retourner à Washington dans les services administratifs.

— Est-ce officiel, papa ? demandai-je. Pourrai-je lui en parler, à lui ou à Butcher, si je les rencontre ?

— Non, Elliott, ce n'est pas encore définitivement décidé. Mais il est à peu près certain que Winston s'opposera à ce que cette tâche soit confiée à Marshall. Non pas que Marshall ait eu trop souvent maille à partir avec le Premier ministre sur des questions militaires. Mais tout simplement parce qu'il l'a emporté trop souvent dans les discussions. Ce sera une déception pour Marshall, j'en suis sûr.

Je ne voyais pas très bien où mon père voulait en venir.

— Tu veux dire qu'Ike n'aura pas à retourner à Washington, dans l'administration ? Demandai-je.

— Au contraire, il semble maintenant qu'Ike se verra bientôt confier une tâche militaire d'une envergure sans précédent. Que diable irait-il donc faire dans les bureaux ?

Tandis que je me rendais à l'aérodrome de l'A.T.C. d'où j'allais m'envoler pour Tunis, je pensais à Eisenhower. Probablement, il serait désigné pour commander l'opération Overlord. C'était, bien sûr, une bonne nouvelle pour Ike, mais je pensais aussi à George Marshall. D'après ce que j'en avais entendu dire par mon père, et ailleurs, au cours des conférences, à commencer par celle d'Argentia, et à en juger par la conduite même de la guerre, George Marshall avait, c'est certain, des qualités tout à fait exceptionnelles et c'était un chef militaire -aussi bien à l'État-Major qu'en action — extraordinairement doué, excellant tout à la fois à diriger les hommes, à conduire la guerre et à mener des négociations dans une conférence. Et c'étaient ses qualités mêmes qui, à sa grande déception, lui avaient aliéné Winston Churchill. Je me rappelai ce que mon père m'avait dit à Téhéran au sujet de Marshall : c'était le seul général américain capable de tenir tête au Premier Ministre britannique. Mais je me souvins aussi que savoir s'entendre avec Churchill, à la longue, était également une qualité appréciable. Or, Eisenhower en avait fait preuve plus d'une fois. Cela aussi était d'une importance capitale pour une opération de débarquement qui avait l'Angleterre pour point de départ.

Dans l'après-midi du lendemain, mon père fut accueilli à sa descente d'avion à l'aérodrome d'El Aouina, à Tunis, par le général Eisenhower, le général Spaatz, Harry Butcher et moi-même. Dans l'auto qui nous amenait à la « Maison Blanche », à Carthage, il nous parla, au général Eisenhower et à moi, des impressions que lui avait laissées ce vol de jour. Le major Otis Bryan, son pilote, l'avait conduit le long de la côte, juste au-dessus de la route suivie par les troupes allemandes lors de leur retraite devant Montgomery. Il avait pu voir nettement les champs de bataille, les uns après les autres. Il avait pu apercevoir de l'avion, éparpillés à travers le désert sur plus de mille cinq cents kilomètres, les vestiges de l'Afrika Korps allemand, avions, tanks et chars. Après El Alamein, c'étaient Tobrouk, puis Benghasi, Tripoli, Sfax. Mon père était aussi ému que s'il avait lui-même commandé la Huitième Armée britannique.

Avant l'arrivée de mon père, je m'étais occupé, à Carthage, d'organiser le dîner. Il allait avoir lieu dans la villa du Président. La préparation du menu était assurée par les G.I., mais pas le service. Celui-ci était confié à deux prisonniers italiens. Nous voulions célébrer au cours de ce banquet, la nomination d'un des officiers de mon unité, David Brooks, d'Oklahoma City, au grade de major. Je pense que jamais jeune officier n'a pu s'enorgueillir d'une aussi brillante assistance pour célébrer sa promotion. Outre le

Commandant suprême des armées américaines, il y avait là cinq généraux, dont le Commandant en chef des forces alliées et le Commandant en chef des forces aériennes des États-Unis en Méditerranée, ainsi que trois amiraux, Leahy, McIntire et Brown.

J'avais l'impression que les agents du Service Secret qui accompagnaient mon père n'étaient pas très rassurés de voir nos deux garçons italiens. Pendant tout le repas, ils fixèrent sur les deux pauvres bougres des regards inquisiteurs qui semblaient les percer de part en part.

Pourtant, l'idée d'empoisonner qui que ce fût était à cent lieues d'eux ; ils n'en revenaient pas de se trouver dans la même pièce qu'un chef d'État. Après le banquet, comme mon père leur serrait la main, ils tremblaient de tout leur corps. Plus tard, encore tout abasourdis, ils m'avouèrent qu'il leur eût été impossible, pensaient-ils, d'approcher ainsi Mussolini ou Victor-Emmanuel, car, même dans l'Italie d'avant guerre, on les aurait considérés comme des ennemis possibles de l'État.

Après le dîner j'eus l'occasion de confirmer mon impression : il avait été définitivement décidé qu'Eisenhower commanderait l'opération combinée du débarquement en France, Mon père dit qu'Ike en serait avisé par Marshall qui se trouvait encore au Caire, et qu'il ne fallait sous aucun prétexte qu'il l'apprît plus tôt.

Le Président était très fatigué ce soir-là, presque à la limite de sa résistance. Il devait pourtant établir encore l'itinéraire d'une tournée d'inspection qu'il allait faire. Il aurait voulu étendre cet itinéraire au delà de Malte et de la Sicile, prévues au projet, et pousser jusqu'en Italie.

Cependant, cette fois encore, le général Eisenhower opposa son veto. Il refusa à mon père son autorisation, invoquant ses responsabilités.

Malgré sa lassitude, tout dans mon père dénotait une profonde satisfaction. Il avait accompli de grandes choses dans une mission restreinte.

Le lendemain matin, il fut debout avant moi et se rendit aussitôt à bord de son C-54 qui, escorté par des chasseurs, s'envola vers Malte. (« Sous le feu nourri venant du ciel, Malte surgissait de la mer, solitaire mais intrépide, flamme mince mais lumineuse au milieu des ténèbres, phare pour les lendemains meilleurs »), puis vers la Sicile où Mark Clark avait été récompensé par un DSC (Distinguished Service Cross) à sa grande surprise : il n'avait pas la moindre idée de la raison pour laquelle on l'avait rappelé d'Italie. Je l'accueillis à nouveau à l'aérodrome d'El Aouina lorsqu'il revint à quatre heures et demie. Seuls les membres de son état-major assistèrent ce soir-là au dîner : Leahy, Brown, Mac Intire, Pat Watson et moi

J'aurais bien voulu éclaircir un point avant le départ de mon père, fixé pour le lendemain matin, mais évidemment il n'était pas en mesure de me renseigner. Je voulais savoir si Toœy Spaatz irait avec Ike en Angleterre. Cela me permettrait en effet de tirer des conclusions quant au sort de ma propre unité et à ses chances de participer à l'invasion de l'Europe. Mais les informations de mon père s'arrêtaient au second échelon à partir du sommet et Spaatz ne faisait pas partie de ces sphères supérieures. D'ailleurs, au cours de cette dernière soirée, mon père ne voulut parler que de ce qu'il considérait comme la réalisation essentielle de ce mois d'efforts, loin du pays.

— Les Nations Unies.., me dit-il, avec une profonde satisfaction. Les gens, chez nous, les membres du Congrès, les éditorialistes parlent des Nations Unies comme d'une chose qui n'existe que du fait de la guerre. On a tendance à les dénigrer, sous prétexte que nous ne sommes unis que parce que la guerre nous force à l'être. Ce n'est pourtant pas la guerre qui est le vrai facteur de l'unité, mais la paix. C'est après la guerre, et après la guerre seulement, que je pourrai faire en sorte que les Nations Unies méritent réellement ce nom !

Mon père se leva le lendemain à six heures et se fit conduire à l'aéroport. Là, il allait prendre l'avion pour Dakar où il devait s'embarquer sur le « Iowa », et retourner au pays

à temps pour y fêter Noël. Pour ma part, je quittai ma base africaine avec le dernier convoi de soldats et d'officiers pour me rendre à San Severo, en Italie, où nous devions passer un Noël froid et humide en nous demandant si nous allions rester en Italie à demeure ou si, au contraire, nous serions parmi ces privilégiés qui auraient la mission de porter la guerre chez les nazis, le 1er mai 1944.

Chapitre IX : DU CAIRE-TÉHÉRAN À YALTA

Rien de particulièrement important ne marqua pour moi les semaines qui suivirent les dernières sessions de la conférence du Caire, et que je passai en Italie. Usant à peu près d'autant de discrétion que n'importe lequel de nos soldats, du plus petit au plus grand, je m'efforçai de puiser à la source toujours jaillissante de la rumeur publique pour découvrir si notre unité serait ou non envoyée en Angleterre.

À l'époque où le bruit commençait à courir que nos chances étaient plus réduites que jamais, c'est-à-dire, d'après mon expérience des choses de l'armée, qu'elles étaient plus grandes que jamais, une rumeur inquiétante parvint à nos oreilles : on projetait un ultime assaut contre les défenses allemandes à travers l'Italie jusqu'à un point de la côte ouest, près de Rome, la tête de pont d'Anzio. Ce que je savais des méthodes stratégiques élaborées par les chefs d'état-major interallié, en Égypte d'abord, en Iran ensuite, semblait indiquer que pareille aventure ne pouvait guère être prise au sérieux.

Toutefois, avant que les derniers préparatifs en vue de cette campagne fussent achevés, je reçus l'ordre de me

présenter au quartier général de Spaatz, en Angleterre. Là on m'apprit en quoi consisterait ma nouvelle tâche. Je devais réorganiser les forces aériennes de reconnaissance des États-Unis, le VIIIe Corps (bombardement stratégique) et le IXe (bombardement léger, tactique), et superviser les opérations de façon à recueillir toutes les informations nécessaires au débarquement en Europe.

Peu après, j'appris le débarquement allié à Anzio. Mais ce ne fut que quelques semaines plus tarde à l'occasion d'une rencontre avec le général Eisenhower, que je compris ce qui s'était passé exactement. C'était Churchill qui avait pris l'initiative de cette opération surnommée « Shingle », qui, de toute évidence, était sa dernière tentative — toute personnelle et faite d'autorité — pour imposer l'invasion de l'Europe par le sud de préférence au débarquement à l'ouest.

Le 19 janvier, mon unité vint grossir les rangs, toujours plus nombreux, des soldats américains en Angleterre. Aussitôt nous nous mîmes au travail aux côtés de nos collègues britanniques de la R.A.F. Ayant formulé ailleurs des critiques sur les hommes de guerre britanniques, je tiens à souligner ici que les officiers de la R.A.F. avec qui j'ai collaboré de mi-janvier au jour J et, par la suite, jusqu'à la capitulation définitive des Allemands, formaient une équipe de militaires parfaitement compétents, connaissant leur

métier sur le bout des doigts, acharnés au travail, chacun en particulier et tous dans leur ensemble, et profondément désireux de gagner la guerre le plus vite possible. Non seulement ils font honneur à leur pays, mais c'est aussi grâce à eux que le débarquement n'a entraîné que des pertes relativement minimes. Je sais que j'exprime l'opinion de tous les officiers américains qui ont travaillé avec les membres de la R.A.F. affectés aux reconnaissances en affirmant qu'ils ont contribué pour une très grande part aux succès des armées alliées en Europe.

Janvier passa, puis février et mars... C'est en avril que, pour la première fois, un fait concret indiqua que le plan établi à Téhéran et concernant des bombardements « en navette » de l'Allemagne, dirigés d'une part d'Angleterre et de Russie, de l'autre d'Italie et de Russie, était en voie de réalisation. Un général soviétique arriva à SHAEF (Supreme Headquarters of Allied Expeditionary Forces), eut quelques conversations préliminaires, puis repartit. Par la suite, au mois de mai, je fus désigné pour accompagner les généraux Fred Anderson et Fred Curtis, ainsi que quelques officiers d'état-major, de la Huitième Force Aérienne, pour visiter en Russie les aérodromes qui nous étaient provisoirement réservés et régler tous les détails en vue de ces opérations « va et vient ».

Il était réconfortant d'apprendre que les Russes étaient d'accord pour participer à ce plan de bombardements, et qu'ils comptaient soutenir nos bombardiers par des avions de chasse. Mais ce qui nous faisait surtout plaisir, c'est la nouvelle qu'ils allaient autoriser des reconnaissances photographiques aériennes. C'est cette dernière circonstance qui m'a valu la mission dont je viens de parler.

Ce voyage me permit de revoir quelques villes qui m'étaient déjà familières, Casablanca, Tunis, Le Caire, Téhéran (où nous avons pris à bord un navigateur et un opérateur de radio de l'Armée Rouge), avant de nous diriger vers Moscou. Ce fut le premier des deux voyages en Russie que j'effectuai pendant la guerre. Je n'y fis, cette fois, qu'un séjour d'un peu plus d'une semaine, et le souvenir que j'en gardai est forcément un peu sommaire, encore que vivace. Je me souviens des larges avenues de Moscou, du banquet donné en notre honneur par, quelques officiers supérieurs de l'aviation soviétique, au cours duquel j'étais placé entre deux Russes, et de notre conversation réduite à la pantomime. Je me souviens du Kremlin où nous sommes allés rendre visite à Molotov — un immense édifice auprès duquel le Pentagon (Bâtiment de dimensions importantes, qui abrite les services administratifs de l'Armée) de Washington est une maison naine et qui ne ressemble à aucun des nombreux bâtiments publics parmi tous ceux que

j'ai visités, avec ses épais tapis rouges dans les couloirs et ses enfilades de salles confortablement meublées. Je me souviens du magnifique opéra où j'ai vu *La Fille des Neiges* de Rimsky Korsakoff, représentation bien plus belle, bien mieux mise en scène et mieux chantée que celle que l'on donne de la même œuvre dans notre Metropolitan Opera, à New-York. Je me souviens aussi du public à l'Opéra, composé pour quatre-vingt-dix pour cent d'uniformes, mais parmi lequel on apercevait aussi des femmes fort élégantes. Nous assistâmes ensuite à un dîner à l'Hôtel de Moscou avec des correspondants de presse américains, au nombre de sept. Pendant le peu de temps dont nous disposions, ils me dirent ce qu'ils savaient du pays. J'appris que le repas que nous faisions coûtaient à leurs directeurs la modeste somme de près de 700 dollars, alors que le coût mensuel des rations alimentaires russes n'était que de cinq dollars par personne. C'était bien dans l'esprit d'une politique destinée à décourager les gens de prendre leurs repas à l'hôtel ou au restaurant. J'appris également que les officiers, les danseuses-étoiles, les écrivains et les savants bénéficient d'une réduction de 50 % à 75 % sur tous leurs achats. J'appris enfin que pour les Russes un effort de guerre total était vraiment un effort de guerre total.

Je me souviens également de notre vol d'inspection dans les aérodromes désignés pour servir de bases aux opérations

de « va et vient », dans celui de Poltava en particulier, qui, avant la guerre, avait été pour la Russie ce que Randolph Field, au Texas, est pour les États-Unis, et qui, depuis la retraite des Allemands, n'était plus qu'un tas de ruines. C'est là que, pour la première fois, je pus voir l'Armée Rouge à l'œuvre. L'énergie avec laquelle elle surmontait les obstacles m'inspira le plus profond respect. La main-d'œuvre employée en Russie à la construction des aérodromes était fournie par des centaines et des milliers de soldats revenus du front, d'anciens blessés. Ce même travail était effectué chez nous par deux douzaines d'ouvriers spécialisés et, très souvent, à l'aide d'une douzaine de rouleaux compresseurs et d'autant de grattoirs. Mais les Russes arrivaient cependant à accomplir la besogne et obtenaient même des résultats excellents avec une rapidité extraordinaire. On employait également des femmes à ce genre de travail. J'ai vu de solides amazones russes qui transportaient des bidons de gazoline de cinquante galons avec autant d'aisance que s'il se fût agi de jouets.

De l'avion, nous pûmes voir quelle solution l'Armée Rouge avait apportée au problème du ravitaillement et du transport : à défaut de route à sol dur, les camions passaient à travers champs. Quand l'itinéraire devenait trop boueux, ils s'écartaient à droite ou à gauche, jusqu'à ce que leur passage fût marqué par une piste nue, large de quatre à

cinq cents mètres, tracée le long de la steppe... La Russie ne possédait qu'une seule ligne de chemin de fer à voie unique pour le ravitaillement en vivres de tout son front méridional. Lorsque notre plan de bombardements entra en action, nous insistâmes pour faire venir du Golfe Persique notre gazoline d'aviation et nos bombes, désorganisant ainsi les transports routiers russes. C'est pourtant avec joie qu'ils nous accordèrent l'autorisation de le faire.

Nous emportâmes de ce voyage l'impression que les Russes désiraient profondément, avec une ardeur parfois enfantine, s'entendre et collaborer avec nous. Pour un officier de l'Aviation rouge qui nous déclarait être trop pris pour pouvoir nous donner rendez-vous avant dix heures du soir et nous obligeait à croquer le marmot, il y en avait douze autres qui témoignaient clairement l'estime où ils tenaient les Américains, leurs machines et l'efficacité de leur industrie. Joe Davies a prouvé combien il était facile de collaborer avec les Russes. C'est une erreur tragique de la part de notre gouvernement de n'avoir pas jugé opportun de confier à un plus grand nombre d'hommes comme Davies la tâche délicate de nous représenter en Union Soviétique.

Notre mission à Moscou et sur le front méridional russe terminée, je retournai à Londres. Je pus souffler un peu et oublier pour un moment la tension où nous tenaient les préparatifs du débarquement imminent. Le soir de mon

arrivée, je subis, avec Ted Curtis, une cuisante défaite au bridge. Elle nous était infligée par Ike Eisenhower dont le jeu était d'une efficacité diabolique et qui faisait équipe dans cette partie avec Harry Butcher. Je me souviens de cette soirée, car ils nous assaillaient tous deux de questions sur notre voyage en Russie. Comment cela s'était-il donc passé? Comment était leur armée ? Et leurs avions ? Et leur discipline ? Que pensaient-ils de nous ? Eisenhower et Butcher s'intéressaient moins à l'attitude des personnalités officielles qui, d'ailleurs, s'était déjà révélée à Téhéran et à Londres, qu'à celle des officiers et des soldats russes. Nous répondîmes de notre mieux à leurs questions.

— Ils tiennent surtout à une chose, dis-je : au second front. C'est de cela que dépendra en très grande partie l'opinion qu'ils auront de nous. Si la chose se réalise, ce sera parfait. Sinon...

— Si ? grommela Eisenhower. Que veut dire ce si » ?

Je lui dis que je faisais allusion aux décisions prises à Téhéran par mon père et Churchill, notamment à la date du 1er mai.

— Je ne suis pas au courant de ces décisions. Je n'étais pas là. Mais je connais par contre l'affaire du débarquement en France. Les Russes auraient tort de s'inquiéter à ce sujet.

Vint le jour J. Conjointement à l'opération Overlord, l'armée soviétique effectua une poussée soigneusement synchronisée. Les V-1 et les V-2 firent leur apparition. Je lus à cette époque, dans Stars and Stripes, la nouvelle de la réunion de Dumbarton Oaks. Il était réconfortant de constater que les Trois Grands continuaient à être d'accord sur les questions concernant l'organisation de la, paix.

Une lettre de mon père, bien courte d'ailleurs, m'apporta quelques détails sur la rencontre avec Churchill à Québec, au mois de septembre. Il m'écrivait notamment que la principale question qui y avait été discutée était celle de la guerre contre le Japon.

Durant l'été et l'automne 1944, je passai mes journées et mes nuits en reconnaissances photographiques aériennes au-dessus de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas. Le travail était épuisant et je vivais dans une tension continuelle. Aussi fus-je ravi en apprenant que j'allais être envoyé en mission aux États-Unis. Cette mission étant de nature technique, elle me conduirait aux services centraux de l'administration militaire, c'est-à-dire à Washington. Et cela me permettrait de revoir mon père et le reste de ma famille.

Ce fut ma sœur Anna qui m'accueillit à mon arrivée à la Maison Blanche. Elle me dit qu'il ne faudrait pas m'étonner

si je trouvais Père un peu changé. On avait beaucoup parlé de son état de santé, dans les derniers temps, au cours de la campagne électorale qui venait justement de se terminer, et cet avertissement m'inquiéta. Mon père avait en effet maigri et avait l'air fatigué, mais c'était tout.

— Que veux-tu! me dit mon père lorsque je vins lui faire une brève visite entre deux rendez-vous. La campagne électorale, avec ses voyages, devient de plus en plus fatigante, mais, au fond, cela me fait du bien.

Il semblait avoir vieilli et paraissait exténué. Son teint, pourtant, était vif. Il me dit qu'il espérait pouvoir prendre une semaine ou deux de vacances qu'il comptait passer à Warm Springs. En tout cas, il était bien décidé à fêter Noël à Hyde Park.

— Cela te dirait-il quelque chose d'y venir, toi aussi ? Fit-il.

— Bien sûr, je ne demanderais pas mieux. Reste à savoir où je serai à cette époque. Peut-être de retour en Angleterre. Cela dépendra de mon service.

Je lui demandai quand il pourrait m'accorder un peu plus de temps. Je voulais savoir ce qui s'était passé depuis que je l'avais quitté en Afrique, près d'un an auparavant.

— C'est moi qui espère bien apprendre de toi un tas de choses, me répondit-il. Je veux que tu me donnes toutes

sortes de renseignements sur la guerre, des renseignements directs.

Il regarda son bloc-notes, y fit quelques traits au crayon et m'annonça que cette conversation pourrait avoir lieu le soir même.

— Après dîner, me dit-il. Si tu as un moment de libre, tu ferais bien de lire quelques journaux cet après-midi. Je pense que ce sera pour toi la meilleure façon de te rendre compte à quel point on croit ici à l'imminence de la victoire.

Je ne lui rappelai pas sa prédiction, faite un an auparavant, d'après laquelle les Allemands devaient être battus à la fin de 1944. Mais, le soir, après avoir lu quelques quotidiens et hebdomadaires, je lui parlai de mes lectures.

— Je vois ce que tu veux dire, papa. Toute la presse parle de l'Europe d'après-guerre. Elle déplore que l'unité entre les Trois Grands ne soit pas plus forte et réclame une nouvelle conférence des grandes puissances.

Mon père fit un signe affirmatif de la tête.

— Je pense qu'ils disent cela parce qu'il faut bien qu'ils trouvent quelque chose à redire à la situation. Mais quant à la guerre, elle est heureusement sur le point d'être gagnée.

Je lui demandai si on prévoyait une nouvelle rencontre des Trois Grands.

— Il faudra bien qu'il y en ait une. J'espère que nous pourrons nous réunir vers la fin de janvier, un peu après mon installation officielle comme Président. Au fond, il ne reste plus qu'à choisir le lieu de rencontre. Staline voudrait que ce soit quelque part en Russie.

— Encore ?

— Que veux-tu ? Il serait difficile de lui marchander cela. Il commande l'Armée Rouge, et l'Armée Rouge est en mouvement.

Ce premier soir, fidèle à sa menace, il me fit parler presque tout le temps. Il voulut tout savoir de la guerre, de nos combats, et il buvait littéralement chacune de mes paroles. Il me retint dans sa chambre jusqu'à une heure avancée de la nuit, m'assaillant de questions, et quand je voulus à mon tour lui en poser une ou deux, il était déjà trop tard pour poursuivre notre entretien.

Au bout de deux ou trois jours, pourtant, j'eus une nouvelle occasion de lui parler. Le général à qui je devais faire un rapport venait de me faire savoir qu'il lui serait impossible de me recevoir avant le lendemain. Je courus donc de bon matin à la Maison Blanche et montai dans la chambre de mon père, dans l'espoir de le surprendre avant qu'il ne se mette au travail.

De la main il me désigna un siège. Il était en train d'examiner des dépêches officielles, les sourcils froncés. Les journaux du matin gisaient sur le plancher, froissés d'une main nerveuse. Pendant quelques minutes il continua à lire, en poussant une exclamation de temps en temps et en manifestant son mécontentement. Lorsqu'il leva enfin le regard, mon visage devait exprimer la curiosité.

— Il s'agit de la Grèce, me dit-il. Les troupes britanniques luttent maintenant contre les guerillas qui ont combattu les Allemands pendant quatre ans.

Il ne cherchait pas à dissimuler sa colère. Je n'avais lu encore sur cette question qu'un vague article, évidemment incomplet, dans l'un des journaux de Washington. Toute la vérité ne devait être révélée par la presse que quelques semaines plus tard.

— Comment les Anglais osent-ils faire chose pareille ? s'écria mon père. Jusqu'où n'iront-ils pas pour se cramponner au passé !

Devant lui, son café filtrait. Il y jeta un coup d'œil, constata que le breuvage était prêt et il s'en versa une tasse en m'invitant du regard à en faire autant.

— J'ai ici une autre tasse en réserve, me dit-il.

— Je veux bien, merci.

— Je ne serais pas autrement étonné d'apprendre, reprit-il, que Winston ait fait comprendre clairement qu'il soutenait les royalistes grecs. Cela cadrerait bien avec le reste. Mais faire la guerre aux guerillas grecs ! Employer des soldats anglais à cette besogne

— Il emploie aussi sans doute l'équipement américain du prêt-bail, fis-je observer.

— Il faut que je sache exactement ce qu'il en est, dit-il.

Il se tut un instant, puis ajouta :

— Il est vrai d'ailleurs que je n'y pourrai pas grand-chose.

— Tu pourrais toujours faire une déclaration publique.

— Pour condamner l'attitude de la Grande-Bretagne ? dit-il en secouant la tête. Non, ce n'est pas une chose à faire en ce moment. Il sera temps de soulever cette question quand je verrai Winston en février. De toute façon...

L'expression soucieuse disparut de son visage.

— Que voulais-tu dire, papa ?

Brusquement, il changea de sujet :

— Tu sais, cela va faire juste un an que la reine Wilhelmine est venue ici, à la Maison Blanche. Elle est venue nous rendre visite. Nous avons parlé, poursuivit-il en souriant, je devrais dire plutôt que nous l'avons fait parler, en particulier des colonies néerlandaises et de leur sort après la guerre. Il

fut question de Java, de Bornéo, de toutes les Indes Orientales Néerlandaises. Nous avons tourné et retourné la question dans tous les sens pendant plus de six heures, en deux ou trois soirées. J'ai souligné que c'étaient les armes américaines qui libéreraient ces colonies de l'occupation japonaise : des armes, et aussi des soldats, des marins et des fusiliers marins. J'ai fait une allusion aux Philippines (un souvenir amena à nouveau le sourire sur les lèvres de mon père). Et sais-tu, Elliott, elle s'est engagée à suivre dans les Indes Orientales Néerlandaises l'exemple de notre politique aux Philippines, une fois la guerre terminée. Elle m'a promis qu'aussitôt après la défaite du Japon, son gouvernement annoncerait aux peuples des Indes Orientales Néerlandaises l'octroi d'un premier statut de dominion, garantissant l'autonomie et l'égalité.

« Ensuite, son gouvernement une fois constitué, chaque peuple décidera librement par vote s'il veut obtenir une indépendance complète. Dans l'affirmative, l'indépendance lui sera accordée. Tout comme nous le faisons pour les Philippines.

« La reine a donné sa parole. Et cela signifie une rupture nette avec la politique inspirée par les Anglais. Songe à l'effet que cela produira sur Staline ! Ce geste lui montrera ce que les nations occidentales peuvent et veulent accomplir après la guerre.

C'était sans doute l'arrogance britannique en Grèce qui lui avait rappelé ses conversations avec la reine Wilhelmine. Je lui posai la question.

— C'est exact, dit-il. C'est exact. Voilà pourquoi je pense qu'une déclaration publique condamnant l'action britannique en Grèce n'est pas nécessaire, en faisant même abstraction du fait que la propagande de l'Axe ne manquerait pas d'en tirer parti.

« Il est certain maintenant que nous allons pouvoir exercer une pression sur les Anglais et leur imposer notre point de vue dans le domaine colonial. Tout cela se tient : les Indes Orientales Néerlandaises, l'Indochine Française, les droits ex-territoriaux anglais en Chine... Nous réussirons tout de même à inaugurer le véritable XXe siècle. Tu verras! »

Plus rien ne restait de son irritation de tout à l'heure, tandis qu'il développait avec animation sa conception d'une politique étrangère qui non seulement se rendrait indépendante vis-à-vis du Foreign Office, mais encore amènerait cette citadelle de l'Empire britannique à accepter le progrès.

De ses paroles il ressortait clairement qu'il avait hâte de réformer de fond en comble toute la politique au cours de la prochaine réunion des Trois Grands.

Je quittai Washington quelques jours plus tard. C'était un voyage d'un caractère tout à fait personnel et lié à un événement heureux. Le 3 décembre, j'épousai, dans l'Arizona, Faye Emerson. Je m'attendais à recevoir l'ordre de regagner E.T.O. (European Theater of Operations) deux ou trois semaines plus tard. Mais sur ces entrefaites je reçus une permission aussi inattendue que bienvenue, ou plutôt, pour employer le langage militaire, je fus avisé que je devais rester aux États-Unis en « service temporaire » jusqu'après Noël. Cet ordre vint juste avant le 16 décembre, date à laquelle Hitler réussit sa percée dans les Ardennes.

Cette nouvelle, lorsqu'elle arriva à Washington, me remplit de stupeur. L'une des principales tâches de l'aviation de reconnaissance est précisément de recueillir des renseignements grâce auxquels ceux qui commandent sur le front peuvent prendre des mesures de précaution et préparer les opérations futures. Or l'offensive allemande, ainsi que cela ressortait des informations parvenues aux services de l'administration militaire à Washington, et, par la suite, des communiqués officiels, nous avait surpris alors que nous étions loin d'être préparés à l'événement. Je craignais fort que mon unité n'eût par trop négligé son travail, et mon premier mouvement fut de faire une demande réglementaire pour pouvoir regagner l'Europe afin de me rendre compte sur place de la situation. Mes

supérieurs, cependant, déclarèrent avec juste raison que ce qui était fait était fait et que ma présence là-bas n'influerait pas d'une façon appréciable sur le sort de l'offensive ennemie et sur nos chances de la contenir.

Resté ainsi à Washington, loin de mon unité, je me perdais en conjectures sur ce qui s'était passé. Le mauvais temps n'était pas une circonstance atténuante, car l'aviation de reconnaissance devait faire son travail dans n'importe quelles conditions atmosphériques. Ce n'est que plus tard, alors que, mon service temporaire à Washington terminé, je pus regagner l'Europe, que j'appris la vérité. Les informations sur la concentration des troupes ennemies au-delà des Ardennes avaient été dûment recueillies, vérifiées et transmises par la voie régulière, puis « retenues », par suite de l'étourderie d'un officier du service de renseignements.

Je passai les derniers jours de mon séjour aux États-Unis avec ma famille à Hyde Park. Ce fut le dernier Noël que je fêtai avec mon père. En dépit des titres sensationnels des journaux et de la guerre qui dominait la situation, nous passâmes quelques journées paisibles et charmantes. Le reste du monde avait cessé d'exister et nous étions une fois de plus une famille aussi unie que possible, parce que nous étions une grande famille, selon l'expression que mon père

avait employée un an auparavant, au Caire, à l'occasion du Thanksgiving Day.

La table de milieu du grand salon avait été poussée contre le mur pour faire place .à un arbre de Noël tout décoré. Des paquets contenant des cadeaux de Noël étaient rangés sur des chaises, une chaise par personne, en attendant qu'on les défît.

La veille de Noël, mon père prit place dans son fauteuil à bascule favori, près de la cheminée, et ouvrit un volume qui nous était familier. Nous nous groupâmes tous autour de lui. Je m'assis par terre, près de la grille de la cheminée. Le feu de bois pétillait agréablement. Mon père se mit à lire « Contes de Noël ». Tandis que sa voix s'élevait et s'abaissait rythmiquement, mes pensées erraient à l'aventure, puis s'arrêtèrent complètement. Soudain, je sentis le coude de Faye contre mes côtes et j'entendis sa voix chuchoter sévèrement à mon oreille : « Tu ronflais ! Lève-toi ! » Je regardai mon père d'un air contrit, il me répondit d'un clin d'œil grave et continua à lire. Je remarquai alors qu'il avait oublié de placer une fausse dent qu'il portait à sa mâchoire inférieure. Le petit Chris, fils de mon frère Franklin, âgé de trois ans, fit cette découverte en même temps que moi. Il se pencha en avant et d'une voix claire interrompit la lecture de mon père :

— Grand-père, tu as perdu une dent !

C'était une simple déclaration et qui ne comportait pas de réponse. Mon père sourit donc et continua à lire. Mais Chris avait définitivement cessé de s'intéresser au conte de Noël. L'instant d'après, il se leva, s'approcha de mon père, se pencha vers lui, et désignant du doigt ce qui l'intriguait, dit :

— Grand-père, tu as perdu une dent. Tu l'as avalée ?

C'est ainsi que prit fin la lecture des " Contes de Noël ».

— La rivalité est trop forte, dans cette famille. Trop de monde à la fois réclame la parole, dit mon père en riant, et il referma le livre.

— L'année prochaine, dit ma femme, ce sera un Noël de paix. Et nous écouterons tous sages comme des images.

— L'année prochaine, dit ma mère, nous serons de nouveau tous réunis à la maison.

Le jour de Noël, quand nous eûmes tous ouvert les paquets contenant les cadeaux qui nous étaient destinés, je m'approchai de mon père qui était assis à son bureau, occupé à coller soigneusement dans son album des timbres qu'on venait de lui offrir. De tous les cadeaux, les timbres étaient ceux qui lui faisaient le plus de plaisir. Je lui dis en plaisantant qu'il pourrait un jour ajouter à sa collection un nouveau timbre : celui des Nations Unies.

— J'y compte bien, Elliott, me répondit-il. Et je le ferai peut-être plus tôt que tu ne penses. Il s'adossa à la chaise et de la main qui tenait la loupe, il fit un signe à mon adresse.

— C'est curieux, j'étais justement en train de penser à un timbre de ce genre. Je poserai peut-être cette question à la conférence, le mois prochain. Ne penses-tu pas, ajouta-t-il en riant, qu'on me soupçonne d'avoir une arrière-pensée de philatéliste?

— C'est donc sûr ? demandai-je. C'est bien pour le mois prochain ?

— Aussi sûr que quelque chose peut l'être dans ce monde. J'attends déjà cette date avec Impatience. Le changement me fera du bien.

— Puis-je espérer que tu auras besoin d'un assistant ?

Il sourit.

— Cela dépendra de tes chefs, Elliott. Espérons que la chose pourra s'arranger.

— Je le souhaite.

— Mais, même dans le cas contraire, je te reverrai bientôt. J'envisage sérieusement un voyage en Angleterre à la fin du printemps ou au début de l'été. Je pense que cela serait la meilleure manière de persuader le peuple et le Parlement britanniques de la nécessité pour la Grande-Bretagne de mettre ses espoirs d'avenir dans les Nations Unies, les

Nations Unies au complet, au lieu de les fonder uniquement sur l'Empire britannique et la capacité des Anglais d'amener les autres pays à former une sorte de bloc en face de l'Union Soviétique.

Je lui demandai s'il croyait vraiment à la réalité d'un tel danger.

— Il faut bien s'y attendre, me répondit-il d'un air grave. Et nous devons maintenant songer à la manière de parer à ce danger.

Il se tut un instant, puis reprit :

— Au fait ce n'est pas une conversation de jour de Noël.

Ma mère, qui venait de s'approcher, dit avec fermeté :

— J'allais vous en faire justement la remarque. N'avons-nous pas fait vœu de ne pas parler aujourd'hui de choses graves ?

Deux jours après avoir mis Faye dans le train d'Hollywood, j'allai à mon tour prendre congé de mes parents et des autres membres de ma famille. Le Jour de l'An me trouva à mon poste, en plein travail. Trois semaines plus tard, je lus dans Stars and Stripes que la réélection de mon père allait donner lieu à une cérémonie inaugurale et j'étais bien content d'apprendre que Faye pourrait se rendre à Washington pour y assister. Mais, patatras ! L'orage éclata et

j'allais me trouver mêlé à une nouvelle guerre, en plus de celle menée contre l'Allemagne hitlérienne.

Je ne vois aucune utilité à m'étendre ici sur « l'affaire Blaze » (L'auteur de ce livre a été accusé par certains journaux américains d'avoir fait voyager son chien, Blaze, par priorité dans un avion militaire.). Si Faye avait besoin d'être avertie des risques qu'elle courait en épousant un Roosevelt, c'était désormais chose faite. Des rumeurs circulaient avec insistance sur la colline du Capitole. L'Inspecteur général vint en personne à mon quartier général, espérant y trouver je ne sais quoi. Puis, les détails de l'affaire ayant été réglés avec une adresse diabolique, une liste établie par le War Department, contenant les noms des officiers proposés pour le grade de général, se trouva placée sur le bureau de mon père. Or mon nom avait été porté sur cette liste sur la proposition de Doolittle, et approuvé par Spaatz et Eisenhower.

Faye me raconta plus tard que mon père, malgré l'habitude qu'il avait de donner toujours son approbation à de telles listes, considérant la chose comme une simple formalité, avait hésité sérieusement et y avait regardé, non pas à deux, mais à trois fois. Il avait toujours eu pour principe de laisser ses enfants se débrouiller seuls. Cette fois, cependant, il s'était offert le luxe de s'emporter. Il dit à ma femme qu'il était convaincu que je méritais cette

promotion, un point c'est tout. D'une main ferme, il signa la liste et l'envoya au Sénat. Il m'écrivit ensuite une lettre me disant ce qu'il venait de faire : il tenait à ce que le Sénat décidât lui-même si la confiance qu'on me témoignait en me proposant pour le grade de général était justifiée. Il ne me restait qu'à me boucher les oreilles et à attendre. J’étais sûr que le Congrès procéderait à une nouvelle enquête.

Mais la mauvaise étoile « Blaze » n'avait pas encore achevé son œuvre. À la fin de janvier Harry Hopkins arriva en France et il vint me voir à Paris, au SHAEF.

J'ai été particulièrement sensible à la délicatesse dont il lit preuve en m'annonçant la nouvelle. Il m'apprit également que la réunion des Trois Grands aurait lieu à Yalta, en Crimée. C'est pour se rendre à cette réunion qu'il avait traversé l'Atlantique. Il ajouta que mon père était déjà à bord du Quincy en route pour Yalta, et qu'un corps expéditionnaire lui faisait escorte. Comme j'allais lui poser la question capitale, il accéléra quelque peu le rythme de notre conversation. Mon père aurait bien voulu m'emmener en qualité d'assistant, mais il avait préféré ne pas demander au Var Department de me le permettre. Il lui semblait inopportun, m'expliqua Harry, de soulever la question, certain comme il était que les Républicains du Capitole ne manqueraient pas alors de pousser des hauts cris.

J'éprouvai une vive déception. Puis, ayant repris haleine, Harry m'apprit que mon père emmenait ma sœur Anna avec lui. Cela me fit plaisir. Je savais que mon père aimait avoir auprès de lui un membre de la famille à qui il pût confier ses impressions et parler à cœur ouvert. La présence d'Anna lui serait donc précieuse.

Un peu sans doute pour me faire oublier ma déception, Harry m'invita à dîner. Il désirait, me dit-il, discuter avec moi certaines questions qui le préoccupaient, avant d'aller rejoindre mon père dans l'île de Malte. Déjà, d'ailleurs, je m'étais rendu compte que je m'étais laissé aller à un chagrin enfantin, et je ne tardai pas à retrouver ma bonne humeur.

Au cours du dîner, Harry se montra un compagnon aussi charmant qu'il savait l'être. Pétillant d'esprit et débordant d'idées intéressantes, il me fit passer une excellente soirée. La conversation qu'il avait eue avec Ike Eisenhower lui permit de risquer une prophétie : la résistance de l'Allemagne serait définitivement brisée au mois de juillet. Je pariai, en riant, que ce serait chose faite dès la fin du mois d'avril.

Harry me dit que Churchill préparait une autre attaque au sud de l'Europe. Il s'agirait, disait-il, de créer une diversion dans le nord de l'Adriatique afin de sortir de l'impasse italienne. Ce dernier effort du Premier Ministre pour introduire les soldats alliés dans les Balkans avant les

Russes nous fit sourire. Harry ajouta d'ailleurs que les chefs militaires américains de l'état-major interallié ne lui permettraient jamais d'utiliser le matériel de débarquement, dont on avait tant besoin dans le Pacifique, pour réaliser son dessein.

J'appris de Harry que mon père considérait la conférence qui allait avoir lieu en Crimée comme la dernière réunion des Trois Grands qui fût nécessaire pendant la guerre. Les questions qui allaient y être discutées auraient trait presque exclusivement à la structure de la paix, à l'organisation des Nations Unies, aux problèmes de contrôle et de gouvernement dans les divers pays d'Europe et d'Asie qui, à défaut de plans, se trouveraient en quelque sorte dans le vide, au point de vue administratif.

Mon père, me dit encore Harry, tenait à rencontrer Staline et Churchill pour étudier en détail les questions concernant l'organisation de la paix, afin que les peuples vaincus pussent, dès la cessation des hostilités, recevoir la leçon qu'appelaient leurs crimes.

Mon père était, en effet, bien décidé à faire le nécessaire pour que, l'hitlérisme une fois écrasé et notre gouvernement militaire installé, les autorités désignées parmi les gens du pays ne se composent pas de dirigeants de grosses compagnies d'autrefois, dont la seule préoccupation serait de favoriser la renaissance des Cartels allemands.

À la fin du repas, j'étais d'excellente humeur. Harry devait partir le lendemain matin pour gagner Rome où il allait rencontrer plusieurs personnalités du Vatican, avant de rejoindre mon père à Malte. Je le chargeai de plusieurs commissions pour mon père, le remerciai de toutes ses gentillesses et retournai à mon poste.

Ainsi donc, je n'allais pas assister à la conférence de Yalta. Mais ce qui était plus grave, je ne devais plus jamais revoir mon père vivant.

Chapitre X : CONFÉRENCE DE YALTA

Churchill, Roosevelt et Staline

Bien que je n'aie accompagné mon père ni à Malte, ni à Yalta, au moment de la conférence, ni plus tard à Great Bitter Lake, en Égypte, j'ai été à même d'avoir plus d'une information de première main sur ce qui s'était passé dans ces divers endroits.

Certaines de ces impressions m'ont été rapportées par ma sœur Anna, d'autres par Harry Hopkins. De plus, mon père trouva le temps de m'écrire quelques lettres où il me parlait de ses réactions. Grâce à ces échos différents — et individuels — qui concordaient tous dans les grandes lignes, et grâce aussi au compte rendu officiel du voyage, j'ai pu me faire une idée d'ensemble de ces événements.

La conférence de Yalta, avec ses haltes à Malte et en Égypte, est, de toutes les réunions des Trois Grands, celle qui a duré le plus longtemps. Mon père était resté en voyage pendant cinq semaines. Ce fut aussi celle qui permit aux dirigeants des trois puissances d'avoir le plus d'entretiens. Il y eut huit sessions officielles et plusieurs conversations

privées pendant les huit jours que mon père passa en Crimée, et la gamme complète des questions militaires et politiques y fut étudiée. Pourtant cette conférence ne fut pas la plus importante de toutes.

La raison en est bien simple : les principales décisions avaient été prises ailleurs :.à Washington, au Caire, à Téhéran. À Yalta, le Maréchal soviétique, le Premier Ministre britannique et le Président des États-Unis, accompagnés de leurs assistants militaires et diplomatiques, avaient pour tâche d'étudier en détail des questions sur lesquelles ils étaient déjà d'accord dans les grandes lignes. Le nombre des conseillers qui assistèrent aux débats était plus important que les autres fois.

Il ne s'agit pas de nier l'importance de ces détails, mais le tableau d'ensemble avait été établi à Téhéran. Si mon père avait vécu, il y aurait sans aucun doute eu ensuite d'autres rencontres des Trois Grands, après celle de Potsdam. La Conférence de Yalta était nécessaire parce que la ligne politique arrêtée à Téhéran n'avait pas été suivie sans heurts à Dumbarton Oaks. Les délégués des trois puissances venant juste au-dessous des Trois Grands n'étaient pas tout à fait d'accord entre eux. À Yalta, une fois de plus, l'unanimité était réalisée et le squelette du monde d'après-guerre se couvrait de chair. C'est là que réside l'importance de la rencontre de Yalta.

Les Trois Grands s'étaient réunis en Crimée pour la commodité de Staline, dont l'Armée Rouge avait déclenché l'offensive d'hiver, une semaine environ avant le départ de mon père de Washington. On disait que cette offensive avait été avancée d'une semaine, et cela en dépit du mauvais temps, afin de diminuer la pression des Allemands sur les troupes alliées à l'ouest.

Le choix de Yalta comme siège de la conférence, n'enchantait pas, tant s'en faut, le Premier Ministre britannique. C'est Harry Hopkins qui rapporta à mon père la réaction de Churchill.

— Il dit que, si nous avions passé dix ans en recherches, nous n'aurions pu faire un plus mauvais choix... Il n'y a que deux choses qui prospèrent dans ce pays : le typhus et les poux.

Le lendemain, le Premier Ministre envoya un message à mon père : il y avait six heures de voiture entre l'aérodrome de Saka et Yalta : la route qui reliait ces deux localités à travers la montagne était au meilleur cas peu rassurante, mais probablement à peu près impraticable. Il ajoutait que les Allemands avaient fait dans cette région, avant de l'évacuer, de tels ravages que la santé des délégués y serait en danger permanent.

On prit note des communications du Premier Ministre et on classa ses messages. Par la suite, à Malte où mon père se

rendit le 2 février, Harriman qui était venu au devant de lui, lui apprit que la route en question ne laissait rien à désirer pas plus que les conditions sanitaires.

C'est dans l'île de Malte qu'eurent lieu les premières conférences militaires. Il est caractéristique du succès des armées alliées que la seule question du ressort de l'état-major interallié qu'on y discutât fut celle de savoir quelle partie des forces alliées serait affectée à la bataille d'Europe et quels renforts seraient envoyés sur le théâtre du Pacifique.

L'Amiral King et les officiers de la Marine, qui, pour des raisons évidentes, portaient plus d'intérêt à la guerre contre le Japon, s'opposaient — assez mollement, il est vrai — à la thèse du général Marshall, selon laquelle il fallait consacrer le maximum de forces armées au front d'Europe afin d'écraser les Allemands le plus vite possible. Au moment de l'arrivée de mon père, les chefs interalliés étaient déjà en conférence depuis plusieurs jours. Les deux entrevues qu'ils eurent alors, l'une avec mon père, l'autre avec Churchill, leur permirent d'aplanir les divergences de vues qui les séparaient encore sur certains points secondaires.

Mon père et Anna trouvèrent néanmoins le temps de visiter. Ils firent une promenade de cinquante kilomètres à travers Malte sous un soleil radieux, et allèrent voir la pierre

où était gravée la citation que mon père avait décernée aux Maltais, lors de son dernier séjour dans cette île.

Le départ vers la Crimée se fit la nuit. Le trajet à parcourir était de deux mille deux cents kilomètres. Durant toute la nuit, on entendit, à des intervalles de dix minutes ou d'un quart d'heure, le ronflement d'un C-54 qui prenait son envol à l'aérodrome de Luga, pour se tourner vers l'Est, dans la direction de la pointe sud de la Grèce, puis vers le Nord-Est, afin de survoler la mer Égée et la mer Noire, dans la direction de Saki, cependant qu'au-dessous d'eux, des navires de guerre américains et soviétiques croisaient, en prévision d'un amerrissage forcé. L'appareil n° 1, celui de mon père, qui transportait en outre Leahy, Mc Intire et Brown, ainsi que Pa Watson, Mike Reilly et Arthur Prettyman, était escorté depuis Athènes de six chasseurs, dont l'un dut rebrousser chemin à cause d'une panne de moteur. À midi, l'appareil présidentiel atterrit sur le sol soviétique. Les passagers furent accueillis par Molotov, le secrétaire d'État, Stettinius et Averell Harriman. Vingt minutes plus tard, l'avion du Premier Ministre britannique se posa à son tour. Un régiment de la Garde de l'Armée Rouge leur rendit les honneurs et l'orchestre militaire joua tour à tour The Star Spangled Bannes, God Save the King et l’Internationale. Quelques minutes après, Anna et mon père montèrent dans une limousine russe, conduite par un chauffeur russe, qui les

mena d'abord à travers une campagne, ondulante de collines et couverte de neige, pour s'engager ensuite dans les hauteurs. La route de Saki à Yalta était gardée par des soldats russes. Anna dit, en tirant mon père par la manche :

— Regarde! Que de femmes parmi ces soldats.

La longue file d'automobiles transportant les délégués américains, se dirigea vers le Palais de Livadia, jadis palais d'été des tsars, aménagé par la suite en maison de convalescence pour les tuberculeux et où les Allemands avaient installé, provisoirement, leur quartier général. Avant d'évacuer le Palais, les Allemands l'avaient pillé et n'y avaient laissé que deux petits tableaux. Ceux-ci servirent à orner un mur de la chambre destinée à mon père. Mais les Russes avaient apporté, de Moscou, un mobilier complet d'hôtel, aussi adéquat qu'il leur avait été possible de trouver, et fait venir tout un personnel. La fille de Harriman, Kathleen, était là pour accueillir les hôtes. Ils étaient tous très fatigués. L'emploi du temps de la soirée ne comportait que trois points : bain, dîner, lit. Le général Marshall se vit attribuer l'ancienne chambre du Tzar, l'amiral King, celle de la Tzarine.

La villa réservée à Churchill était située à une vingtaine de kilomètres de là, et celle qu'occupait Staline, à dix kilomètres. Le maréchal arriva de bonne heure, le lendemain matin, qui était un dimanche. À quatre heures de l'après-

midi, il vint rendre visite à mon père, en compagnie de Molotov. À cinq heures, la conférence était réunie en première session officielle, autour de la grande table ronde, dans l'immense salle de bal du Palais de Livadia. Cette réunion dura deux heures et quarante minutes et elle donna le ton aux réunions suivantes. Il y en eut tout sept, à raison d'une par jour. Seule, la dernière réunion fut plus courte.

Le travail accompli était considérable. Les questions suivantes furent discutées :

1. Les détails de la guerre contre l'hitlérisme, au sujet desquels l'unité des Alliés avait été réalisée. (Tandis que les conférences se poursuivaient, l'Armée Rouge avançait à une cadence jamais encore atteinte. Les délégués de l'armée de terre et de mer anglais et américains se demandaient même si la résistance allemande ne se trouverait pas définitivement brisée et si la défaite du Reich hitlérien, la plus forte puissance fasciste du monde, ne se produirait pas avant la fin de la conférence.)

2. L'occupation et le contrôle de l'Allemagne, après sa défaite. En arrivant en Crimée, mon père espérait convaincre ses partenaires que le contrôle de l'Allemagne devait être centralisé et non point divisé en zones. D'après lui, le contrôle et l'administration devaient former un tout, centralisé entre les mains des Alliés, non seulement au sommet de l'échelle, mais aussi à tous les degrés. Cette

thèse fut cependant accueillie avec tiédeur par les Anglais et les Russes. Et ils finirent par persuader mon père de la nécessité d'adopter le système des zones. C'est à Yalta que les lignes de démarcation furent établies, d'un commun accord, ainsi que les dates auxquelles les différentes armées devaient instituer le contrôle administratif dans chaque zone particulière.

« Nous sommes fermement décidés, écrivaient les Trois Grands, à détruire le militarisme allemand et le nazisme, et à prendre des mesures pour que l'Allemagne ne puisse plus jamais menacer la paix du monde. Nous sommes résolus à supprimer ou à contrôler toute industrie allemande...

Mon père préconisait ce que nous appelons, chez nous, « le plan Morgenthau », d'après lequel il fallait frapper au cœur le potentiel de l'industrie allemande. Sans industrie, aucun pays ne saurait, en effet, se lancer dans une guerre moderne. Ce projet intéressa Staline, et ce n'est de la faute ni de l'un ni de l'autre si ces dispositions énergiques n'ont pas été appliquées.

3. Les réparations à exiger de l'Allemagne furent également fixées. Les échéances furent prévues. On étudia également le caractère de ces réparations, l'équipement industriel, etc. (Ces plans n'ont, d'ailleurs, été exécutés, ni par les Anglais ni par les Américains.)

4. Une conférence des Nations-Unies, dont les principes avaient été établis à Dumbarton Oaks, suivant les grandes lignes, tracées à la Conférence de Téhéran, était décidée. Elle se réunirait à San Francisco, au plus tard dans les deux mois qui suivraient. À Dumbarton Oaks, des difficultés avaient surgi au sujet de la procédure. Le veto d'un des Trois Grands devait-il entraver l'action du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, au cas où le besoin d'une action contre un pays accusé d'agression se ferait sentir?

À Yalta, les Trois Grands attaquèrent le problème de face et sur le plan qu'il exigeait. Mon père et Staline approuvaient le principe du veto pour les Trois Grands. Ils partaient de ce point de vue, simple et clair, que la paix ne saurait être maintenue sans la participation des trois grandes puissances. Si l'une d'elles entre en conflit avec les deux autres, la paix s'en trouve menacée. Seuls, un accord complet et une unité de buts peuvent sauver la paix.

C'est mon père qui apporta une solution au problème de la procédure. Les Trois Grands, ainsi que la Chine et la France, devraient, d'après cette solution, se trouver unanimement d'accord, avant que l'organisation mondiale puisse prendre des mesures militaires ou économiques contre l'agresseur. Cependant, tout groupe de sept membres, parmi les onze participants du Conseil de

Sécurité, pourrait citer un pays agresseur devant le tribunal de l'opinion mondiale pour lui demander des comptes.

Mon père soulignait énergiquement la nécessité de maintenir une unité complète entre les nations, et en particulier entre les Trois Grands. L'application du principe du veto était destinée à sauvegarder cette unité.

5. Les Trois Grands répondirent aux questions que posait la libération des pays d'Europe occupés par l'Allemagne, et, ce faisant, réaffirmèrent les principes de la Charte de l'Atlantique : droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, à décider librement de la forme de leur gouvernement, et liberté des élections.

En ce qui concerne la Pologne, Staline insista pour que la frontière orientale de ce pays fût tracée suivant la ligne Curzon, avec quelques modifications, peu importantes, en faveur de la Pologne. En même temps, il se déclara partisan d'une Pologne forte et capable de se suffire à elle-même, grâce à l'annexion de certains territoires au Nord et à l'Ouest aux dépens de l'Allemagne. La question du futur gouvernement de la Pologne devait être résolue par un compromis permettant la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Il existait, à Moscou, un gouvernement polonais, soutenu par les Russes, et les Anglais, de leur côté, soutenaient l'ancien gouvernement polonais réfugié à Londres. Mon père joua, dans cette affaire, un rôle de

médiateur et d'arbitre, si important pour le maintien de l'unité.

7. Churchill, qui défendait jalousement les intérêts britanniques dans les pays méditerranéens et balkaniques, insista sur la question de la Yougoslavie. Il fut convenu qu'un parlement temporaire serait institué dans ce pays, comprenant certains membres du dernier parlement yougoslave. À cet égard, Staline imposa une réserve : ne pourraient siéger au parlement que des personnalités non compromises par leur collaboration avec l'ennemi.

8. Mon père était convaincu que les Trois Grands devaient se rencontrer fréquemment. La Conférence de Yalta, qui avait lieu un an à peine après celle de Téhéran, en était la preuve. Il fut donc décidé que les ministres des Affaires étrangères des trois puissances se réuniraient régulièrement.

9. Les Trois affirmèrent sagement, solennellement, et en toute sincérité, que « seules une coopération étroite et la compréhension réciproque des trois puissances ainsi que des autres nations éprises de la paix... peuvent assurer une paix durable... » Le premier mot de cette citation, ainsi que le chiffre de Trois méritent une attention particulière.

Sur la foi du témoignage de Harry Hopkins, je puis affirmer que Churchill, Staline et Roosevelt se montrèrent à Yalta plus unis que lors de la Conférence de Téhéran. Et il

était évident que c'était mon père qui dirigeait les discussions, plus, encore que dans les réunions précédentes. Ce n'est pas par pur hasard qu'il figure au centre sur les photographies prise à Yalta. Il dominait Winston Churchill plus complètement que les autres fois. Joseph Staline se montrait également disposé à suivre les conseils de mon père et à accepter ses propositions.

C'est aussi à Yalta que, dans une mesure plus grande que lors des autres conférences, on prit conscience de l'énorme responsabilité qui reposait sur les épaules des trois chefs d'État. Certes, des divergences de vues subsistaient à tous les échelons, et même au sein de chaque délégation. Ainsi, mon père n'accordait pas une confiance illimitée à tous ses conseillers. Ces petits désaccords, cependant, s'effaçaient devant la tâche commune, une tâche grandiose : la construction d'une paix forte et durable.

Quelques incidents fort significatifs marquèrent la Conférence de Yalta.

Un soir, au cours d'un dîner donné par Staline., mon père fit l'éloge du champagne russe, et cela non seulement pour des raisons diplomatiques, mais aussi, en toute sincérité. Flatté, son hôte lui apprit que cette boisson provenait de son pays d'origine : la Géorgie. La satisfaction de Staline se manifesta par des sourires encore plus cordiaux lorsque mon père dit qu'il comptait se faire représentant du champagne

géorgien en Amérique, après la guerre, quand il ne serait plus président, en ajoutant qu'il espérait bien faire fortune par ce moyen.

De leur côté, les Russes firent observer, diplomatiquement, qu'il avait fait mauvais temps en Crimée jusqu'à l'arrivée de mon père. Ils faisaient allusion à la légende qui veut que les Roosevelt amènent le beau temps avec eux.

La Conférence de Yalta fournit également l'occasion d'un échange de présents et de décorations. Mon père remit des médaillons spécialement gravés à Churchill, à Staline, à Eden et à Molotov. Il offrit, en outre, à Staline, un exemplaire du livre intitulé La Cible : l'Allemagne. C'était peut-être une discrète allusion politique à l'importance du plan Pointblank qui réglait le détail du bombardement des points stratégiques de l'Allemagne. Il remit, en outre, au maréchal, huit décorations : deux médailles de la Legion of Merit au titre de Grand Commandeur, et six médailles de la Legion of Merit au titre de Commandeur, que Staline devait décerner à huit généraux de l'Armée Rouge.

Lorsque la délégation américaine quitta le Palais de Livadia, le dimanche 11 février, le personnel du palais la pourvut généreusement de vodka, de plusieurs sortes de vin, de ce champagne géorgien qui avait conquis mon père, de caviar, de beurre, d'oranges et de mandarines. Cela

rappela à ma sœur Anna un petit incident qui s'était produit au cours d'une promenade qu'elle avait faite en compagnie d'un agent du service secret soviétique parlant anglais. Ayant rencontré un groupe d'enfants russes, ma sœur eut l'idée de leur offrir quelques barres de chocolat. Les enfants les acceptèrent, mais l'agent du service secret les lui rendit, d'un air grave et ferme, en disant :

— Ces enfants sont nourris comme il faut. Nous ne voudrions pas que notre visiteuse américaine s'imagine qu'ils manquent de quoi que ce soit.

Avant la fin de la conférence, Staline confirma la promesse qu'il avait déjà faite à Téhéran : dans les six mois qui suivraient la victoire en Europe, il déclarerait la guerre au Japon. Puis, après un moment de réflexion, il modifia le délai et le ramena à trois mois.

Outre les décisions figurant dans la déclaration officielle, les Trois Grands convinrent que la sécurité de l'Union Soviétique dans le Pacifique exigeait la reconnaissance du droit de ce pays aux îles Kouriles, ainsi qu'à la partie sud de file de Sakhaline. Plus tard, on reprocha à mon père et à ses partenaires, d'avoir conclu des « accords secrets », mais les critiques oubliaient, évidemment, le fait qu'une telle convention ne pouvait être rendue publique à une époque où la Russie n'était pas encore en guerre contre le Japon. Il est d'ailleurs faux d'affirmer que les îles Kouriles étaient le «

prix » demandé par les Russes pour leur entrée en guerre contre le Japon. Staline avait déjà proposé son intervention un an auparavant, à Téhéran, sans avoir pensé à une « contre-partie ».

Mon père arriva à Sébastopol à la tombée de la nuit. Dans le crépuscule, cette ville, l'une des plus éprouvées par la guerre, lui offrit un spectacle morne et lugubre. Ce n'était guère plus qu'un champ de ruines, avec çà et là un pan de mur qui se dressait pomme un panneau publicitaire. On dit à mon père qu'au moment où les Allemands évacuaient la ville, il ne restait que six bâtiments debout.

Mon père passa la nuit à bord du navire auxiliaire U.S.A. Catoctin, et, le matin, il prit l'avion pour l'Égypte, où il atterrit à l'aérodrome Deservoir, après avoir fait mille six cents kilomètres. Là, le croiseur lourd Quincy, le même qui 'avait amené les voyageurs de Newport News jusque-là, les attendait. Autre chose les y attendait encore, des nouvelles sur la façon dont le monde avait accueilli les délibérations de Yalta : Herbert Hoover lui-même avait admis, à contre-cœur, que « cela donnerait de grands espoirs au monde ».

Mon père parcourut quelques éditoriaux parmi ceux qui lui avaient été câblés, puis envoya à Staline un long télégramme pour le remercier de son hospitalité. Il se terminait ainsi : « Je suis persuadé que les peuples considéreront les résultats de cette réunion... comme une

réelle garantie que nos trois grandes nations pourront collaborer dans la paix aussi efficacement qu'elles l'ont fait dans la guerre, »

Mon père reçut trois visiteurs à bord du Quincy. Anna m'a dit, depuis, qu'il était déjà fatigué, épuisé par la tension des dernières semaines, et amaigri. Il vivait sur ses nerfs. Il tint cependant à recevoir ces personnalités importantes et à avoir un entretien avec elles.

La série des visites commença par celle du roi Farouk d'Égypte. Ils parlèrent des achats de coton que les États-Unis avaient faits en Égypte pendant la guerre et de l'importance des échanges commerciaux, après la guerre. Mon père dit également au roi Farouk qu'il prévoyait une grande affluence de touristes américains dans la vallée du Nil.

Au cours du même après-midi, mon père reçut un autre visiteur royal : le brun Haïlé Sélassié, le Lion Conquérant de Juda. L'empereur d'Éthiopie .parla avec animation à mon père des réformes qu'il introduisait dans son pays et déclara qu'il partageait avec joie l'espoir de mon père de voir se resserrer, après la guerre, les rapports entre les États-Unis et l'Éthiopie.

Le lendemain matin, ce fut le tour d'Ibn Séoud, roi de l'Arabie saoudite. Le souverain arabe était venu à bord d'un destroyer américain. Tandis que le navire se rangeait près du

Quincy, mon père et ceux qui l'accompagnaient purent voir les tentes qui avaient été montées sur le pont pour permettre au roi de dormir en plein air. Afin de satisfaire à la coutume musulmane qui exclut la présence d'une femme en pareille circonstance, ma sœur s'éclipsa discrètement ce jour-là et alla visiter le Caire.

Le Roi et le Président parlèrent d'abord de la question juive en Palestine. Mon père avait espéré pouvoir persuader Ibn Séoud que l'équité aurait voulu que les dizaines de milliers de Juifs chassés de leurs foyers d'Europe et qui erraient, en butte aux persécutions, pussent s'installer en Palestine. Plus tard Bernard Baruch m'a dit que, parmi tous les hommes à qui mon père avait eu affaire dans la vie, il n'en avait jamais rencontré un dont il pût moins obtenir que de ce monarque arabe à la volonté de fer. À la fin de la conversation, mon père lui promit de ne jamais sanctionner aucun geste américain hostile au peuple arabe.

Il fut également question, au cours de cette entrevue, du Liban et des colonies françaises à forte population arabe. Mon père dit à Ibn Seoud qu'il possédait la promesse écrite du gouvernement français que l'indépendance serait accordée à la Syrie et au Liban. Il lui assura qu'il pouvait écrire à n'importe quel moment au gouvernement français pour lui demander d'honorer sa parole et qu'il soutiendrait

les Libanais et les Syriens par tous les moyens à l'exclusion de la force.

Ibn Seoud regardait avec envie le fauteuil roulant de mon père. Il ne fut pas peu étonné lorsque mon père le lui offrit aussitôt.

Le Quincy se dirigea ensuite vers la Méditerranée, en passant par le canal de Suez. Alger fut la première étape du long voyage du retour. Le navire y fit une brève halte, tandis qu'on attendait la réponse à cette question : « De Gaulle continuera-t-il à bouder ou daignera-t-il rendre visite au Président à la suite de l'invitation de celui-ci. » La réponse vint par l'intermédiaire de l'ambassadeur Caffery :

« Pour toute une série de raisons, de Gaulle ne peut quitter Paris en ce moment. C'est regrettable, mais Alger est loin, etc., etc... »

Mon père haussa les épaules et le Quincy prit le large en direction de Newport News.

Le retour de cette conférence couronnée de succès fut triste. Un des plus vieux amis de mon père, qui fut aussi un de ses plus intimes collaborateurs, Pa Watson, tombé malade après le départ d'Alexandrie, mourut au milieu de l'Atlantique. Mon père arriva à la Maison Blanche dans un état de lassitude extrême. Anna m'a dit plus tard qu'après une telle traversée cela n'avait rien d'étonnant.

Et pourtant, lorsqu'il retrouva ma mère, il lui dit avec le même enthousiasme qu'autrefois :

— As-tu vu le communiqué de Crimée ? Désormais la route est tracée. Elle va de Yalta à Moscou, à San Francisco et à Mexico, à Londres, à Washington et à Paris. Et il ne faut pas oublier qu'elle passe par Berlin !

« Nous venons d'avoir une guerre mondiale, conclut-il, mais d'ores et déjà nous construisons la paix mondiale ».

Chapitre XI : CONCLUSION

Funérailles nationales du président Franklin Delano Roosevelt

L'œuvre de construction d'une paix mondiale était commencée, et même très bien commencée. Pourtant, pendant les mois qui suivirent la mort de Franklin Roosevelt, ce commencement de réalisation qu'on lui devait fut remis en question. Cette dernière expression est d'ailleurs un euphémisme. Peut-être faudrait-il lire plutôt : On est en train de perdre la paix.

On peut trouver un peu partout des preuves à l'appui de cette déclaration toute simple. « Il n'y a pas de paix ! » s'écrie Walter Lippman. Les journaux publient des articles sur certaines bases aériennes avancées dans le secteur oriental de notre zone d'occupation en Allemagne, et racontent comment notre aviation se reconstruit, remplaçant les « archaïques » P-51 par des avions-fusées ultra-rapides. Une question se pose, qui réclame une réponse : Pourquoi ?

Songeons aussi à la suspicion qu'entretient notre folle obstination à garder jalousement le secret de la bombe atomique, lequel d'ailleurs n'est qu'un secret de polichinelle, ainsi que les savants qui ont participé à l'élaboration du projet Manhattan le déclarent ouvertement.

Pourtant, nous serrons sur notre sein ce jouet meurtrier afin de le mettre à l'abri de la curiosité de nos alliés « indignes de confiance » ; nous le confions de préférence à la garde d'hommes en uniforme, tout comme si nous étions un État militariste, et non point, comme le voulaient les fondateurs des États-Unis, une démocratie civile.

On pourrait multiplier aisément les exemples. Notre devoir est de découvrir les raisons profondes de cet état de choses. Pourquoi est-on en train de perdre la paix ? Pourquoi entend-on, dans les cocktail-parties de Washington, des propos à peine déguisés sur la guerre contre l'Union Soviétique « de préférence avant 1948 », c'est-à-dire avant que les Russes puissent perfectionner à leur façon l'arme atomique. Pourquoi les journalistes peuvent-ils écrire : « Chaque homme d'État en Europe a derrière la tête cette idée fixe, dominante, qu'il faut agir comme s'il devait y avoir une guerre entre la Russie et la Grande-Bretagne, dans laquelle toutes les autres nations seraient entraînées »? Nous devons trouver quels sont ces hommes d'État. Nous devons lutter contre leur idée fixe. Nous devons lutter pour cette paix mondiale qui semblait assurée au moment de notre victoire sur le Japon, succédant à celle sur l'Allemagne.

Et, pour mener à bien cette tâche, il faut d'abord répondre à cette question : Que s'est-il donc passé ? Pourquoi avons-

nous quitté le chemin de la paix et nous sommes-nous laissés entraîner dans la direction opposée ?

Je crois qu'il y a là un fait qui, bien compris, permet d'expliquer et de juger toute l'évolution politique de l'après-guerre. Et ce fait, c'est que le jour où mourut Franklin Roosevelt, les forces de progrès dans le monde civilisé ont perdu leur défenseur le plus influent et le plus convaincant. À sa mort, la voix qui se prononçait le plus nettement pour l'unité entre les divers peuples du monde s'est tue. Bien plus, Roosevelt fut aux yeux des gens, un peu partout dans le monde, le symbole de l'Amérique et de la liberté ; à son nom s'attachait leur espoir de libération et d'un monde nouveau de paix et d'abondance. En même temps que mourait le Président Roosevelt, mourait aussi un peu de leur espoir et de leur foi. De toute évidence, aucun individu, aussi grand chef international qu'il soit, ne saurait influencer, par son existence ou par sa mort, qu'un bref moment de l'Histoire. Mais dans le cas présent, la mort d'un homme marquait pour ce bref moment l'arrêt des forces qui travaillent pour le progrès, pour la marche en avant, pour le renforcement de l'idée que la guerre n'a pas été faite, après tout, uniquement pour maintenir le statu quo. Les amis du progrès ayant abandonné la place, ce sont leurs adversaires, les ennemis du progrès, les champions du monde qui fut, les défenseurs de la réaction qui ont rempli le vide. Il n'est pas

difficile de citer des cas particuliers à l'appui de cette thèse. Au cours de ce livre, j'ai évoqué certains plans élaborés par l'architecte de notre victoire totale, en collaboration avec d'autres dirigeants, plans dont je puis parler en connaissance de cause puisque j'ai assisté moi-même à leur discussion. Ces ans contiennent une promesse. Confrontons cette promesse avec les faits. Que constatons-nous ?

Prenons l'exemple de la Chine. Au Caire, Franklin. Roosevelt avait arraché une promesse au commandant en chef, à ce féodal qui était aussi en fait le dirigeant de la Chine : la promesse de former un gouvernement vraiment représentatif, en réalisant l'union nationale, et cela avant la cessation des hostilités. Le généralissime chinois s'était également engagé à organiser, le plus vite possible, des élections nationales sous l'égide de ce nouveau gouvernement, plus démocratique.

Certes, la réalisation de cette promesse était soumise à deux conditions posées par Tchang. D'abord, que mon père obtiendrait du gouvernement soviétique une assurance formelle que la Mandchourie serait rendue à la Chine, que les futures frontières de la République chinoise seraient respectées, que les Soviets n'interviendraient pas dans la politique intérieure de ce pays. La seconde condition était que les États-Unis soutiendraient les Chinois, qui réclamaient, après la guerre, l'abolition des droits ex-

territoriaux des Anglais à Hong-Kong, à Canton et à Shanghai. Afin de mieux garantir cette condition, il fut promis à Tchang que seuls les navires de guerre américains entreraient dans ces trois ports, ainsi que dans les autres ports chinois, et que les navires anglais en seraient exclus dès que la résistance japonaise aurait cessé.

Les faits ? L'envoyé spécial de mon père, Pat Hurley, fit du bon travail. L'Union Soviétique donna toutes les assurances qu'on lui demandait et, depuis, resta en fait fidèle à la lettre et à l'esprit de cet accord. Ce fut alors aux États-Unis d'en remplir les conditions. Nous n'en fîmes rien. Les premiers navires qui entrèrent dans les ports chinois, après la victoire, furent des navires britanniques. L'ordre qui les écartait de ces ports fut « retenu » quelque part, selon toute probabilité au Département d'État.

Le résultat ? En face de ce manquement de parole, Tcheng, à son tour, manqua à la sienne. Le tableau qu'offre la Chine n'est pas celui du progrès, mais celui d'une réaction persistante. Lé gouvernement n'est pas un gouvernement d'union nationale où tous les partis seraient représentés, mais un gouvernement despotique avec la famine en bas, la corruption et le cynisme en haut.

Les questions coloniales offrent un contraste plus frappant encore entre la promesse et la réalité. Prenons l'exemple des Indes Orientales Néerlandaises, auxquelles la reine

Wilhelmine s'était engagée à octroyer aussitôt après la cessation des hostilités, un statut de dominion, première étape vers l'indépendance que le peuple lui-même devait voter dans un avenir assez proche. Cet engagement, il est vrai, avait été pris, étant entendu que ces riches colonies seraient libérées par les troupes américaines. Or, à la grande surprise de tous, les Anglais, craignant les effets, dans leurs propres colonies, de la proclamation de l'indépendance à Java, firent brusquement irruption dans les Indes Orientales Néerlandaises et utilisèrent le matériel de guerre américain livré en prêt-bail pour réprimer avec la dernière cruauté les tentatives de ces peuples pour reconquérir leur indépendance.

Et pendant ce temps, en Amérique, nous faisions... nous ne faisions absolument rien. Examinons aussi le cas de l'Indochine française. Que de fois mon père n'a-t-il pas dit que cette colonie, libérée en grande partie par les troupes et le matériel américain, ne devrait pas être rendue à la France uniquement pour continuer à servir de vache à lait à ses impérialistes comme c'était le cas pendant des dizaines d'années. Pourtant, lorsque les troupes coloniales britanniques occupèrent le pays, elles amenèrent avec elles des soldats et des administrateurs français. Vite ! Battons le fer pendant qu'il est chaud ! Remettons la colonie aux

intérêts impérialistes communs, pendant que personne ne nous observe.

Tous ces exemples, pour importants et significatifs qu'ils soient, sont pourtant bien peu de chose auprès du fait évident que le progrès a été battu en brèche par la réaction. Et l'on assiste à l'effondrement de l'unité des Trois Grands, de cette unité qui est le fondement de la paix. Franklin Roosevelt tailla cette pierre angulaire et la mit en place. Depuis, bien des gens se sont employés à l'ébrécher, avec l'espoir de la voir bientôt tomber en poussière.

À la tête des saboteurs de l'unité internationale se trouvent les hommes qui rejettent le principe du droit de veto. Ce sont ces hommes qui, par ignorance ou par cupidité, n'admettent pas l'idée que, dans un monde dominé par les États-Unis, l'Union Soviétique et l'Angleterre, il est indispensable que ces trois puissances travaillent de concert si l'on veut sauvegarder la paix. Il ne suffit pas non plus d'affirmer que les Russes sont si obstinés et si avides qu'aucun pays qui se respecte ne saurait maintenir d'alliance avec eux sans être obligé — ô horreur ! — de leur faire de constantes concessions. Pourtant cet argument ne saurait être retenu, car le monde a vu que l'unité des Trois Grands est une chose possible ; il a pu observer ce fait avec satisfaction pendant de longs mois, et notamment durant la conférence des ministres des Affaires étrangères à Moscou,

en décembre 1945 et en janvier 1946. Ce n'est qu'après la conférence, lorsque des clameurs s'élevèrent chez nous, accusant Byrnes d'avoir vendu les États-Unis, lorsque, à l'appel d'hommes comme Vandenberg au Sénat, ou du chœur Hearst-Roy-Howard-Mc Cormick dans la presse, une campagne fut déclenchée avec le mot d'ordre : « Il faut être ferme avec la Russie! », que la cause de l'unité fut compromise.

Qu'avait donc fait Byrnes de si terrible à Moscou ? Il avait simplement envisagé la possibilité de placer la bombe atomique sous le contrôle des Nations-Unies. Car Byrnes était suffisamment lucide pour se rendre compte que rien ne pouvait susciter autant la méfiance à l'égard de l'Amérique, riche et puissante, dans l'esprit de nos alliés de guerre (qui devaient rester nos alliés dans la paix), que le fait que nous gardions le secret de l'arme la plus redoutable qui soit. Pourquoi agissions-nous ainsi ? Contre qui comptions-nous nous en servir ?

Eh bien, Byrnes a, semble-t-il, profité de la leçon. Deux mois plus tard, comme obéissant à une voix intérieure, il était prêt à mettre en application sa propre version de la formule « il faut être ferme avec la Russie ». Par une curieuse coïncidence, à une semaine de là, Winston Churchill qui avait combattu inlassablement depuis l'automne 1942, jusqu'à l'hiver 1943-1944 le plan du

débarquement à l'ouest de l'Europe, et qui avait constamment réclamé que fût modifiée la stratégie des alliés afin d'amener nos troupes à traverser les massifs montagneux qu'il appelait sans rire « le bas-ventre vulnérable de l'Europe », prononça à Fulton, dans le Missouri, un discours qui constituait une attaque violente contre la Russie. Churchill s'était efforcé de déplacer le poids de l'offensive de façon à protéger les intérêts britanniques dans les Balkans et l'Europe centrale contre son allié russe, au risque de retarder la victoire. À Fulton, il lançait un ballon d'essai en vue d'une guerre ouverte contre son ancien allié. À l'époque où il proposait une alliance militaire anglo-américaine, il ne pouvait ignorer que les chefs de l'état-major interallié continuaient à se réunir régulièrement à Washington, bien que la guerre fût terminée depuis de longs mois, comme ils le font d'ailleurs encore.

L'effondrement progressif de cette unité des Trois Grands, qui est pourtant une nécessité vitale, a commencé en réalité dès avant la fin de la guerre. Trois mois avant la défaite de l'Allemagne, les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Guerre des Trois Grands commencèrent à faire la navette entre Londres, Washington et Moscou, rédigeant des mémorandums sur les conditions de la capitulation. Après quelques discussions, un projet fut enfin adopté. Un exemplaire de celui-ci fut envoyé au maréchal

Joukov, à Moscou. Par contre le texte n'en fut communiqué au général Eisenhower à SHAEF, ni de Londres, ni de Washington. En fait, les termes de la capitulation employés par lui finalement avaient été rédigés par son chef d'état-major, le général Bedell-Smith, pour cette bonne raison qu'il ignorait l'existence d'un tel document. Faut-il s'étonner, dès lors, que les Soviets se soient sentis offensés ? Ou qu'ils en aient voulu aux Américains et aux Anglais de ne pas avoir retiré rapidement leurs troupes des territoires qui ne faisaient pas partie de leur zone d'occupation, ainsi que cela avait été convenu à Yalta ? Ou qu'au moment où j'écris ces lignes, ils soient blessés de voir que les forces d'occupation anglaises et américaines ne font aucun effort spécial pour exécuter le plan des réparations également établi à Yalta?

Tous ces événements ne pouvaient manquer de provoquer une réaction au Kremlin. Il ne fait pas de doute que, depuis la victoire en Europe, Staline et ses conseillers ont décidé que, puisque la désunion des Alliés va en s'accentuant, il leur faut au plus vite songer à consolider leur barrière pour parer à toute éventualité. Les rideaux de fer ne poussent pas tous seuls. Il y a toujours une raison à leur origine. Si un Churchill peut parler d'un rideau de fer en Europe, un Staline peut, de son côté, indiquer les raisons qui rendent ce rideau nécessaire. Malheureusement, la politique internationale étant ce qu'elle est, la logique est remplacée

par des formules telles que : « N'en faites-vous pas autant ? » Dans mon effort pour découvrir les causes profondes de la situation critique actuelle, je ne vois que ceci : les États-Unis et la Grande-Bretagne ont été les premiers à brandir un poing ganté de fer et à abroger les décisions prises en commun.

Il faut noter aussi qu'au moment où, les armes s'étant tues, le monde se réorganisait, nous avons failli à notre tâche primordiale qui était de jouer le rôle de médiateur entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, seuls pays dont les intérêts de sécurité s'opposent aujourd'hui. Au lieu d'arbitrer ces différends, comme mon père s'est toujours efforcé de le faire, nous nous rangeâmes du côté de l'une des parties. Bien pis, nous ne nous plaçâmes pas aux côtés de l'Angleterre, nous nous plaçâmes derrière elle.

Ainsi, dans le cas tragique de la Grèce, quand les soldats britanniques, en dépit de la protestation ouverte du peuple anglais, tiraient de sang-froid sur les antifascistes grecs, nous nous rangeâmes derrière le Foreign Office en déclarant vraiment démocratique une élection qui n'était qu'une dérision. De même, en Turquie, nous favorisâmes les desseins des Anglais en amenant la Turquie, qui ne résistait d'ailleurs pas beaucoup, à s'opposer à toute demande soviétique tendant à établir un contrôle conjoint des Dardanelles.

Géographiquement, deux pays contrôlent les Dardanelles : la Grèce et la Turquie. En soutenant les Anglais lorsqu'ils imposent des conditions anti-soviétiques au sujet de ces détroits, dont l'importance est capitale, nous renions une fois de plus le principe de l'unité des Trois Grands.

Il y a aussi le cas de l'Iran. Là, on pourrait parler de comédie si la situation créée n'inspirait pas plutôt de l'amertume. Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies — sans égard pour les désirs du gouvernement iranien, sous l'influence anglo-américaine — continuait de considérer le problème de l'Iran comme s'il représentait une menace sérieuse pour la paix. Le déroulement des faits fut très simple : la Grande-Bretagne gardait jalousement le contrôle de ses concessions de puits de pétrole dans le Sud de l'Iran dans la proportion de cinquante et un à quarante-neuf, la part du lion étant évidemment réservée au Lion britannique. Quand l'Union Soviétique se risqua à réclamer une part de cinquante-cinq pour cent pour les concessions du Nord de l'Iran (il ne faut pas oublier que l'Iran est tout près des gisements de pétrole russes de Bakou), on assista, au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., à une journée de débats anti-soviétique sur cette question. Partout, aux États-Unis, les journalistes et les commentateurs s'accordaient pour déclarer que les Russes avaient des visées impérialistes, si bien que le public, à force de lire et d'entendre si souvent

cette fausse présentation des faits, fut presque prêt à l'accepter.

Le cas de l'Iran n'est important que parce qu'il est significatif. Il montre qu'un petit groupe d'hommes décidés, à Londres et à Washington, s'applique à créer une atmosphère de haine de guerre contre les Russes, oubliant que ce sont les Russes qui ont supporté le choc de la puissance militaire du Reich, que ce sont eux aussi qui ont brisé cette puissance, démontrant une fois pour toutes leur importance dans la coalition pour la paix.

Si je parle avec une telle vivacité, c'est que j'ai acquis, dans une certaine mesure — très faible d'ailleurs — le droit de le faire, puisque j'ai travaillé et effectué des vols avec des hommes que la guerre a tués en trop grand nombre. Il n'est pas agréable de constater que, si peu de temps après, on a déjà oublié ce qu'ils avaient fait, par la faute d'hommes qu'on n'avait jamais vus, depuis Pearl-Harbour, là où ils auraient dû être. Il n'est pas agréable de constater que la voix qui se fait le mieux entendre aujourd'hui est celle de ce nouvel « internationaliste », de ce membre du Congrès aux yeux de qui l'internationalisme est une combinaison internationale destinée à faire éclater une troisième guerre mondiale contre l'un de nos alliés de la se guerre mondiale.

J'ai parlé tout à l'heure d'un « petit groupe d'hommes décidés » et j'ai ajouté qu'ils se trouvaient en partie à

Washington. J'aurais dû peut-être m'exprimer d'une façon plus explicite. Je pense à des professionnels du Département d'État en qui mon père n'eut jamais confiance et parmi lesquels il faut comprendre ces hommes qu'on appelle à tort nos « experts » des affaires étrangères. Je pense à ces réactionnaires qu'on trouve dans les deux grands partis du Congrès, à ces hommes qui estiment plus important de décider de quel côté le pays devra se ranger à l'avenir, que de collaborer pour l'avenir. Je faisais allusion à nos champions de la « liberté de la presse », de cette presse qui lutte héroïquement pour la liberté de l'irresponsabilité ». Je pense à ceux qui vitupèrent le principe de l'unité des Trois Grands et qui proclament que le droit de veto est un « système vicieux »

Je pense aussi à ceux qui ont ramené notre politique étrangère au niveau de la bombe atomique, à ces militaires qui, soucieux seulement de leur carrière, sont prêts d'ores et déjà à condamner notre civilisation à périr sous une masse de décombres.

J'ai exprimé mon opinion en disant que la coutume et la tradition américaines s'opposent à ce que le destin de notre nation soit confié à des militaires. Ce n'est pas par pure coïncidence, j'en suis sûr, qu'il a été stipulé que le Président — civil par tradition — doit être le commandant en chef de l'armée et de la marine. Or, nous sommes bien obligés de

constater que notre diplomatie d'après guerre est passée entre les mains des militaires. Je ne formule pas de critiques à l'égard de l'œuvre accomplie par Marshall en Orient, pas plus qu'au sujet du général Bedell-Smith, à Moscou. Je ne nie pas non plus que l'amiral Leahy soit le meilleur conseiller qu'un président ait jamais eu en matière de diplomatie. Mais je veux souligner que des postes diplomatiques aussi importants devraient être confiés à des civils, qu'une démocratie pacifique comme les États-Unis d'Amérique ne devrait pas faire appel aux soldats pour l'informer et la diriger dans les affaires internationales. Les personnalités militaires devraient, lorsqu'elles entrent dans l'arène de la politique intérieure ou extérieure, se séparer d'abord complètement de l'armée et se retirer dans la vie civile.

Le danger d'une diplomatie militaire est évident. Les militaires commandent l'armée, et une armée n'est un facteur de progrès que dans la mesure où elle est l'instrument d'une politique étrangère de progrès. En conséquence, aucun homme, quelque compétent ou large d'esprit qu'il soit, ne devrait pouvoir contrôler à la fois la politique étrangère et l'armée. Le comportement de nos soldats à l'étranger apporte une preuve intéressante à l'appui de cette thèse. Aussi longtemps que les G.I.'s furent convaincus qu'ils contribuaient à gagner la guerre, dans l'ensemble, ils renonçaient joyeusement et presque sans

murmurer — à de rares exceptions près — au plaisir et au confort de leur foyer, à la vie de famille, pour assumer la responsabilité de lutter et de vaincre. Aucune manifestation de G.I.'s réclamant leur retour au pays n'eut lieu avant la conférence de Potsdam, c'est-à-dire lorsque la démocratie semblait avoir encore — et avait effectivement — une tâche bien déterminée à remplir, puisqu'il s'agissait d'administrer un nid de fascisme conquis. Mais dès qu'il apparut que ce pour quoi ils avaient combattu — et avant tout la « paix pour de nombreuses générations », assurée au monde par l'accord des Trois Grands à Téhéran -- était en train de se perdre, la clameur qui s'éleva de Paris à Tokyo fut enregistrée très nettement à Washington.

Je tiens à souligner clairement que je ne suis pas opposé à l'idée de garder un nombre important d'Américains sous les armes. Au contraire, j'en suis partisan, à condition que cette armée soit employée comme élément des forces de sécurité prévues par la Charte des Nations Unies et que cette organisation soit basée sur le principe qui est à son origine, c'est-à-dire une unité toujours plus étroite des Trois Grands.

J'en arrive à cette question :

Que pouvons-nous faire, nous qui ne sommes pas simplement des membres du gouvernement des États-Unis d'Amérique, mais quelque chose de bien plus important, c'est-à-dire des citoyens américains ? Que pouvons-nous

faire pour amener notre gouvernement à se remettre sur le chemin tracé par Franklin Roosevelt ?

Afin de répondre à cette question, je dois dire très brièvement quel enseignement j'ai tiré d'abord de l'histoire, puis de l'expérience de mon père en tant que Président. Les plus grands de nos Présidents furent ceux, j'en suis convaincu, qui comprirent et sentirent le mieux la volonté consciente et intelligente du peuple. Si Lincoln ne put signer l'Acte d'Émancipation abolissant l'esclavage que deux ans environ après le début de la guerre civile, ce n'est pas faute d'une pression des États du Nord, mais parce que cette pression ne fut pas suffisamment forte. Dans la démocratie américaine, il existe un lien entre le Président et le peuple, lien qui n'est pas toujours ce qu'il devrait être. Nous qui sommes souverains, nous citoyens américains, nous devons aider nos Présidents à être de grands Présidents. Si Franklin Roosevelt fut un grand Président, c'est principalement grâce à la parfaite compréhension du peuple américain pendant son séjour à la Maison Blanche.

Franklin et Elliott Roosevelt